LES PROJETS

D'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE FRANÇAIS

AU POINT DE VUE NATIONAL

L'enseignement secondaire est aujourd'hui livré à une sorte d'antinomie qui, au premier abord, paraît insoluble. D'une part, plus la vie nationale devient complexe et variée, plus elle a besoin d'un système d'éducation qui maintienne son unité intellectuelle et morale, en développant un même esprit public. A ce premier point de vue, l'enseignement secondaire doit donc être un. D'autre part, la diversité des objets de connaissance et des applications professionnelles va croissant; il faut donc renoncer à vouloir tout apprendre à tous. A ce second point de vue, une certaine variété sur les points accessoires semble indispensable dans l'enseignement secondaire. La conciliation de cette variété avec l'unité, tel est le problème qui s'impose aujourd'hui, et dont la récente réforme du baccalauréat, accomplie aux dépens des études philosophiques, ne fournit point une solution satisfaisante. C'est qu'on n'a su déterminer ni la partie fondamentale ni la partie accessoire de l'enseignement secondaire, faute du vrai critérium, qui, selon nous, est dans la distinction des études purement instructives et des études éducatives nécessaires au maintien de l'esprit national.

En outre, on ne se contente pas aujourd'hui de réclamer des degrés dans l'enseignement, une instruction complète et vraiment classique pour les uns et, au-dessous, une instruction plus pratique pour les autres; on va jusqu'à demander l'*équivalence* finale des divers degrés, avec des titres égaux de bacheliers pour sanction. Il

existe une sorte de coalition ayant pour but de faire endosser à l'enseignement spécial la « toge classique » et d'en faire l'égal de l'autre sous les noms « d'enseignement français » ou « d'humanités modernes. »

Fort ambiguë est l'intention des partisans d'humanités modernes à l'égard des humanités anciennes. Les uns veulent la perte de ces dernières, les autres leur salut, et cela, chose merveilleuse, par les mêmes moyens! Quand M. Frary se fait l'avocat du français et des langues vivantes, on sait quelle est sa pensée de derrière la tête : ceci tuera cela. Mais il en est d'autres qui croient, au contraire, soutenir les études classiques (comme la corde, a-t-on dit, soutient le pendu, en l'étranglant). Ces études, selon eux, deviendront le privilège de « ceux-là seulement qui en auront la véritable vocation. » Des hommes même comme MM. Gréard, Boissier et plusieurs autres, voudraient réduire les lycées classiques à douze ou quinze, pour créer une « élite de délicats. »

En réalité, le but auquel tendent avec plus ou moins de conscience les partisans des humanités modernes, c'est ou la disparition des « humanités anciennes, » ou leur étranglement progressif et leur restriction à un nombre d'individus de plus en plus petit, que l'on consolera de leur solitude en leur donnant, jusqu'à nouvel ordre, le nom flatteur d'élite. Ce but est en opposition avec celui que poursuivent actuellement l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, où l'on tend à rétablir, autant qu'il est possible, l'unité du véritable enseignement libéral, tout en laissant subsister un enseignement d'ordre *inférieur* et moins long, pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de recevoir une instruction complète. Nous tendons ainsi, en France, à tout niveler dans l'enseignement, tandis qu'on tend ailleurs à tout coordonner hiérarchiquement. Il y a là de quoi susciter bien des réflexions et bien des craintes. La France a-t-elle raison de diviser, de fractionner, de désorganiser de plus en plus son véritable enseignement libéral, et cela pour y introduire un utilitarisme qui, jusqu'à présent, avait été chez nous inconnu? C'est là un problème d'un intérêt vraiment national et international. Nous rechercherons si la solution ne serait pas la suivante : en premier lieu, maintenir l'unité de l'enseignement classique, tout en y introduisant une certaine variété d'études accessoires ; en second lieu, organiser fortement un degré d'instruction intermédiaire entre l'enseignement primaire et l'enseignement classique, mais sans vouloir égaler cet enseignement à l'autre, pour ne pas compromettre à la fois l'un et l'autre; en troisième lieu, organiser non moins fortement un véritable enseignement professionnel et technique, qui manque dans notre pays.

I.

On a beaucoup blâmé la bifurcation des lettres et des sciences sous l'empire; ce qu'on prépare en ce moment, c'est en réalité une nouvelle bifurcation, plus précoce, plus radicale et plus irrémédiable, entre l'enseignement classique latin et l'enseignement classique français. Or on ne peut, sans les plus graves inconvéniens, établir deux types d'instruction divers déclarés *équivalens* et ayant des sanctions équivalentes. L'un tendra évidemment à supprimer l'autre. Examinons cependant les raisons qu'on met en avant pour sectionner l'enseignement secondaire en types séparés et prétendus égaux. Ces raisons, si on les systématise, rentrent toutes dans les quatre suivantes : approprier l'enseignement secondaire aux intelligences plus modestes, ou aux fortunes plus modestes, ou à la variété des aptitudes, ou enfin à la variété des connaissances théoriques et professionnelles. — Mais l'appropriation peut se faire de deux manières, ou par une diversité de degrés hiérarchiques dans l'enseignement, ou par une diversité de types déclarés égaux. Au lieu de la première solution, qui serait logique, on propose la seconde, qui est contradictoire. De l'inégalité dans les prémisses, on prétend déduire dans la conclusion l'égalité. En effet, choisissez-vous la première raison, qui est l'appropriation de l'enseignement aux « intelligences médiocres ? » alors n'ayez pas la prétention d'organiser, pour les médiocrités, un « enseignement classique français » ou des « humanités modernes » qui, dans votre pensée, deviendront équivalentes aux humanités anciennes et aboutiront aux mêmes diplômes. Si réellement elles sont plus à la portée des médiocres et exigent moins de travail, par quel miracle les résultats seront-ils à la fin « équivalens? » De même, si vos humanités modernes s'adressent aux « fortunes modestes » parce qu'un tel genre d'études sera plus expéditif, comment encore soutenir la thèse de l'équivalence finale?

La troisième raison invoquée pour sectionner l'enseignement secondaire en types égaux, c'est la diversité des aptitudes. Mais cette raison, plus spécieuse que les précédentes, n'est cependant valable ni en théorie ni en pratique, quand il s'agit de faire des études complètes et libérales. On la mit jadis en avant pour séparer les lettres des sciences; or, en théorie, l'aptitude littéraire, loin de diminuer la nécessité des études scientifiques, l'augmente encore; l'aptitude scientifique, loin de diminuer la nécessité des études littéraires, la rend plus urgente. La théorie se retourne donc contre elle-même. Voici un enfant qui a plus d'imagination que de raisonnement. Il faut, dites-vous, qu'il s'occupe de littérature et non de

sciences. Je réponds tout au contraire : il faut développer chez lui l'aptitude qui lui manque et, pour rétablir l'équilibre, il est nécessaire qu'il étudie les principes généraux des mathématiques et de la physique en même temps que ceux de la littérature. Ne faisons ni des lettrés sans esprit scientifique, ni des savans sans aucun sentiment littéraire, incapables d'exprimer clairement et élégamment leurs propres pensées. Si un enfant est inapte au véritable enseignement classique, cherchons-lui une place dans l'enseignement spécial ou ailleurs, mais n'ayons pas l'ambition d'en faire un bachelier égal aux autres, ni de changer pour cela l'enseignement spécial en « enseignement classique français. »

La dernière et principale raison invoquée pour créer deux types divers d'instruction secondaire, c'est la diversité croissante des connaissances et de leurs applications. Mais on ne s'aperçoit pas que c'est la conséquence opposée qui serait logique. L'unité, — nous ne disons pas l'uniformité, — devient d'autant plus nécessaire à la base de l'éducation que les objets de connaissance deviennent plus nombreux et plus divers. L'éducation vraiment libérale étant générale, désintéressée, humaine et civique, plus les spécialités se multiplient, plus l'éducation classique, *pour ceux qui ont les moyens de la recevoir,* doit se concentrer sur ce qui est la base commune des spécialités mêmes, tout en admettant quelques variétés de détail. C'est d'ailleurs un préjugé de croire qu'un futur médecin doive avoir au collège une éducation si différente de celle qui est nécessaire au futur magistrat ou au futur professeur. Qu'on examine de près les connaissances qui, *dès le collège,* seraient spécialement nécessaires pour telle ou telle profession future; on verra ou qu'elles n'existent pas, ou qu'elles sont tout à fait secondaires et exigent seulement quelques variantes dans les programmes scientifiques, ou enfin qu'elles ne doivent être acquises que plus tard par la préparation directe et spéciale. Toute division de l'enseignement classique en sections vraiment séparées est une spécialisation précoce; or, toute spécialisation précoce est dangereuse et, dans l'enseignement libéral, ne saurait être admise. La séparation de l'enseignement classique latin et de l'enseignement classique français obligera les jeunes gens à faire, dès leur entrée au collège, un choix pour lequel ils n'ont point les lumières nécessaires et qui, s'il est mauvais, produira un dommage irréparable. Tel disait : je veux être médecin, et découvre ensuite qu'il veut être ingénieur; tel disait : je veux être grand commerçant ou grand agriculteur, et découvre qu'il préfère la magistrature. Quoi de plus difficile pour un jeune homme que le choix d'une profession (1)? Il

(1) Nous connaissons fort intimement quelqu'un qui avait fait toutes ses études en

faut donc que l'instruction secondaire soit organisée de manière à développer toutes les facultés qui seront aussi indispensables à l'ingénieur qu'au médecin, au financier, au magistrat ou au grand agronome. Quand on a reçu une forte instruction *fondamentale* en littérature, en sciences et en philosophie, on peut choisir ensuite une profession aussi bien qu'une autre, et on fait alors un choix éclairé. L'acquisition des connaissances professionnelles se fera vite si on possède à fond les connaissances générales.

En somme, pour sauvegarder l'unité nationale, l'enseignement classique doit être *un* lui-même et animé d'un esprit unique. Il ne doit admettre, dans les deux dernières années, que quelques « équivalences » dont nous parlerons plus loin, sur des points tout à fait secondaires et sur des détails ; encore faut-il que ces équivalences soient réelles, rigoureusement établies et rigoureusement limitées. Elles auront moins une valeur qualitative que quantitative, c'est-à-dire qu'elles porteront sur la quantité plus ou moins grande d'*instruction* particulière et de connaissances particulières à acquérir, non sur les études qui, au point de vue de l'*éducation* individuelle et du progrès national, sont caractéristiques de l'enseignement secondaire.

Maintenant se pose une autre question. Quelle doit être, par rapport à la population entière d'une contrée, l'étendue de l'enseignement classique et vraiment libéral, c'est-à-dire le nombre d'individus auxquels il est nécessaire de le fournir? — Ce sont, d'une manière générale, ceux qui, par leur fortune ou par leur profession, feront partie de la classe dirigeante; or, cette classe varie selon les pays et selon les formes de gouvernement. Elle est évidemment plus nombreuse dans les démocraties, où ce n'est plus la noblesse, mais la bourgeoisie aisée et influente qui devient la directrice du mouvement national. Chez nous, l'enseignement secondaire doit donc s'adresser à tous ceux qui ont assez de temps devant eux et assez d'argent pour pouvoir faire des études classiques. Il faut encore, sans doute, une certaine capacité moyenne, mais les incapacités absolues sont bien rares.

Ceux qui, contrairement à ce principe, veulent restreindre l'en-

vue d'une profession et qui, la dernière année, en choisit une autre : le professorat. Dans le professorat même, il commença par enseigner la rhétorique et prépara jusqu'au bout l'agrégation des lettres ; puis, l'agrégation de philosophie ayant été rétablie, il changea de direction et trouva enfin, à ce qu'il semble, sa véritable voie. Plus tard, ses anciennes études de grec en vue de l'agrégation des lettres lui permirent de « platoniser » et de « socratiser » à son aise. Pourquoi vouloir confiner de bonne heure les jeunes gens soit dans les sciences, soit dans les lettres anciennes, soit dans « l'enseignement classique français ? » Nul ne peut connaître l'avenir.

seignement libéral à une petite minorité, invoquent soit l'intérêt des études classiques elles-mêmes, soit l'intérêt des professions industrielles, agricoles et commerciales.

En ce qui concerne l'intérêt des études classiques et des vraies « vocations » littéraires ou scientifiques, c'est, selon nous, l'entendre à rebours que de réduire l'enseignement classique à un nombre de plus en plus minuscule, sous prétexte de faire la part du feu et d'abandonner la majorité à ses préoccupations utilitaires. Quelle « vocation » pourrait tenir devant l'universel abaissement des études, devant l'indifférence de l'État, devant la rareté croissante des lycées classiques, ou devant les facilités offertes dans chaque lycée pour se soustraire à l'enseignement du latin, du grec, de la philosophie? Il faut beaucoup d'appelés pour avoir peu d'élus. Sous prétexte de former artificiellement une élite, de faire une sélection, on l'empêchera de se former naturellement. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la France (à moins que les établissemens *ecclésiastiques* n'y suppléent) seront privés des collèges qui suscitent les vraies vocations littéraires, philosophiques et même scientifiques, car la vocation scientifique commence presque toujours par être littéraire et humaniste. La sélection ne s'opère que sur de vastes champs et sur de grands nombres; sous prétexte de diminuer les prétendus « fruits secs » de l'enseignement classique, on empêchera les fruits féconds de se produire : c'est comme si on voulait ne garder qu'un petit nombre d'arbres dans une forêt, sous prétexte qu'il y a beaucoup de fleurs et de fruits qui tombent à terre sans mûrir. N'est-ce pas à force d'essais plus ou moins fructueux que la nature réussit ses chefs-d'œuvre? Cette loi scientifique est méconnue de tous ceux qui veulent restreindre l'enseignement libéral sous prétexte d'en faire mieux profiter une élite. La vraie méthode consiste non à mutiler et à découronner les études, mais à émonder toutes les branches inférieures de l'arbre, à élaguer tout le fatras historique, géographique, pseudo-scientifique et pseudo-littéraire, tout ce qui n'est qu'érudition, affaire de mémoire, détail, spécialité.

Les organisateurs de l'Association pour la réforme de l'enseignement secondaire reprochent aux études classiques « de détourner les jeunes Français des professions industrielles, de les attirer en proportion trop forte vers les fonctions publiques ou dans quelques carrières toujours encombrées, » de faire « trop de bacheliers, trop de solliciteurs, de mécontens, de déclassés. » C'est un procédé d'éloquence à la mode que l'anathème aux déclassés, qui, disait récemment un sénateur, eussent fait de bons industriels et de bons commerçans. Mais est-ce bien parmi les humanistes et les latinistes que les déclassés sont à craindre? Ce n'est point des bourgeois

« déclassés » que vient le danger social; c'est bien plutôt des ouvriers et des laboureurs déclassés, dont on augmentera encore le nombre en popularisant l'enseignement français. Quelques avocats sans cause, quelques professeurs sans élèves, ne créent point un péril pour l'État. S'il se présente chaque année aux examens de l'Hôtel de Ville six mille jeunes filles pour cinquante places d'institutrices à Paris et cinq mille cinq cents jeunes gens pour quarante-cinq places d'instituteurs, est-ce la faute du latin et des fortes humanités? Le déclassement a sa principale cause dans l'importance exagérée que l'on a attribuée aux sciences à tous les degrés de l'instruction, et que vous voulez, vous aussi, leur attribuer. La prédominance des sciences, de l'histoire et du français dans les examens veut dire la prédominance de la mémoire, avec le surmenage qui en résulte; en même temps, c'est un encouragement à toutes les médiocrités, car chacun se dit : — Moi aussi, j'arriverai bien à savoir la botanique, l'anatomie, la géographie, l'histoire, le français et même l'anglais; question de temps et de patience! — Plus on accroît, dans les programmes, la *quantité* de connaissances à acquérir, sous prétexte d'éliminer un certain nombre de concurrens, plus on encourage, au contraire, la foule des concurrens qui s'écrient : — J'apprendrai par cœur, pour le jour dit, ma nomenclature chimique, les dates des batailles de l'histoire de France, toutes les villes importantes des États-Unis, avec leur population, leur industrie et leur commerce. — La substitution de l'emmagasinage passif aux méthodes actives et aux travaux personnels, loin d'opérer la sélection voulue, aboutit donc à un chaos croissant de prétentions et d'ambitions mal justifiées.

Le moyen de se débarrasser de ces nombreuses et trop notoires médiocrités, ce n'est pas de fabriquer pour elles des programmes de baccalauréat français ramenés à leur taille; c'est d'exiger d'elles l'impossible, à savoir le travail vraiment personnel, non plus seulement ces rédactions scientifiques, historiques et géographiques, ces travaux de mémoire, ces exercices pratiques et mécaniques de langues vivantes que l'élève le plus médiocre, poussé par le maître, arrive toujours, tant bien que mal, à exécuter. Mettez les élèves médiocres au régime de la méthode active, de la composition sérieuse en français et en latin, de la traduction exacte et littéraire, ils en auront bientôt assez. Il est dans la nature que l'on n'ait point une envie durable de faire ce à quoi l'on est impropre; devant un effort trop au-dessus des moyens, le désir disparaît; tout au plus reste-t-il un regret, et on peut dire en ce dernier cas que l'incapacité n'était pas absolue. Si, pendant neuf ans d'études, il faut, par un travail journalier, s'évertuer à penser et à écrire, à trouver soi-même, à y voir clair soi-même, au lieu de demander à celui-ci ou

à celui-là ce qu'il a vu, oh! alors, nul myope, nul incapable ne s'obstinera : la marée montante des bacheliers fera place à la marée descendante. En classe, tant qu'il ne s'agit que d'écouter le maître trois quarts d'heure, de prendre quelques notes d'histoire et de géographie, d'assister à une expérience de physique, de répéter des mots usuels d'anglais et d'allemand, tous les élèves paraissent presque également satisfaits : c'est le petit train-train du travail passif; mais les jours de composition en français, en latin, en philosophie, tout change. Les élèves qui tiennent la tête de la classe sont animés, s'agitent; c'est pour eux l'important de la vie scolaire. Quant aux autres, ils ont la mine longue; les bâillemens et l'ennui sont leur lot : ils donneraient gros pour être enfin hors du lycée. C'est à ces heures où on veut leur faire trouver quelque chose dans leur tête vide qu'ils rêvent le plus de leurs futurs dix-huit ans. Il serait donc à désirer que, dans tout ordre de choses, ce fût le travail personnel, seul profitable, que seul aussi on exigeât, au lieu de pratiquer en grand, comme on le fait, le psittacisme scientifique, historique, géographique et linguistique. Ce serait le plus sûr moyen pour rendre un peuple entier intelligent, du haut en bas de l'échelle, et pour voir en même temps chacun rentrer dans la catégorie que sa nature d'esprit lui assigne.

Le programme de l'Association pour la réforme de l'enseignement secondaire met en avant les professions qui font la « prospérité matérielle d'une nation, » et il ne dit pas un mot de la prospérité intellectuelle et morale, de la grandeur littéraire et scientifique, qui sont pourtant aussi quelque chose, et sans lesquelles une nation ne peut être puissante ni influente, sans lesquelles même son industrie ne peut longtemps prospérer. On s'inspire évidemment, dans ce programme, de la doctrine économique soutenue par M. Frary, qui divise les professions en productives et improductives, puis range parmi les improductifs les magistrats, professeurs, écrivains, artistes et médecins. Ces hommes, selon M. Frary, « n'ajoutent rien à la richesse du pays; ils ne font, quand ils s'acquittent de leurs devoirs, que la conserver (1). » Ainsi Hugo, Pasteur, Claude Bernard, Trousseau, Nélaton sont des improductifs et des « parasites! » Ceux qui construisent des chemins de fer sont productifs, mais ceux qui ont inventé les chemins de fer étaient des improductifs. On donne ouvertement pour but à l'éducation l'utilité matérielle, économique, en un mot la production de la richesse. Eh bien! même en acceptant ce point de vue étroit et faux, la théorie est insoutenable : les professions qu'on qualifie de *stériles* sont précisément celles qui contribuent le plus à

(1) *La Question du latin*, p. 63.

la prospérité scientifique, « industrielle et commerciale » d'un peuple. L'Allemagne, qu'on nous donne comme modèle, est un pays de professeurs, de savans, d'érudits, d'écrivains, etc. Croire qu'une nation puisse prospérer sans le mouvement de la haute spéculation scientifique et littéraire, c'est oublier les vérités les plus élémentaires de l'histoire, comme de l'économie politique.

Est-ce à dire qu'on ne doive pas s'occuper des professions industrielles, agricoles et commerciales? Non, mais les jeunes gens qui s'y destinent peuvent se diviser en deux catégories : les uns, par leur fortune, ont en vue la haute industrie, le haut commerce, où l'esprit libéral n'est pas moins nécessaire que dans les professions dites « libérales. » Les jeunes gens de cette catégorie peuvent et doivent recevoir jusqu'au bout la vraie éducation classique. En quoi cette éducation leur sera-t-elle nuisible? Parce qu'elle ne donnera pas assez de place aux « sciences? » Mais il est entendu qu'une bonne éducation libérale exigera de tous les élèves une étude très sérieuse des mathématiques et de la physique; pour le reste, on laissera le choix entre les diverses sciences appliquées. N'est-ce pas assez pour aborder en temps utile les connaissances professionnelles? Celui qui sera à la tête d'une raffinerie de sucre ou d'une grande teinturerie n'aura-t il pas le temps d'approfondir la chimie? Celui qui dirigera une manufacture n'aura-t-il pas le temps d'approfondir la mécanique (1)? Et, d'ailleurs, pouvons-nous, au lycée, nous préoccuper de teinturerie ou de filature? Nous ne pouvons donner qu'une forte instruction générale, et non pas seulement scientifique, mais littéraire et philosophique. Ceux à qui leur budget domestique ne permet pas de la recevoir n'ont qu'à ne pas la demander. Pour cette dernière catégorie de jeunes gens, dont la fortune est trop modeste, un bon enseignement général est encore nécessaire, mais beaucoup moins étendu, demandant moins d'années que l'autre et, en somme, *inférieur* à l'autre. C'est à cette nécessité que répondent les écoles réelles d'Allemagne et que devrait répondre l'enseignement spécial en France.

Le programme des humanités modernes est une série de contradictions. — Il y a trop d'humanistes, dites-vous, et vous voulez créer des humanités nouvelles à la disposition du grand nombre. Il y a trop de solliciteurs, dites-vous, pour les fonctions publiques, et vous voulez augmenter encore cette foule en fabriquant des humanistes au rabais. Il y a trop de bacheliers, répétez-vous sans cesse, et, pour flatter la vanité des parens et des enfans, vous vou-

(1) M. Maneuvrier, ancien élève de l'École normale et agrégé de philosophie, est, si nous ne nous trompons, à la tête d'une grande exploitation industrielle; ce qui ne l'empêche pas d'écrire des livres très remarquables sur l'enseignement.

lez créer encore un baccalauréat de l'enseignement classique français, plus facile que l'autre, qui, dans votre intention, confèrera les mêmes privilèges que l'ancien, ouvrira les mêmes carrières, donnera accès aux administrations et aux écoles de l'État, suscitera enfin toutes les ambitions. S'il y a trop de bacheliers, qu'on en reçoive moins, et qu'on se montre plus sévère dans les examens sur le fond même des humanités; que, dans le lycée, on établisse des examens de passage sévères qui éliminent les incapables ou les paresseux; voilà les vrais remèdes. Ce n'est pas tout; vous nous annoncez de véritables « humanités » modernes, un enseignement « libéral » dégagé de toute visée professionnelle, ayant toutes les qualités de l'enseignement classique, se proposant comme lui la « culture des esprits; » et d'autre part, vous avouez que vous visez les professions agricoles, industrielles et commerciales. Il faudrait pourtant s'entendre. En quoi, d'ailleurs, sera-t-on mieux préparé à ces professions par les humanités modernes, si, comme vous l'annoncez, celles-ci ne doivent constituer qu'une culture vraiment générale, classique même, « nullement spéciale et professionnelle ? » Suffit-il donc d'ignorer le latin et d'avoir fait à la place des thèmes anglais ou allemands pour être préparé à l'industrie, pour acquérir le génie du commerce et de l'agriculture? — Mais nous inscrirons dans nos programmes la comptabilité. — Quoi ? c'est pour la tenue des livres que vous sacrifierez l'unité de l'enseignement ? C'est à une question de bureau ou de banque que vous subordonnerez votre culture prétendue générale? Si vous avez tellement hâte d'apprendre à vos enfans la tenue des livres (qui s'apprend en quelques semaines), faites-leur donner des leçons particulières de comptabilité ou faites-leur suivre au lycée un cours complémentaire. Examinons de près les programmes mêmes de notre enseignement spécial actuel, qui, mieux que les « humanités modernes, » peut prétendre à préparer aux professions industrielles, agricoles et commerciales, et cherchons en quoi il y prépare. L'enseignement classique contient tout ce que contient l'enseignement spécial. Dans les deux programmes, même défilé de littérature française, d'histoire de la littérature, d'histoire générale, de géographie, de mathématiques, de mécanique, de physique, de chimie, d'histoire naturelle, de langues vivantes. Il n'y a guère en plus que des élémens d'économie politique, de législation, de comptabilité. L'enseignement classique pourrait donc dire, avec plus de raison que le héros de La Fontaine :

S'il en faut faire autant afin que l'on me flatte,
Cela n'est pas bien malaisé (1).

(1) L'économie politique devrait être introduite dans l'enseignement classique à titre obligatoire (les doctrines de M. Frary et celles de M. Combes au sénat en sont

Quant aux programmes d'enseignement français qu'on met en avant, ils mêlent les diverses études à peu près comme le font les programmes classiques actuels. Sauf quelques différences de détail dans la proportion des diverses sciences, vous voyez reparaître ces sciences l'une après l'autre comme dans le cours classique. La seule différence essentielle est la substitution d'une *seconde* langue vivante au latin. Nous voilà donc sauvés parce qu'au lieu d'ajouter, par exemple, à l'*Hamlet* de Shakspeare l'*Énéide*, on y ajoutera le *Faust* de Goethe! C'est pour ce grand résultat qu'on veut bouleverser l'enseignement secondaire, désorganiser les vraies « études classiques, » les vouer à l'asphyxie en raréfiant leur milieu. Au lieu d'apprendre tous le latin et une langue moderne au choix, nos enfans apprendront « une langue vivante fondamentale et une langue vivante complémentaire. » A quelle diversité essentielle d'aptitudes aura-t-on ainsi donné satisfaction? Quels sont les esprits inaptes à l'union du latin et de l'anglais, mais aptes à l'union de l'allemand et de l'anglais? Encore une fois, votre plan d'humanités modernes est un monceau de contradictions : c'est un enseignement général spécial, un enseignement désintéressé utilitaire. Votre instruction prétendue classique, comme la chauve-souris de la fable, peut dire : Je suis générale, libérale, littéraire et poétique, voyez mes ailes! Je suis spéciale, industrielle, commerciale et agricole, voyez mes pattes!

II.

La maîtresse colonne du nouvel édifice qu'on voudrait construire, c'est l'enseignement des langues vivantes. « Depuis que les idiomes modernes ont fini de se constituer, dit-on, pourquoi ne remplaceraient-ils pas les langues mortes (1)? » Telle est la manière expéditive dont on tranche la question par une simple interrogation, sans se soucier ni de l'histoire, ni des élémens essentiels de notre littérature nationale et de notre esprit national. On oublie qu'il y a des raisons non seulement pédagogiques, mais historiques et patriotiques pour que la France, nation néo-latine, qui doit en grande partie au commerce de la littérature latine les qualités héréditaires de sa langue et de sa littérature propre, de son goût et de ses arts nationaux, de son esprit national lui-même, ne brise pas son dernier lien avec l'antiquité classique en sacrifiant le latin dans l'enseignement des classes « lettrées. » Nous l'avons montré dans un travail pré-

une preuve); quant à la législation usuelle, elle devrait être introduite à titre facultatif. On peut même aisément sacrifier à la dixième muse : la Comptabilité.

(1) *Bulletin de l'Association nationale pour la réforme de l'instruction secondaire.*

cédent, l'étude simultanée du français et du latin est le moyen d'éducation intellectuelle et esthétique le plus approprié à l'esprit de la jeunesse française. Enfin, nous avons vu qu'il y a des raisons internationales : quand l'Allemagne et l'Angleterre gardent avec un soin jaloux non-seulement le latin, mais même le grec, ce serait une imprudence, au point de vue patriotique, que de lancer notre instruction secondaire en une telle aventure, de lui enlever son pivot historique, son unité traditionnelle et en même temps son lien de parenté avec l'enseignement des autres pays. Pour contre-balancer d'aussi graves raisons, il faudrait que l'étude des langues vivantes offrît les plus rares avantages. Voyons donc quelle est sa vraie valeur éducative.

Nous poserons d'abord en principe qu'il y a deux manières d'apprendre une langue : l'une littéraire, l'autre utilitaire. Dans le premier cas, on ne se propose point de parler la langue, ni, par conséquent, d'en connaître et d'en retenir les mots usuels; on la traite comme on traite la langue des poètes, que la foule entend et ne parle pas. En d'autres termes, on l'étudie comme objet d'art. Ce qui importe alors, ce n'est plus le sens usuel des mots, ni les choses réelles et parfois vulgaires qu'ils expriment; c'est « la valeur littéraire des termes et de leurs associations, » par conséquent les idées et les sentimens humains qu'ils expriment. Dans l'art et la littérature, l'expression est tout, le mot par lui-même n'est rien. L'étude littéraire d'une langue n'est pas un simple instrument de savoir, mais un instrument d'art, de conception, de style, conséquemment d'éducation intellectuelle et esthétique. Dans l'enseignement classique français, dit-on, on enseignera *littérairement* les langues vivantes; mais, d'abord, qui les enseignera? Des étrangers peu au courant de la langue française et de toutes ses finesses, ou des Français peu au courant des langues étrangères. En outre, l'enseignement des langues vivantes a une inévitable tendance à l'utilitarisme : l'anglais et l'allemand ont un caractère trop contemporain, trop commercial et industriel pour devenir facilement des objets d'esthétique et de pure littérature. La tentation utilitaire sera continuelle et universelle. Le fait est qu'on apprend les langues vivantes pour les *parler*, dans une vue pratique. Cette tâche difficile absorbe tout le reste, et, malgré cela, après sept ou huit années de langues vivantes, que savent nos lycéens? Un professeur qui est chargé d'apprendre l'allemand ou l'anglais à tant d'élèves réunis, et dans tout un lycée, ne peut faire parler l'anglais ou l'allemand à cette foule, ni même faire lire couramment ces langues. Aussi nos élèves ne savent pas plus d'anglais ou d'allemand que de grec et de latin. Tout ce qu'on peut faire et qu'on doit faire, c'est de leur fournir les principes grammaticaux et les

premiers mots usuels d'une langue étrangère, qu'ils apprendront plus tard sérieusement, lorsque la nécessité les y obligera. Mais ils ne sauront la parler, en définitive, qu'après un séjour à l'étranger (1), ou par la fréquentation journalière des étrangers. Vous aurez donc supprimé l'étude littéraire du latin pour n'obtenir ni une connaissance littéraire ni une connaissance commerciale des langues modernes. Apollon et Mercure ne seront pas plus satisfaits l'un que l'autre.

Lisez les considérations pleines de finesse que contient le rapport de M. Bossert sur l'enseignement des langues vivantes, vous reconnaîtrez que celles-ci ne sauraient fournir les « équivalens » des langues mortes dans l'éducation. Le premier point, selon M. Bossert, c'est la prononciation. Le mot parlé doit, du moins au commencement, « précéder toujours le mot écrit. » Le professeur le dit d'abord devant la classe, *Father* ou *Vater;* il le fait dire ensuite par plusieurs élèves mécaniquement, « ou même par tous les élèves ensemble. » C'est seulement ensuite que le mot écrit apparaît au tableau. Dans les mots de plusieurs syllabes, on se rend maître d'abord de la syllabe accentuée, âme du mot, la seule que les étrangers prononcent avec force. C'est « sur la bouche du maître » que l'élève doit lire le mot. En outre, ce sont les mots usuels et familiers qui ouvrent la marche. Le thème, et le thème tout pratique, est « l'exercice essentiel ; » la version est secondaire, parce que, dans la version, « ce n'est plus l'allemand ou l'anglais, c'est le français qui paraît être le but. » Il faut donc tâcher de « converser » en anglais et en allemand. Bref, le but de cette étude « classique » est le *manuel de conversation,* qui deviendra la bible des lycées modernes. » — « Il est à peu près admis aujourd'hui, dit M. Bossert, qu'on apprend surtout le latin pour mieux savoir le français, » — point de vue étroit, selon nous, et discutable. « S'il fallait, ajoute M. Bossert, appliquer la même règle aux langues vivantes, mieux vaudrait peut-être les rayer du programme. » L'aveu est bon à noter. De deux choses l'une, en effet : ou les élèves arriveront à parler et à lire couramment les langues vivantes, et alors la lecture courante des textes étrangers n'aura pas une valeur pédagogique supérieure à la lecture des textes en langue maternelle; ou les élèves traiteront les langues vivantes de la même manière que les langues mortes, et alors, qu'aurez-vous gagné? — « Eh quoi ! dit lui-même M. Bossert, se frayer laborieusement un chemin à travers la conjugaison et la déclinaison des langues germaniques, s'orienter dans les détours de la construction, dans la forêt touffue du vocabulaire, pour ne trouver au bout qu'un nouveau terme de comparaison avec la langue maternelle!

(1) Séjour fort utile, nécessaire même, pour le grand commerce et la grande industrie.

Ce serait le cas de dire, avec le poète anglais : *Much ado about nothing*, beaucoup de peine pour rien. » D'ailleurs, toute cette peine n'aboutirait qu'à nous avoir bien fait connaître une seule langue. Vous n'espérez pas savoir à la fois l'anglais pour lire Shakspeare, l'allemand pour lire Goethe, l'italien pour lire Dante et l'espagnol pour lire Cervantes. Pourquoi donc abandonner les langues mères de notre langue et la littérature mère de notre littérature? S'il est des nations qui ne doivent pas renoncer au latin dans l'enseignement secondaire, ce sont évidemment les nations néo-latines, toutes préparées, par leur langue même, à s'assimiler le latin (1).

Ajoutons que les langues vivantes ne peuvent fonder un enseignement *un*, parce qu'elles sont elles-mêmes diverses non-seulement de nature, mais d'utilité. Les langues utiles aux savans sont, en première ligne, l'allemand, en seconde ligne, l'anglais; les langues littéraires sont, en première ligne, l'anglais (2); en seconde ligne, l'italien, en troisième ligne, l'allemand (3); les langues commerciales sont d'abord l'anglais, puis l'espagnol. Il en résulte cette conséquence que les langues vivantes sont un objet d'études spéciales essentiellement variables avec le but qu'on se propose, par cela même accessoires et subordonnées à des études plus fondamentales. On voit l'anarchie qu'introduirait un système où les uns apprendraient l'anglais, d'autres l'allemand, d'autres l'italien, d'autres l'espagnol, d'autres l'arabe, — une véritable tour de Babel. Et il faudrait, dès l'entrée au collège, choisir une de ces langues vivantes, sans savoir si précisément ce n'est pas de telle ou telle autre qu'on aura besoin plus tard.

Enfin, les littératures anglaise et allemande, quelque admirables qu'elles soient, n'ont pas, en général, les qualités classiques, ni surtout les qualités qui s'harmonisent avec les qualités de notre

(1) On s'étonne et on se plaint de ce qu'en France les langues étrangères sont peu connues et pratiquées. En Allemagne, dit-on, on fait étudier avec fruit le français dès le commencement des études, et l'anglais à partir de la quatrième. — Oui, mais c'est que le latin prépare les Allemands à l'intelligence du français (langue qui a de plus les qualités classiques) et l'allemand leur rend facile l'intelligence de l'anglais. De même, en Angleterre, qui a appris le latin se tire du français, et ce n'est pas un bien grand effort d'apprendre l'allemand. En France, au contraire, quelle difficulté à comprendre l'allemand ou l'anglais! L'italien et l'espagnol, précisément peu utiles, nous seraient, au contraire, faciles, comme le français, d'ailleurs, est facile aux Italiens et aux Espagnols. Le latin, lui, ne nous offre point de grandes difficultés. Il n'y a pas longtemps que les lettrés et les clercs parlaient latin, ce qui prouve que c'est une langue très abordable. Il n'y a donc aucune raison de supprimer le latin comme trop difficile, pour le remplacer par de l'anglais ou de l'allemand, qui offrira presque autant de difficultés que le grec.

(2) Trois siècles de chefs-d'œuvre : de Spenser à Shakspeare, de Milton à Pope, de Burns à Byron et Shelley.

(3) Un siècle seulement d'une littérature quelque peu artificielle.

race. L'imagination y domine, et l'imagination la plus libre, la plus capricieuse, la plus énorme parfois et la plus déréglée. A l'imagination se joint la passion, une passion souvent violente, brutale. Voyez Shakspeare. Il y a trop d'inégalités et, dans les grandes pages, trop de profondeur, trop de subtilité, trop peu de jeunesse pour les jeunes gens. Dante est subtil et trop passionné, et aussi Goethe, qui est de plus trop savant et fait étalage de sa science. Ce ne sont pas là des classiques pour des enfans français. La littérature allemande, qui d'ailleurs n'a qu'un siècle, a quelque chose de forcé, un certain pédantisme de sentimens et d'idées. Née dans la lutte contre l'influence étrangère, elle a gardé le ton de la lutte. C'est, dit avec raison M. Darmesteter, une création de patriotes qui se sont dit : « Nous voulons une poésie à nous. » La littérature allemande est une œuvre de la volonté, comme l'Allemagne même ; mauvaise condition pour vibrer ailleurs que dans un cœur allemand. « La vraie poésie de l'Allemagne s'est réfugiée dans sa philosophie, — *Faust*, — et dans sa musique (1). »

On nous dit qu'il y a dans les littératures étrangères « une inspiration morale plus délicate et plus pure (2). » Est-il certain qu'il y ait moins de grossièreté dans Shakspeare que dans Virgile? Et quelque admirable que soit, par exemple, l'épisode de Francesca dans l'*Enfer* de Dante, ou plutôt, précisément parce qu'il est si admirable, est-ce pour des jeunes gens une lecture bien choisie que le poétique tableau de ces amours? Suffira-t-il de montrer Paolo et Francesca emportés par la tourmente éternelle et enlacés à jamais l'un à l'autre, pour inspirer aux jeunes gens, avec la crainte de l'enfer, l'horreur des passions défendues? Si l'on passe en revue nos programmes officiels de langues vivantes, on verra que l'éducation par les langues étrangères, c'est l'éducation par les romans. Voici, avec leurs héroïnes sans nombre, tous les romans de Walter Scott « au choix, » dit le programme; voici *David Copperfield*, de Dickens, *A Christmas Carol, Nicolas Nickleby ;* voici le *Vicaire de Wakefield*, de Goldsmith : *Silas Marner*, de George Eliot, le *Moulin sur la Floss* et *Adam Bede ;* la *Femme du professeur*, d'Auerbach ; *Doit et avoir*, de Freytag, etc. Les lois de la suggestion sont aujourd'hui bien connues et scientifiquement établies ; ces récits d'amour et de séduction, avec ce long défilé de jeunes filles depuis la belle juive d'*Ivanhoë* jusqu'à la Marguerite de Faust, sont une suggestion continuelle, surtout quand les scènes se passent non dans le lointain invraisemblable de la mythologie, mais dans notre milieu moderne, dans la rue où les

(1) La langue allemande elle-même est encore à l'état nébuleux : elle n'a ni une forme assez précise, ni des règles exactes, ni des limites nettes.

(2) *Bulletin de l'association pour les réformes de l'enseignement.*

étudians de *Faust* poursuivent les filles du peuple, dans la chambre de Marguerite, ou au rendez-vous de Hetty (*Adam Bede*). Une mère de famille ne mettra pas sans inquiétude le *Faust* de Goethe dans la bibliothèque de ses enfans. Si nous voulons respecter chez les jeunes gens l'évolution naturelle et calme des facultés, continuons de demander aux idées grandes et larges de Tacite, de Cicéron, de Virgile, une base d'instruction solide et simple, au lieu d'initier les enfans, — comme l'a proposé M. Lockroy quand il était ministre de l'instruction publique, — aux littératures des civilisations vieillies, compliquées, raffinées, de les mettre en tête à tête avec Shakspeare, avec Tennyson, avec Shelley, que les Anglais eux-mêmes ont peine à comprendre (1).

L'étude des littératures modernes, si tourmentées, outre qu'elle est médiocrement salutaire aux esprits qui se forment, serait un fort mauvais moyen de conserver à notre langue même ses qualités originales, qui sont en grande partie latines. Il est sage de fournir au jeune homme des formes de langage et de style plus stables que celles de notre époque, où les écoles se succèdent avec une extrême rapidité, suivant les modes, suivant les systèmes philosophiques en faveur; c'est une véritable tourmente qui pourrait risquer d'emporter le pur français, de faire perdre à notre langue sa belle clarté et sa transparence intellectuelle. Il y a déjà assez de fermentation dans notre littérature contemporaine, nous avons assez de décadens, de symbolistes, de naturalistes à outrance, sans hâter nous-mêmes la dissolution des lettres françaises par une éducation bariolée d'anglais, d'allemand, d'italien, d'espagnol et d'arabe. On ne fait pas l'instruction des peintres, des sculpteurs et des musiciens en leur faisant étudier les œuvres d'art les plus récentes et les plus raffinées, mais bien celles qui offrent les qualités classiques de forme, de composition, de style; sans ces qualités il n'y a point de grand art, et c'est sur elles que tout le reste doit se greffer. On fait étudier les « vieux maîtres, » les Raphaël et les Vinci, les Bach et les Mozart, comme les Phidias et les Praxitèle. Le jour où l'éducation des artistes, en France, renoncerait à cette tradition, notre supériorité dans l'art et dans les industries d'art aurait bientôt dis-

(1) Du vivant de Robert Browning, une société s'est fondée en Angleterre, ayant à sa tête l'éminent philologue Furniwal, pour expliquer et interpréter Browning. Le révérend Kirkman, prononçant le discours d'inauguration de la société, divisait, sans aucune intention d'épigramme, l'œuvre du poète en deux parties : les poèmes que l'on comprend et ceux que l'on ne comprend pas : « Là où Browning est obscur, c'est par excès de lumière. » Tennyson aussi, de son vivant, a ses commentateurs, ses scoliastes : ils font leur étude de ce qui est obscur, leurs délices de ce qui est inintelligible. Chez nous, nous n'avons pas de scoliastes même pour des pièces comme la *Bouche d'ombre* de Victor Hugo : cela est trop clair, il n'y a pas encore assez d'ombre dans cette bouche.

paru. Le jour où les classes lettrées renonceraient aux études latines, il en serait bientôt de même pour notre gloire littéraire.

On dit : — Nous donnerons au grand nombre un fort enseignement *français*. — Vous n'y parviendrez pas plus qu'à donner au grand nombre un fort enseignement grec et latin. Si vous vous occupez du grand nombre, vous serez obligés d'abaisser le niveau de l'enseignement anglo-germain-français tout comme celui de l'enseignement gréco-latin-français. Si, au contraire, vous ne vous préoccupez pas du grand nombre, — et vous aurez raison, — vous verrez reparaître les *couches* habituelles de l'enseignement; vous aurez en français, comme vous en aviez en latin et en grec, des paresseux, des élèves médiocres, des « fruits secs. » Ils n'auront pas appris le latin, mais ils n'en sauront pas mieux leur langue, en supposant qu'ils la sachent aussi bien, — et cette supposition contredit une expérience séculaire. En vain voudrez-vous élever le niveau de l'enseignement classique français, de l'enseignement spécial, pour l'appeler par son vrai nom, vous n'y parviendrez pas. Vous serez sans cesse retenu et par la nature des élèves et par la nature des maîtres eux-mêmes. Vous aurez une sorte de masse, de plèbe intellectuelle qui vous obligera à vous rapprocher d'elle, à vous préoccuper de ses intérêts immédiats, — tout comme il arrive pour les gouvernemens trop exclusivement démocratiques et populaires, pour les chambres à suffrage trop direct et trop universel. Il y a tout un peuple qui vous tire par en bas, alors que vous voudriez voir les choses de plus haut et de plus loin. Vous êtes à l'état de ballon captif. Enseignement français, cela voudra dire, — quoi que vous fassiez, — enseignement pratique, utilitaire, scientifique, spécial, professionnel. Le prospectus de l'Association pour la réforme de l'enseignement nous en a fourni tout à l'heure une preuve nouvelle, puisqu'on n'y parle que d'industrie et de commerce. Dès que vous voudrez cultiver le beau pour le beau, maîtres et élèves pousseront le même cri : « A quoi bon? Ce n'est pas assez moderne, ni assez scientifique, ni assez pratique. » Le loup scientifique fondra sur votre bergerie littéraire, et il aura bientôt dévoré tous ces moutons inoffensifs. On n'aura pas de peine à démontrer par $a + b$ que Corneille et Racine sont « des perruques » encore plus qu'Horace et Virgile. Vos maîtres eux-mêmes, vous serez obligés de les avoir plus ou moins conformes à l'esprit général des amateurs exclusifs du français, des langues vivantes et des sciences; vous réussirez bien rarement à en faire des lettrés, des philosophes, des savans désintéressés. Une fois que vous aurez écrit sur la porte du lycée : « Ici ne s'enseigne que ce qui est utile à la société moderne, »

vous n'aurez plus guère que des professeurs à l'esprit utilitaire, comme les élèves et les parens. Et quel pur métal résisterait à la pierre de touche utilitaire? A quoi sert le latin? A rien, comme la Vénus de Milo. Mais à quoi sert l'histoire, et ai-je besoin de savoir, par exemple, que Louis IV d'outre-mer, fils de Charles le Simple, régna de 936 à 954 et batailla toute sa vie sans profit? A quoi sert tant de géographie, et ai-je besoin, comme dit Tolstoï, de connaître le canal Mariine et sa navigation? « Le batelier saura bien me conduire. » A quoi bon la géologie, si je ne dois jamais m'occuper d'industries extractives? — Que des écoliers paresseux ou même des « pères de famille » fassent ces beaux raisonnemens, cela n'a rien que de naturel; mais l'État doit-il les faire pour eux? Il aura voulu *démocratiser* l'enseignement, sous le nom d'enseignement français, et le résultat sera l'abaissement des études françaises elles-mêmes. Le nouvel enseignement, prétendu classique, ne sera jamais que le « bâtard du lycée et de l'école primaire. » Quant à « l'élite » d'élèves pour les études gréco-latines, on la verra se réduire aux *rari nantes in gurgite vasto* (profitons de ce qu'il est encore possible, en France, de citer cinq mots de Virgile). L'intérêt véritable des démocraties n'est pas de tout démocratiser, de tout ramener sur terre, et sur terre plébéienne.

On répète sans cesse : la preuve que les humanités modernes répondent à un besoin légitime, c'est le nombre d'élèves qu'a fini par recueillir l'enseignement spécial et qui augmentera avec l'enseignement français. — Mais on peut répondre : la preuve que la musique d'Offenbach et celle de Pierre Lecocq répondaient à un besoin légitime, c'est le nombre de spectateurs qui sont allés voir *la Belle Hélène* et *la Fille de madame Angot* (sans compter les courses de taureaux). Rabaissez l'art, rabaissez les études, et vous donnerez toujours satisfaction à certains besoins; reste à savoir si ce sont les plus nobles.

Au reste, l'enseignement spécial n'a réussi que là où son succès était légitime, c'est-à-dire dans les trois premières années du cours; à partir de la quatrième année, les élèves désertent. Sa vraie destination est en effet de fournir un enseignement de moyenne valeur à ceux que réclame, au bout de quelques années, la pratique des professions industrielles. M. Duruy l'avait compris.

On met aussi en avant les « vœux des pères de famille. » Mais un état comme le nôtre, qui a en dépôt l'honneur de la France, ne peut leur abandonner la direction effective et pratique de l'enseignement. Les pères de famille ! Ont-ils pour la plupart quelque compétence ? Quand il s'agit d'instruire et d'élever leurs enfans, ne sont-ils pas trop souvent eux-mêmes de grands enfans ? Est-ce,

en moyenne, un père de famille qui se placera au point de vue des intérêts de la nationalité et de la race, qui se préoccupera de l'élite intellectuelle à conserver ou à recruter, de la sélection à opérer, de la tradition nationale à maintenir, des progrès à assurer en même temps, enfin de la lutte à soutenir avec les nations voisines et de ce qu'on pourrait appeler les intérêts internationaux de l'enseignement? Consulter les pères ou les mères sur le rôle du grec et du latin dans l'enseignement secondaire, sur la valeur comparative des lettres et des sciences pour l'éducation, sur la place de la philosophie, ce serait presque aussi imprudent que de consulter les enfans. Voyez les journalistes, les littérateurs, les hommes de science, les hommes de lettres, les membres des académies des sciences et de médecine, les ministres mêmes, combien y en a-t-il qui montrent une compétence dans les questions d'enseignement? Un savant nous a dit en pleine Académie de médecine : « Le grec ne sert pas pour les chirurgiens ou les médecins, *donc* il faut supprimer le grec. » Un sénateur nous a dit : — Nous avons besoin d'industriels et d'agriculteurs, *donc* il faut supprimer le latin. — Tel ministre voulait jadis la restauration des études classiques; tel autre faisait en Sorbonne l'éloge des langues vivantes. Rien n'égale le chaos des opinions pédagogiques, sinon le chaos des opinions politiques. Que le gouvernement, dans ce désarroi, propose aux parens et aux enfans un moyen expéditif d'études classiques, comprenant le français, les langues vivantes et les sciences, avec baccalauréat et promesse d'entrée dans les administrations; aussitôt les pères de famille précipiteront en aveugles leurs enfans vers ces études en apparence plus *utiles;* et les enfans eux-mêmes d'applaudir: ils resteront moins longtemps sur les bancs du collège; ils échapperont au latin, à ce grec qu'on veut aujourd'hui leur faire apprendre jusqu'à la fin de la rhétorique; on ne leur parlera que de français, d'anglais ou d'allemand, — ce qui, de loin, leur semble facile; — on leur enseignera, il est vrai, des sciences parfois ennuyeuses, mais qui paraissent nécessaires pour gagner plus tard de l'argent. A la bonne heure; choisissons les palmes au rabais! *Primo vivere, deinde* non *philosophari.*

Puisqu'on demande des faits et des raisons positives, il est un fait constaté par des observations nombreuses en France, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre : c'est la supériorité moyenne des élèves qui ont fait des études classiques sur ceux qui n'ont reçu qu'une instruction scientifique et « moderne. » M. Dubois-Reymond constate que les élèves des gymnases, les humanistes, même médiocres, sont supérieurs aux autres dans celles des écoles spéciales où on admet quelques élèves des écoles réelles, ainsi que

dans tous les ordres d'application. Et, en Allemagne, les écoles réelles ne représentent pas simplement, comme notre enseignement spécial, les épaves de l'enseignement classique : il y a des jeunes gens bien doués qui, se destinant à quelque haute profession industrielle, choisissent l'école réelle ; or, selon M. Dubois-Reymond, ils restent finalement inférieurs. Ainsi, d'après la statistique, qui partage avec la géographie et la mécanique la royauté du jour, l'étude des langues et des littératures anciennes serait la plus propre à développer les facultés fondamentales d'où les facultés scientifiques doivent recevoir l'impulsion. Au reste, il peut se rencontrer des génies dans l'enseignement spécial et même dans l'enseignement primaire, comme il se rencontre des nullités dans l'enseignement classique ; mais ce ne sont pas les individus qu'il faut considérer, c'est l'esprit général développé par un enseignement et par les traditions qu'il représente ; c'est surtout le rapport de cet esprit à la conservation et au progrès de l'esprit national. Quand même, dans quelques concours particuliers entre élèves classiques et élèves de l'enseignement spécial, ceux-ci soutiendraient la lutte pour le français et les sciences, ce résultat ne prouverait nullement que le nouveau système pût être généralisé sans danger pour le pays. L'esprit littéraire, jusqu'ici entretenu en France par l'éducation classique, se communique à tous par contagion, même dans l'enseignement spécial, et cet esprit durera encore un certain nombre d'années ; mais tarissez les sources classiques, alourdissez le milieu intellectuel des classes dirigeantes, changez le climat moral de la France, vous aurez bientôt une France utilitaire et prosaïque. Ce jour-là, à vrai dire, la France aura cessé d'exister moralement et politiquement.

III.

Déjà, en 1886, on a essayé de faire accepter au conseil supérieur de l'instruction publique la transformation de l'enseignement spécial en « enseignement classique français. » Le projet de réforme commençait par ces mots : « Le nouvel enseignement sera général et classique ; il devra être organisé de manière à répondre aux *besoins nouveaux* de la société *moderne* et à *attirer* vers les *études secondaires françaises* les jeunes gens qui n'ont ni le goût, ni le loisir de se livrer à l'étude des langues mortes. » Le conseil supérieur n'eut pas de peine à comprendre qu'on voulait faire dévier l'enseignement spécial du but que ses origines et son nom même lui assignaient. Il eut soin de déclarer qu'il repoussait formellement l'idée d'une assimilation de l'enseigne-

ment français avec l'enseignement classique. « Il n'y a qu'un enseignement vraiment classique : c'est l'enseignement dont la base est l'étude des langues anciennes. Tout autre enseignement qui tendrait au même but par d'autres moyens ne peut être qu'un simulacre d'enseignement classique dont le besoin ne se fait point sentir. L'enseignement spécial doit rester ce qu'il est : un enseignement à tendance pratique, utilitaire. Il doit être tout entier dirigé en vue de former des esprits tels précisément qu'en réclament l'agriculture, le commerce et l'industrie. » Mais le conseil eut la faiblesse et l'imprévoyance d'accepter le baccalauréat de l'enseignement spécial. Que fit alors le ministre de l'instruction publique? Contrairement aux formelles déclarations du conseil, il s'entendit avec les autres ministres, ses collègues, pour considérer le baccalauréat spécial comme équivalent, parfois même supérieur aux autres baccalauréats, à l'entrée des carrières libérales et des fonctions administratives. Grâce à ce biais ingénieux, les protestations du conseil restèrent platoniques. Au baccalauréat spécial, la littérature, la morale et la philosophie réunies ont droit à un suffrage sur huit ; la philosophie et la littérature ne représentent chacune qu'un vingt-quatrième des suffrages! Les mathématiques et la comptabilité ensemble ont deux suffrages ; les sciences physiques, deux ; la langue vivante, un, etc. D'où il résulte mathématiquement que la morale vaut un tiers de la comptabilité. Ce calcul est, comme on dit, « fin de siècle. » Voilà les lettrés et les philosophes de l'enseignement spécial (1). Ces nouveaux bacheliers n'en ont pas moins à peu près les mêmes privilèges que les anciens bacheliers ès lettres et bacheliers ès sciences. Leur titre est équivalent à celui de bachelier ès sciences restreint pour les études médicales, de bachelier ès sciences pour l'École polytechnique, pour l'École de Saint-Cyr, pour l'entrée dans la plupart des ministères, pour la licence ès sciences et le professorat ès sciences, etc. En un mot, c'est l'école primaire envahissant tout ce qu'on avait autrefois réservé aux études vraiment classiques. On n'a admis que deux exceptions, en ce qui concerne le droit et la médecine ; ici seulement le baccalauréat spécial ne peut tenir lieu du baccalauréat ès lettres. C'est, d'ailleurs, une inconséquence ; déjà la logique radicale a réclamé contre ces exceptions, surtout en ce qui concerne la médecine ; elle réclamera encore bien mieux quand nous

(1) Le curé de leur village se fera un malin plaisir de citer à ces « bacheliers » quelques vers de Virgile ou quelque verset biblique, qu'ils écouteront en ouvrant de grands yeux : *Beati pauperes spiritu*, ou : *Innocentibus manus plenas*. Ils auront beau répondre par une règle de comptabilité, le « préjugé » du latin sera longtemps le plus fort, parce qu'il représente, après tout, une tradition française.

aurons un baccalauréat de l'enseignement français. Tout ce que le conseil supérieur craignait et recommandait d'éviter deviendra une réalité malgré lui et contre lui. L'enseignement spécial, surtout si on l'érige en enseignement classique français, conduira au même résultat positif que les études gréco-latines en moins de temps et avec moins de sacrifices : il s'imposera donc naturellement aux parens et aux enfans. Comme l'avait prédit M. Rabier dans son rapport, les études classiques paraîtront choses vieillies et hors d'usage. On n'aura plus ni hésitations ni remords à fuir devant l'effort intellectuel désintéressé que demandent les langues anciennes. C'est une tentation offerte à la paresse des jeunes gens, dont la faiblesse des familles se fait de nos jours si aisément complice. Ainsi, concluait M. Rabier au nom du conseil supérieur, « l'extinction graduelle de l'enseignement classique actuel, voilà la fin où tend, qu'on le veuille ou non, qu'on se l'avoue ou non, la réforme. » Et c'est cette prétendue « réforme » qu'il s'agit aujourd'hui de faire triompher définitivement. La dernière sauvegarde des études classiques, le droit, en supposant qu'on la maintienne, sera insuffisante et inefficace. Elle ne ramènera au véritable enseignement classique qu'une infime minorité d'écoliers. D'ailleurs, les radicaux simplistes, dont la logique à œillères ne voit ni à droite ni à gauche, s'écrieront : Pourquoi apprendre le latin et le grec quand on doit plaider en français? — Voilà donc le résultat final des réformes récentes : on proclame bien haut que « les aspirans aux carrières scientifiques feront du latin et du grec jusqu'à la fin de la rhétorique. » Quel triomphe pour les fidèles du grec! Mais attendez la fin : *in cauda venenum,* disaient nos pères. On fera du latin et du grec, *si on refuse* de passer à « l'enseignement classique français, » qui, par le chemin le plus court et le plus fleuri, conduira aux mêmes carrières. La porte échappatoire est donc ouverte à deux battans, — vous voyez d'ici la débandade. Les professeurs de latin, de grec, de philosophie resteront seuls avec leur « élite de délicats, » qui se composera d'eux-mêmes, de leurs collègues et de quelques prétendans à l'École normale (section des lettres *seulement*). Quant à la France, elle sera alors définie par les autres nations : — un pays dit néo-latin, à population décroissante et à culture littéraire décroissante, autrefois le plus lettré de tous, où aujourd'hui savans et professeurs de sciences, médecins, polytechniciens, officiers supérieurs, administrateurs même et magistrats ne peuvent entendre deux mots de latin sans rougir.

L'exemple dont on prétend s'autoriser, ce sont les « écoles réelles » d'Allemagne, dont on se fait l'idée la plus fausse. Ces

écoles ont commencé, avec Francke, Semler et Hecker, par être des écoles professionnelles; peu à peu on y a introduit assez de connaissances générales et de latin pour les faire rivaliser à la fin avec les gymnases. Elles ont cessé alors d'être professionnelles pour devenir des gymnases mitigés, accordant plus de place aux études scientifiques, moins de place aux études littéraires, et, pour cette raison, considérées comme préparant plus spécialement, quoique d'une manière encore toute générale, aux professions industrielles, commerciales et agricoles. Mais les Allemands ont eu soin de maintenir la hiérarchie, bien que dans une mesure selon nous insuffisante. En outre, si leurs écoles réelles de 2e classe répondent à notre enseignement spécial, celles de 1re classe ou « gymnases réels » répondent à notre ancienne « section des sciences, » avec cette différence que les collèges scientifiques, en Allemagne, sont entièrement séparés des collèges littéraires. Dans les gymnases réels, — surtout en Prusse, — on fait beaucoup plus de latin et aussi d'études littéraires que n'en faisaient nos élèves des sciences. Avant peu d'années, le latin, auquel on revient de toutes parts, sera exigé partout.

En Allemagne, l'enseignement secondaire s'adresse à une fraction de la société qui n'a ni les mêmes droits, ni les mêmes devoirs sociaux que la fraction correspondante de la société française (1). La bourgeoisie allemande n'est pas, comme la nôtre, l'unique classe dirigeante d'une démocratie toute livrée au suffrage universel. Le régime féodal a laissé en Allemagne de nombreux vestiges; l'aristocratie y conserve une véritable importance politique; l'enseignement supérieur y a une vitalité particulière et une mission directrice; la bourgeoisie allemande, en un mot, n'est appelée ni par la lettre, ni surtout par l'esprit des institutions à exercer une influence prépondérante sur la direction du gouvernement. Il en résulte que l'Allemagne pourrait, sans grand inconvénient, rétrécir le champ des études libérales et les réserver à une élite destinée à la fréquentation des universités. Malgré cela, tout en créant des « écoles réelles » en vue de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, l'Allemagne s'est efforcée de répandre le plus possible l'instruction classique, qu'elle a maintenue dans ses gymnases en son intégrité. Chez nous, la bourgeoisie est l'aristocratie politique de notre démocratie; elle seule, par une influence toute morale et sociale, peut faire contrepoids à la masse populaire, armée des mêmes droits politiques qu'elle, mais

(1) Voir, sur ce point, le livre de M. Ferneuil : *la Réforme de l'instruction en France*, livre dont nous repoussons d'ailleurs les conclusions.

moins instruite. Supposez que le peuple devienne vraiment la classe dirigeante, vous aurez, en quelque sorte, un gouvernement d'instruction primaire, où les vues générales, lointaines et désintéressées seront nécessairement sacrifiées aux besoins matériels ou aux passions du moment présent. Toutes les comparaisons que l'on fait sans cesse entre notre enseignement spécial et l'école réelle d'Allemagne ne prouvent donc rien. Le jour où la France serait abandonnée à une classe dirigeante formée par l'enseignement spécial ou par « l'enseignement classique français, » ce serait une nation abaissée, livrée aux médiocres et aux barbares (1).

En Allemagne, depuis 1870, une grande faute a été commise, analogue à celle qu'on a commise en France. Le ministre prussien de l'instruction publique, après avoir pris l'avis des corps savans, n'en a tenu nul compte. Tous avaient répondu unanimement qu'ils voulaient des élèves surtout lettrés, d'intelligence ouverte, munis d'une bonne éducation gréco-latine, non surchargés d'x et d'y. Mais c'était alors un moment de crise pour les écoles réelles, que la clientèle abandonnait faute de débouchés dans l'enseignement supérieur. Les intéressés criaient très haut. En outre, on manquait de professeurs pour les langues vivantes et pour l'histoire naturelle. Le ministre, sacrifiant les intérêts permanens à des intérêts passagers, comme font trop souvent les hommes politiques, décida, en 1870, que les élèves diplômés des *gymnases réels* (qui sont le pendant de nos bacheliers ès sciences, mais savent plus de latin), pourraient se faire inscrire aux universités comme étudians « en mathématiques, en sciences naturelles et en philologie moderne, » traduisez : en langues vivantes. On ajouta d'ailleurs que, dans la distribution des places de professeurs, les élèves des gymnases auraient droit à la préférence. La médecine, la théologie et les études supérieures de littérature demeurent toujours absolument fermées aux élèves des écoles réelles, autant dire aux bacheliers ès sciences. Cette décision ministérielle n'en fut pas moins vivement blâmée et l'est encore. On voit là, avec inquiétude, un nouveau succès de l'américanisme et du réalisme, quoique, en réalité, il s'agisse simplement du droit d'enseigner les langues vivantes, l'histoire naturelle et les mathématiques sans avoir appris *le grec*, mais après avoir appris le latin. De plus, un très petit nombre des élèves des écoles réelles demandent le « certificat de maturité. »

(1) Même en Allemagne, les esprits éclairés protestent, avec M. Dubois-Reymond, recteur de l'université de Berlin, contre le réalisme croissant des *Realschulen* et contre l'invasion de l'américanisme dans les gymnases, dans les universités.

L'Allemagne fait d'ailleurs effort pour revenir à l'unité de l'enseignement secondaire. Dans le plan de 1882, l'enseignement des trois premières classes de l'école réelle correspond à celui des premières classes du gymnase classique, de manière à permettre le passage d'une école réelle à un gymnase pour ceux qui ont la capacité ou la volonté d'études plus sérieuses et plus longues. On finira ainsi par avoir deux embranchemens d'instruction secondaire qui ne différeront que par la présence ou l'absence du grec et par une proportion plus ou moins forte d'études scientifiques.

En Allemagne, — et aussi en Angleterre, — la pente vers le réalisme des *realschulen* est corrigée par l'habitude prise de fréquenter les universités : c'est là une tradition aristocratique, une tradition pour les classes qui se respectent, tout comme c'est une tradition bourgeoise chez nous de se faire recevoir bachelier. Après quoi, on estime en France que l'instruction est terminée, tandis que, pour les Allemands et les Anglais, c'est simplement l'entrée de l'instruction supérieure. Maintenez en France un baccalauréat utilitaire et réaliste, supprimez ce signe de ralliement pour les classes instruites de tout pays, les lettres latines, il n'y aura plus de raison chez nous pour faire des études vraiment classiques, désintéressées et foncièrement littéraires; les sciences et leurs applications finiront par absorber tout, même les lettres *françaises ;* car, en ce qui concerne les universités, les Français sont rétifs à ce prolongement d'études. Vous ferez difficilement croire aux familles qu'il soit nécessaire d'envoyer les jeunes gens suivre un cours sur la querelle des investitures, ou un autre sur Ronsard et le XVIe siècle, ou un autre sur les origines de la littérature allemande, etc. Lancer les jeunes gens dans la vie d'étudiant pour acquérir toutes ces connaissances spéciales, c'est à quoi les parens ne consentiront pas : on a trop peu de confiance dans la sagesse des enfans français pour les abandonner « sur le pavé des grandes villes, » sans qu'ils y soient absolument forcés par des études de droit ou de médecine. Puis on se dit : — Autant vaut lire Ronsard lui-même, et les histoires littéraires, et les livres de critique littéraire, que d'aller entendre quelques beaux discours sur ce sujet, prononcés par un professeur devant un auditoire de passage. Qu'apprend-on dans les cours de ce genre qu'il eût été si difficile d'apprendre dans les livres? Au reste, ajoute-t-on, le professeur publiera probablement son cours, s'il a découvert quelque chose d'intéressant; je le lirai chez moi. — En Allemagne, les quatre cinquièmes des élèves des gymnases suivent les cours des universités, d'autant plus que les pasteurs protestans y vont apprendre la théologie ; on peut donc dire que l'enseignement secondaire et l'enseignement

supérieur font corps. En France, pays de bourgeoisie et de démocratie, en même temps que pays catholique, c'est pure chimère d'espérer un résultat analogue. Il faut que l'enseignement secondaire puisse au besoin se suffire. Ceux qui veulent aujourd'hui le subordonner à l'enseignement supérieur, l'appauvrir même et le restreindre, sous prétexte de renvoyer plus tard les jeunes gens à des universités imitées de l'Allemagne (mais où on recevra l'enseignement supérieur sans même connaître un mot de latin), nous paraissent mal se rendre compte de la différence entre les deux pays. Il faut assurément fortifier et enrichir l'enseignement supérieur, et c'est ce que l'on fait; il faut aussi organiser l'enseignement professionnel, et c'est ce qu'on ne fait pas; mais ce qui importe avant tout, c'est de fortifier le seul enseignement qui ait pour objet propre non plus le savoir et ses applications pratiques, mais la culture intellectuelle, esthétique, morale et civique d'une jeunesse appelée à former le cerveau de la patrie.

IV.

En résumé, c'est au moment où, en Allemagne, en Italie, en Angleterre même, on s'inquiète de l'accroissement des écoles réelles et du « réalisme » qu'elles favorisent, c'est au moment où l'on propose, dans ces pays, d'en revenir au « collège secondaire unique, » qu'on voudrait, en France, substituer à la culture classique une sorte d'arlequin anglo-germano-scientifique, supprimer l'étude des lettres latines, qui est de tradition vraiment française en même temps qu'universelle, et qui a contribué au développement de l'influence française. Pour nous, nous ne pensons pas que l'heure soit encore venue de rompre avec une littérature dont la nôtre est le prolongement. « Messieurs les Anglais, messieurs les Allemands, tirez les premiers! »

Mais ils s'en gardent bien. Les Allemands, en particulier, à côté de leurs écoles réelles, conservent avec soin leurs gymnases, où l'on étudie neuf ans le latin et sept ans le grec. Dans leurs écoles réelles elles-mêmes, du moins dans celles de première classe (gymnases réels), ils réintègrent le latin, jusqu'à lui donner, dans certains établissemens, cinquante-quatre heures par semaine (réparties sur neuf années)! En France, faut-il employer les ressources de l'État, — si limitées, — à doubler inutilement l'enseignement secondaire, pour le seul plaisir de remplacer le latin (ce cran de sûreté de l'enseignement littéraire) par une langue vivante et de créer ainsi une concurrence fatale aux études considé-

rées dans tous les pays comme seules classiques (1)? Est-ce là le meilleur emploi à faire de nos finances? Il vaudrait infiniment mieux consacrer les mêmes ressources à organiser « le grand service public qui nous manque, » un véritable enseignement professionnel. Nous avons huit écoles commerciales, l'Allemagne en a deux cents; nous avons une douzaine d'écoles industrielles, elle en a plus de cent. En face d'une telle situation, gaspiller les finances de l'instruction publique pour tuer l'enseignement classique, qui seul nous reste, sans même le remplacer par un véritable enseignement professionnel, ce serait plus qu'une folie au point de vue national et international. Si les études professionnelles et techniques étaient sérieusement organisées, une partie de nos soixante mille élèves, après quelques années d'enseignement spécial, se reporterait vers ces études; la preuve en est dans le chiffre déjà considérable d'élèves du cours spécial. Il ne resterait que les jeunes gens destinés à faire réellement de vraies « humanités » et à les poursuivre jusqu'au bout.

C'est donc là qu'est la solution : il faut organiser, non pas deux *types égaux* d'instruction secondaire, mais trois *degrés inégaux* d'instruction : l'un classique, l'autre spécial, le troisième professionnel. La diversité ne doit s'admettre, dans l'enseignement secondaire, que pour diverses branches du savoir et de l'*instruction* proprement dite, notamment les sciences particulières, dont l'une peut fort bien se substituer à l'autre, les particularités de l'histoire ou de la géographie, et enfin le grec. Si, par exemple, vous prévoyez que la mécanique vous sera particulièrement utile plus tard, apprenez la mécanique et laissez la botanique ou la minéralogie; si vous préférez à la mécanique le droit usuel ou la géographie commerciale, ou même la comptabilité, choisissez à votre aise; on ne saurait voir là le plus léger inconvénient: dans la « chimie mentale,» dix atomes de droit usuel peuvent remplacer dix atomes de géographie : c'est le seul genre de spécialisation anticipée qui soit sans danger au collège. Mais la diversité ne peut s'admettre pour tout ce qui est l'âme même de notre *éducation* classique, à savoir : notre langue nationale, qui est le français; notre seconde langue nationale historiquement et littérairement, qui est le latin, — et qui de plus est la langue internationale pour la culture des classes instruites; la théorie générale des sciences mathématiques et physiques, qui est la même pour tous; la philosophie et la morale, études originales et sans équivalens, qui sont le couronnement nécessaire

(1) Même en Amérique, on fait beaucoup de latin et de grec, les jeunes filles apprennent souvent le latin. On a introduit des élémens de latin jusque dans les écoles primaires.

de l'éducation libérale, surtout dans un pays où l'esprit religieux est affaibli et où la morale est devenue toute laïque. Nous établissons donc dans l'enseignement secondaire une partie éducative immuable et une partie instructive variable, des classes fondamentales obligatoires et des cours facultatifs. Notre devise n'est pas le moins du monde : *Omnibus omnia*, mais : *Omnibus optima.*

Quant à une éducation française avec addition de sciences et de langues vivantes, elle n'est nullement méprisable en elle-même, mais elle n'est pas le vrai type d'enseignement secondaire classique, libéral et *national*. Quelque profitable que soit une telle éducation, elle sera inférieure et devra être hautement déclarée telle dans l'intérêt des études classiques, tant que nos conditions de grandeur et d'influence nationales, ainsi que celles des autres peuples, ne seront pas assez profondément modifiées pour nous permettre à l'égard des lettres latines l'indépendance du cœur, — et même pour la permettre à toutes les nations. Ou vous voulez et pouvez faire vos humanités, ou vous ne le voulez ni ne le pouvez ; tout est là, mais il n'y a pas dix façons de faire ses humanités dans une nation donnée, avec son passé donné, son avenir à assurer, son unité intellectuelle à sauvegarder, son rang à maintenir en face des autres nations. Croit-on que le philosophe qui écrit ces lignes ait la superstition du latin pour le latin même? Non, mais il a la superstition de la gloire française. Les erreurs en éducation sont les pires de toutes, parce qu'elles compromettent des générations entières. Au Sedan militaire n'ajoutons pas nous-mêmes un Sedan intellectuel.

Le vrai but de l'enseignement spécial doit être de donner aux médiocrités de tout genre le moyen de devenir, non des lettrés ou des artistes, mais des Marthes masculines qui s'occuperont intelligemment du grand ménage national, tout en ayant un commencement de culture littéraire, une ouverture sur les choses de l'esprit. Il est besoin de beaucoup de Marthes, non pas seulement de Maries; ce n'est pas une raison pour accorder aux unes et aux autres des palmes de même valeur. Un homme peut en valoir un autre, comme homme; mais un forgeron ne vaut pas un cordonnier, comme cordonnier, et un cordonnier ne vaut pas un forgeron, comme forgeron: *Ne sutor ultrà crepidam*. Le conseil supérieur s'est laissé arracher le baccalauréat de l'enseignement spécial; ce fut sa première faute. Ce jour-là, l'ennemi était dans la place; si on l'y laisse, il envahira tout le reste: il a les appétits d'un parvenu. Le remède est simple et radical. Il faut supprimer le baccalauréat spécial et, tout en fortifiant l'enseignement spécial sur son vrai domaine, le renvoyer à l'étage au-dessous. On le rendra ainsi à sa destination primitive, que son fondateur lui avait

sagement assignée : celle d'un enseignement demi-primaire, demi-secondaire, préparatoire aux professions industrielles et s'adressant à ceux qui n'ont ni le goût, ni les moyens, ni surtout le temps de recevoir une complète instruction générale. Mais on ne saurait admettre que l'État bouleverse la hiérarchie dont une démocratie a surtout besoin, en couronnant des « mêmes baies de laurier » les élèves qui ont eu le mérite, ou au moins la bonne intention des études classiques, et les élèves absorbés par leurs intérêts immédiats, qui font rapidement leurs études pour faire plus vite « leur chemin (1). »

(1) Voici, en ses traits principaux, la réforme que nous proposerions :

Article 1er. — L'enseignement secondaire est *un* dans ses fondemens : 1° les lettres françaises ; 2° les lettres latines, mères des littératures modernes, et encore nécessaires de nos jours à l'unité d'esprit nationale et internationale chez les classes instruites ; 3° la philosophie ; 4° l'histoire générale ; 5° les élémens des mathématiques et de la physique. La diversité, étant donné notre état actuel au point de vue national et international, ne peut porter que sur les spécialités suivantes : grec, sciences secondaires et sciences appliquées, langues vivantes.

Art. 2. — Le baccalauréat est unique et a pour base les humanités, avec quatre subdivisions : 1° baccalauréat *ès lettres et philosophie ;* 2° baccalauréat *ès lettres et sciences mathématiques ;* 3° baccalauréat *ès lettres et sciences naturelles ;* 4° baccalauréat *ès lettres et sciences économiques et industrielles.*

Art. 3. — Les classes de *français,* de *latin,* d'*histoire générale* et de *philosophie* seront communes à tous les élèves sans exception, jusqu'à la fin de leurs études. Les classes de grec admettront des équivalens dans les deux dernières années.

Art. 4. — Dans la classe de seconde, quatre heures seront consacrées au grec, au lieu de cinq ; la cinquième heure sera ajoutée au cours de mathématiques. Des conférences facultatives de mathématiques seront instituées pour les élèves qui entrevoient déjà les carrières scientifiques.

Art. 5. — Dans la classe de rhétorique, cinq heures au lieu de quatre seront consacrées au grec, à l'histoire de la littérature grecque et de l'art grec, pour les élèves préparant le baccalauréat *ès lettres et philosophie.*

Art. 6. — Pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et mathématiques* (écoles du gouvernement) et pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et sciences naturelles* (études médicales), les cinq heures de grec en rhétorique seront remplacées par quatre heures complémentaires de sciences et une heure complémentaire de langues vivantes.

En philosophie (où il y a quatre classes de philosophie pendant le premier trimestre et cinq classes à partir de janvier), une des classes de philosophie pendant le premier trimestre et deux à partir de janvier seront remplacées, pour les candidats aux carrières scientifiques, par des classes complémentaires de sciences. Celles des classes de philosophie que tous les élèves ne seront pas obligés de suivre seront consacrées, pour les candidats au baccalauréat *ès lettres et philosophie,* à l'histoire de la philosophie, à l'explication des auteurs philosophiques et à des questions de philosophie complémentaires.

Art. 7. — Pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et sciences économiques et industrielles,* les cinq heures de grec seront remplacées, en rhétorique, par trois heures complémentaires de sciences appliquées, une heure d'*économie industrielle, agricole et commerciale,* une heure complémentaire de langues vivantes. En philosophie, pour les mêmes élèves, une des classes de philosophie pendant le premier

L'État doit maintenir et même accroître, devant le nombre toujours croissant de candidats et de solliciteurs, ses exigences en fait de diplômes : un avocat et un médecin, par exemple, ne sont pas

semestre et deux pendant le second seront remplacées par une heure de *géographie industrielle et commerciale*, une heure de *législation industrielle et commerciale*, et une heure complémentaire de langues vivantes.

Des conférences facultatives de *comptabilité* et d'*agronomie* seront instituées en rhétorique et en philosophie.

Art. 8. — A la fin de la rhétorique, la première épreuve du baccalauréat comprendra, pour *tous* les élèves : 1° une version latine (deux suffrages), afin d'assurer l'étude sérieuse du latin ; 2° une composition française (deux suffrages). Pour les candidats au baccalauréat *ès lettres et philosophie*, il sera bon d'ajouter une *version grecque* facile ; pour les autres, un thème de *langues vivantes*. Pour tous il y aura, à l'examen oral, une interrogation de grec et une de langues vivantes.

A la fin de la classe de philosophie, la seconde épreuve du baccalauréat comprendra, pour *tous* les élèves, sans exception :

Une *dissertation en français* sur un sujet de philosophie (deux suffrages).

Pour le baccalauréat ès lettres et mathématiques, on ajoutera une *composition de mathématiques* (deux suffrages).

Pour le baccalauréat *ès sciences naturelles*, une *composition de sciences naturelles* (deux suffrages).

Pour le baccalauréat *ès sciences économiques et industrielles*, une *composition de sciences* (deux suffrages), une composition d'*économie industrielle* et de *législation usuelle* (un suffrage).

Art. 9. — Les bacheliers ès *lettres et philosophie* pourront acquérir le titre complémentaire de bachelier ès sciences mathématiques, ou celui de bachelier ès sciences naturelles, ou celui de bachelier ès sciences économiques et industrielles, en subissant : 1° l'épreuve écrite de la composition de sciences ; 2° l'épreuve écrite du thème de langues vivantes ; 3° les épreuves orales complémentaires. Ils auront droit alors à une avance d'un certain nombre de points dans les concours pour l'entrée des grandes Écoles et des Facultés de médecine.

D'autre part, les bacheliers des subdivisions scientifiques pourront ajouter à leur titre celui de bachelier ès lettres et philosophie en subissant : 1° l'épreuve de grec, 2° une interrogation complémentaire de philosophie.

Les jeunes gens dont les idées se seraient modifiées, à la fin de leurs études, relativement à leur vocation, pourront donc très facilement changer de voie et faire un choix à leur gré après quelques études complémentaires ; et ils se trouveront finalement munis d'un diplôme double.

Art. 10. — L'enseignement spécial prendra un caractère plus pratique, au lieu de prendre un caractère classique, et il sera réduit à quatre années. Le baccalauréat de l'enseignement spécial sera remplacé par un *diplôme d'études scientifiques et industrielles*, en vue des professions *moyennes* de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Le baccalauréat ès *lettres et sciences économiques et industrielles* préparera aux hautes professions du même genre l'élite lettrée, instruite et libérale dont elles ont besoin.

Art. 11. — L'enseignement *professionnel et technique* sera organisé, de manière à fournir un complément naturel, tantôt aux études classiques de la subdivision économique et industrielle, tantôt à l'enseignement spécial.

On remarquera que, dans notre système, rien n'est sacrifié et que toutes leurs études y ont leur sanction. Le grec, sérieusement étudié par les uns, sera conservé pour les autres dans une mesure suffisante, très supérieure même à ce qu'on deman-

seulement un avocat et un médecin; ils font partie de la classe dirigeante nécessaire à la démocratie, ils ont une mission, une fonction civique. L'État a le droit et le devoir de leur dire : « Vous serez lettrés, vous ne serez pas de simples manœuvres en chirurgie ou des commerçans en médecine, de simples industriels en droit, de simples agens d'affaires ayant pour devise : *Dulces ante omnia... Nummi.* » Et de même pour toutes les professions libérales. A plus forte raison pour les fonctionnaires de l'État. Ici le gouvernement est maître chez lui. Au lieu d'ouvrir les portes des administrations à tous les calculateurs qui ont préféré la voie courte, il doit dire : « Vous n'entrerez pas si vous n'avez point reçu l'éducation qui fait la véritable élite de la France. Il ne suffit pas de savoir lire, écrire et bien compter pour être un administrateur : fonction oblige; vous ne ferez pas partie de la classe *gouvernementale* sans être animé de l'esprit traditionnel qui a fait de la France ce qu'elle est. » Dans l'éducation qu'il donne, l'État ne doit travailler que pour la nation et pour la race, qu'il représente. Lui demander une instruction qui soit presque exclusivement à notre usage personnel, qui ait en vue d'abord nos propres intérêts immédiats, c'est lui demander de trahir sa mission, c'est lui demander presque un crime de lèse-nationalité et, si on peut dire, de lèse-race. C'est pourtant ce que semblent proposer la plu-

dait récemment aux bacheliers ès sciences. Nous faisons partout aux sciences une part plus grande que celle qui leur est laissée dans les derniers projets votés par le conseil supérieur. Nous rendons inutile l'enseignement classique *français* en organisant un enseignement classique des *sciences économiques et industrielles*, qu'on appellera d'ailleurs comme on voudra. Enfin nous donnons aux langues vivantes leur importance légitime pour tous ceux qui en auront besoin. Nous avons donc un type unique d'enseignement secondaire, avec variantes pour le grec et les sciences appliquées.

Si, par impossible, les fanatiques de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (ces divinités du jour) ne trouvaient pas encore suffisantes les connaissances industrielles et économiques du baccalauréat que nous proposons d'introduire, on pourrait, à la rigueur, remplacer les classes de grec en seconde (peut-être même en troisième), par des classes de sciences et de langues vivantes, sur la demande motivée des parens qui déclareraient leurs enfans déjà voués à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture. L'enseignement franco-latin, ainsi organisé, vaudrait mieux, à coup sûr, que « l'enseignement français » dont on nous menace. Il n'interdirait pas tout retour ultérieur des jeunes gens aux professions libérales, au droit, à la médecine, aux écoles de l'État, puisqu'il leur suffirait de compléter leurs études de grec. Ce serait leur seule punition pour n'avoir pas su tout d'abord ce qu'ils voulaient. Avec cinq heures de plus pour les sciences et les langues vivantes en troisième, et quatre heures de plus en seconde, on aurait de quoi contenter enfin le minotaure utilitaire, sans compromettre ni le caractère libéral ou l'unité foncière des études classiques, ni leur harmonie avec les études universellement *latines* des autres grandes nations. Mais, selon nous, une simple subdivision de cours scientifiques, en rhétorique et en philosophie, serait déjà suffisante.

part de nos modernes réformateurs, ceux qui se piquent d'être pratiques et qui veulent, selon le mot de Montesquieu, faire périr l'arbre pour en cueillir plus tôt les fruits. On a reproché à l'ancienne Université de former un peuple de lettrés; si la nouvelle formait un peuple de contre-maîtres, a-t-on dit avec raison, en serions-nous plus forts et plus libres? Ne souffrons pas que l'instruction primaire, si essentielle qu'elle soit, dévore tout le reste, envahisse tout, sous des noms divers. L'éducation antique était appelée libérale parce qu'elle était désintéressée. Dans les républiques de l'antiquité, l'homme libre était celui qui ne se préoccupait pas des applications matérielles et mécaniques de la science ou de l'art, celui qui recherchait le vrai pour le vrai, le beau pour le beau, la culture de l'esprit pour l'esprit même. Liberté, libéralité, désintéressement, c'était tout un. De plus, la liberté était conçue comme inséparable du dévoûment à la « chose publique, » à la cité, à la patrie, c'est-à-dire au groupe humain dont l'individu était membre; le patriotisme, c'était la forme pratique du désintéressement scientifique, esthétique, philosophique. L'homme libre était donc le citoyen, celui qui devait avoir pour principale préoccupation le bien de la république, dont la direction lui était confiée. Malgré la part croissante de l'utile dans la vie moderne, nous ne croyons pas qu'on puisse, surtout en France, concevoir une éducation libérale autrement que sur ce type moral et civique. La démocratie contemporaine, il est vrai, comprend difficilement que c'est de la culture supérieure que le reste découle, comme l'eau fécondante descend des hauteurs. Au gouvernement républicain, s'il conçoit bien sa mission, il appartient de lutter contre cette tendance, de maintenir les influences d'en haut, non par privilège et monopole, mais par une sélection naturelle et une éducation vraiment libérale. C'est de l'enseignement secondaire, en France, que dépend l'avenir même du pays. Tel enseignement secondaire, telle démocratie, du moins tant que le peuple ne sera pas entièrement affranchi de toute direction, tant que l'avenir entier de la France ne se sera pas concentré dans l'instruction primaire ou dans ses transformations plus ou moins déguisées. Tout diplôme classique est une garantie sociale et non pas seulement professionnelle; ceux qui auront un jour une mission directrice dans l'État doivent donc être élevés conformément aux traditions littéraires et philosophiques qui ont fait l'honneur de la France.

ALFRED FOUILLÉE.

LA REVANCHE

DE

LUCAS HELM

I.

Lorsqu'Henri Verdière sortit de la gare de Nuremberg, la tête fatiguée par une longue traite de chemin de fer, il se crut le jouet d'une hallucination. Le soleil était couché depuis quelques minutes, mais le ciel empourpré de son dernier adieu répandait sur le paysage une lumière rose d'une délicatesse infinie. On eût dit une clarté de feux de bengale illuminant une apothéose, et les objets noyés dans cette vapeur prenaient une apparence de rêve.

La gare elle-même ne ressemblait à aucune de nos gares banales; c'était un monument gothique aux fenêtres à ogive. A deux pas de la gare, les fossés des fortifications, les tourelles suspendues à l'angle des bastions. La voiture franchit un pont, puis s'engagea sous une poterne où le bruit des roues était décuplé par les murailles sonores. Maintenant voici la ville, et le voyageur étonné penchait sa tête à la portière. Point de vastes artères tirées au cordeau, avec leurs trottoirs d'asphalte et leurs magasins brillamment illuminés, mais des voies sinueuses, serpentant à l'aventure, pleines de retraits obscurs et mystérieux. Dans la clarté indécise du crépuscule, des constructions étranges se dressaient de chaque côté de la rue, tandis que les toits dessinaient sur le ciel

des silhouettes fantastiques. De merveilleux porches d'église, sculptés comme des dentelles, s'estompaient au fond de ténébreux recoins. Et puis, de nouveau un pont orné de grilles ouvragées, vraies floraisons de fer, et, aperçue entre les balustres, l'eau dormante de la Pegnitz, noire à présent, où les maisons baignaient leurs pilotis moussus.

Après maintes descentes et montées, la voiture s'arrêta enfin devant une de ces pittoresques maisons aux balcons en saillie. Quelques minutes après, Henri Verdière faisait connaissance avec sa *Wirthin*, Mme Lehmann. C'était une bonne femme d'une cinquantaine d'années, écorchant à peine deux ou trois mots de français, d'un esprit quelque peu terre à terre et préoccupé de combinaisons pratiques, mais très dévouée à ses pensionnaires. Au moindre symptôme de rhume, elle leur apportait des tisanes savamment élaborées, qu'elle les forçait d'ingurgiter jusqu'à la dernière goutte. Elle montra à l'arrivant la chambre qui lui était destinée, et l'engagea, avant de se livrer au repos, à goûter de quelques plats de sa façon. Le repas pouvait sembler curieux à un palais étranger; il se composait de charcuterie cuite avec des herbes aromatiques, et d'une salade au sucre qui dérouta toutes les notions culinaires d'Henri Verdière. Mais ces mets étaient accompagnés d'une bière brune si appétissante, qu'elle faisait oublier la bizarrerie du menu.

Aucun autre pensionnaire ne prenant ses repas à la maison, la soirée menaçait de se prolonger dans un tête-à-tête sentimental. Mais les yeux du jeune homme se fermaient malgré lui, et il demanda à son hôtesse la permission de regagner sa chambre. Il eut un moment de désespoir, lorsqu'il constata le peu de largeur des draps et des couvertures simplement posés sur le lit, laissant pénétrer l'air de tous côtés, et menaçant le dormeur un peu agité de se réveiller soudain dans le plus simple appareil. Il s'aperçut en revanche qu'on avait prodigué l'édredon, et qu'il serait appelé à reposer entre deux couches de plumes. Mais à dix-huit ans, la nature reprend énergiquement ses droits. Un quart d'heure plus tard, le nouvel habitant de Nuremberg dormait d'un profond sommeil.

Réveillé à sept heures du matin par un rayon de soleil qui frôlait son visage, il se demanda si avec la lumière du jour il retrouverait l'extraordinaire vision moyen âge qui l'avait frappé la veille à son arrivée. Il n'eut qu'à ouvrir sa fenêtre pour se convaincre que cette vision était une réalité.

Le long de la rue étroite, plantées dans le désordre le plus pittoresque et comme construites au hasard, des maisons dégringo-

laient du sommet de la colline. Très hautes, surmontées de toits gigantesques, avec deux ou trois étages de lucarnes ouvrant leurs yeux dans les tuiles rouges, elles piquaient le ciel de leurs pignons curieusement sculptés. Sur la façade de ces maisons point de boutiques, mais partout aux angles des murs des encoignures saillantes, sortes de balcons à trois pans suspendus au-dessus de la rue, et permettant à la maîtresse du logis de vivre à la fois chez elle et au dehors. A la lumière éclatante d'un soleil d'août les briques flambaient sur l'azur du ciel, et contrastaient avec le ton brun des habitations en bois, tandis que l'ombre respectait encore le porche d'une église gothique nichée dans un enfoncement obscur.

Il s'agissait pour Henri Verdière de mettre le temps à profit. Il venait passer ses trois mois de vacances universitaires en pays étranger, afin de se perfectionner dans la langue allemande. Plus tard il comptait se vouer au droit, mais ces arides études n'avaient point encore altéré sa nature d'artiste et il rapporta de sa première promenade dans Nuremberg des impressions délicieuses, toutes nouvelles pour lui. De plus, grâce aux indications de Mme Lehmann, il possédait l'adresse d'un étudiant en lettres, Franz Lederbach, qui se chargerait, moyennant un modeste salaire, de l'initier aux suprêmes délicatesses de la langue de Schiller.

Muni de cette adresse, Henri Verdière profita de l'occasion pour errer quelque peu au milieu de cette cité d'autrefois qui lui semblait un véritable décor d'opéra. Il parcourut sans s'en douter les douze collines sur lesquelles est bâtie Nuremberg, et traversa à plusieurs reprises, sur des ponts plus pittoresques les uns que les autres, plusieurs petites rivières qui se ressemblaient étonnamment. Il finit par découvrir qu'il y avait mieux qu'une ressemblance, une identité complète, puisqu'un seul cours d'eau, la Pegnitz, traverse la ville. Ne pouvant se décider à quitter ces lieux paisibles, elle revient à tous momens sur ses pas, et se divise en une multitude de bras qui s'éloignent pour se rejoindre bientôt.

Franz Lederbach habitait précisément dans une des îles formées par les méandres de la rivière. Une passerelle y conduisait, garnie de mousses et de plantes grimpantes. Arrivé au milieu de la passerelle, Verdière s'arrêta, tellement le tableau lui sembla ravissant. L'île était bordée de saules, dont les longues branches s'inclinaient sur le miroir des eaux; au-dessus des arbres émergeait une vieille tour crénelée où le vent avait semé tant de graines que chaque fente, chaque interstice de la pierre était paré d'une touffe de giroflées ou d'une guirlande verte d'églantier. A côté de la tour se dressait une maison massive, mais évidée par-dessous en forme d'arche, et livrant passage aux flots de la Pegnitz; de sorte que les

locataires de ce curieux immeuble habitaient en réalité sur un pont, et pouvaient au besoin pêcher à la ligne de leur fenêtre.

Ce n'était évidemment pas à cette occupation que se livrait l'étudiant, car lorsque son futur élève frappa à sa porte, il n'obtint aucune réponse. Une voisine, interrogée, déclara que M. Lederbach était sans doute à la bibliothèque de la ville, ou bien, et plus sûrement encore, au *Bratwurstglöcklein*. Ce nom quelque peu barbare désignait, paraît-il, une brasserie fort connue de Nuremberg... Si Henri Verdière aimait la couleur locale, à coup sûr il put s'estimer satisfait quand, après maint tour et détour, il découvrit l'objet de ses recherches.

Adossée à la chapelle Saint-Maurice, donnant sur une ruelle étroite et sombre, une étrange construction en bois, large au plus de deux mètres et demi, haute de trois mètres, semblable à une échoppe du vieux temps, apparut aux regards du voyageur. Sur une enseigne sculptée, figurant une petite cloche, on lisait en lettres gothiques ce mot rébarbatif : *Bratwurstglöcklein*.

Dès l'entrée, on était accueilli par une odeur de viande rôtie, car la porte de la taverne s'ouvrait sur une cuisine minuscule. Cette cuisine ne contenait, pour tout ameublement, qu'un foyer muni d'un gril où se doraient, devant un feu de bois, d'appétissantes saucisses. De là, on pénétrait dans la salle des habitués, une véritable gaine, encombrée par un poêle en faïence, une table antique avec un banc adossé contre la muraille et quelques chaises de bois. Le plafond offrait aux regards une poutraison noircie par la fumée des pipes de plusieurs générations, et la lumière du jour, traversant les carreaux de vitres cernés de plomb, n'arrivait dans la salle qu'à l'état crépusculaire. Sur les parois, on distinguait quelques portraits et dessins sommairement encadrés, des étagères supportant des rangées de pots de grès et d'étain... Et au milieu de ce cadre original, assis devant une canette de bière et fumant une pipe de porcelaine, Franz Lederbach, seul client, à cette heure, du *Bratwurstglöcklein*.

La connaissance se fit rapidement entre les deux jeunes gens, et la requête d'Henri Verdière fut accueillie avec joie par l'étudiant allemand. Ce dernier avait une figure ronde, haute en couleurs, surmontée d'une formidable chevelure rousse. Sous ses lunettes, installées à poste fixe, brillaient deux gros yeux bleus d'une pâleur inquiétante. Sa taille manquait absolument de distinction, quoiqu'il la tînt serrée dans un habit à brandebourgs. Mais on ne pouvait retenir un geste d'étonnement lorsque Frantz se levait : il était doué d'une paire de jambes d'une longueur invraisemblable. Ce colosse, que les chiens saluaient parfois d'aboiemens dans la rue,

avait l'âme tendre et une propension exagérée au sentimentalisme. Sa vie se partageait entre ses rêveries poétiques et l'étude de l'histoire, qui avait le don de le passionner.

— Vous ne savez pas, dit-il à Henri Verdière, à quel point vous êtes favorisé en vous établissant à Nuremberg. J'y suis fixé depuis six mois, et mon enchantement va toujours croissant. Tout ici a son cachet d'ancienneté, son histoire. Et tenez, cette chambre ellemême n'est pas une chambre ordinaire : à la place où nous sommes, Albert Dürer venait tous les jours s'asseoir, avec Hans Sachs, le poète populaire. Voyez, on a gardé sur cette étagère leurs chopes d'étain, marquées à leur chiffre. Adam Krafft, dont vous admirerez avec moi les merveilleuses sculptures, prenait part à ces intimes réunions, et nous pouvons nous croire, dans cette salle, transportés en plein XVI[e] siècle...

Il n'était pas rare que Franz se livrât à de semblables discours; son enthousiasme germanique avait l'haleine longue. Il fut décidé entre les nouveaux amis que les matinées seraient consacrées au travail à la bibliothèque, et qu'après le repas de midi, pris en commun, on se livrerait à d'instructives promenades dans la ville et les environs, excellent prétexte à causerie sur des sujets divers. Les choses étant ainsi réglées, à la satisfaction des deux parties, Henri Verdière regagna son logis, enchanté de ses débuts dans la vie nurembergeoise.

II

Franz Lederbach n'était pas Allemand pour rien : il remplissait son mandat de professeur et de cicerone avec la plus scrupuleuse minutie. Il faut ajouter que nulle tâche n'aurait pu lui plaire davantage : il connaissait fort bien sa langue, et tout aussi bien les coins et recoins de Nuremberg, l'histoire de cette cité et des hommes qui l'ont illustrée. C'étaient chaque jour des pèlerinages au musée pour étudier les Albert Dürer, à la bibliothèque pour contempler les peintures du *Graduel*, et des centaines d'incunables et de manuscrits à rendre jalouses les collections de plus d'une capitale. En ce moment, précisément, Franz était plongé dans la lecture, point très facile, de manuscrits des XIV[e], XV[e] et XVI[e] siècles, qui n'avaient jamais été publiés et qu'il méditait de mettre à contribution pour la confection de sa thèse.

A midi, il retrouvait Verdière au *Bratwurstglöcklein* et s'entretenait avec lui des travaux de la matinée. Après avoir absorbé de

nombreux bocks de bière, les jeunes gens reprenaient leurs promenades à travers la ville. Ce fut alors une véritable initiation à la vie et aux mœurs du bon vieux temps.

Les deux étudians, unis comme Oreste et Pylade, visitèrent ensemble *Saint-Laurent* et son *retable,* poème biblique qu'Adam Krafft mit cinq ans à faire jaillir de la pierre; *Saint-Sébald* et sa *Porte des Fiancés,* délicieusement illustrée de scènes du Nouveau-Testament. Et quelle joie, au sortir des églises, de se retrouver dans ces rues qui semblaient dater de la même époque, de découvrir, sur les places ou dans les carrefours, ces pittoresques fontaines d'où l'eau jaillit de statuettes de bronze d'une grâce et d'une originalité sans égales!

Le rêve moyen âge, alimenté par ces incessantes investigations, prenait de plus en plus corps dans l'esprit et l'imagination des deux jeunes gens. Henri Verdière se complaisait à cette vision romantique. Il aimait à parcourir le Burg, château seigneurial qui domine la ville de ses constructions massives; il aimait à s'asseoir dans la chapelle édifiée par Frédéric Barberousse, à descendre au fond des souterrains, à contempler les instrumens de supplice inventés par les seigneurs d'autrefois, et qui prouvent le génie de l'homme lorsqu'il s'agit de torturer ses semblables... Tout cela, sans doute, l'intéressait à titre de documens; mais il n'en était pas de même pour Franz Lederbach.

Vivant dans ce cadre antique, où ses lectures et ses goûts le ramenaient sans cesse, il s'était forgé un monde idéal, peuplé de souvenirs historiques, embelli des œuvres d'art qu'il connaissait si bien. Dürer, Vischer, Hans Sachs, Adam Krafft, étaient de vieux amis pour lui, et si, d'aventure, il les avait trouvés un soir vidant leur pot de bière au *Bratwurstglöcklein,* il n'aurait, à leur aspect, témoigné nulle surprise. Bref, le brave Franz était un peu toqué : innocente folie, du reste, mais qui donnait à Henri Verdière quelques inquiétudes pour l'avenir de son ami.

La chose devait se compliquer si, d'aventure, l'amour se mettait de la partie. Cela ne tarda guère.

Depuis une semaine ou deux, Franz avait des absences, des distractions toujours plus fréquentes. Il s'excusa même, à mainte reprise, de ne pouvoir sortir avec son compagnon; il alléguait des affaires urgentes.

— Parole d'honneur! lui dit innocemment Verdière, je crois que votre affaire urgente porte jupons et s'appellerait en français un joli minois.

Franz rougit comme une jeune fille. Et, détournant la conversation :

— Je ne vous ai pas encore montré une des curiosités de Nuremberg. Voulez-vous que nous allions aujourd'hui visiter le cimetière Saint-Jean? C'est une de mes promenades favorites...

— Je vous reconnais bien là, beau ténébreux, qui hantez les cimetières. Je comprends maintenant vos figures de circonstance. Est-ce que nous retrouverons là-bas la tombe d'Albert Dürer?

— Sans doute, et celle de ses illustres amis; mais avant de vous moquer de moi, daignez m'accompagner, et vous verrez que le site est digne de votre attention.

Le temps était superbe. Le soleil de septembre brillait dans un ciel sans nuages. Les amis sortirent de l'enceinte de la ville, pour s'arrêter bientôt devant de curieux bas-reliefs en pierre, un *Chemin de la croix* aux sculptures naïves, qui, d'étape en étape, conduit à la porte du cimetière Saint-Jean. Ils franchirent une grille couverte de rouille et se trouvèrent dans ce champ des morts, qui présente un aspect vraiment particulier.

Le long des allées étroites, les tombes apparaissent placées sans aucun ordre. Elles sont toutes de même modèle et consistent en de longues dalles de pierre; mais au lieu de porter des inscriptions gravées, elles sont magnifiquement décorées d'écussons de bronze ciselé reproduisant les armes des défunts, leur nom, la date de leur mort. Quelques-unes de ces ciselures, véritables œuvres d'art, frappent par la finesse et la beauté du travail. Avec le temps, le métal a pris des teintes verdâtres d'un ton très spécial et qui s'harmonise à merveille avec la pâleur moussue des dalles. Depuis des siècles, ce cimetière sert de dernière demeure aux habitans de Nuremberg, et l'on peut, en quelques minutes et en quelques pas, refaire au milieu de ces tombes toute l'histoire de la vieille cité.

Malgré la sérénité du ciel il s'exhalait de ce coin de terre une mélancolie pénétrante. Quelques rosiers égrenaient sur le sol leurs pétales à demi fanés. Franz, sans prononcer une parole, précédait son ami, le conduisant dans les allées les plus reculées vers les sépultures les plus anciennes. Et Verdière lisait les dates sur le bronze incorruptible : 1480, 1505, 1510.

Franz s'arrêta soudain :

— Nous voici arrivés, dit-il en rougissant comme il l'avait fait tout à l'heure. Je vous sais assez mon ami pour ne rien vous cacher. Lorsque vous m'avez questionné en riant, vous avez, sans vous en douter, deviné juste. J'aime, j'aime une jeune fille,.. et c'est en cet endroit même que je l'ai vue... deux fois seulement. Je reviens ici sans cesse, mais l'apparition s'est évanouie. Et c'est bien fini. Je le sens là,.. ajouta-t-il en se frappant la poitrine.

Il y avait quelque chose de ridicule dans l'attitude sentimentale

de ce robuste géant, mais le son de sa voix était si profondément triste qu'Henri se sentit touché :

— Contez-moi votre histoire, dit-il, vous savez que je m'intéresse à tout ce qui vous concerne.

— Mon histoire est courte et simple.

Un dimanche, — il y a de cela deux mois, c'était le 26 juin, — je me promenais en cet endroit, comme je le fais souvent. Il y avait foule dans la partie moderne du cimetière, et je cherchais pour ma rêverie un peu de solitude. Je vins de ce côté, et, à cette place où nous sommes, je vis deux femmes en deuil, causant à voix basse. L'une d'elles, d'une cinquantaine d'années, était assise sur la dalle que voici. Sa compagne, debout, adossée à un tronc d'arbre, me frappa par sa beauté incomparable. Vous ne pourriez, mon ami, vous représenter un visage d'une semblable pureté! Ses yeux bleus, son teint, d'une blancheur éclatante, faisaient songer aux vers d'Henri Heine : une pervenche penchée sur une tasse de lait. Elle était grande, d'un port de reine ou de déesse, mais rien ne saurait exprimer le charme de son regard. Oh! ce regard,.. il m'a poursuivi, il me poursuit encore pendant mes nuits d'insomnie!

Attiré par une force invincible, je m'approchai des deux femmes. Elles étaient penchées vers la terre, lisant une inscription sur une tombe voisine, — celle-là même que vous touchez du pied. La jeune fille se retourna vers moi, ses yeux rencontrèrent les miens, et je ne sais par quel sortilège, je me sentis arrêté, les pieds fixés au sol... Dans cette seconde inoubliable, je rêvai toute une vie de bonheur passée auprès de cet être divin!

Il me fallut cependant reprendre ma promenade, mais je revins quelques instans plus tard au bout de la même allée... Les visiteuses avaient disparu... En vain, je fouillai les coins et recoins du cimetière; en vain, je cherchai dans la foule les deux femmes en deuil!

Il avait suffi d'une seconde pour faire de moi un autre homme. Comment vous expliquer cette métamorphose, et l'action produite sur moi par un simple regard? J'avais l'impression absolue que cette jeune fille c'était la jeune fille idéale que tout cœur d'homme a rêvée... Sorti de la ville avec mille préoccupations diverses, j'y rentrais possédé d'une seule pensée... Un trouble délicieux remplissait mon âme... J'aimais...

— Diable! mon ami Franz, je vous soupçonnais bien romanesque, mais pas inflammable à ce point! songeait Henri Verdière.

— Je revins tous les jours à cette même place, continua l'étudiant; je ne pouvais plus travailler. Il me fallait la revoir. Je l'ai revue... un instant, et cela trois semaines après sa première appa-

rition, à cette même place, à côté de cette même tombe! Mais comme j'approchai, sa compagne l'appela. La nuit tombait, les portes du cimetière allaient se fermer.

Elle se retourna vers moi à deux reprises et je contemplai ce beau visage, — un type d'autrefois, un type de femme d'Albert Dürer, — et la lumière tendre de ses grands yeux pénétra de nouveau jusqu'au fond de mon être!.. Cette fois j'étais bien décidé à suivre les inconnues, à savoir qui elles étaient, pourquoi elles revenaient de préférence auprès de ces antiques sépultures. La malchance voulut qu'au détour d'une allée je rencontrasse un de mes professeurs, qui m'aperçut et s'approcha de moi la main tendue. Au risque de paraître impoli, j'échangeai à peine quelques paroles avec lui. Mais, hélas! comme la première fois, je ne pus retrouver la trace des étranges promeneuses...

Depuis, je ne les ai plus revues... Et voilà toute mon histoire. Vous allez me traiter de niais, d'imbécile, mais je suis convaincu que cette femme c'était mon bonheur qui passait à mes côtés et que j'ai laissé échapper. Perdu, perdu pour jamais!..

— Vos conclusions sont au moins excessives, cher ami, répondit Verdière. Votre récit prouve l'impétuosité de votre imagination, et votre chagrin immodéré en est une preuve non moins convaincante. Et, d'abord, qui vous dit que vous ne reverrez pas votre héroïne? Peut-être la rencontrerez-vous demain, dans la rue, faisant prosaïquement des commissions. Peut-être aussi la dotez-vous de qualités extraordinaires, d'une auréole de beauté et de vertu qui n'existe que dans votre fantaisie. Qui sait si, en définitive, ce type d'autrefois, digne du pinceau de Dürer, n'est pas tout simplement une visiteuse de passage, une Américaine à la chevelure d'or, mais à l'esprit pratique et terre à terre? Un hasard l'amène ici à deux reprises : n'éprouvez-vous pas aussi pour ce lieu solitaire un attrait particulier? Rentrez dans la réalité, ami Franz, si cela vous est possible.

Mais l'étudiant hochait la tête, refusant de se laisser convaincre.

Machinalement Verdière se baissa vers la dalle mortuaire placée à ses pieds, et lut à haute voix :

IDA GÖTTISHEIM.

1498-1516.

— Ida! vous avez dit Ida! vous l'avez lu comme moi! s'écria Lederbach. Ida! mais c'est le nom même de mon inconnue, c'est ainsi que je l'ai entendu appeler par sa mère! Étrange coïncidence... Pourquoi cette visite réitérée à cette tombe?

— Vous voilà reparti pour le pays des songes, interrompit Verdière. Il ne vous reste plus qu'à vous imaginer que cette jeune fille n'était qu'une apparition, qu'un vain fantôme, l'âme errante de la morte de dix-huit ans couchée sous cette dalle. Mais j'y pense : votre héroïne ne serait-elle pas simplement une parente d'Ida Göttisheim qui vient visiter la tombe de famille? Accordez-lui une complexion aussi sentimentale que la vôtre et tout s'explique.

Pour vous qui connaissez à merveille les chroniques de cette ville, il sera facile de savoir s'il existe encore à l'heure actuelle une famille de ce nom. Allons, courage! avec ce fil conducteur, vous retrouverez peut-être en chair et en os celle que vous avez cru n'être qu'un rêve.

Franz tressaillit.

— Vous avez raison, dit-il. J'ai trouvé à la bibliothèque plusieurs manuscrits du xve et du xvie siècle. Qui sait si je n'y découvrirai pas l'histoire d'Ida Göttisheim? Rentrons en ville, j'ai hâte de me mettre au travail.

— Il est trop tard pour aujourd'hui, remarqua Verdière. Cinq heures vont sonner, la bibliothèque sera fermée. Calmez votre ardeur jusqu'à demain.

Les deux amis quittèrent le cimetière Saint-Jean. Ils regagnèrent leur logis à pas lents, mais l'étudiant allemand ne disait mot. Rentré dans sa chambre, il ouvrit sa fenêtre et resta longtemps à rêver en face de ce tableau paisible et familier.

Les ondes de la Pegnitz s'écoulaient lentement à ses pieds, reflétant les lueurs empourprées du couchant, et ce bruit d'eau faisait un accompagnement de berceuse aux pensées de Lederbach. Dans sa tête tourbillonnait un essaim de visions étranges, embrumées comme un paysage du Nord, où la figure de la morte du cimetière Saint-Jean se confondait avec celle de la radieuse vivante pour ne former qu'une seule et même apparition.

III.

Henri Verdière, par ses conseils à son ami, avait essayé de créer dans son esprit malade une diversion à l'idée fixe qui l'obsédait depuis si longtemps. Il espérait, comme on dit vulgairement, qu'un clou chasserait l'autre; mais il n'avait que trop bien réussi à le pousser à de nouvelles recherches. Franz s'y vouait corps et âme, et les conversations artistiques ou littéraires qui occupaient autrefois leurs après-midi pâtissaient de cette fièvre d'investigation. Lederbach ne quittait la bibliothèque qu'à la nuit; il

passait à peine une demi-heure au *Bratwurstglöcklein* et retournait bien vite au travail.

Il avait, comme on le sait, trouvé plusieurs manuscrits du XV[e] et du XVI[e] siècle, mais ce n'était pas une sinécure que de déchiffrer ces écritures d'autrefois. Les jours s'écoulaient sans amener aucune découverte, et le malheureux Franz faisait peine à voir. Ses bonnes joues rouges pâlissaient, ses yeux se cerclaient de noir, et il y avait dans son regard une expression d'égarement et de navrante tristesse.

Verdière commençait à s'inquiéter de l'état de son compagnon quand soudain un grand changement se fit en lui.

— Je vois à votre visage que vous avez lieu d'être satisfait, insinua Henri, en constatant que pour la première fois depuis des semaines Lederbach avait allumé sa pipe et semblait la savourer en suivant dans les airs les cercles de fumée bleuâtre.

— Ne me demandez rien encore, je vous prie, répondit Franz. Tout ce que je puis avancer, c'est que depuis hier j'ai commencé la lecture d'une chronique fort intéressante, composé par un bourgeois de la ville, un riche marchand, et que cette chronique se rapporte précisément à l'époque qui nous occupe. C'était un contemporain de Krafft et de Dürer, et si je dois trouver quelque renseignement, c'est à coup sûr dans ces pages que je ne fais que commencer. Mais ne me questionnez plus. Si je devais échouer, vraiment je ne sais ce que je deviendrais...

— Ce que vous deviendriez, mon cher ami ! Vous renonceriez à de folles rêveries pour rentrer dans la vie réelle, reprendre vos études, vous occuper de votre thèse et des leçons d'allemand que vous devriez me donner, et dont je suis obligé de me passer !

Verdière regretta d'avoir prononcé ces paroles, quand il s'aperçut de l'effet qu'elles produisaient.

— Vous le voyez, vous me traitez de fou, je vous avais bien dit l'autre jour. Pardonnez-moi d'avoir ainsi oublié mes engagemens vis-à-vis de vous, mais je souffre tant, et mes nuits d'insomnie m'ont tellement fatigué, que je me sens incapable de reprendre à présent nos causeries interrompues. Je vous donnerai l'adresse d'un étudiant qui me remplacera avec avantage auprès de vous.

Verdière secoua chaleureusement la main de Franz.

— Taisez-vous, mon cher, dit-il, n'attribuez pas à mes paroles une intention qu'elles ne renfermaient point. Je voulais simplement vous pousser à sortir de vous-même et à prendre courage. Vous savez du reste que je ne veux point d'autre professeur que vous, et que vous pouvez compter sur mon amitié fidèle. Allez à la bi-

bliothèque. Personne plus que moi ne désire voir vos efforts couronnés de succès.

Franz partit les yeux pleins de larmes. Les vœux de son compagnon devaient lui porter bonheur.

Le lendemain et le surlendemain, à l'heure du repas, Verdière se trouva seul dans la petite salle du *Bratwurstglöcklein*. Inquiet de cette absence inaccoutumée, il se dirigea à la nuit tombante vers le logement de son ami. Chemin faisant, il se disait que l'endroit était propice aux rêveries romantiques. Les saules secouaient sur la rivière leurs rameaux éplorés; les ondes de la Pegnitz s'engouffraient en gémissant sous les voûtes de la maison comme dans un sinistre entonnoir, et les rares lumières qui se reflétaient en tremblotant à la surface des eaux, avaient l'air d'étoiles perdues dans un ciel d'orage...

Malgré lui, Verdière se sentait péniblement impressionné quand il frappa à la porte de Lederbach. Une voix bien connue répondit:

— Qui est là? Ah! c'est vous, Verdière. Eh bien! mon cher, l'entrée de ma chambre est interdite, même à vous, surtout à vous. Je travaille à votre intention. Demain vous aurez lieu d'être satisfait...

Henri l'interrompit :

— Vous vous imaginez que cela va se passer ainsi : vous avez découvert quelque chose, et vous me mettez à la porte, et vous me condamnez à une attente de douze heures ! Ouvrez-moi, ou je vous jure que je ne vous revois de ma vie!

La réponse ne se fit pas attendre. Franz se précipita dans les bras de Verdière.

— Je sais tout, s'écria-t-il, ô mon ami, quelle histoire! Mais vous serez puni de votre impatience. Je voulais mettre au net mes notes d'aujourd'hui, les coucher par écrit, pour que vous pussiez les savourer à votre aise...

— Lisez-moi, au hasard, pêle-mêle, comme vous voudrez, mais faites vite. Je m'assieds ici dans l'embrasure de la fenêtre et me déclare prêt à vous écouter toute la nuit, s'il le faut.

— Mon récit n'est pas long, reprit Franz. Sans autre préambule, voici ce que contient la chronique manuscrite de Johann Walter, négociant de Nuremberg, à la date du 5 juin 1516. Je regrette de ne pouvoir rendre le langage pittoresque du vieux chroniqueur.

« Hier, notre cité a été mise en émoi par des événemens douloureux et inattendus. Tout le monde ici connaissait Ida Göttisheim, la fille de nos riches marchands de la Feiergasse : on ne saurait imaginer une figure plus douce, plus avenante. C'était plaisir de la voir tenant ses petits frères par la main, lorsqu'elle les

conduisait à la promenade. Elle avait vraiment l'air d'une madone avec ses cheveux blonds qui ceignaient son front d'un cercle d'or.

« Son exquise beauté frappait d'autant plus qu'elle semblait le reflet d'une âme sans tâche, d'une candeur enfantine. Aussi quelle franchise dans son rire joyeux ! Quand on entendait ce rire, on se retournait en disant : « Ida doit être ici ! » Jeunes gens et vieillards, sur le seuil de leurs portes, la saluaient au passage et la suivaient du regard, réjouis comme à la vue d'un rayon de soleil.

« Chacun lui voulant du bien, on enviait l'heureux mortel qui aurait le privilège de faire le premier battre son cœur. On apprit, il y a quelque temps, que l'un de nos artistes les plus distingués, un élève de maître Albrecht Dürer, était fiancé à la jeune fille. Le dimanche on les vit se promener ensemble sur les remparts, et l'opinion ratifia le choix d'Ida. Elle ne pouvait trouver un homme plus digne d'elle par le talent et par la noblesse du caractère.

« Hélas ! ce bonheur entrevu ne devait être qu'un rêve. Depuis quelques jours Ida était tombée dans un abattement extrême, une pâleur livide s'étendait sur ses joues. Hier le délire s'est soudain emparé d'elle, et elle a expiré dans la matinée victime de la peste, cette maladie maudite qui périodiquement décime notre population...

« Toute la ville est en rumeur... Sommes-nous à la veille d'une nouvelle épidémie ?.. »

Franz interrompit sa lecture.

— Je n'ai pas rédigé le reste de mes notes, dit-il, mais je vais vous résumer la fin du récit en quelques mots. Je traduis donc textuellement, et sans me préoccuper du style.

« Chacun se sentait saisi de tristesse et de frayeur : de tristesse pour Ida et son fiancé, de frayeur à la pensée du fléau mortel qui menace la vie de ceux qui nous sont chers. Le soir, en quête de nouvelles, je me rendis au cabaret du Bratwurstglöcklein, où se réunissent régulièrement plusieurs de nos artistes célèbres. J'en trouvai quelques-uns de ma connaissance, et la conversation roula sur l'événement qui nous tenait à cœur.

« — Maître Albrecht n'est point ici ; c'est curieux, lui d'habitude si fidèle au rendez-vous, remarqua l'un des assistans.

« — Sans doute il est auprès de son malheureux élève et ami Lucas Helm, répliquai-je. Qui pourrait mieux que lui adoucir l'amertume de sa douleur ?

« Comme je finissais ma phrase, la porte s'ouvrit et Dürer apparut, les cheveux épars, la figure empreinte du plus poignant désespoir.

« — Oh ! mes amis, dit-il à voix presque basse, tant l'émotion lui

serrait la gorge, l'affreuse journée!.. Nuremberg vient de perdre un des hommes qui auraient fait le plus pour sa gloire. Lucas Helm est mort, tout à l'heure, sous mes yeux! Hier, déjà, je fus frappé de l'altération de ses traits... Il n'a survécu qu'une demi-journée à celle qui devait bientôt porter son nom!

« Un murmure se fit entendre dans la salle du Bratwurstglöcklein.

« — Pauvre Lucas, continua Dürer, ou plutôt heureux Lucas! car sa vie sans Ida n'eût été qu'un long martyre. Mais, pour nous, il est permis de pleurer, et moi en particulier je n'oublierai jamais ce que la noble passion de l'amour peut inspirer à un tel artiste.

« Quand j'appris la mort de la jeune fille, je n'eus qu'une pensée : voir mon élève, faire l'impossible pour le soutenir, pour lui venir en aide à cette heure d'indicible déchirement. Quand j'entrai dans sa chambre, il était couché; un seul regard, jeté sur son visage, m'apprit que le pauvre enfant ne survivrait pas longtemps à sa fiancée.

« — N'approchez pas, maître, dit-il, mes instans sont comptés. Regardez!..

« Il entr'ouvrit sa chemise, et je contemplai avec horreur sa poitrine couverte de taches sanglantes...

« — Ne me plaignez pas, ajouta-t-il, la mort libératrice va me réunir à ma bien-aimée. Mais je veux que vous voyiez, vous seul, mon œuvre dernière, celle que j'ai peinte avec amour. Promettez-moi une chose, jurez-moi que cette toile ne me quittera pas. Faites-la enrouler autour de mon corps, elle me servira de linceul.

« — Alors, mes amis, guidé par le regard de l'artiste, j'écartai un voile qui cachait un tableau posé sur un chevalet. Je reculai, saisi d'une inexprimable admiration... C'était Ida, Ida elle-même, rayonnante de beauté, de vie et de jeunesse!

« L'œuvre était si parfaite que, tout entier à mon enthousiasme d'artiste, j'oubliai que l'homme capable d'une telle création se mourait à mes côtés! Ce qui se passa ensuite ne peut se raconter. J'avais promis au peintre de respecter son suprême désir, mais mon cœur saignait à la pensée que le monde ne connaîtrait jamais un chef-d'œuvre digne d'immortaliser le nom de Lucas Helm... Il y a une heure il a cessé de vivre, et me voici triste doublement, doublement navré, comme artiste et comme ami... »

— La voix de Franz tremblait d'émotion. Henri Verdière, immobile, écoutait cet étrange récit, se demandant s'il était bien éveillé, s'il était bien dans son bon sens, lui aussi.

— Et c'est tout! s'écria-t-il. Non, ce ne peut pas être tout!

A la date du 6 juin 1516, je trouve encore ces lignes : « Aujour-

d'hui l'on a porté au cimetière Saint-Jean la dépouille d'Ida Göttisheim et celle de Lucas Helm. Au milieu d'une foule immense de gens du peuple et d'artistes, on a descendu les deux cercueils dans deux caveaux côte à côte. On dit que maître Albrecht Dürer n'a pu se résoudre à sacrifier la toile de Lucas. Au lieu de l'enrouler autour du corps du peintre, il l'aurait posée entre ses mains, après l'avoir scellée dans un étui de plomb... La peste a fait cette nuit deux nouvelles victimes; tout à l'heure un enfant est tombé mort dans la rue. Que Dieu nous vienne en aide! »

— J'ai fini, conclut Lederbach.

Le silence se fit dans la chambre de l'étudiant, et, pendant un instant, on n'entendit plus que la voix monotone de la rivière, pareille à un long sanglot.

IV.

Rentré au logis, Henri Verdière eut beaucoup de peine à reprendre possession de lui-même. Son sommeil fut agité, entrecoupé de cauchemars. Il se leva la tête lourde, l'esprit peu lucide, incapable d'aucun travail sérieux. Aussi, laissant cahiers et livres, il s'achemina vers les fossés de la ville, maintenant convertis en promenades publiques.

L'air léger du matin, le chant des oiseaux, les cris joyeux des enfans s'ébattant dans les allées, lui firent l'effet d'un baume rafraîchissant. Il aspirait à pleins poumons ces fortifians effluves, et il lui semblait renaître à la vie réelle.

— Décidément, se disait-il, ce diable de Franz menaçait de m'ensorceler avec ses histoires de l'autre monde, ces fameuses chroniques, corrigées sans doute par lui et revêtues des charmes de son style! Je me demande si l'honnête Johann Walter, marchand de son métier, a jamais composé des phrases aussi fleuries. Le récit tout entier ne serait-il point l'œuvre de ce cerveau brûlé de Lederbach? Mais non. Je connais sa conscience, son amour de la vérité; il a tout au plus dramatisé les faits...

Or çà, je me demande quelle nouvelle fantaisie va maintenant occuper ses pensées. Il faut absolument que je trouve un moyen de ramener mon homme au XIXe siècle, à ses travaux, à sa thèse... J'y suis : je lui proposerai un voyage à pied. Rien ne vaut une bonne marche à travers la campagne, au soleil, en pleine liberté, pour redonner du ton à l'esprit et changer les idées.

Tandis qu'il songeait ainsi, notre étudiant s'était éloigné de la ville, et, à sa grande surprise, il se trouva sur la route du cimetière Saint-Jean. La curiosité le prit de retourner voir la tombe

d'Ida. Il se demandait s'il découvrirait aussi celle de Lucas Helm, et si la véracité de la chronique serait prouvée, sur ce point tout au moins.

Il eut de la peine à s'orienter au milieu de ce dédale de pierres; soudain il aperçut, à quelque distance, un homme incliné vers la terre et qui se retourna au bruit de ses pas.

— Comment! c'est vous, Franz! s'écria Verdière en reconnaissant son ami. Je vous ai quitté hier, fort avant dans la nuit, et vous voilà déjà installé dans ce lieu peu récréatif...

— Vous y venez bien, vous! répondit Franz d'une voix sourde. Vous voyez que vous partagez ma folie...

— Regardez, ajouta-t-il en prenant Henri par la main, à côté de la tombe que nous avons examinée l'autre jour, voici celle de Lucas Helm. Son nom est écrit en toutes lettres sous cet écusson armorié... Et ce n'est pas tout. La peste dont parle Johann Walter a fait, à cette époque, une terrible moisson. Près de cinquante pierres mortuaires portent ici la date de la même année et du même mois!

— Le fait me semble indubitable, dit Verdière, mais que diable! il y a longtemps que ce lugubre drame s'est dénoué. Nous sommes en l'an de grâce 1859. Voyons, ami Franz, trêve à ces regrets hors de saison. Vivons de notre vie, retournons à nos études. Il y a assez de choses tristes autour de nous sans nous tourmenter de ce qui s'est passé il y a plus de trois siècles...

Lederbach ne répondit rien, et se laissa emmener sans résistance. Les jeunes gens déjeunèrent de compagnie; au dessert Verdière fit apporter une bouteille de Johannisberg qui brillait comme de l'or dans les verres en cristal taillé.

— Goûtez ce nectar, dit-il joyeusement, et buvez avec moi à notre futur voyage. Car je vous emmène dès demain, pour une excursion de quinze jours; je vous emmène en qualité d'interprète et de secrétaire de ma haute seigneurie.

Franz hocha la tête :

— Merci, répondit-il, mais dans ce moment il m'est impossible de quitter la ville. Des occupations pressantes me retiennent.

— Quelles occupations?

— Je ne puis vous le dire; je vous en prie, n'insistez pas.

— Seriez-vous sur les traces de votre belle inconnue? Mais non, Franz, je ne plaisante pas. Venez avec moi, il le faut; si vous me refusiez, je douterais de votre bonne amitié. Réfléchissez, je vous donne jusqu'à demain pour vous décider.

Lederbach ne répondit que par un geste de profond découragement. Il accompagna son ami jusqu'à sa porte. Alors, comme mû par une irrésistible impulsion, il se mit à parler.

— Partez, partez sans moi! vous avez bien raison de partir... Quittez cette ville maudite, quittez surtout ce pauvre fou de Franz, qui a, dans ces quelques semaines, appris à vous aimer de tout son cœur!.. Pour moi, je dois rester ici, il faut que je reste ici! Une force mystérieuse me pousse, je n'y puis résister... Partez, il faut que mon destin s'accomplisse... Plus tard, vous saurez tout... Adieu; votre amitié m'a été douce et précieuse...

Prompt comme la pensée, Franz saisit les deux mains de son compagnon, les réunit dans une énergique étreinte, puis, sans se retourner, il s'éloigna à pas précipités.

L'étonnement cloua au sol Henri Verdière.

— Le malheureux! pensa-t-il, décidément sa tête déménage. Il faudra que je parle de lui au professeur d'histoire, qui s'intéresse à ses travaux, et le chapitrera d'importance. Ces natures romanesques ont parfois besoin d'un coup de fouet, pour les aiguillonner et les ramener au sentiment de la réalité. Du reste, dès demain j'insisterai de nouveau pour l'emmener avec moi.

Mais le lendemain ne nous appartient pas, et le jeune homme en fit la dure expérience. Il fut pris dans la nuit d'une fièvre ardente, prélude d'un rhumatisme articulaire que toutes les lotions et tisanes de M[me] Lehmann ne parvinrent point à conjurer. La faculté délibéra solennellement sur le cas d'Henri Verdière, et par ordre supérieur il fut condamné à rester de longs jours, immobile, dans son lit. Il est probable que ces ordres étaient superflus, car il aurait été absolument impossible au malade de remuer même le bout du doigt.

Cependant, tandis qu'il était ainsi couché, et lorsque la fièvre eut diminué d'intensité, il repassa dans son esprit les événemens des jours précédens, et l'inquiétude le saisit qu'il n'arrivât quelque aventure à son ami. Il pria M[me] Lehmann de le faire chercher, de l'aviser de sa maladie, dans l'espérance de recevoir de lui au moins une courte visite. La lettre resta sans réponse. Sur la demande expresse de Verdière, la brave dame se rendit elle-même chez Lederbach, mais la porte de sa chambre était fermée, et ses voisins ne surent donner aucune nouvelle de lui.

L'anxiété du malade allait croissant chaque jour. Il craignait d'apprendre tout à coup quelque catastrophe, et brûlait de pouvoir sortir, et de se mettre à la recherche du pauvre détraqué qu'il aimait très sincèrement. Enfin l'enflure de ses membres disparut, les forces lui revinrent avec l'appétit, et les médecins décidèrent que le convalescent pourrait sans inconvénient prendre l'air dans quelques jours. Le lendemain de cette décision, Henri Verdière profita d'une absence de M[me] Lehmann pour s'échap-

per subrepticement. Que bien que mal il se traîna jusqu'à une station de voitures. Arrivé à l'entrée du pont à piétons qui conduit à l'île, il descendit de son véhicule et gagna, non sans fatigue, l'appartement de Franz : il était fermé à double tour. Henri ne se découragea pas, il donna au cocher l'ordre de le conduire au cimetière Saint-Jean ; mais il n'y avait personne dans l'allée maintenant trop connue du visiteur. Il lui fallut rentrer au logis sans avoir rien appris sur le sort de son ami. Que pouvait-il bien être devenu ?

La soirée et la nuit qui suivirent semblèrent interminables au jeune étudiant. Il s'apprêtait dès le matin à reprendre ses perquisitions quand on sonna à la porte : un petit garçon demandait à remettre en mains de M. Verdière une lettre à lui destinée.

Henri bondit de joie. Il avait reconnu l'écriture de Franz. C'était un court billet.

« Cher ami,

« Je pense que vous êtes revenu de voyage. Si vous avez, comme je le vois, quelque affection pour moi, suivez le porteur de ces lignes. Il vous conduira à mon nouveau domicile, Thalstrasse, 24, au troisième. Mes instans sont comptés... Venez, il faut que vous sachiez tout.

« Franz. »

Quelques minutes après, et malgré les représentations de Mme Lehmann qui voulait faire chercher une voiture, Verdière partait, impatient de se rendre à l'appel de Franz. En chemin il questionna le petit messager : depuis quand l'étudiant était-il malade ? Avait-on demandé un médecin ?

— Il n'y a que peu de temps, répondit l'enfant, que M. Lederbach a loué une chambre dans la maison de mes parens. Il nous a semblé, dès l'abord, assez extraordinaire : il restait presque tout le jour chez lui, se nourrissait de charcuterie et de bière qu'on lui apportait de la brasserie, ne s'aventurant au dehors qu'une fois le soleil couché. Ses voisins se plaignaient de ses rentrées tardives, et des interminables monologues auxquels il se livrait dans sa chambre. Ce n'est que depuis hier, je crois, qu'il garde le lit, et sans le prévenir de la chose, ma mère a fait chercher le médecin. Du reste, personne n'est entré auprès de M. Franz, qui s'est enfermé à triple verrou. Tout à l'heure il a appelé, il a glissé sous la porte le billet que je vous ai remis. Maintenant vous en savez aussi long que moi.

Verdière et son guide étaient sortis de l'enceinte de la ville, et se trouvaient en face d'une haute maison, d'apparence sordide, une de ces maisons de banlieue où s'entassent les ménages d'artisans. C'était le numéro 24 de la Thalstrasse. Au fond d'un corridor, au troisième étage, le gamin s'arrêta devant une porte basse.

— Nous voici arrivés, monsieur, dit-il. Vous n'avez qu'à heurter.

Mais Verdière cria :

— Ouvrez, Franz! c'est moi! Vous le voyez, je ne me fais pas attendre...

On entendit un bruit de pas dans la chambre, puis la porte s'entrebâilla. Henri se glissa par l'étroit passage ainsi ménagé.

Quand il se trouva seul, en face de son ami, et qu'il leva les yeux sur lui, il s'arrêta brusquement, épouvanté...

V.

Était-ce bien Franz Lederbach, ce spectre hâve et décharné qui, après avoir poussé les verrous, regagna son lit en titubant comme un homme ivre? Nul n'aurait reconnu dans ce moribond, — car il portait sur ses traits les signes d'une fin prochaine, — le colosse au teint fleuri qui deux mois auparavant faisait sonner sa canne d'étudiant sur le pavé de la ville : ses yeux étaient rougeâtres, fixes, égarés, étincelans ; sa respiration haletante, sa face cadavéreuse...

— Restez là! dit-il en indiquant du doigt à Verdière une chaise placée auprès de la porte, assez loin de son misérable grabat.

Sa voix sonnait d'une manière bizarre. Elle avait une allure précipitée, impétueuse.

Il continua :

— Vôtre voyage a réussi, j'espère... N'est-ce pas que j'ai bien su me cacher? Je ne voulais pas qu'on pût me déranger... Personne ne devait me déranger, me détourner de mes affaires... de mes affaires particulières, très particulières...

Et il se mit à rire d'un rire qui faisait frissonner.

— Ah! vous avez cru que vous pourriez m'empêcher d'accomplir mes desseins, folie! Mes mesures étaient bien prises... Voyez-vous, Verdière, c'était écrit, cela devait finir comme cela... N'avez-vous pas compris que, dès l'instant où j'ai su le secret des deux tombes, je n'aurais plus une minute de tranquillité? Ida... Lucas Helm! Et le portrait! Ce portrait, la représentation vivante de celle qui était si belle, si pure, si parfaite!.. il était là, enterré, enfoui

au cimetière Saint-Jean... A force de penser à ce chef-d'œuvre perdu pour jamais, l'idée me vint que le destin m'avait choisi pour le restituer à l'humanité. Cette idée se transforma en obsession, en cauchemar! Tous les jours, je retournais au cimetière. A tout prix il me fallait contempler la figure ravissante d'Ida! Quand je songeais qu'*elle* n'était séparée de moi que par une dalle et quelques pieds de terre, la rage m'étreignait le cœur! J'en vins à haïr ce Lucas Helm, qui, dans son égoïsme d'artiste et d'amoureux... Mais à quoi bon tous ces détails? Vous me regardez avec horreur... Vous vous demandez ce que j'ai osé tenter... Tenez!..

D'une main fébrile, il saisit un rouleau de toile caché sous son oreiller. Il le déroula.

— Restez, restez là-bas, vous dis-je! s'écria-t-il en voyant que Verdière cherchait à se rapprocher de lui.

Et le ton était si impérieux que le jeune homme se rassit malgré lui.

Alors se passa une scène extraordinaire. Franz Lederbach, de ses doigts de squelette, défit lentement le rouleau, et aux yeux de Verdière apparut un merveilleux portrait de jeune fille... La tête, d'une admirable beauté, semblait ceinte d'une auréole d'or. A la distance où se trouvait Henri, il distinguait mal les détails de la peinture, du reste un peu pâlie; mais il reconnaissait pourtant qu'il était en présence d'un vieux tableau de l'école d'Albert Dürer.

— Comme ce sont bien *ses* yeux! murmurait le moribond. Je ne les ai vus que deux fois; mais de tels yeux, on ne les oublie jamais!

Soudain la toile, mal retenue par des mains débiles, s'échappa et tomba sur les couvertures en se recroquevillant... Au même instant la figure de Franz se contracta, plus livide encore s'il était possible, et le délire, un effrayant délire, s'empara de son cerveau... Il se dressa sur son séant.

— Je souffre, je souffre! s'écriait-il. Le feu me dévore, me consume... Mais qu'importe? Est-elle assez belle, mon Ida! Je te l'ai volée, Lucas Helm!.. Ah! tu croyais l'avoir à jamais pour toi : je te l'ai volée, volée, entends-tu bien!.. Je le sais, tu te venges; je meurs par ta faute, c'est justice... C'est toi qui me plonges ce fer rouge dans la poitrine, dans le cœur, dans la tête! Et maintenant tu ris, tu jouis de mon agonie, tu es venu pour savourer mes angoisses... Sors, sors d'ici, misérable!..

Et, soulevé sur son lit, il fixait Verdière, que son délire lui représentait comme son plus cruel ennemi.

Henri, saisi d'effroi, gagna la porte et l'ouvrit au moment

même où un monsieur inconnu s'apprêtait à frapper. C'était le médecin.

— Docteur, je vous laisse avec le malade, dit Verdière à demi-voix. Je vous reverrai tout à l'heure.

Le jeune homme descendit les escaliers quatre à quatre. Il avait hâte de s'échapper de ces murailles, qui l'étouffaient. Mais c'est en vain qu'il s'efforça de s'intéresser au monde extérieur, au mouvement de la rue : il lui semblait sans cesse entendre la voix stridente de Franz, et son regard le poursuivait, chargé de menace et de haine.

Il était si bien absorbé dans ses pensées qu'il tressaillit au bruit des pas du docteur qui s'approchait de lui.

— Eh bien? interrogea-t-il. Le pauvre garçon est perdu, vous pouvez me parler en toute franchise. Depuis longtemps son état cérébral m'inquiète; mais aujourd'hui il me paraît fou, fou à lier...

— Il n'est pas fou le moins du monde, répondit le médecin, mais en proie à un délire momentané. Je ne l'ai examiné que sommairement, et il présente des symptômes si étranges que je ne saurais me prononcer aujourd'hui. Ce qu'on peut affirmer, c'est que M. Lederbach est victime d'une fièvre pernicieuse de toute violence et que la terminaison fatale ne tardera guère. J'ajoute que je vous prie instamment de ne pas rentrer dans la chambre du malade. Votre présence y est inutile, car votre ami ne vous reconnaîtrait plus, et il faut éviter tout risque de contagion. Soyez tranquille, du reste, je tenterai l'impossible pour le sauver; mais le cas me paraît désespéré...

Il fut convenu que, le lendemain matin, Verdière recevrait un message lui donnant des nouvelles détaillées du malade. Le médecin remonta auprès de Franz.

Penché sur ce corps, maintenant à peu près immobile, où la vie ne se manifestait plus que par des soubresauts convulsifs, il l'examinait avec une intense curiosité. Et des mots entrecoupés sortaient de ses lèvres : C'est à n'y pas croire! et pourtant voilà les taches livides, voilà les bubons caractéristiques! C'est à n'y pas croire, et cela est!..

Sur ce, le docteur raffermit ses lunettes sur son nez, sortit de la chambre où râlait Franz, et se précipita chez ses collègues de la faculté. Quelques heures après, plusieurs illustres praticiens se pressaient au chevet de l'étudiant. Il expira en leur présence, comme si la mort se plaisait à donner ainsi un témoignage de son dédain pour la science des hommes.

Il y eut toute la nuit d'innombrables allées et venues au n° 24 de la Thalstrasse. Le lendemain matin, Henri Verdière reçut un billet du docteur, l'informant brièvement de la mort de son ami. Le

billet se terminait par ces mots : « Si vous désirez de plus amples détails, veuillez passer chez moi entre midi et une heure ; je serai tout à votre disposition. Ne retournez pas à la Thalstrasse. Par ordre du conseil sanitaire, le corps de M. Lederbach a été inhumé cette nuit même, et les vêtemens, couvertures et menus objets appartenant au défunt ont été détruits avec soin. Je vous donne ces détails sous le sceau du secret, mais le cas était si grave qu'il fallait à tout prix prendre des mesures énergiques. »

Décidément Verdière ne pouvait sortir de cet effrayant cauchemar. Les paroles échappées à Franz dans son délire lui revenaient à la mémoire. « Je le sais, Lucas Helm, tu te venges, je meurs par ta faute. »

Il n'eut garde de manquer au rendez-vous que lui assignait le médecin. Celui-ci paraissait agité, nerveux, et dès qu'Henri se fut assis, il se mit à parler.

— Monsieur, commença-t-il, je n'ai, dans ma longue carrière de praticien, jamais, passé par une journée aussi émotionnante que celle d'hier. Comme je vous le disais, lors de notre précédente entrevue, j'avais à un premier examen du malade, constaté des symptômes très singuliers, et qui, je dois l'avouer, piquaient vivement ma curiosité...

Après votre départ, je rentrai auprès de M. Lederbach... Son accès de délire avait cessé, et je pus procéder à une étude plus approfondie du cas extraordinaire qu'un heureux hasard, — pardonnez-moi l'expression, mais je parle au point de vue scientifique, — me mettait à même d'observer à loisir. Je songeai que pas un de mes collègues ne pouvait plus que moi se vanter de connaître, par sa propre expérience, la maladie dont il s'agissait ; ils n'en savaient que ce qu'en disent les ouvrages de médecine.

Aussi, je me décidai à appeler au chevet du mourant les hommes de science les plus distingués de la ville. Ils furent d'accord avec moi qu'il importait de prévenir le conseil sanitaire, et de prendre sans tarder et dans le plus grand secret toutes les précautions nécessaires pour éviter la contagion...

Mais pour ces messieurs comme pour moi, il y avait dans l'apparition soudaine de ce cas pathologique un problème positivement insondable ! Une maladie qui depuis plus d'un siècle et demi ne s'est plus manifestée en Europe, et qui reparaît au milieu de nous, comme un spectre, prêt à faucher toute une population !.. Problème inexplicable, je le répète, et qui, depuis hier, me hante sans trêve...

— Mais enfin, docteur, vous ne m'avez pas dit le nom de ce mal bizarre que vous croyiez être une fièvre pernicieuse.

— Cette maladie, monsieur, répondit l'homme de l'art, c'est tout

simplement la *peste asiatique*... La peste, au centre de l'Europe, en l'an de grâce 1859! D'où venait ce Franz Lederbach? par quel canal le virus a-t-il pu pénétrer dans son sang?..

Mais le jeune homme n'écoutait plus les divagations du savant.

La peste! Franz était mort de la peste! Henri eut un instant l'idée de raconter au médecin l'histoire de l'épidémie de 1516, de Lucas et d'Ida, et du portrait volé;.. il eut peur de passer pour un insensé. Ce portrait, il ne l'avait contemplé que de loin... Qui pouvait dire s'il ne sortait pas de la poudreuse boutique d'un antiquaire? Et maintenant, du reste, nul ne le reverrait plus, puisqu'il avait été brûlé cette nuit même avec les vêtemens et hardes du malheureux Franz!..

Henri Verdière ne se rappela jamais comment se termina sa visite chez le médecin.

Il ne savait qu'une chose, c'est qu'il sentait sa tête éclater et qu'il lui fallait échapper à tout prix au cauchemar qui l'étreignait. Les rues tortueuses de la ville, l'eau somnolente de la Pegnitz, lui apparaissaient désormais comme un de ces paysages entrevus dans une nuit de fièvre... Au fond de son cœur, il accusait ce décor moyen âge d'avoir concouru à la perte de son ami...

Aussi, malgré les sollicitations de Mme Lehmann, il décida de ne pas séjourner plus longtemps à Nuremberg. Il poussa un soupir de soulagement lorsque la locomotive sortit de la gare gothique et qu'il perdit de vue le château de Frédéric Barberousse et ses tours crénelées.

Quelle joie de retrouver la ville natale, ville sans cachet peut-être et sans histoire, mais où les rues inondées de soleil, sillonnées de voitures et de piétons, bordées de brillans magasins, donnent l'impression de la vie moderne, de la vie actuelle! Cette vie apparut à Verdière comme un réveil délicieux, comme un retour à la santé après une longue maladie.

Il lui plut de se mêler à la foule, de se sentir saisi dans le tourbillon des affaires et des plaisirs. Et, pour la première fois, il trouva des charmes à cette existence prosaïque, mais active, qui ne permet plus de s'attarder aux rêves et aux fantaisies de cette souveraine détrônée qu'on nomme l'Imagination.

AUGUSTE BLONDEL.

UN DIRECTEUR

DE

L'ACADÉMIE DE FRANCE A ROME

M. JEAN ALAUX.

L'académie de France à Rome existe depuis plus de deux cents ans, et il semble que l'on pourrait écrire son histoire. Pour mener à bien ce travail, les documens ne manquent pas. Les archives de l'académie sont intactes; elles sont riches et très bien classées.

A la vérité on en a déjà tiré un ouvrage intéressant; je veux parler du livre de M. Lecoy de la Marche intitulé : l'*Académie de France à Rome*. Il remonte à 1869. Il est extrait de la correspondance des anciens directeurs de l'académie, que l'auteur avait retrouvée et que l'on commence à publier. Mais il y aurait quelque autre chose à faire aujourd'hui. Ce ne serait pas seulement un récit plus étendu des faits, mais aussi un examen critique de l'institution elle-même. Partant de l'idée qui a présidé à sa création, on étudierait la manière dont elle s'est développée et l'influence qu'elle a exercée et qu'elle exerce encore sur l'art français. En même temps, on pourrait rechercher quelle a été sur elle l'action personnelle des directeurs placés à sa tête et dans quelle mesure elle a été féconde en contribuant à former de jeunes talens. Ce point de vue ne serait pas le moins intéressant; on le comprend assez quand on songe

à l'autorité qu'ont eue dans leur temps des hommes qui se nommaient Errard, Vleughels, de Troy, Vien, Guérin et Ingres. La correspondance officielle, si explicite qu'elle soit, ne serait peut-être pas suffisante pour éclairer cette partie du sujet. Il faudrait consulter les dépôts des ministères et les procès-verbaux de nos académies de beaux-arts, puiser dans mille écrits épars. On arriverait ainsi à rétablir par périodes les annales des hautes études. Ce serait l'histoire des directorats, de magistratures ayant eu chacune un caractère et parfois un éclat particuliers, une suite de tableaux animés par des portraits. Le mérite de ce nouveau livre, que quelqu'un, j'en suis sûr, aura la pensée d'écrire, serait de nous montrer l'école de Rome par ses côtés vivans. On la verrait, non pas vouée à l'immobilité, mais poursuivant l'objet permanent qui lui est assigné au milieu des conditions changeantes que lui font les hommes ; continuellement renouvelée par l'esprit des générations qui s'y succèdent et le détail de ses règlemens.

La notice que je présente ici est une biographie ; elle ne saurait figurer dans le cadre que je viens de tracer. Elle y rentre cependant par plus d'un côté, car il s'agit d'un directeur de l'école de Rome ; et quoique les affaires de l'académie ne soient que des épisodes de mon récit, elles en sont cependant une partie importante. En réalité, l'idée du travail que j'entreprends m'est venue des souvenirs que j'ai gardés de mon séjour à la villa Médicis. Ce temps, heureux en partie, fut aussi plein de trouble et traversé par des événemens d'une extrême gravité. Il embrasse les cinq années qui se sont écoulées depuis les premiers mois de 1846 jusqu'à la fin de 1850, de la mort de Grégoire XVI à la restauration de Pie IX après l'occupation de Rome par les Français. L'académie s'est trouvée alors au milieu de circonstances difficiles, périlleuses ; et si elle les a honorablement traversées, elle le doit à l'artiste, à l'homme de cœur qui la dirigeait. Ce directeur était M. Jean Alaux. Cependant son nom paraît oublié. Sa conduite pendant les épreuves que nous avons subies n'a jamais été, ni officiellement louée, ni seulement signalée. Ce silence ingrat m'a toujours été pénible. Mais ce n'est pas tout : son talent même pourrait être méconnu, ce qui serait souverainement injuste. De là m'est venue la pensée de dire ce qu'a été sa carrière et au milieu de quel concours d'idées et de faits elle s'est poursuivie. Les événemens et les mouvemens d'opinion auxquels a été mêlée cette vie méritante sont, à plus d'un titre, dignes d'intérêt. D'ailleurs, cet artiste distingué, ce directeur plein de dévoûment et de courage, était le meilleur des hommes, et, de ce fait aussi, j'ai pu le connaître et l'apprécier. Aussi ai-je toujours eu pour lui attachement et respect.

A mesure qu'on avance dans la vie, au moment où l'on sent qu'elle tourne à son déclin, il y a comme un renouvellement des affections de la jeunesse. Les souvenirs prennent une force plus grande. Ils s'élèvent du fond de l'âme et ils la remplissent, au défaut de l'espoir qui s'éteint, d'une clarté pénétrante. On pense à ceux qui vous ont tendu la main, qui vous ont introduit dans la carrière; on les voit plus clairement que s'ils étaient vivans : c'est leur esprit même qui vous apparaît et que l'on aime. Alors, on comprend mieux ce qu'ils ont valu et on voudrait qu'ils fussent honorés comme ils méritent de l'être. On souhaite qu'ils soient connus de tous, comme ils le sont de nous-mêmes. Et si nous croyons que le monde n'a pas été équitable envers eux, nous en appelons de ses jugemens. Heureux ceux qui sont restés les amis de leurs maîtres! En vieillissant, ils s'aperçoivent que la reconnaissance qu'ils leur ont gardée est un des meilleurs sentimens qu'ils aient portés dans la vie. Mais cela ne leur suffit pas. Ils ont besoin de dire ce que ces amis de leur jeunesse ont fait, ce qu'ils leur doivent. C'est ainsi que j'ai été conduit à écrire cette notice. Je remercie le directeur de la *Revue* qui me permet d'acquitter ici une dette, de remplir un devoir.

I.

M. Jean Alaux naquit à Bordeaux en 1785. Il était fils d'un peintre et le second de quatre frères qui tous furent peintres à leur tour. Son père était un de ces artistes comme la province en avait beaucoup au siècle dernier: c'était un homme habile à faire toutes sortes d'ouvrages et qui trouvait aisément à s'employer dans un pays que ses intendans rendaient magnifique. Peut-être découvrirait-on dans quelques vieux hôtels de la ville des œuvres de sa main, comme on en a trouvé du père d'Ingres à Montauban. M. Alaux, le père, semble s'être surtout occupé de décoration. Le Grand-Théâtre, chef-d'œuvre de l'architecte Louis, était alors dans sa nouveauté et devait faire appel à des talens comme les siens. Tous les arts étaient en grand honneur à Bordeaux. Parmi les métropoles de nos provinces, il n'en était pas dont les habitans montrassent plus de passion pour les choses du savoir et de l'esprit, et chez eux ce goût très vif est encore aujourd'hui le même. Non-seulement la capitale de la Guyenne avait son académie des sciences et des lettres sur laquelle Montesquieu a jeté tant d'éclat, mais encore elle se faisait gloire de son académie de peinture, sculpture et architecture civile et navale. Celle-ci avait le mérite de réunir les trois arts du dessin, tandis qu'à Paris les architectes étaient constitués en une compagnie séparée. Du reste,

elle était organisée sur le modèle de l'académie royale de peinture et de sculpture. Fondée en 1768, elle ne reçut ses lettres patentes que quatorze ans après. Mais elle s'était mise à l'œuvre sans attendre. Un conseiller au parlement du nom de Bel lui avait légué sa maison : elle y tenait ses assemblées. Elle avait son école avec un directeur, des recteurs et toute la hiérarchie d'officiers et de membres que possédait son aînée. Dès 1771, elle eut ses salons, dont plusieurs livrets ont été récemment publiés par M. Charles Marionneau, correspondant de l'Institut. A Bordeaux, les talens et les vocations étaient assurés de trouver des encouragemens efficaces.

Les académies de province étaient alors affiliées aux académies de Paris et elles en étaient fières. Mais elles restaient provinciales et mettaient la plus grande ardeur à se distinguer là même où elles s'étaient formées. Elles travaillaient ainsi à maintenir et à développer les dons que chaque contrée de la France devait au génie de la race qui l'habitait et à des traditions séculaires. Elles étaient ainsi les foyers très actifs d'un patriotisme local éclairé. Parmi leurs membres elles comptaient des hommes de talent et aussi de grand caractère. Lorsque les académies furent supprimées en 1793, plusieurs de ces dignes artistes maintinrent sous leur responsabilité, et, au premier moment, à leurs frais les écoles académiques. Ce que François Devosges faisait à Dijon, un autre peintre nommé Pierre Lacour réussit à le faire à Bordeaux. Il continua, en enseignant son art, l'œuvre de la compagnie dont il avait été un des membres les plus distingués.

On me permettra de dire quelques mots de ce professeur dévoué. De Lacour, Delacour ou Lacour, comme il signa à partir de 1793, avait fait à Paris de bonnes études. Élève de Vien, il avait remporté un second prix de Rome en 1769. Après avoir obtenu ce succès, il était allé se perfectionner en Italie où il avait passé trois ans. Il en était revenu avec son talent varié, sérieux, mais qui semble un peu sec. C'est ce que l'on peut conclure de plusieurs tableaux de lui qui se voient maintenant au musée de Bordeaux. Dans le nombre cependant, il faut signaler le portrait d'un amateur du pays, François-Louis Doucet, qui est de tout point une œuvre remarquable. Homme du monde et lettré, ayant bien mérité des arts qu'il exerçait avec succès, Lacour était fort considéré. Lors de la création de l'Institut, il fut nommé associé non résident de la classe de littérature et des beaux-arts; et en 1804 ses compatriotes le placèrent à la tête de l'école de dessin et de peinture de la ville, dont il resta directeur jusqu'à sa mort, arrivée en 1814. Je croyais trouver, au musée ou à l'école de Bordeaux, quelque inscription destinée à consacrer ces souvenirs; mais je l'ai vainement cherchée.

M. Jean Alaux reçut de son père, sinon les premières leçons, du

moins les premiers exemples. Mais son véritable maître fut Lacour. Celui-ci avait le don d'enseigner et il a formé plusieurs élèves qui se distinguèrent alors dans les grands concours : Léon Pallières, qui précéda M. Alaux à Paris et à Rome, et Monvoisin, qui l'y suivit. Il est certain qu'il avait porté les études à un niveau élevé, puisque M. Alaux, l'année même de son arrivée à Paris, fut honorablement admis à l'École spéciale de peinture et de sculpture qui était alors l'école des beaux-arts. C'était en 1807.

Je voudrais essayer de montrer ce qu'était à cette époque l'enseignement de l'art. On ne le sait que d'une manière incomplète. On est disposé à croire que, vers la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, le peintre Louis David régnait sans conteste et que tout se taisait autour de lui. Cette idée n'est pas absolument exacte. Certes l'autorité du maître était prépondérante, et elle lui était assurée par la supériorité de son talent; mais il n'eut jamais raison de ses adversaires dans lesquels s'incarnait la tradition de l'ancienne académie. Plus que jamais, en 1807, il les trouvait en face de lui. Malgré sa situation et son mérite, il n'eut jamais victoire gagnée; aussi resta-t-il toujours militant. De là ses déclamations et ses emportemens, son ton de persécuté quand il professait ses théories. Pour lui résister, ses contradicteurs n'avaient pas son génie. Qu'opposaient-ils donc à ses doctrines? Au fond ce n'étaient pas des idées absolument contraires, mais seulement des tempéramens, et des raisons qui sont encore celles d'après lesquelles nous critiquons David tout en l'admirant.

L'école de David eut un déclin rapide, et l'école qu'elle avait entrepris d'extirper lui a survécu et subsiste encore. Elle n'a point échappé à son influence, mais elle n'a pas subi sa tyrannie. Après lui, elle a vu passer d'autres grands artistes qui ont été, eux aussi, des individualités brillantes et des exceptions. Cependant l'évolution du génie national n'en a pas été précipitée. Les traditions de raison et de mesure restent quand même celles de l'école française, qui leur doit le privilège qu'elle a d'être entre toutes une école enseignante. Au fond, ce sont les traditions des deux derniers siècles. Le goût n'est plus le même; la figure de l'art a changé, mais notre génie n'est pas encore devenu méconnaissable. On a beau le surmener et surtout le malmener, il fait encore bonne contenance. Oui, nous aimons les talens excessifs et nous applaudissons sans réserve aux plus audacieux; mais ceux-là ne se transmettent pas et notre vraie force est dans un équilibre que rien n'empêche d'enfreindre, mais auquel une force secrète nous ramène toujours.

Lorsque M. Alaux vint à Paris pour perfectionner son talent, David était à l'apogée de sa gloire. On approchait de l'exposition décennale dans laquelle le peintre des *Sabines* et du *Sacre* devait, au milieu

de ses élèves devenus ses émules, résumer l'art de la révolution et de l'empire. Néanmoins, le jeune artiste n'essaya point de se faire admettre dans l'atelier du maître; il entra chez le peintre Vincent. Lacour était condisciple de Vincent et l'avait en grande estime : il lui adressait ses élèves. Vincent est aujourd'hui à peu près oublié. Cependant il a tenu dans son temps une place importante, et l'école doit conserver son souvenir.

Fils d'un artiste genevois qui avait un certain talent pour la miniature, il avait été destiné à la banque; mais après qu'il en eut essayé, sa vocation de peintre étant la plus forte, ses parens consentirent à ce qu'il entrât chez Vien. Il avait obtenu le prix de Rome en 1768, et presque aussitôt après son retour d'Italie, il avait été agréé par l'académie. On trouvait alors qu'il avait été des premiers à revenir aux bons principes du dessin et à étudier de près la nature.

L'école de Vien remplit toute la fin du XVIIIe siècle. Louis David a rompu avec elle; mais à bien prendre, tous les artistes qui s'y sont formés sont restés fidèles aux enseignemens qu'ils y ont reçus: ils représentent, à proprement parler, l'école du règne de Louis XVI. Il faut convenir que tout ce qu'a produit cette époque est très inégalement apprécié. Les meubles, les bronzes, les porcelaines sont recherchés avec passion et atteignent à des prix énormes. Les édifices et les constructions privées de ce temps sont tenus en assez grande estime; on ne conteste le talent ni de Louis, ni de Gabriel, ni d'Antoine. Les portraits d'alors sont aussi très recherchés pour leur finesse. Mais la grande peinture, la peinture d'histoire qui est contemporaine et qui a les mêmes qualités, est l'objet d'un invincible dédain. Quelle contradiction! Cependant c'est bien le même art, le même retour aux anciens à travers les mœurs du temps. Déjà depuis longtemps Vien traitait à la grecque des sujets un peu vagues : jeunes filles offrant des colombes à Vénus, Amours jouant avec des cygnes et des fleurs. Vincent, Garnier, Lépicié, Ménageot, artistes habiles, venaient à sa suite. On sacrifiait à l'antique doucement, d'une manière un peu sèche, mais respectueuse et pure. Le goût mondain et aristocratique qui tempérait cette archéologie, la sauvait d'elle-même, et la peinture n'entrait pas dans le monde abstrait de la forme sculpturale. David a triomphé de cet art délicat et l'a mis dans un discrédit où il est encore; il s'est comme effacé, avec l'ancienne académie et l'ancienne société. Mais son principe lui a survécu.

Quant à Vincent, on voit de lui un tableau au musée du Louvre; il représente *Zeuxis choisissant pour modèles les plus belles filles de la ville de Cortone*. A mon sens, il fait grand honneur au peintre. Mais ce n'est pas seulement par cette toile qu'il doit être

jugé. Il était abondant, et les anciens Salons ont reçu beaucoup de ses ouvrages de 1773 à 1799. Il cherchait le style, et il aimait la nature ; il réussissait dans le genre historique et dans le portrait. Chose à noter! Il a traité quelques sujets que David s'est appropriés plus tard avec un très grand succès. C'est ainsi qu'il a exposé en 1777 *Bélisaire, réduit à la mendicité, secouru par un officier des troupes de l'empereur Justinien*, et qu'en 1781 on vit de lui un *Combat des Romains et des Sabins, interrompu par les femmes sabines*. Ces mêmes sujets furent repris par David, le premier en 1785, le second en 1795. On dirait que la lutte entre la nouvelle école et celle que l'on considérait comme appartenant à l'ancien régime s'établissait et se poursuivait sur un terrain commun. En cela, l'esprit d'antagonisme de David n'était pas douteux.

Vincent, en face de son grand rival, avait un atelier d'élèves bien dirigé et très suivi. Il était homme de sens et trop sage pour entrer en contradiction flagrante avec des idées dont il ne méconnaissait point la valeur. Au fond, il était plus combattu qu'il ne combattait lui-même. Il ne fallait pas lui demander de changer sa manière ; mais par la force d'un ascendant facile à comprendre, quelque chose de l'esprit nouveau pénétrait autour de lui, et il n'y faisait pas obstacle. Les ouvrages de David étaient un moyen de propagande plus puissant que son enseignement ; ils étaient admirés. Néanmoins l'école de Vincent a sa marque. Elle a du naturel et ne tombe pas dans l'affectation sculpturale. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler qu'Horace Vernet y a étudié, et il faut songer aux ouvrages de M. Heim. L'artiste qui a obtenu le prix de Rome avec le charmant tableau de *Thésée vainqueur du Minotaure*, qui a peint le *Martyre de sainte Agathe* et celui de *Saint Hippolyte*, — *Charles X distribuant les récompenses à la suite du Salon de 1824*, et plusieurs autres belles toiles, cet artiste était dans une voie très différente de celle qu'avaient suivie Gérard et Girodet et que d'autres suivaient après eux.

Vincent était entouré de beaucoup d'estime. Aussi dès le principe fit-il partie de la section de peinture de l'Institut national. L'année précédente, en 1794, il avait été nommé professeur. Il parlait, dit-on, avec facilité, sans compter les paroles, et il écrivait d'une façon claire et précise. Quand il cessa d'avoir un atelier ouvert, il envoya ses élèves étudier le nu chez Guérin, sans renoncer toutefois à donner des conseils. Il existe à l'École des Beaux-Arts un portrait de Vincent : il est peint en demi-figure. La tenue du peintre est soignée, ses traits sont fins et réguliers. Derrière ses lunettes, l'homme vous regarde d'un air circonspect et paisible. Il a sa palette à la main : les couleurs y semblent méthodiquement rangées et le mélange en est discret. C'est aussi une palette bien tenue et

parfaitement correcte. Vincent a laissé le souvenir d'un homme d'une grande politesse, il était resté de l'ancien temps. Comme professeur, il estimait que l'objet des études est d'acquérir toutes les qualités en évitant tous les défauts. Esprit modéré et clairvoyant, il n'avait aucune prétention d'entreprendre sur les jeunes esprits. Cherchant à les éclairer et non à les dominer, il était un maître désirable : M. Alaux n'en pouvait rencontrer de plus digne.

Mais il n'était pas le seul à tenir école en face de David. La résistance avait encore un foyer très actif dans l'atelier de Regnault, l'auteur de l'*Éducation d'Achille*. Personne, je crois, ne conteste la valeur d'un artiste aussi habile. De brillans élèves s'étaient formés sous sa direction : Pierre Guérin, Hersent, étaient du nombre. Regnault, dans sa jeunesse, avait été marin. Son talent et son caractère s'étaient formés librement. Il avait remédié de son mieux à une éducation qui avait été négligée. Il en avait gardé une manière de parler de la forme et de la couleur qui n'était qu'à lui. Mais avec des expressions un peu singulières, il professait nettement, en bon anatomiste et en bon peintre. Il passait pour représenter plus que tout autre les traditions de l'ancienne académie.

Quelle différence avec Girodet, qui s'était mis aussi à professer! Dès son retour d'Italie, l'auteur d'*Endymion* s'était vu entouré de gens du monde, d'amateurs distingués par leur nom ou par leur fortune. De véritables élèves vinrent bientôt lui demander des leçons. Elles étaient, paraît-il, brèves et données dans un langage élégant, mais qui visait à l'effet. Il n'avait d'abord vu que par les anciens. Puis il était revenu à la nature, s'était passionné pour l'expression et surtout pour l'esprit. Il en était arrivé à faire cas, avant tout, de l'originalité. Chose extraordinaire pour le temps, il la voulait en principe, et il répétait qu'ayant à choisir entre deux défauts, il préférerait la bizarrerie à la platitude. A ce compte il devançait le romantisme. Mais, en dépit de ses discours, par l'exemple il prêchait le culte de l'antique. Nul aussi bien que lui ne connaissait la forme idéale et n'en savait la théorie. Il a écrit sur les arts en prose et en vers. Son poème, *le Peintre*, et une suite de morceaux intitulés les *Veillées* devraient avoir le mérite de nous faire connaître sa doctrine. Mais par malheur l'essentiel en a disparu. Coupin de la Couperie, en les publiant, ne voulut y voir que des œuvres littéraires, et il en retrancha tout ce qui lui parut n'être pas de la littérature. A ce point de vue, il aurait pu supprimer davantage. En 1807, Girodet venait de terminer son tableau d'*Ossian*, qui ne pouvait exercer une grande influence sur les études, et il entrait dans une vie de travail excessif et un peu mystérieux qui le rendait difficilement accessible. En résumé, son en-

seignement ne portait point de fruit. Le professeur, quand il s'adressait à ses élèves, était trop occupé de lui-même.

Tels étaient, en dehors de David, les peintres autour de qui se pressait la jeunesse. Guérin, qui devait être un maître d'un libéralisme sans égal et voir se former sous son influence les talens les plus variés, les personnalités les plus brillantes, Guérin se contentait de seconder Vincent. Gros, avec une incroyable modestie, se refusait encore à recevoir des élèves, convaincu que son art n'était pas un grand art. Il y avait bien quelques petites écoles comme celle de Sérangéli. Mais l'atelier de David était le plus en vue, et, pour compléter le tableau que nous avons entrepris, nous devons aussi nous y arrêter un instant.

Delécluze nous l'a dépeint, tel qu'il était en 1795. Quel milieu curieux il présentait alors, avec son élite de brillans travailleurs et son gros bataillon de fruits secs, avec ses originaux et ses rêveurs qui s'épuisaient en vaines théories et en singularités! En 1807, l'école de David avait encore un peu le caractère d'un monde à part. Les idées d'après lesquelles elle se guidait n'étaient plus celles de 1780, idées toutes romaines sur lesquelles s'était formé le jeune Drouais. Ce n'étaient pas davantage celles qui avaient inspiré David pendant la période révolutionnaire. C'étaient toujours celles de 1795 d'où était sorti le tableau des *Sabines*, mais poussées à l'excès. En réalité, l'effervescence qui avait signalé les manifestations diverses d'une doctrine toujours absolue était tombée. Ingres avait été le dernier grand élève du maître, et celui-ci n'avait plus le pouvoir d'exalter les vocations.

Au milieu de ces enseignemens en lutte, comme un terrain neutre et comme un champ clos, l'École spéciale de peinture et de sculpture ouvrait ses concours aux élèves de tous les ateliers. Mais là encore il y avait un foyer d'opposition. L'Académie royale avait été supprimée le 8 août 1793; mais, le 28 septembre suivant, l'école qui avait dépendu de l'Académie avait été rouverte comme une institution indépendante. Quelles personnes y donnaient des leçons? On ne sait. Mais avant la fin de l'année d'après, des arrêtés à la date du 15 novembre et du 28 décembre y attachaient dix-huit professeurs, pour la plupart anciens académiciens. Le corps enseignant s'accrut successivement jusqu'en 1804; en 1801, on commença à y introduire des architectes.

Dans son principe, cette sorte d'organisation, qui devait être en 1818 l'École des Beaux-Arts, devança la création de l'Institut, et elle se fit en dehors de David. La nomination des artistes chargés d'enseigner à l'École et autorisés à cet effet par la commission exécutive de l'Instruction publique date, je l'ai dit, de la fin de 1794.

Elle coïncide donc avec la détention du peintre de *Marat* incarcéré à la suite des événemens de thermidor. Au premier moment aussi, on pourrait s'étonner de la manière dont la classe de peinture de l'Institut fut bientôt après composée. En effet, bien que David y figure au premier rang, il n'y est guère entouré que de contradicteurs tels que Vincent et Regnault. A ce moment encore il était sans crédit : on était au lendemain du décret d'amnistie qui lui avait rendu la liberté. A la vérité, il fut un des deux peintres nommés tout d'abord par le Directoire et chargés d'élire leurs confrères de concert avec les quarante-six membres des autres sections. Mais beaucoup de ceux-ci avaient appartenu aux anciennes académies et étaient peu favorables à David. Ainsi tout contribuait à mettre ses adversaires en mesure de le combattre.

Ces détails ne sont pas inutiles à connaître. Ils expliquent cette sorte d'amertume dans laquelle il vécut toujours et ses sentimens d'hostilité contre l'École qu'il continuait à nommer l'Académie. Qu'on se rappelle les vives attaques auxquelles il se livrait contre elle ! Nous le savons par Delécluze : sur ce point, il était intarissable. Il faut dire aussi que sa rancune était excitée par le voisinage. Les salles où professaient ses confrères étaient au Louvre aussi bien que l'atelier de ses élèves. L'École y demeura jusqu'en 1807, et cette même année, lorsque M. Alaux arrivait à Paris, elle fut transportée à l'ancien collège des Quatre-Nations, qui prit alors le nom de palais des Beaux-Arts. David, on le comprend bien, empêchait ses élèves de la fréquenter; aucun d'eux ne figure sur les listes d'admission qui existent encore. Il ne cessa jamais de la poursuivre. Cependant, en 1810, il chercha à s'en saisir : se prévalant de sa qualité de premier peintre de l'empereur, il en revendiqua la direction. Mais encore une fois ses adversaires furent les plus forts, et l'autorité qu'il réclamait sur elle, il ne put l'obtenir.

Quand on voit les choses à distance, quand on les considère en elles-mêmes et sans s'occuper des personnes, elles prennent une grande simplicité. Quelles étaient donc les idées d'où naissaient des dissentimens si graves ? Elles touchent de très près à mon sujet; je ne puis me dispenser d'en dire quelque chose. Aussi bien, avec les interprétations qu'elles pouvaient recevoir, étaient-elles le fond commun sur lequel se faisait alors l'éducation des artistes ; M. Alaux en a été nourri. Elles se résumaient en cette proposition : combiner l'étude de la nature avec l'étude de l'antique. Au fond, ce n'était pas une nouveauté : on ne songeait pas à autre chose depuis la Renaissance. Diderot, dans son Salon de 1765, en avait donné le commentaire pratique, quand il avait dit que l'antique doit nous apprendre à voir la nature. En réalité, cette pensée se ren-

contre à chaque pas dans les conférences de l'ancienne Académie. Bien avant 1765, Vien, qui passait déjà pour un novateur, Vien la proclamait dans son école et avait cherché à l'appliquer dans plusieurs de ses ouvrages. Il n'était encore question ni du *Laocoon* de Lessing, ni de l'*Histoire de l'art* de Winckelmann. Une autre influence avait tourné l'esprit de Vien vers ces spéculations : celle du comte de Caylus son protecteur. Caylus lui avait donné sur ce sujet les idées dont il était le véritable promoteur. Son action sur la renaissance classique du XVIIIe siècle est trop méconnue. Également passionné pour l'art et pour les antiquités, il fut le premier à marquer l'ascendant que les antiquaires allaient prendre sur les artistes.

Il y a bien des manières d'entendre l'imitation de l'antique et aussi l'imitation de la nature. Chacune de ces études embrasse un champ très vaste. Mais comment les associer toutes deux dans un travail unique? Là est la difficulté. Et, en effet, comment reviser la nature à l'aide de l'antique sans lui retirer l'individualité et la vie? comment introduire la nature dans l'antique, sans enlever à celui-ci son caractère idéal? Deux siècles y avaient déjà mis leur effort. David, à son tour, aborda le problème. Mais sa tendance à considérer la forme indépendamment de l'idée, créait un danger. En effet, l'étude de l'antique nous conduit à reconnaître comment les anciens ont approprié la figure humaine à une grande variété de conceptions et à constater comment ils l'ont analysée. Notion de l'idéal et notion de la représentation de l'idéal par des formes adéquates à l'idée, voilà ce que l'on peut tirer de l'étude de l'antique. Mais, en dehors des sujets pour lesquels ils ont été créés, les canons grecs n'ont pas de raison d'être. Vouloir y ramener invariablement toutes les représentations figurées était une erreur. David pouvait se faire illusion sur son système et communiquer son illusion. Qu'il peignît les *Sabines* ou le *Sacre*, chacun de ses personnages était parfait. Ses ouvrages étaient admirables : son talent sauvait tout. Mais son école compromettait à la fois l'antique et la nature.

Bien que, vers 1807, il fût occupé à peindre la *Distribution des aigles*, il était toujours possédé de l'idée d'imiter les Grecs. Il l'avait déjà fait à sa manière dans le tableau des *Sabines* en traitant à la grecque un sujet romain. Il voulait y revenir dans son *Léonidas*, et il entendait même s'inspirer seulement de l'école antérieure à Phidias. Tout en exécutant les travaux officiels dont il était chargé, sa pensée ne se détachait point de cet objet. Ses conseils à son atelier se ressentaient de ses préoccupations constantes. La forme, la beauté de la forme passaient avant tout. L'expression était, selon lui, un écueil qu'il fallait redouter, car elle est propre à déranger l'ordre et la pureté des lignes et à produire la grimace. De là cet enseignement glacé que reçurent ses derniers élèves. Ses

adversaires protestaient à bon droit contre de pareilles théories. Bien qu'un peu subjugués, ils se tournaient de toutes leurs forces vers la vérité. Ils lui rendaient hommage au moins dans leurs discours et ménageaient ainsi à l'école française un retour sincère à la nature. Telles étaient les idées qui divisaient l'enseignement et d'où naissait un violent antagonisme.

On le voit : avec de pareils élémens, les moyens d'étude que M. Alaux trouvait réunis à Paris étaient déjà considérables. Mais indépendamment des ateliers et de l'École, nous possédions, dans le musée Napoléon et dans le Musée des monumens français, deux incomparables réunions d'œuvres d'art. Le premier renfermait tous les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture classique. Le second, établi dans l'ancien couvent des Petits-Augustins, avait recueilli et sauvé de la ruine les plus beaux spécimens de notre art national. Tous ceux qui ont vu cette collection rangée de la manière la plus méthodique et la plus pittoresque dans l'enceinte du monastère en ont conservé un grand souvenir. Ce fut le premier musée historique qui ait existé, et assurément le plus précieux de ceux que l'on a formés depuis, tous les morceaux qu'il renfermait étant des originaux. Il a puissamment contribué au développement d'une des plus grandes activités intellectuelles de notre siècle, en ouvrant la voie à l'étude combinée de l'art et de l'histoire.

On peut dire, enfin, que le théâtre était aussi une école pour les jeunes artistes. Jamais il n'avait exercé plus d'influence sur la peinture et sur la sculpture; jamais il n'avait été plus en honneur. Monvel et Grandménil étaient membres de l'Académie des Beaux-Arts. Guérin résumait dans ses tableaux les tragédies de Racine. On allait voir Talma dans ses grands rôles, et quand, revêtu de la toge, le noble acteur apparaissait et se mouvait sur la scène en se livrant aux nobles inspirations de son génie, on l'admirait et on l'étudiait comme une œuvre d'art.

A ce moment, l'ardeur des artistes était donc extrême. La rivalité des maîtres et l'émulation des élèves produisaient, particulièrement dans la peinture, une activité passionnée. Déjà le Salon de 1808 avait été un événement : on y avait vu à la fois les *Sabines* et le tableau du *Sacre*. Mais quelle impression dut produire sur un jeune artiste, arrivé depuis peu de sa province, l'exposition décennale, qui réunissait aux derniers chefs-d'œuvre de David les plus beaux ouvrages de Girodet, de Gérard, de Gros, de Guérin et de Prud'hon! Cette exposition provoqua l'enthousiasme, et les prix proposés par l'empereur excitèrent une ambition extraordinaire. Il est certain que l'art tenait alors une place considérable dans les activités de la nation. Les œuvres des artistes, comparées à celles des écrivains, jetaient un éclat supérieur. M. Guizot le remarquait au

début de son étude sur le Salon de 1810 qui brilla à côté de l'exposition décennale et parut la compléter. Mais, arrivée à son apogée, l'école officielle menaçait ruine. Déjà de bons juges signalaient les entraves que la copie des plâtres et des marbres apportait à l'éducation des peintres en les éloignant du coloris, les conséquences fâcheuses que l'étude de la sculpture antique, poussée à l'excès, pouvait avoir même pour les statuaires. Ce n'était pas ce qu'avaient à apprécier les jurys des prix décennaux. Ils n'avaient à s'occuper que des talens acquis. Cependant, on était loin de s'entendre sur la valeur des ouvrages exposés; les dissentimens étaient plus vifs qu'ailleurs dans la commission chargée de les classer. Là encore David se trouvait en présence d'un élément hostile, et il était considérable. La décision qui lui enleva le prix de la peinture d'histoire et qui mit au-dessus du tableau des *Sabines* le *Déluge* de Girodet émut l'opinion; elle était restée dans l'esprit de M. Alaux comme un acte de souveraine injustice. Quoique élève de Vincent, il avait pour David une admiration sincère.

Rempli de droiture, il appréciait sans réserve systématique les ressources que Paris mettait à sa disposition. Il en jouissait avec une certaine facilité qu'il avait de comprendre et d'admirer. Les leçons de ses maîtres le laissaient accessible à un éclectisme conforme aux besoins d'un esprit naturellement ouvert. Il était sensible aux manifestations de l'art quelles qu'elles fussent, pourvu qu'elles répondissent à une certaine idée qu'il avait du caractère et de la beauté.

Les débuts de M. Alaux furent heureux. Admis à l'École dès son arrivée à Paris, il ne tarda pas à s'y placer au premier rang. Nouveau-venu, dès 1808 il était admis à concourir pour le grand prix de Rome, et en 1810, il gagna le prix de la demi-figure peinte qui avait la valeur d'une première médaille. A partir de ce moment, il ne paraît pas avoir travaillé avec la suite nécessaire pour obtenir le prompt couronnement de ses études. Ce fut une faute; mais elle faisait honneur à son cœur. Les entraves qu'un jeune artiste rencontre dans sa carrière viennent souvent des meilleurs sentimens. M. Alaux avait un frère aîné qu'il aimait tendrement et qui l'avait devancé à Paris. Ce frère l'absorbait. C'était un décorateur habile et entreprenant. Il était fort occupé : car malgré le décret de 1807 qui avait réduit à dix les vingt-quatre théâtres qu'il y avait à Paris, il se brossait encore chaque année un grand nombre de décorations. Il peignait donc pour la scène, et en même temps il était employé par les architectes à des travaux d'intérieur. Il avait des connaissances en perspective et en optique, et son esprit n'était pas moins actif que sa main.

La faveur était alors aux panoramas. Le premier avait été établi à Paris à la fin du siècle dernier par l'Américain Robert Fulton.

Deux peintres français, Fontaine et Constant Bourgeois, entreprirent de lui faire concurrence, et on put voir au Salon de 1801 les maquettes qui devaient être exécutées en grand au premier panorama qui fut construit sur le boulevard Montmartre; c'était une vue de Paris. La vogue de ce nouveau spectacle fut extrême : deux autres panoramas vinrent s'ajouter au premier. En 1810, l'empereur étant venu visiter une de ces rotondes où l'on voyait l'entrevue de Tilsit, en fut frappé. Il voulut en faire un instrument politique et ordonna à l'architecte Cellérier d'en construire sept autres dans les Champs-Élysées. Après avoir montré à Paris des sujets propres à glorifier son règne, ces tableaux devaient ensuite être envoyés en province et y voyager. La réalisation de cette idée fut interrompue par les événemens.

M. Alaux aîné était mêlé à ces entreprises. Il rêvait d'ajouter au prestige de la récente invention par des combinaisons nouvelles et méditait le néorama dont il fut le créateur, mais qui ne s'ouvrit qu'en 1827. Chargé d'engagemens, entraîné à des essais sans fin, il appelait continuellement son frère à son aide, et celui-ci, ne sachant rien lui refuser, quittait ses propres études pour le suivre. A la vérité, ce n'était pas en pure perte. Il se perfectionnait dans la connaissance de la perspective et de ses applications; il devenait habile à manier l'architecture, les ornemens, tous les élémens de l'art décoratif. Mais il était constamment détourné du but qu'il s'était proposé, et malgré qu'il concourût chaque année, il n'obtenait pas le prix de Rome.

En 1814, il remporta le second grand prix et le premier en 1815; il avait près de trente ans. Ces succès n'avaient pas été obtenus sans peine. Il s'était plus d'une fois arrêté en route, et d'autres sujets de distraction plus sérieux naissaient alors des événemens dont l'Europe et la France étaient le théâtre. Le moment était grave et les deux invasions venaient aboutir à Paris. M. Alaux, reçu de la veille en loge, prit part à la bataille du 30 mars 1814. Il racontait que le matin, avant d'aller joindre le corps du maréchal Mortier qui était sur la gauche, il avait été porté avec les gardes nationaux volontaires, d'abord aux buttes Chaumont, et qu'en arrivant derrière la batterie de vingt-huit pièces qui, servie par des marins, rejetait sur Pantin la garde prussienne, ses compagnons et lui avaient marqué quelque étonnement en entendant dans l'air des sifflemens insolites. « Messieurs, leur avait dit le vieil officier qui les commandait, ce n'est rien; ce sont des obus. » C'était affaire du premier moment : la garde nationale fit bien son devoir. La seconde occupation de Paris eut lieu sans combat. Les concurrens pour le prix de Rome poursuivirent leurs travaux; mais des événe-

mens pareils ne pouvaient s'accomplir sans être pour ces jeunes gens le sujet d'un trouble profond.

M. Alaux obtint le grand prix sans conteste. Le sujet du concours à la suite duquel il obtint cette récompense tardive était *Briséis pleurant sur le corps de Patrocle.* Le programme, emprunté à l'*Iliade,* était tiré de la traduction de Mme Dacier. Le tableau de M. Alaux est à l'École des Beaux-Arts ; il serre de près le texte. Briséis se jette sur le cadavre de Patrocle qui occupe le milieu de la scène. Achille, assis au chevet du lit funèbre, jure de venger son ami ; cette figure est habilement peinte. Je n'ai point à parler autrement de la valeur de l'œuvre. Les travaux de ce genre ont un caractère à eux. L'ouvrage de M. Alaux offre une composition claire, une exécution aisée. Il témoigne de tout l'acquis que l'on peut souhaiter d'un jeune artiste qui n'a plus rien à apprendre de ses maîtres. C'est le résumé de bonnes études. Ici se placent la conclusion et la justification de ce qui précède. Chose en effet bien digne d'être signalée ! au moment où M. Alaux devenait pensionnaire du roi en remplacement de Michel Drölling, sur les cinq élèves peintres de l'Académie de France, quatre étaient élèves de Vincent. C'étaient, par ordre de date : Léon Pallières, de Forestier, Picot et Alaux, le dernier venu. Thomas, un autre de leurs condisciples, devait les rejoindre l'année suivante. Bien plus, leur prochain directeur, Thévenin, qui allait entrer en fonctions en 1817, était élève du même maître. On peut donc dire que le succès des contradicteurs de David, des maîtres qui avaient maintenu les traditions de l'école française, était complet. Louis David partait pour l'exil, et son école était déjà finie : elle passait avec lui. Personne ne songeait à continuer son enseignement, personne, semble-t-il, ne voulait en assumer la responsabilité. Mais les idées qu'il avait combattues n'avaient rien perdu de leur vitalité. N'avais-je pas raison de le dire en commençant? En dépit de théories absolues, la tradition féconde de la fin du dernier siècle, la tradition fondée à la fois sur l'amour de la nature et sur le respect de l'idéal, avait survécu à l'école de la révolution et de l'empire, comme elle survit encore au romantisme. Après Vincent et après Guérin, qui avait recueilli ses élèves, Picot ouvrit une école. Cabanel, après lui, continua à enseigner dans ce même ordre d'idées, que représentent aujourd'hui des maîtres renommés. On peut en médire ; mais, en matière d'éducation, c'est par eux que se maintient la tradition de l'esprit français.

Peut-être, en y réfléchissant, trouverait-on que les vies d'artistes tiennent trop de place dans l'histoire de l'art. Certes, l'étude des grandes personnalités qui se détachent de l'ensemble offre un attrait considérable. Mais la succession des faits et leur suite même

un peu obscure, la transmission imperturbable de certaines idées à travers l'imprévu et les obstacles, constituent le vrai fond de l'histoire et son unité. Les talens extraordinaires apparaissent comme des phénomènes sublimes. Ils triomphent un jour. Mais il y a quelque chose de plus fort qu'eux, c'est le génie de leur propre race, qu'ils violentent quelquefois, et qui leur survit.

II.

Au commencement de 1816, M. Alaux arrivait à Rome. Le directeur de l'Académie était alors Guillon Lethière, l'auteur du *Supplice des fils de Brutus*, tableau remarquable auquel nous trouvons beaucoup de caractère, mais que, peut-être, les contemporains n'ont pas apprécié suivant ses mérites. Lethière touchait à la fin de son exercice et allait être remplacé l'année suivante par Thévenin, qui devait être plus tard le chevalier Thévenin. Celui-ci, lauréat du prix de Rome en 1791, n'avait pu profiter de sa pension. Mais en 1798, lorsque Berthier eut proclamé la république à Rome, il s'était empressé de se rendre en Italie. Il avait suivi Championnet à Naples, et là, il avait été chargé de surveiller les fouilles de Portici. Mais ces fonctions avaient été de peu de durée, la république parthénopéenne n'ayant pas duré quatre mois. En 1800, il était en France et exposait au Salon de cette année la *Prise de Gaëte* par le général Rey. Quelques tableaux qu'il avait peints ensuite avaient réussi ; entre autres le *Passage du Mont-Saint-Bernard*, qui fut admis au concours des prix décennaux et fut très honorablement cité dans le rapport du jury immédiatement après la *Peste de Jaffa*. Thévenin, quand il fut nommé directeur de l'Académie de France, n'était pas membre de l'Institut ; mais il remplissait la condition essentielle prévue par le décret du Directoire : il avait séjourné en Italie. En réalité, il avait été envoyé à Rome au défaut de Guérin, qui, ayant été désigné, avait dû se démettre à cause de sa santé. Thévenin était un homme d'un caractère bienveillant et d'un jugement sage. Comme artiste, il avait plus de talent que ne lui en accordent ceux qui le jugent sur son peu de notoriété plus que sur ses ouvrages. Mais un certain laisser aller qu'il portait dans la vie était cause qu'il avait, en définitive, peu d'autorité.

Combien les premières années qui suivirent 1815 contrastaient avec celles qui avaient précédé! Après de si grands événemens, quel calme et quel repos! On l'a souvent répété ; pour les jeunes gens, c'était comme un bonheur de vivre. Une sorte de mollesse remplaçait alors l'activité et l'agitation d'esprit inséparables de circonstances qui pouvaient exiger à toute heure les plus grands sacrifices. Tant d'épreuves avaient causé une sorte de lassitude, et, quel

que fût d'ailleurs le travail politique apparent ou caché qui s'opérait dans les esprits, on s'abandonnait généralement à une quiétude, on éprouvait un sentiment de délivrance et une confiance dans l'avenir, que la génération à laquelle appartenait M. Alaux n'avait pas encore connus.

Nulle part cet apaisement ne devait être plus profond qu'à Rome et dans les états de l'Église. Et, en effet, malgré le système de compression adopté d'accord par tous les gouvernemens d'Italie, le caractère paternel de Pie VII faisait disparaître tout au moins en apparence ce qu'un tel régime avait de rigoureux. En tout cas, on ne pouvait guère en ressentir les effets à la villa Médicis. Depuis son rétablissement, en 1804, l'Académie était installée dans ce beau lieu devenu terre française. A ce titre, la villa avait droit d'asile : on y vivait donc dans une entière liberté. Mais à quoi la surveillance du dehors eût-elle pu s'appliquer? Les pensionnaires étaient tout au bonheur d'être à Rome. Ils y passaient cinq années sans que le règlement les autorisât à rentrer en France. Néanmoins ils se sentaient dans une situation privilégiée, ils ne se considéraient point comme en exil; et, sous cette règle acceptée, personne n'eût songé à se trouver à plaindre. Après avoir désiré aller à Rome et ardemment travaillé à y conquérir une place enviée, les élus s'y tenaient et ne semblaient pas avoir la nostalgie de Paris. Les cinq années de la pension étaient considérées par tous comme le plus beau temps de la vie, et plus tard, on s'en souvenait comme d'une fête de la jeunesse.

L'époque du séjour de M. Alaux à Rome peut compter parmi celles qui furent honorables pour l'académie. Il y a, dans l'histoire de cette institution, des époques plus ou moins brillantes, plus ou moins favorables au développement de l'art. Quand on consulte la liste des pensionnaires, on voit que ceux qui furent les compagnons de M. Alaux sont devenus des artistes importans et ont été, en somme, les maîtres de toute une génération. Les peintres Dröling, Picot, Léon Cogniet, les sculpteurs David d'Angers, Pradier, Étienne Ramey, ont tous longuement tenu et fait école. Ils ont formé de nombreux élèves, et il faut passer au directorat d'Ingres et de M. Alaux pour trouver, parmi les pensionnaires de l'École de Rome, des hommes destinés à exercer, sur l'enseignement, une pareille influence.

Cette influence, les contemporains de M. Alaux l'ont acquise sans y avoir songé. L'autorité qu'on devait leur reconnaître leur est venue des circonstances dans lesquelles leurs talens se sont formés. La Restauration apportait un idéal nouveau. David n'était plus en France; Gérard et Girodet jouissaient d'une grande considération, mais n'avaient pas de crédit sur la jeunesse. Gros com-

mençait à peine à former un atelier. L'artiste qui représentait le mieux les idées de ce moment de transition était Pierre Guérin, esprit délicat, maître éclectique, mais dont le rôle n'était pas encore bien défini. Il n'y avait donc plus de direction imprimée aux études; et, dans ces conditions, il s'établit, entre les idées qui avaient été en lutte depuis le règne de Louis XVI et la Révolution jusqu'à la fin de l'empire, une sorte de conciliation. Elle se fit à Rome, où les élèves des ateliers jusque-là rivaux, laissés à eux-mêmes et vivant dans une étroite camaraderie, se modelèrent sur des raisons communes. Elle eut pour base un amour sincère de la vérité. Ce fut le point de départ d'une réaction dont nous comprenons aujourd'hui la portée: car si l'école de David tendait à l'élimination de la nature, l'école qui s'établissait devait nous conduire à l'élimination de l'antique. Les artistes qui se sont ainsi formés ont été nos maîtres, et nous savons tout ce qu'ils ont valu. La jeunesse d'aujourd'hui les traite légèrement. Et cependant ils ont préparé l'évolution qui marque la fin de notre siècle.

On pouvait espérer que, grâce à l'Exposition du centenaire, nous aurions l'occasion de revoir les ouvrages qui ont établi leur réputation. On est trop disposé à penser qu'ils ont eu, dans leur temps, bonne renommée et autorité sans beaucoup de mérite. A mon sens, un des principaux intérêts qu'aurait dû présenter la solennité rétrospective de 1889 eût été de montrer les œuvres de ces artistes et de leur rendre ainsi un hommage auquel ils ont tous les droits; de faire connaître l'art contemporain par son histoire et d'honorer ceux qui l'ont enseigné. Le manque d'espace, on le sait, empêcha cette prévision de se réaliser. Il faut donc aller dans les musées de province, dans les églises, aux galeries de Versailles pour voir leurs productions. Quelques-unes existent dans des collections particulières. Ainsi le charmant tableau de l'*Amour et Psyché* de Picot est chez M. le comte Lemarrois. D'autres ont été longtemps au musée du Luxembourg, comme *le Lapithe et le Centaure* de M. Alaux. On a pu les exiler, les oublier, mais non les faire déchoir. A l'heure où ils ont paru, ces tableaux, vieux aujourd'hui, semblaient des nouveautés, et leur place est marquée dans les annales de l'école française. Il n'est pas un de leurs auteurs qui n'ait fait, au sens que l'on y attache à présent, quelques bons morceaux de peinture, aucun qui n'ait été pour ses élèves un guide libéral et sûr.

Ils sont encore nombreux, ceux qui conservent pieusement la mémoire de ces hommes excellens. Il ne faut pas l'oublier : c'est chez Drölling que Henner, que Chaplin, que Galland et bien d'autres ont étudié avec Baudry. Léon Cogniet a été le maître de Bonnat et de Jean-Paul Laurens; Picot, de Pils, de Cabanel, de Bouguereau, maî-

tres eux-mêmes. De l'atelier de David d'Angers est sorti Cavelier, qui, depuis vingt-cinq ans, a formé de si brillans sculpteurs. Ramey a produit Jouffroy, qui fut le professeur de Falguière et de Mercié. Je ne nomme ici que les principaux de ceux qui ont enseigné et qui enseignent à leur tour. Mais ces derniers ne me pardonneraient point de passer sous silence les hommes dont ils ont reçu les leçons et pour lesquels ils n'ont que des sentimens de respect et de reconnaissance. De même Chapu et mes autres condisciples ne comprendraient-ils pas que j'oubliasse Pradier, qui, avec son beau talent et son humeur paternelle, faisait revivre pour nous l'apprentissage tel qu'on l'avait entendu à la Renaissance.

M. Alaux, lui aussi, était destiné à bien mériter de nous comme directeur de l'école de Rome. En vérité, chacun de ces artistes a dignement rempli sa tâche et tenu son rang. Tous ensemble, ils ont constitué un état d'enseignement qui est la force de notre école et la raison de sa fécondité. Après avoir été les représentans impersonnels de l'art français au milieu de notre siècle, ils ont préparé, par voie de tradition et aussi de réaction, l'art contemporain. Ils l'ont acheminé et ils l'expliquent. Qu'on le veuille ou non, ils appartiennent à l'histoire.

M. Alaux et ses condisciples se préparaient donc à leur insu au rôle que l'avenir leur réservait. Ils étudiaient en conscience, et il se faisait en eux un grand travail de moralité. Personne ne me contredira si j'affirme que le séjour de la villa Médicis avait alors, comme il l'a certainement encore, une heureuse influence sur les esprits. En même temps que les talens, les caractères s'y formaient sur un certain type; ils y prenaient une tenue qu'ils devaient garder toute la vie. Nos maîtres étaient déjà vieux quand nous les avons connus. Le temps de leur jeunesse était bien loin, mais on voyait que leurs idées n'avaient pas changé. Rome demeurait dans leur souvenir comme une patrie d'élection qu'habitait toujours leur pensée. Le désir de faire fortune n'entrait pas dans leur ambition. Ils étaient exempts de calcul. Mais ils avaient un grand sentiment de la dignité de l'art, et c'est par là qu'ils étaient supérieurs. L'amour de l'art uni à un désintéressement absolu était précisément cette marque commune qu'ils avaient rapportée de l'Académie de France et qui constituait chez eux le caractère de l'artiste. Ces deux sentimens étaient en eux inséparables. Certes, nous aussi, nous aimons l'art avec passion; mais par leur dédain du profit ils restent des exemples.

Quels étaient les travaux au milieu desquels se formaient ces talens et cet état d'esprit? Il n'est pas permis d'en parler à la légère; nos devanciers en ont tiré un parti remarquable. Je voudrais en faire comprendre le sens et la véritable portée. C'étaient des exer-

cices propres à développer, chez de jeunes artistes, des dispositions heureuses et à les fortifier. Ils consistaient d'abord en de simples études de nu: on en suivait sans distraction l'ordre méthodique. On y joignait des essais de composition et des copies d'après les maîtres. Après cette solide préparation, vers la fin de la pension et pour se résumer, on entreprenait une œuvre. *La Mort d'Abel* et surtout *l'Orphée perdant Eurydice* de Drölling, l'*Amour et Psyché* de Picot, le *Marius sur les ruines de Carthage* de Cogniet, le *Niobide* de Pradier, le *Thésée terrassant le Minotaure* de Ramey, ont eu leur jour et ont reçu, à l'époque où ils ont paru, le plus brillant accueil. Tel était alors l'ordre des études à l'Académie de France, et tel en était aussi le caractère. Mais si, pendant les premières années, les pensionnaires se soumettaient à une sorte de gymnastique un peu aride, ils essayaient d'en relever l'objet par une ambition constante. Ils voulaient, avant tout, apprendre à penser, à dessiner, à peindre. Les règlemens de l'Académie de France ne sont pas inspirés par un vain esprit de pédagogie : ils sont conçus de manière à seconder les vues que l'État a nécessairement sur les arts. L'État a son esthétique, intéressée si l'on veut, mais qui voit les choses de haut. Son intérêt est celui de sa propre histoire. Il a besoin, pour l'écrire, d'artistes formés par une forte éducation. Quel régime politique ne se montrerait soucieux de glorifier son principe et ses actes, d'enregistrer ses succès, de faire de lui-même une apologie écrite ou figurée! L'art, par son côté le plus important, est historique et officiel. Mais pour cela il doit parler un certain langage et recourir à une initiation particulière. On ne saurait l'oublier : dans leur ensemble, les travaux demandés aux pensionnaires ont pour objet de les préparer aux grands emplois de l'art.

M. Alaux se soumit à cette règle ; il conçut cette ambition. Sans doute il ne prévoyait pas quelle sorte de travaux lui écherrait un jour. Mais ses études étaient sérieuses, et il en recueillit des fruits imprévus. Sa première figure fut un *Cadmus tuant le dragon à la fontaine de Dircé.* Il parut à ses juges que ce n'était pas un Cadmus, entendez-vous bien, ce n'était pas un Cadmus, mais seulement une jolie figure de jeune homme bien dessinée et peinte avec habileté. Telle était l'opinion de l'Académie des Beaux-Arts exprimée par son rapporteur, le sculpteur Dupaty, qui lui-même devait faire un Cadmus. J'ai souvenir de celui de M. Alaux : le personnage frappait de sa lance le monstre gardien de la source sacrée; il s'enlevait sur un fond nuageux d'un gris ardoisé qui donnait au coloris des chairs une grande fraîcheur. Dans cet ouvrage, la nature avait été certainement plus consultée que l'antique. L'académie fit donc des réserves et renvoya l'auteur à Ovide, tout en lui donnant de

sympathiques encouragemens. Le Cadmus a été lithographié par Berthaux. Peu après son apparition, il fut acquis par le duc d'Orléans, et de cette époque date la grande bienveillance que le prince eut toujours pour M. Alaux. Le tableau dont nous parlons a fait partie de la galerie du Palais-Royal, où il a été brûlé, en 1848, avec beaucoup d'autres ouvrages importans.

Bientôt, M. Alaux envoya une nouvelle étude, un *Diomède enlevant le palladium*, dont l'académie, par l'organe du peintre Garnier, loua l'aspect, le dessin et le modelé vigoureux et ferme. L'action se passant évidemment pendant la nuit, la scène devait être, ce semble, éclairée par une lampe. De là une couleur rougeâtre dont parle le rapport, qu'il paraît blâmer, et qui était cependant tout à fait explicable. On ne sait ce qu'est devenue cette toile. Celle qui suivit, et qui fut aussi accueillie avec faveur, est au musée de Bordeaux. C'est un fleuve *Scamandre implorant Jupiter contre les feux de Vulcain*. A part une observation sur le dessin d'une épaule et d'un bras, le rapport ne donne que des éloges à l'auteur. Cette fois, le caractère est juste, la manière est large et facile, l'exécution dénote un beau pinceau. Ce sont les termes du rapport présenté, cette fois, par M. Cartellier.

Les rapports sur les envois de Rome sont intéressans à consulter, parce qu'ils sont l'histoire des opinions de l'Académie des Beaux-Arts. Ils nous font bien connaître, avec son esprit, la marche des hautes études. L'Académie est restée fidèle à sa doctrine. Elle engage toujours ses pensionnaires à viser haut et à rester vrais, à s'attacher au choix de leurs sujets et à élever la forme au niveau de la pensée. Alors, la mythologie était surtout mise à contribution par les jeunes artistes ; mais déjà on voyait apparaître les sujets de sainteté. C'était un nouveau champ ouvert à l'inspiration et aussi à la critique. Depuis longues années, la compagnie a confié à son secrétaire perpétuel la rédaction de ses rapports officiels sur les travaux de la villa Médicis. Elle a eu raison ; elle leur a ainsi donné tout au moins dans la forme plus de tenue et d'unité. Mais nous voyons qu'autrefois elle choisissait chaque année dans son sein un rapporteur différent. Ces comptes-rendus, moins parfaits, nous renseignent cependant sur le caractère de leurs auteurs. A bien prendre, ils débutent tous d'une manière assez solennelle ; mais bientôt le ton s'apaise et l'on entend un langage plein de sens et des conseils pratiques tels qu'on peut les attendre d'hommes spéciaux. La bienveillance y est grave et la sévérité paternelle. Ils sont tous ainsi, et dans chacun on trouve, avec quelque nuance de caractère, l'artiste expérimenté et le bon maître.

Le dernier envoi de M. Alaux témoigna d'un progrès remarquable. Son tableau représentait *un Épisode du combat des Cen-*

taures et des Lapithes. Ce sujet est de ceux que les Grecs ont fréquemment traités et qu'ils ont souvent employés à la décoration des temples doriques. L'œuvre conçue par M. Alaux ne rappelle en rien les données antiques. Un héros s'est élancé sur la croupe d'un centaure. Il l'étreint de ses genoux, le presse du talon ; il va le frapper d'un coup mortel. Barye, en reprenant la même idée près de trente ans après, a rencontré une composition analogue. La peinture de M. Alaux est aisée, suffisamment solide. Les formes sont belles ; la couleur a de la distinction, et je pense qu'un tableau pareil serait encore remarqué au Salon. Parmi les pensionnaires d'alors, M. Alaux est un de ceux qui ont donné le travail le plus régulier. Il aimait à parler de ce temps, qu'aucune autre pensée que celle de vivre de la vie heureuse de l'artiste ne venait occuper. Que ces souvenirs, au fond, étaient ingénus ! Que cette existence était simple, que les distractions que l'on y prenait semblent modestes ! Tout en exécutant les travaux réglementaires, c'étaient des heures consacrées aux plus beaux sites de Rome et des environs. Nos maîtres nous parlaient surtout de certains après-midi passés dans les jardins Farnèse, endroit délicieux à visiter, et d'où, à l'ombre de grands chênes verts, de lauriers et de cyprès, et entre des débris antiques parés d'acanthe et de lierre, on embrassait un incomparable panorama de la ville. C'étaient aussi des courses dans la campagne, des voyages à pied dans les montagnes de la Sabine et d'Albano. M. Alaux était grand amateur de ces excursions, qui n'étaient pas sans objet. D'ordinaire, il les faisait en compagnie de Michallon, qui fut le premier lauréat du paysage historique et aussi le père du paysage moderne. Les deux jeunes gens s'étaient liés étroitement. Michallon voulait toujours être en présence de la nature. M. Alaux le suivait, et c'est ainsi qu'il avait appris à crayonner et à peindre le paysage avec facilité et avec élégance. On sait ce qu'étaient alors ces voyages des pensionnaires. On partait gaîment ; mais, après huit jours d'absence, avec quel bonheur on revenait à l'Académie !

La campagne latine a toujours la même beauté. Mais aujourd'hui il n'est pas facile de se rendre compte de ce qu'était Rome entre 1816 et 1820. Les ruines des monumens antiques avaient un caractère tout autre que celui qu'on leur voit à présent. Les Français, pendant leur administration, avaient veillé sur les antiquités, fouillé le sol, fait des découvertes. Dans les dernières années du premier empire, l'arc de Janus Quadrifrons, le Colisée, le Forum de Trajan, la basilique de Constantin, la colonne de Phocas, avaient été dégagés, du moins en partie, et les architectes pensionnaires de l'Académie avaient ajouté à ce que l'on savait avant eux de la disposition des édifices anciens. Alors le travail des artistes primait, je crois, celui des archéologues, et leurs vues avaient

une autorité qui, depuis, est passée aux savans. Mais leurs études, comme leurs fouilles, n'étaient que partielles; elles n'embrassaient pas de grands ensembles. Les ruines, cependant, gardaient leur caractère pittoresque. Plusieurs endroits de Rome, parmi ceux qui devaient offrir le plus d'intérêt aux recherches ultérieures, restaient inexplorés. L'accès même en était difficile; c'était le cas pour une grande partie du mont Palatin. Le Forum était profondément enfoui. Il y a soixante-dix ans, il était encore à peu près tel que Claude Lorrain nous le montre dans sa vue du Campo Vaccino. De quelques points mis à découvert ou seulement sondés, on avait cru pouvoir conclure au reste. On disputait hardiment d'après quelques données éparses; on échangeait, non sans vivacité, des raisons hypothétiques. Et la vérité était là à quelques pieds sous terre.

Mais qu'importait cette vérité à la beauté de Rome! Son charme s'accroissait du mystère, comme du médiocre entretien de ses ruines. Il est certain que ce mélange d'ancien et de moderne, de débris de l'art et de retour à la nature était souverainement pittoresque et a constitué pendant longtemps un des attraits de la ville éternelle.

Les belles découvertes de M. Pietro Rosa sur le Palatin et dans le Forum ont métamorphosé cette région de Rome. Elles ont substitué à l'intérêt pittoresque qu'on y trouvait, un intérêt tout scientifique. La fouille telle qu'elle existe aujourd'hui n'est plus un sujet de rêverie pour le voyageur, c'est un texte historique déployé sous ses yeux. Certes, l'état présent a sa grandeur. C'est aussi un spectacle émouvant que celui qui nous est offert par ce vaste ensemble de débris, par ces substructions qui, encore plantées dans le sol, sont des témoins irrécusables de la vie politique de Rome et de sa splendeur monumentale. Mais les hommes d'il y a quarante ans peuvent opposer à cette majesté paléontologique la beauté pleine de grâce et de contrastes que la ville offrait alors et qui les captivait.

M. Alaux en aura conservé le souvenir dans une suite de lithographies qui ont paru principalement de 1824 à 1827. Elles forment un album publié en partie en collaboration avec l'architecte Le Sueur, qui avait été son camarade à la villa Médicis. On y trouve des sites qui sont restés célèbres, des panoramas bien choisis et présentés avec goût. Une vue de Rome prise du Palatin, une vue du Forum prise du Capitole, Rome dessinée des jardins Farnèse, le temple d'Antonin et Faustine, le Capitole et l'*Ara cœli*, les perspectives du Colisée et du temple de Mars vengeur sont de beaux motifs, dont quelques-uns ont changé d'aspect, mais que les artistes et les historiens mettront un jour à profit. Ce ne sont que des lithographies exécutées avec une extrême simplicité. L'art de la lithographie

a fait depuis bien des progrès, et maintenant il paraît dédaigné. Il était alors dans sa période ascendante, et il a permis à M. Alaux de fixer ces vues qui plus tard seront consultées par ceux qui voudront nous faire connaître Rome telle qu'elle était au commencement du siècle.

Ainsi s'écoula le temps de la pension de M. Alaux. En vivant à Rome, en jouissant de cette *plesante demure* dont Montaigne reconnaissait déjà tout le charme, au milieu des chefs-d'œuvre de l'art et en face d'une admirable nature, les hôtes de l'Académie soupçonnaient-ils le travail politique qui s'opérait autour d'eux? Savaient-ils que de généreux esprits travaillaient au réveil de l'Italie? Avaient-ils entendu parler d'un grand patriote qui publiait un journal appelé *il Conciliatore*, beau titre qu'avec un autre but que la politique intérieure on pourrait reprendre aujourd'hui? Le nom de Manzoni était-il parvenu jusqu'à eux avec celui de Pellico? L'égalité d'esprit qui était un des traits du caractère de M. Alaux et une sorte d'optimisme qui le soutenait, furent-ils troublés, lorsque, au moment où il revenait en France, les Autrichiens occupèrent le royaume des Deux-Siciles et le Piémont? Je ne sais; ses lettres réservées ne nous parlent que de ses études et de sa famille.

III.

Pendant le séjour de M. Alaux en Italie, un grand mouvement s'était opéré dans les esprits. A son retour, en 1821, il trouva le monde des arts profondément divisé : une nouvelle école s'était élevée contre celle à laquelle il appartenait et que l'on considérait comme ayant fait son temps. La querelle des classiques et des romantiques était vivement engagée. Le *Radeau de la Méduse* avait paru au Salon de 1819 et avait fait sensation. L'auteur de cette peinture, Théodore Géricault, n'était pas un inconnu pour M. Alaux : il était élève de Guérin. Admirateur de Gros, il avait d'abord exécuté dans le genre de ce maître le *Chasseur* et le *Cuirassier*. Mais le tableau de la Méduse était une œuvre absolument originale. Un autre novateur plus jeune et qui allait bientôt paraître, Eugène Delacroix, sortait aussi de l'atelier de Guérin. Enfin, un artiste qui, sans faire école, avait déjà, par la souplesse de son talent, conquis la popularité, Horace Vernet, avait étudié chez Vincent. Il semblait naturel que M. Alaux fût attiré dans un milieu brillant où il avait tant d'attaches, et qu'il suivît le mouvement que ses condisciples imprimaient au goût et à l'opinion. Il n'en fut rien cependant. C'était plus tard, d'une autre manière, que les idées nouvelles devaient exercer sur son talent une influence heureuse.

Il s'était aussi produit, pendant ces dernières années, un fait

considérable, mais dont il devait plus difficilement apprécier la portée : on avait commencé à méditer et à raisonner sur l'art et sur son principe. Vers la fin de l'empire, M[me] de Staël, en publiant son livre sur l'Allemagne, nous avait fait connaître Kant et Schelling. Dès les premiers temps de la Restauration, la science du beau avait pris place dans le haut enseignement; Cousin, en étudiant les formes de l'idéal, lui avait consacré à la Sorbonne d'éloquentes leçons. Bientôt le cours du jeune maître avait été fermé. Mais la philosophie n'en était pas morte : la persécution lui avait donné une importance politique. Elle se répandait dans un monde choisi. Elle y répondait à un besoin de doctrine, et Jouffroy se préparait à ouvrir dans une pauvre chambre, devant un auditoire composé de la fleur de la jeunesse libérale comme dans un conciliabule, un cours d'esthétique. Les idées et les théories artistiques occupaient maints esprits, et ce travail de la pensée s'étendait aux artistes, qui, eux, en faisant des systèmes, philosophaient sans le savoir.

Fort occupé, semble-t-il, de son frère qui s'embarrassait dans ses entreprises, M. Alaux n'exposa point en 1822. Le Salon de cette année, regardé comme assez ordinaire en son temps, est cependant plein d'intérêt pour nous. En effet, les artistes, jeunes encore, qui représentent l'école classique, Drölling, Picot, Couder et d'autres encore, y font bonne contenance. Heim y envoie le *Martyre de saint Hippolyte;* Hersent, une œuvre d'un sentiment doux et pur : son tableau de *Ruth et Booz*. Gérard expose *Corinne au cap Misène*, où des esprits inquiets signalent des tendances romantiques. Ary Scheffer et Delaroche hésitent encore. Mais Delacroix débute avec la *Barque de Dante* et attire fortement l'attention. Le moment est décisif; les questions d'art passionnent les esprits. La critique prend aussi une grande importance. C'est par elle que les écoles formulent leurs prétentions. Ses polémiques violentes aggravent les désaccords et poussent à l'émiettement de l'art. Parmi ceux qui écrivirent alors sur l'exposition et au premier rang, parut un jeune méridional dont la facilité à tout embrasser était pleine de promesses. Avec vivacité et sur un mode élégant, M. Thiers rendit compte du Salon dans *le Constitutionnel*. Il ne faut pas oublier cet essai; il est encore intéressant à consulter. Étant donnée la situation que l'auteur avait déjà, c'est un document caractéristique. Il a tout d'abord ce mérite de nous faire connaître quelles étaient alors les idées d'un public éclairé, quelle était, en matière d'art, l'opinion d'une certaine élite. Il reflète l'esprit d'un milieu sincèrement libéral, mais qui, bien que favorable au mouvement romantique, était loin de lui accorder toute liberté. M. Thiers loue fort bien Delacroix; mais il a sur la correction du dessin et sur la beauté des formes des données qui étaient alors répandues, dont témoignent plu-

sieurs des critiques du temps, mais qui nous sont devenues complètement étrangères. Qu'est-ce que la belle forme? Sur ce point, nous aurions peine à nous entendre aujourd'hui. Sans viser à trop de conséquence dans ses jugemens, l'auteur, on le remarque, a besoin de se montrer philosophe. Ses premières pages sont à relire : elles contiennent un exposé de principes. On y voit clairement l'influence de Cousin, et quoique M. Thiers ne semble pas avoir très bien pénétré la doctrine du maître, on reconnaît qu'il a lu ces leçons de 1818 dont M. Janet a si utilement rétabli le caractère. Il s'en inspire dans ses déclarations. Il possède la formule du Vrai, du Beau et du Bien, et la théorie de l'expression ne lui est pas étrangère. Mais ce qui paraît surtout dans ce préambule, c'est la notion de l'idéal que Cousin avait ramenée dans la philosophie française. Cependant les opinions contraires avaient aussi des interprètes convaincus. On faisait assaut d'argumens. Mais, au fond, ce que je veux observer, c'est que la critique alors n'allait pas sans beaucoup de raisonnemens; et ce n'était pas son privilège exclusif.

En même temps, en effet, un phénomène nouveau se produisait dans les arts. L'esprit de système commençait à s'y manifester avec une grande énergie. Jusqu'ici cet esprit avait été particulier à la philosophie; mais déjà les artistes prétendaient ne plus travailler qu'appuyés sur des théories. Le romantisme en comportait beaucoup. Il ne se bornait pas à vouloir étendre, au profit de l'imagination, le domaine des choses permises et à ouvrir plus largement le champ de la fantaisie. Il ne se contentait pas de s'inspirer librement de faits quelconques et de considérer la laideur à l'égal de la beauté. Il y avait aussi, dans ses programmes, une large part faite à la science et à l'histoire. Que de points de vue différens! Et avec cette idée qu'une seule qualité, comme un seul genre, suffit à glorifier un artiste, que de sectes possibles et combien de personnalités à venir!

Par suite, il devait en être des artistes comme des philosophes, qui ne semblent des chefs d'école que s'ils sacrifient tout à un seul côté des choses, l'esprit à la matière ou la matière à l'esprit. Jusque-là, il avait paru que, pour être un maître, on dût posséder toutes les parties de son art. On croyait que la perfection résidait dans un ensemble de qualités et dans leur harmonie. Mais en 1822 on commençait à ne plus vouloir admirer dans l'art que des qualités isolées : la couleur sans le dessin ou le dessin sans la couleur. La pondération des mérites excitait le dédain et ne paraissait qu'une médiocrité déguisée. On avait comme un besoin d'excès, de protestations et de ruptures, d'affirmations et de négations écla-

tantes. Nous avons hérité de ces goûts. Pour nous, pas de grands talens hormis ceux qui sont incomplets. Pour quelques dons heureux que nous pouvons apprécier, nous passons condamnation sur le reste. Et c'est ainsi que s'explique la fortune des œuvres faiblement équilibrées qui font aujourd'hui nos délices.

M. Alaux assista seulement à l'exposition de 1822, et cette même année il était de retour à Rome. Il y devançait Pierre Guérin, son ami et son maître, qui venait d'être nommé directeur de l'Académie de France. Bientôt il s'installait près de lui à la villa Médicis et il y peignait un tableau qu'on venait de lui commander : *Psyché descendue sur la terre par Mercure.* Il était encore à Rome en juin 1824. Son frère était venu l'y retrouver, son frère toujours occupé de théâtres, toujours rêvant de panoramas, toujours sûr de trouver chez son cadet un dévoûment absolu. Le Salon s'ouvrit, cette année, le 25 août, et M. Alaux s'y montra avec le *Centaure* et le *Lapithe* et avec la *Psyché;* il avait trente-neuf ans et il exposait pour la première fois. Ses tableaux furent accueillis avec faveur et ils obtinrent une médaille d'or. Mais ce succès, si mérité qu'il fût, s'effaçait devant celui d'un autre artiste : Ingres avait apporté d'Italie le *Vœu de Louis XIII.* Cette belle œuvre témoignait non-seulement du talent de son auteur, mais encore d'une direction d'études toute nouvelle ; Ingres s'était inspiré directement des maîtres de la Renaissance. David disait : « Raphaël me rapproche de l'antique. » Ce mot résumait bien son objectif borné. Mais, pour Ingres, Raphaël était une expression suprême de l'art au même titre que les anciens.

Au fond, le génie d'Ingres était surtout historique. Il avait, des premiers, associé l'archéologie à l'histoire et il cherchait principalement le caractère. Il est probable que la vue des chefs-d'œuvre de l'art rassemblés à Paris avait développé chez lui un sentiment si nouveau ; le Musée des monumens français ne l'avait pas moins touché que le musée du Louvre. En réalité, son imagination voyait les sujets dans le milieu même auquel ils appartenaient, et, pour les rendre, il se plaçait dans les conditions de l'art contemporain des faits. Son talent vivait ainsi dans une migration incessante. Mais il vivait ; et grâce au sentiment puissant qu'il avait de la nature, le maître était de chaque époque avec l'habileté qui lui était propre et une forme qui sera de tous les temps.

Maintes fois déjà il avait montré cette faculté qu'il possédait d'appartenir, à son gré, à une époque voulue, depuis le *Raphaël et la Fornarina* et le *Pape Pie VII tenant chapelle,* jusqu'à *Charles V, régent de France, rentrant à Paris.* Avec le *Vœu de Louis XIII,* il exposait encore *Henri IV jouant avec ses enfans* et *François Ier recevant le dernier soupir de Léonard de Vinci.* Par la gravité de

son talent, il relevait le genre historique et le plaçait au premier rang. Ses ouvrages suscitaient les appréciations les plus contraires; mais c'était surtout le peintre que l'on discutait. La recherche de la couleur locale, bien qu'elle fût une revendication du romantisme, devenait peu à peu une préoccupation générale. L'influence que les antiquaires avaient exercée sur l'art passait aux historiens.

En somme, dans la philosophie et dans les lettres, tout le travail intellectuel se tournait vers l'histoire. L'art, en cherchant la vérité du fait, perdait sa spontanéité et donnait un caractère documentaire à ses fictions. Les tableaux de sainteté peints par l'école académique étaient purement païens; les novateurs et les croyans sincères ne pouvaient s'en contenter. Ils étaient d'accord pour demander leur inspiration à des sources moins profanes. Les uns recouraient au moyen âge, d'autres à la Renaissance, suivant qu'ils estimaient que l'idée chrétienne avait trouvé à l'une ou à l'autre de ces époques son expression la plus parfaite. Le sentiment religieux prenait donc des formes déjà consacrées par le temps, il était historique à son tour. Pour Ingres, Raphaël était le divin maître. Le *Vœu de Louis XIII* est admirable; mais c'est une œuvre d'art conçue et exécutée dans le style du XVI[e] siècle.

Très attaché à M. Ingres, dont il admirait profondément le talent, M. Alaux partageait ses idées. Cependant il n'avait pas encore montré dans quelle mesure il en était pénétré. La force et l'occasion lui manquaient pour manifester ses tendances. A ce moment, il peignait des tableaux d'histoire sur des sujets allégoriques. Mais il n'y mettait pas un accent assez énergique et personnel pour exciter de vives critiques ou des admirations passionnées. Il avait déjà beaucoup travaillé sans avoir pu se recueillir. En 1827, il avait terminé pour le Conseil d'état deux grandes toiles : la *Justice amenant l'Abondance et l'Industrie sur la terre*, et la *Justice veillant sur le repos du monde*, ouvrages agréables et faciles qui furent loués quand ils parurent, mais qui se laissaient confondre avec les productions d'autres artistes contemporains. De ces compositions, la seconde est particulièrement heureuse et le clair-obscur en est bien entendu. M. Alaux savait mettre à l'effet; cette qualité a toujours été rare et plus que jamais elle mérite d'être appréciée par nous. Mais ces ouvrages, signalés par la presse du temps, ne donnent aucune idée de l'activité de l'artiste. En 1824, avec les deux tableaux qui commençaient sa réputation, il exposait un *Christ au tombeau* et une *Scène de brigands*. Puis, il avait été chargé de peindre, au Louvre, un plafond qui a pour sujet *Poussin présenté à Louis XIII*. L'exécution en est un peu molle, mais la ressemblance des personnages et les costumes y sont fidèlement rendus. Enfin pendant plusieurs années il fit des lithographies pour les pu-

blications de ses amis Taylor et Nodier : les *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*. Il s'y montra paysagiste élégant et bon dessinateur d'architecture. Dans ce travail d'illustration il était le collaborateur de Fragonard, de Cicéri, de Bonington, de Granet et du baron Atthalin dont le talent est fort injustement oublié. La photographie n'existait pas alors. On faisait des dessins, mais toujours avec une certaine idée d'arrangement. Ils sont exacts sans doute; cependant les moindres sont présentés non-seulement comme des documens, mais encore comme des œuvres d'art. Par là, ils sont d'accord avec le texte de l'ouvrage dans lequel l'imagination ne manque pas.

Le talent de M. Alaux allait bientôt trouver sa voie et donner sa véritable mesure. La création du musée de Versailles est, dans les annales de l'art français, un fait dont on n'apprécie pas suffisamment l'importance. La destination qui lui fut donnée dès le principe répondait à un besoin des esprits. Sa fondation coïncidait avec l'institution de la commission des monumens historiques et de comités ayant un objet analogue et qui existent encore. Ainsi les intérêts de l'histoire et l'histoire elle-même devenaient un intérêt public et se trouvaient représentés dans les services de l'État. L'idée d'établir un musée historique sur un plan aussi vaste était nouvelle. A la fin du règne de Louis XVI, le surintendant d'Angivilliers avait bien eu en vue la formation d'une galerie dans laquelle les faits mémorables de notre histoire eussent été représentés. Tous les ans, quatre tableaux devaient être commandés dans cette intention aux meilleurs artistes. Ce projet était en cours d'exécution au moment de la révolution. Sous l'empire, à l'occasion de l'exposition décennale, on voit que tout un ordre de récompenses avait été prévu en faveur des « ouvrages représentant des sujets honorables pour la nation. » Mais il ne semble pas que l'on ait eu la pensée de les réunir un jour. La conception du musée de Versailles était donc originale et elle avait de la grandeur. Ce musée, qui consacrait au moyen de l'art le souvenir de nos gloires, était destiné à exalter le patriotisme de la nation en lui montrant la suite ininterrompue de ses fastes dans leur antique et imposante majesté.

Le rapport dans lequel le comte de Montalivet, intendant général de la liste civile, justifiait la nouvelle destination à donner au palais de Versailles est remarquable. Il est du 29 août 1833 ; les conclusions en furent adoptées, le 1er septembre, par le roi Louis-Philippe. C'est un document vraiment administratif; tout est y prévu, il n'y a plus qu'à passer à l'exécution. L'architecte Neveu a étudié dans toutes ses parties le projet soumis au roi. M. de Montalivet expose quel sera l'aménagement des locaux, quelle sera la distribution des ouvrages dans les salles anciennes et nouvelles; il parle

de la nécessité qu'il y a, pour avoir des séries complètes, de faire aux artistes de nombreuses commandes et de leur fournir ainsi l'occasion de rehausser la gloire de l'École française. C'est l'honneur du roi d'avoir conçu ce projet et d'en avoir arrêté le plan. C'est sa pensée que « Versailles présente à la France la réunion des souvenirs de son histoire et que les monumens de toutes nos gloires y soient déposés, et environnés ainsi de la magnificence de Louis XIV. » Et tout cela est juste.

Quoi qu'on en ait dit, le musée de Versailles n'a pas été une création ordinaire. Sans doute, il n'y avait pas assez d'artistes de grand mérite pour remplir, rien qu'avec des chefs-d'œuvre, le programme que l'on avait conçu. Il fallait un peu prendre de toutes mains, pourvu encore qu'elles fussent habiles, et les habiles mains ne manquaient pas. Les contemporains se sont plaints bien haut qu'il y eût des disparates et des faiblesses. Mais à distance ces inégalités s'effacent. Il en est du musée de Versailles comme d'autres entreprises accomplies avec une rapidité nécessaire. Ainsi, la frise du Parthénon, œuvre politique et religieuse de premier ordre, n'est pas, non plus, parfaite dans toutes ses parties. On y distingue la main de plusieurs artistes, et, dans le nombre, il y a en qui, bien qu'Athéniens et travaillant sous la direction de Phidias, n'ont montré qu'une habileté relative. Néanmoins, on admire l'ensemble ; et, pour Versailles aussi, admirer l'ensemble est de toute justice.

Il faut aussi le reconnaître, la création du musée de Versailles a été un grand bienfait pour les arts ; elle a donné l'occasion à beaucoup de talens de paraître et aussi de se renouveler. Les programmes historiques étaient une épreuve. Plusieurs artistes qui semblaient avoir dit leur dernier mot devenaient, en les traitant, des hommes nouveaux. Heureux effets des études sérieuses et de la vérité quand elle est sincèrement cherchée ! On retrouvait dans leurs œuvres, avec le talent acquis, le mouvement et la vie. Affranchis de l'antique, et libres devant la nature, nos peintres paraissaient devenir plus français. De là toute une suite d'ouvrages qui ont honoré Couder et Cogniet, et d'autres encore parmi lesquels M. Alaux, lui aussi, a pu montrer tout son mérite. En effet, vers 1830, après de grands efforts et une abondante production, il restait avec la réputation d'un décorateur habile. Ce renom, qui semblait le faire déchoir, décida de sa carrière. Il avait toujours eu des attaches avec la famille royale. Dès 1814, on voit par une lettre adressée à son ami Taylor, alors garde-du-corps dans la compagnie de Wagram, qu'il aspirait à devenir peintre du duc d'Orléans. Plus tard, sa figure de *Cadmus* avait été achetée pour la galerie du Palais-Royal. Grâce au fidèle Taylor, sans doute, il n'avait jamais été oublié. Lorsque les travaux du

musée de Versailles furent décidés, il fut appelé des premiers et il exécuta nombre de motifs de décoration pour les salles : dessus de portes, trumeaux, compositions historiques, allégories mêlées à des ornemens. Bientôt des commandes plus importantes lui furent confiées, et il s'en acquitta brillamment. En 1835, il exposa le portrait équestre du maréchal de Rantzau, plein de physionomie et qui représente avec beaucoup de vraisemblance et de vigueur ce guerrier qui, ayant perdu une jambe, un bras et un œil, ne cessait d'exercer des commandemens dans les armées. En 1836, il envoyait au Salon un autre portrait équestre, aussi destiné à la salle des maréchaux : celui de Charles II de Cossé-Brissac. L'année même de l'inauguration du musée, en 1837, il achevait une grande toile : la *Bataille de Villaviciosa;* puis successivement on vit paraître, aux deux Salons qui suivirent, *Valenciennes pris d'assaut par Louis XIV* et la *Bataille de Denain*. Chacun de ces ouvrages marque sur celui qui l'a précédé un progrès sensible : tous tiennent parfaitement leur place dans la galerie des batailles. Le dernier surtout est des plus remarquables. La composition en est héroïque et sans emphase. Les mouvemens sont hardis, mais exempts d'exagération. Les costumes de 1712 sont de la plus grande justesse. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les belles études de M. Charles Giraud sur la campagne qui fut couronnée par la victoire de Villars; on sait le détail de cette action mémorable. Le moment choisi est celui où le maréchal, à la tête des régimens de Navarre et de Dauphiné, force les défenses du camp ennemi. Le travail de M. Alaux a précédé de plus de vingt ans celui de l'historien; et l'historien, je crois, ne pouvait qu'être satisfait de l'œuvre de l'artiste.

J'arrive aux ouvrages qui, d'un avis unanime, ont assuré la réputation de M. Alaux : je veux parler des trois tableaux représentant *les États généraux de 1328*, *l'Assemblée des notables tenue à Rouen en 1596* et *les États généraux de 1614*. La salle spéciale dans laquelle ils sont placés est décorée de seize compositions sur mur qui représentent les autres assemblées de même ordre, tenues depuis 615 jusqu'en 1767. Ces petits tableaux sont aussi de la main du peintre et ils sont tous composés à merveille. L'auteur était entré dans la plénitude de son talent.

Je ne veux pas discuter les programmes et me demander si le nom d'États généraux convient bien à l'assemblée de 1328. De quelque nature qu'ait été cette consultation, elle a eu une grande importance, puisqu'elle a confirmé le principe de la loi salique et écarté les prétentions qu'Édouard III d'Angleterre élevait sur le trône de France. La séance eut lieu à Paris, dans l'église Notre-Dame. Ce fut là que la question fut débattue et tranchée, sur l'avis des jurisconsultes. M. Alaux a bien rendu cette scène. Philippe de Valois,

déclaré régent du royaume, entouré des barons, des principaux prélats et des légistes de la couronne, occupe le milieu de l'église à la croisée des nefs; la foule des assistans remplit l'espace qui n'est pas défendu par des barrières et accueille par des acclamations la décision qu'on lui fait connaître. De ce côté, la scène est pleine de mouvement. Les types sont vrais, ou du moins conformes à l'idée que nous pouvons nous faire de nos aïeux. Les têtes et les mains sont bien traitées, les costumes sont fidèles. Au moment où ce tableau fut exécuté, l'opinion n'était pas encore formée sur l'application de la peinture à la décoration des édifices au moyen âge. Les murailles ont donc la couleur de la pierre. On n'a pas, non plus, pensé aux vitraux. Mais ces inexactitudes n'ont pas nui au tableau et ont permis de placer le centre de la composition dans une vive lumière. L'effet est bien entendu et bien rendu. Toute différente est *l'Assemblée des notables de 1596*. La scène, ici, est moins conjecturale, parce qu'elle est décrite dans le *Cérémonial français*. Le peintre a suivi scrupuleusement cet ouvrage. La séance a lieu dans une salle carrée de l'abbaye de Saint-Ouen. Il y a des fenêtres à droite et à gauche : ces dernières seules éclairent la pièce; les autres ont leurs rideaux fermés. Le jour se porte donc sur un côté de l'assistance. Le fond est dans la demi-teinte; les parties qui sont sous les fenêtres et sur le premier plan sont dans une ombre transparente. Tout cela est parfait. L'effet est calme, l'harmonie sourde et un peu violacée. L'impression est juste; c'est celle d'une réunion d'hommes qui délibèrent avec gravité.

Le tableau des *États généraux de 1614* a aussi sa physionomie à part. Il a beaucoup plus de mouvement que le précédent. La scène se passe dans la grande salle du Petit-Bourbon que le *Cérémonial français* a décrite avec soin. C'était un vaisseau long, garni de chaque côté d'arcades et d'un double rang de balcons. Le jour arrivait de toutes parts dans cet intérieur de pierre : les dispositions permettaient qu'il y eût foule, et, pour la circonstance, on avait construit des estrades qui permettaient que les assistans fussent plus nombreux. L'artiste a respecté toutes ces conditions, et il en a tiré profit. Son tableau a le double caractère d'une assemblée et d'une fête : c'est une séance solennelle et brillante, c'est un milieu animé et riche. Le caractère du temps est parfaitement observé.

Ces trois ouvrages sont remarquables par la mise en œuvre. Dans tous trois, le point de vue, placé haut, permet d'embrasser la scène entière. Chaque personnage, chaque ordre et chaque classe de personnes occupe bien la place qui lui est attribuée par les documens les plus dignes de foi. Évidemment, les compositions ont été faites sur plan : l'aspect en est toujours très net et la

perspective excellente. On peut dire aussi, à leur louange, qu'elles sont d'un sentiment très décoratif. Dans toutes, l'effet, quoique varié, présente bien la clarté flottante des grands intérieurs, sans aucune affectation dans les oppositions de la lumière et de l'ombre. Enfin, il règne dans ces tableaux un air d'aisance et de sécurité qui dénote un peintre en pleine possession de son talent, un artiste qui a trouvé sa voie, un homme heureux.

Heureux, M. Alaux l'était en effet. Il avait contracté une union qu'il avait longtemps désirée, et il semble que l'on retrouve, parmi les jeunes femmes qui occupent les tribunes des États de 1614, l'image de sa charmante compagne. Les tableaux des *États généraux* obtinrent un grand succès et furent loués comme ils méritaient de l'être. A la vérité, quelques critiques qui, jusque-là, avaient attaqué l'artiste avec persistance, crurent pouvoir, cette fois, le passer sous silence. Mais il eut pour lui tout le monde, et nul doute que, si une place eût alors vaqué à l'Académie des Beaux-Arts, il n'eût été appelé à l'occuper.

Le roi Louis-Philippe suivait avec un intérêt très vif les travaux destinés aux galeries de Versailles. Il veillait à la rédaction des programmes et faisait faire les recherches nécessaires à leur exécution. Il accorda une attention particulière aux *États généraux*. M. Alaux, pour les peindre, s'établit dans les combles du Louvre, en face de l'Institut. Les renseignemens ne lui manquaient pas : c'étaient des gravures et c'étaient des textes. Souvent ces autorités venaient lui donner tort et contredire ce qu'il avait cru pouvoir imaginer. De là des retouches fréquentes, mais aussi des modifications qui, tout au moins, tournaient à l'honneur de la vérité. Le roi venait voir les tableaux et faisait ses observations. Cela se produisit à propos de *l'Assemblée de 1596*. M. Alaux y avait introduit une tenture rouge. Un jour, le roi apporta la preuve que la salle était tendue de bleu. Chagrin de M. Alaux! « Mais, disait-il plus tard, une fois le changement opéré, je trouvai que mon tableau faisait mieux. » A la suite du Salon de 1841, M. Alaux reçut la croix d'officier de la Légion d'honneur. A cette occasion, le roi lui dit : « C'est moi qui y ai pensé. »

Au souci des choses de l'histoire, que l'on avait en haut lieu, répondaient aussi des actes administratifs. Le service des monumens historiques avait la charge de conserver nos édifices nationaux et de les restaurer. L'intendance générale de la liste civile entreprit de veiller également sur les œuvres d'art et de les sauver de la destruction quand le temps et les hommes les auraient mises en péril. Aucunes n'étaient plus compromises que celles qui servaient à la décoration du palais de Fontainebleau. Pendant les deux règnes précédens, Fontainebleau avait été négligé : il avait eu, sous

l'empire, une notoriété dont il portait la peine. La galerie d'Henri II était peut-être la partie du château qui avait le plus souffert. Les dalles de pierre qui servaient de couverture à la voûte laissaient passer l'eau; les murs étaient salpêtrés et il n'y avait plus de vitres. Les enduits, détachés de la muraille, étaient tombés par places, et leurs crevasses servaient d'asile à des essaims de chauves-souris. Une bonne administration ne pouvait laisser les choses en cet état : la restitution de la galerie fut, un jour, entreprise. Les peintures du Primatice, qui la décorent, réclamaient des soins immédiats. Peut-être ne comprenait-on pas bien encore tout leur mérite. M. Alaux, chargé de les remettre en état, nous les a vraiment fait connaître, grâce à son intelligence historique et à la souplesse de son talent. Il les a sauvées de la ruine et il nous a permis de les juger et d'en jouir. Restaurer! C'est un mot dont notre siècle a, le premier je crois, bien compris la portée. Je ne veux pas dire qu'il ait toujours réussi à réaliser tout ce que ce mot implique. Tant il est difficile, avec la sincérité la plus parfaite, de voir les choses telles qu'elles sont, et délicat, même en étant très habile, de s'y raccorder! Mais, du moins, la théorie est établie. On sait que c'est une œuvre de science et d'abnégation. Réparer ce que l'injure du temps a détruit, et cela avec une observation si exacte, une si parfaite pénétration de l'esprit de l'œuvre compromise que, ce travail achevé, on ne puisse distinguer, dans l'ensemble, les retouches et les reprises des restes originaux et authentiques, tel est le travail de celui qui entreprend de rétablir les choses anciennes dans leur vérité.

Déjà la galerie avait été restaurée sous Henri IV et sous Louis XV. Cette fois, la tâche consistait non-seulement à remplir les vides, mais encore à faire disparaître les retouches : c'est d'une véritable réfection qu'il s'agissait. Jamais la peinture du Primatice n'avait couru un aussi grand danger. Il était à craindre qu'un élève de l'école de l'empire, à tout prendre, ne vît rien, dans la libre élégance du maître et dans ses formes un peu abandonnées, rien autre chose que des fautes de dessin. D'ailleurs, que devait-il penser du style même de l'œuvre? Les sujets en sont empruntés à la fable, mais rien n'est plus éloigné de l'antique que cette manière de traiter la mythologie.

Ce fut avec un tact exquis et le plus infatigable scrupule, avec une habileté pratique consommée, que M. Alaux s'acquitta de sa tâche, j'allais dire de son devoir. Entouré de gravures, ayant à sa disposition des dessins originaux qui, bien que ne se rapportant pas directement à la galerie, faisaient revivre à ses yeux l'esprit de l'auteur; soutenu par sa conscience et par la faculté qu'il avait d'admirer les choses en leur lieu, aidé par son exécution aisée, il remit

la galerie dans toute sa fraîcheur. Il se fit aider dans son travail par quelques artistes d'espérance qui furent pour lui des disciples et des témoins. Un d'eux, Isidore Pils, puisa dans cette collaboration le goût décoratif dont il a donné les preuves en maintes places, et particulièrement à l'Opéra. A voir l'ensemble de l'œuvre et son harmonie, on ne penserait pas que plusieurs figures, et même des morceaux importans, sont complètement modernes. Toute la partie supérieure du *Festin des dieux*, par exemple, a été refaite de toutes pièces. Mais, en somme, rien n'est resté d'un caractère incertain : tout appartient au Primatice. La restauration est parfaite ; on peut la considérer comme un exemple.

Je veux encore appeler l'attention sur un ouvrage de M. Alaux qui est peu connu en France, et qui, certainement, mérite de n'être pas oublié. C'est un tableau qui représente le roi Louis-Philippe recevant la députation de la cité de Londres, lors de la visite qu'il rendit à la reine d'Angleterre. On y voit une suite de portraits dont les études à l'aquarelle sont restées longtemps en la possession du peintre : visages et physionomies du caractère le plus frappant, rendus avec une délicatesse et un esprit rares, et qui montraient le talent de l'auteur sous un jour nouveau. M. Alaux eût été un très bon portraitiste. En effet, chaque personnage a son type et ce type est celui de sa race. Je me souviens du lord-maire, qui était alors M. Magnay, de plusieurs des *aldermen*, forts, hauts en couleur, et par contre de notre ambassadeur, M. de Sainte-Aulaire et du baron Fain. C'était une galerie vivante. Il me semble la voir, et je ne crois pas me tromper en disant qu'elle offrait le plus vif intérêt. Nul doute que le tableau auquel elle a servi de préparation ne soit lui-même remarquable et n'ait aussi le mérite d'une extrême fidélité.

Telles sont les principales productions de M. Alaux : elles ont surtout une valeur historique. Elles montrent bien quel profit l'art peut tirer de son alliance avec l'histoire. D'une part, la connaissance du passé, intervenant dans la création d'œuvres rétrospectives, donne à celles-ci l'autorité des choses anciennes et une vraisemblance qui se rapproche de la vérité. D'un autre côté, cette même connaissance, appliquée à des restaurations, aide à conserver aux ouvrages de nos devanciers leur véritable caractère. Enfin la conscience historique fait que la représentation de sujets contemporains est une source d'informations à laquelle nous recourons déjà nous-mêmes. Cependant, en remplissant ces diverses tâches, M. Alaux a gardé une juste mesure : il est resté artiste tout en se montrant historien. Ses œuvres, bien renseignées, ne sont point pédantes. Le document ne s'y montre pas comme le ferait dans un écrit quelque citation importune ; il est subordonné à l'ensemble,

participe de la vie du sujet et rentre dans l'unité qui est une des conditions de l'art. Quand il a eu à restituer une œuvre ancienne, il s'est rendu l'esclave, mais l'esclave intelligent de l'original, dont il sentait que l'honneur, autant que la conservation, étaient entre ses mains. En comparant les peintures de Fontainebleau aux gravures les plus accréditées pour rappeler leur état primitif, la savante abnégation de M. Alaux devient, je crois, manifeste. Enfin, le tableau de *la Réception de la corporation de Londres par le roi Louis-Philippe* est à son tour un document que les artistes et les familles seront, plus tard, empressés de consulter.

Chez M. Alaux, le travail du pinceau est aisé et sans affectation aucune. C'est une peinture qui ne cherche pas à se montrer. Je sais gré à l'artiste de ne pas m'occuper de lui par des recherches de métier. En dépit de ce que l'on peut dire, le moi, quand il se montre dans les arts, autrement que par la supériorité du sentiment et par l'excellence de la forme, est de peu de valeur. Il y a des habiletés matériellement voyantes qui sont de véritables hors-d'œuvre. M. Alaux était un praticien habile; mais ce n'était pas à cela qu'il faisait consister le mérite du peintre d'histoire. De même aussi, ne prétendait-il pas faire tout céder à sa personnalité. La sienne restait toujours subordonnée au programme qu'il avait accepté, et il me semble qu'en cela il était parfaitement logique. Bien représenter les faits dans les conditions où ils se sont passés, nous les montrer à leur date et dans leur milieu, c'est l'originalité de l'artiste-historien, originalité qui naît du sujet même, qui ne risque pas de nous lasser par monotonie et qui, changeant à chaque œuvre nouvelle, se manifeste par un inépuisable renouvellement.

La peinture de M. Alaux a cette qualité de ne point détourner l'attention à son profit. Elle est souple et claire. Elle est abondante et discrète : vraie peinture de faits simple et juste, excellente *ad narrandum* et qui rappelle le style limpide des meilleurs historiens.

IV.

Les années qui s'écoulèrent entre 1827 et 1843 furent pour M. Alaux les plus belles de sa vie. Il avait obtenu des succès de plus en plus brillans et il ne pouvait méconnaître que son talent ne se fût grandement développé. Il était entré dans une famille honorable et qu'il connaissait de longue date, en s'unissant à une personne accomplie. Entouré de douces affections, il voyait grandir à son foyer une fille douée dès son enfance des talens les plus gracieux. Un bonheur aussi parfait ne pouvait être que fragile. La charmante jeune fille fut enlevée à ses parens par une

maladie de langueur, et une douleur sans remède remplit pour toujours les deux cœurs aimans qui avaient enveloppé cette enfant unique du tendre concert de leur amour. Mais, comme un adoucissement à leur peine, il leur restait à tous deux un sentiment rare après une semblable épreuve, sentiment qui allait bientôt trouver à s'épancher : ils aimaient la jeunesse.

Vers ce triste moment, la direction de l'Académie de France à Rome étant sur le point de vaquer; on fut généralement d'avis que M. Alaux convenait à cette situation importante. En vérité, quand on y songe, personne n'était mieux préparé que lui à bien remplir les obligations qu'elle impose. Ses travaux par leur variété lui avaient donné une connaissance de la théorie et de l'histoire de l'art, peu commune parmi les artistes de son temps. Il avait beaucoup pratiqué et aussi il avait beaucoup appris. Son esprit s'était singulièrement ouvert et son jugement beaucoup exercé. Les études classiques, il les avait faites aussi bien et mieux que la plupart des peintres contemporains. De plus, n'avait-il pas abordé la peinture historique avec succès? et n'avait-il pas rétabli avec une compétence indiscutable l'ouvrage d'un maître de la Renaissance? Passionné pour son art, il s'était rendu maître de tous les styles, et il était capable de s'y plier. Cette sorte d'érudition le rendait le plus libéral des hommes. Si l'on joint à cela la grande expérience qu'il avait acquise de la vie d'artiste, de ses illusions et de ses traverses, on reconnaîtra qu'il était le directeur le plus éclairé que l'on pût choisir. Tandis que secondé, comme il devait l'être, par son excellente compagne, il allait rendre, autant qu'il était possible, aux jeunes artistes, appelés à vivre autour de lui, les douceurs de la famille.

M. Alaux fut nommé directeur en 1846, et il vint occuper son poste au commencement de 1847. Il succédait à M. Schnetz qui, avec des qualités différentes, était entouré par les pensionnaires d'une grande sympathie. C'est alors que je vis M. Alaux pour la première fois. Il avait soixante-deux ans. C'était un homme de taille moyenne. Sa tête était forte. Son visage large était éclairé par des yeux pleins de finesse et par un sourire des plus bienveillans. Ses vêtemens étaient longs et son chapeau de forme un peu basse. Il s'appuyait sur une canne et avait la démarche lente d'un vieillard; et l'on disait qu'il avait toujours été ainsi.

Il prit aussitôt son attitude d'ami des études et de directeur paternel. Il connaissait parfaitement les traditions de l'Académie et se plaisait à la vie qu'on y mène, profitant des occasions qui lui faisaient avec les pensionnaires des relations aisées. Il aimait à parler sur les arts, ce qui n'était pas une mauvaise disposition chez un directeur et ce qui, en tout cas, était assez nouveau pour nous.

Il le faisait avec simplicité et abandon, avec une profonde admiration pour les maîtres et une modestie personnelle très sincère. Il se plaisait aussi à s'entretenir de la technique : avec les architectes, de la perspective dont il connaissait toutes les applications; avec les sculpteurs, de forme et aussi de la polychromie, dont il devait plus tard faire des essais ; avec les peintres, de tout ce qui intéresse l'exécution, depuis la préparation des toiles et des couleurs, jusqu'aux procédés les plus délicats dans lesquels le travail de l'esprit et celui de la main se tiennent de plus près; ayant sur ces derniers sujets toutes les préoccupations et toute l'expérience d'un praticien consommé.

Avec tant de qualités, il était d'un abord facile; on pouvait l'approcher à toute heure. Il savait entrer dans les vues des jeunes artistes, les soutenir dans leurs entreprises en apportant aussitôt les raisons et les exemples les plus propres à les aider dans leur travail personnel. Quand il invoquait sa propre expérience, ce n'était pas pour se donner comme un modèle, mais au contraire pour rappeler quelque tentative qui lui avait peu réussi. Sa complaisance était inépuisable ; et cette bonté, jointe à beaucoup de sûreté et de finesse, faisait de lui le meilleur et le plus utile des conseillers.

Si je me souviens bien, les études des pensionnaires étaient alors engagées dans une voie très simple. Elles n'étaient ni compliquées par l'imitation de l'antique, ni troublées par la préoccupation décevante de se faire à tout prix une personnalité. Le sentiment qui dominait tous les autres était l'amour de la nature, relevé par le choix d'un sujet. On s'efforçait de trouver un modèle qui répondît à une donnée que l'on caressait dans son esprit ; ou bien, on concevait une idée à propos d'un modèle que l'on avait rencontré. Il est resté de ce temps et de cet esprit quelques traces dans des ouvrages que peut-être l'on regarde encore.

Le temps était favorable à cet amour du naturel idéalisé. On vivait à Rome d'une vie à la fois réelle et mystique : on était en présence des plus nobles aspirations qui pussent exister sur la terre. Les premières années du pontificat de Pie IX donnaient aux esprits un généreux essor. Les actes du pape éclairaient le temps présent d'une lumière divine et ouvraient à l'avenir les plus brillans horizons. L'indépendance de l'Italie, que le pape rêvait alors, apparaissait comme un événement assuré : les institutions libérales, dont il voulait doter ses états, étaient un exemple pour le monde. Dans une pensée de clémence et de réparation, il avait donné une amnistie, qui fut accueillie par un élan d'amour, fêtée avec un enthousiasme dont les manifestations égalaient en beauté les triomphes chantés par les poètes. La gratitude et l'admiration

qu'inspiraient de tels actes pénétraient les cœurs et faisaient de Rome un milieu dans lequel il était bon de vivre et où s'exaltait notre jeunesse. Amour de la patrie, amour de la liberté, amour des hommes, ferme confiance que le progrès allait s'accomplir au milieu de la paix universelle, tels étaient les sentimens dont se nourrissaient les âmes. Telle était l'atmosphère morale dont nous étions enveloppés.

La révolution de février vint donner aux idées une autre direction. L'année 1848 est déjà loin de nous; mais on ne peut oublier combien elle fut féconde en événemens d'une gravité immédiate et d'un sens prophétique. Le fait en lui-même n'aurait pas dû nous surprendre. Près de nous, les insurrections de Livourne, de Palerme et de Naples en avaient été le prélude. Des constitutions avaient été arrachées aux gouvernemens des Deux-Siciles, de Piémont et de Toscane. Mais la révolution de France vint donner aux choses leur signification véritable. Les opinions que l'on croyait simplement libérales se montrèrent comme des revendications démocratiques, et le socialisme parut avec ses théories. En même temps plusieurs peuples se soulevèrent en invoquant le principe des nationalités, dont le triomphe était l'agglomération des populations de même race en de grands états unifiés. On ne peut pas dire que la forme républicaine fût celle à laquelle tendaient ostensiblement les mouvemens qui se produisaient partout à la fois. Mais c'était la révolution partout; et en la voyant éclater de toutes parts avec tant d'énergie, je ne sais si l'on est autorisé à croire que chez nous, comme ailleurs, il eût été possible de la conjurer.

Quel spectacle présentait alors l'Europe! Quelles contradictions et quelles luttes! Quels souvenirs! A cette époque, Rome était loin de Paris et du nord de l'Europe; nous ne pouvions pas bien suivre les événemens. Nous les apercevions seulement par de certains côtés. Ainsi, nous voyions des soulèvemens éclater dans plusieurs capitales et souvent le même jour : le 18 mars, à Stockholm, à Milan, à Berlin; le 15 mai, à Berlin, à Paris, à Naples, à Milan, à Turin, à Rome, à Vienne et jusqu'à Londres. Les émeutes de Berlin, à la suite desquelles le roi Frédéric-Guillaume fut par deux fois contraint de saluer les cadavres des insurgés qui avaient péri dans la lutte, nous causaient une grande impression, parce qu'elles se traduisaient pour nous en de vives images. Cependant le parlement de Francfort s'assemblait et les doctrines unitaires s'y formulaient avec force. Au nom de l'Allemagne, il revendiquait déjà, outre les duchés incorporés au Danemark, la Suisse allemande, la Hollande et le Limbourg, l'Alsace et la Lorraine et bientôt le versant méridional des Alpes. A l'intérieur, il visait à substituer à la confédération d'états existante un état fédéré. La théorie formulée, je crois,

par M. de Gagern, n'allait à rien moins qu'à mettre l'Autriche en dehors d'un empire purement germanique qui tendait à s'agréger autour de la Prusse. Ces idées n'étaient pas nouvelles; elles étaient populaires, et le drapeau rouge, jaune et noir, que les artistes allemands nous montraient à Rome à la faveur de leurs fêtes olympiques, était salué avec enthousiasme des Alpes à la Mer du Nord. Cependant elles étonnaient et il semblait peu probable qu'elles vinssent jamais à se réaliser. Qui pouvait prévoir qu'il y eût là un avertissement pour nous! Ce qui nous frappait davantage, c'était l'état de l'Autriche, parce qu'elle était alors pour les Italiens l'ennemie. Surprenante fut cette manifestation des étudians bohêmes et hongrois, dont la conséquence fut la chute du légendaire M. de Metternich. Horribles étaient les massacres de femmes et de généraux; inouïes les fuites, les rentrées et les abdications des princes; extraordinaires enfin les conflits et les confusions qu'on voyait se produire au sein de cet état bouleversé. Dans l'antagonisme des élémens magyar, slave et allemand, se manifestait l'énergie des nationalités qui, incorporées à l'empire et mises en lutte les unes avec les autres par le pouvoir impérial, finissaient par se tourner contre lui et semblaient le pousser à sa ruine. Ces révolutions et ces guerres mettaient en scène des hommes qui passionnaient l'opinion. On parlait beaucoup du Ban Jellachich, de Bem et de Gœrgey, aujourd'hui plus ou moins oubliés; et on voyait apparaître M. Kossuth dont on parle encore.

Mais notre attention était concentrée sur la France et sur l'Italie. Elle était d'autant plus excitée, que notre situation nous réduisait à n'être, de loin ou de près, que des spectateurs impuissans. A Paris, la proclamation de la République, les journées de Juin, la promulgation de la Constitution et l'élection du prince Louis Bonaparte à la présidence, étaient des événemens qui, selon leur nature, nous émouvaient fortement, mais qui se déroulaient loin de nous. Nous étions également en dehors de ce qui se passait en Italie, quoique nous fussions réellement au milieu des choses. Là aussi, tous nos sentimens étaient mis en jeu. Chaque jour nous apportait quelque grande nouvelle : la proclamation de la république à Venise, l'entrée de Charles-Albert en Lombardie et les premiers succès des armes piémontaises. Bientôt éclatait la révolution de Toscane et enfin celle de Rome, qui nous mettait en face de la réalité. Elle était vraiment redoutable. Le 15 novembre, le comte Rossi fut assassiné, et la ville fut le théâtre de scènes terribles. Ceux qui assumaient la responsabilité du meurtre, précédés d'une bande de musiciens, allaient aux casernes, en faisaient sortir les soldats et, mêlés à eux et fraternisant avec eux, parcouraient les rues éclairées sur leur passage, au milieu des applaudissemens. L'attaque

du Quirinal suivit de près, et à quelques jours de là on apprit que le pape s'était retiré à Gaëte. Étrange situation que la nôtre! Éloignés de notre pays, nous vivions dans Rome comme si nous en eussions été aussi loin que de Paris. Au milieu de faits si graves, notre devoir était écrit. Nous n'avions qu'à poursuivre nos études, à rester fidèles à notre vie commune et à garder une contenance impassible.

M. Alaux nous donnait l'exemple. On peut le croire : la chute du roi Louis-Philippe avait été pour lui la cause de sincères regrets. Cependant son chagrin ne parut que par l'abattement de son visage. Jamais notre directeur ne dit un mot qui pût nous découvrir sa pensée ou qui nous autorisât à des commentaires. Ce sentiment du devoir, cette réserve et cette dignité, lui concilièrent le respect de tous, et même de ceux qui ne pensaient pas comme lui. Les effets de la confiance et de la sympathie qu'il nous inspirait ainsi furent très sensibles au milieu des événemens que nous allions bientôt traverser ensemble.

Dès les premiers jours de l'année 1849, l'Europe présenta un spectacle effrayant. La guerre était partout, sinon en fait, du moins en puissance. Quelles luttes que celles qui mettaient aux prises les sept armées de la Hongrie avec le reste de l'empire et le Danemark avec l'invasion allemande! Quelles délibérations que celles de ces états-généraux, de ces cortès, de ces assemblées, de ces constituantes, de ces parlemens, qui, réunis dès les mois de janvier et de février, élaboraient des chartes, des statuts et des lois au milieu des armes, décidaient de la guerre, chacun ayant foi dans la justice de sa cause! Ce qui rendait extraordinaires ces violens conflits, c'est qu'ils se produisaient, non pas pour satisfaire des ambitions dynastiques, mais pour le triomphe d'idées devenues populaires, au nom de théories politiques ou sociales et surtout au nom du principe des nationalités.

Nulle part, la situation n'était plus grave qu'en Italie. Les travaux de la constituante romaine amenèrent la proclamation de la république, et le gouvernement français répondit aussitôt en déclarant que la république française ne se considérait pas comme solidaire de toutes les républiques qui croiraient devoir s'établir, et que le souverain pontife devait être libre. Les chambres piémontaises votèrent la dénonciation de l'armistice intervenu après la défaite de Custozza; le désastre de Novare suivait de près la reprise des hostilités, et l'ingratitude populaire se déchaînait contre Charles-Albert. Les Autrichiens descendaient sur Rome; les Napolitains se dirigeaient vers les états pontificaux; les Espagnols débarquaient à Terracine pour restaurer le pape. C'était à Rome qu'était le nœud des difficultés communes aux races latines, et c'est là qu'il allait

être tranché. A la solution de la question romaine s'attachaient l'existence du pouvoir temporel, l'indépendance de l'Italie comme nation, et le triomphe d'un régime politique : le système mazzinien.

Tout cela, nous le comprenions ; mais en dehors d'un sentiment patriotique très fort sur lequel nous nous entendions, nous ne faisions pas de politique. Nous avions peu de journaux français. Nous étions abonnés au *Journal des Débats*. Parfois la *Revue des Deux Mondes* arrivait jusqu'à nous. Les communications étaient lentes, et nous n'attendions pas que les nouvelles de Rome nous revinssent de Paris, pour nous faire une opinion sur les événemens : nous nous décidions tout de suite en suivant nos impressions. Il y avait alors à Rome, à côté des journaux sérieux tels que le *Popolo*, le *Contemporaneo* et la *Speranza*, des feuilles comme le *Sommaro*, le *Pallon' volante*, le *Casotto dei burattini*, dans lesquelles se retrouvaient, assombries, la verve satirique de Pasquin et la finesse de Cassandre. Celles-ci nous amusaient un instant ; les autres nous dépassaient. Abandonnés à nous-mêmes et vivant entre nous, nous n'avions aucun moyen d'aller au fond des choses. Ce n'était donc que très imparfaitement que nous savions combien la doctrine de Gioberti et celle de Mazzini étaient ennemies, que nous connaissions à quel point les théories fédéralistes étaient combattues par le système absolu des unitaires. Nous sentions bien qu'il y avait à tout ce qui se passait, de graves raisons. Mais à quels ressorts obéissaient les événemens, nous ne pouvions le pénétrer.

Ce qui nous frappait, c'était la rapidité avec laquelle se transmettait ce que partout ailleurs on eût considéré comme un mot d'ordre. Chaque matin, dans Rome, tout le monde disait la même chose en termes qui étaient les mêmes. Comment pouvait s'établir un pareil accord ? Il fallait bien reconnaître que chacun, selon l'occurrence, devinait ce qu'il convenait qu'il dît, que nous étions au sein d'une nation politique. Aussi avions-nous le pressentiment que l'Italie ne resterait pas divisée et que, en dépit de tous les obstacles, son unité se ferait un jour.

En attendant, nous formions des vœux pour sa délivrance, sans cesser, pour cela, d'être de bons Français. L'année précédente, quelques jeunes sculpteurs qui travaillaient avec nous en camarades s'étaient enrôlés pour cette campagne dans la Lombardie et dans la Vénétie qui devait finir à la capitulation de Vicence. Nous les avions vus partir avec une grande émotion. Lorsque plus tard les événemens prirent une gravité tragique, nous fûmes surpris que l'œuvre de la libération, qui nous semblait naturelle et juste, dût se poursuivre par des moyens que nous réprouvions. Les attentats qui se

produisirent alors, nous les détestions pour eux-mêmes et aussi parce que nous sentions qu'ils compromettaient la cause de l'indépendance italienne. Ignorant la logique des partis, nous avions pensé que tout pouvait se concilier. Nous rêvions de congrès et d'arbitrage. Peut-être étions-nous un peu giobertistes sans nous en douter. En réalité, nous étions des politiques médiocres. Mais aujourd'hui encore nous n'avons rien à désavouer de nos sentimens d'alors. Nous aimions l'Italie et nous aimions la France; nous n'admettions pas qu'elles pussent être ennemies; et je pense que, pour la plupart, nous en sommes restés là.

Qui le croirait? Isolés comme nous l'étions, mais soutenus par l'homme de cœur qui nous dirigeait, nous travaillions sans défaillance. Nos envois réglementaires furent tous terminés et exposés à la villa Médicis le 22 avril. Cependant, autour de nous, les circonstances devenaient de plus en plus difficiles, sans que nous en fussions autrement troublés. Peu à peu nous nous mettions au niveau des conjonctures. L'assemblée nationale française avait décidé l'intervention; le corps expéditionnaire allait bientôt débarquer à Civita-Vecchia. L'émotion était très vive à Rome. Je me souviens qu'un matin on vint nous dire que nous allions être attaqués. Fallait-il donc prendre les armes! Tout compte fait, nous avions deux fusils de chasse et un pistolet sans munitions. Avec cela nous attendions assez gaîment. C'est une grande chose d'être dans le devoir et d'être unis; et nous étions unis par une amitié qui depuis ne s'est jamais démentie.

En réalité, l'Académie était abandonnée à elle-même, et tout devait dépendre de son directeur. Notre ambassadeur, le duc d'Harcourt, avait suivi le pape à Gaëte. Le premier secrétaire était resté dans la ville et semblait en observation près du gouvernement des triumvirs, sans avoir près d'eux un caractère défini. Quant aux Français résidans ou de passage à Rome, personne qui pût leur donner une règle de conduite et les protéger. M. Alaux ne recevait point d'instructions, mais tous les yeux se tournaient vers lui. La villa Médicis était une parcelle de terre française où chacun venait chercher un asile. Nous avions gardé notre drapeau, et dans ce moment critique, par la force des choses, notre directeur représentait la France.

Cependant, Rome se remplissait de défenseurs venus de tous pays. Garibaldi était arrivé : nous avions pu le voir avec sa troupe sur la place de la Pilote. On attendait bientôt les volontaires Romagnols et Lombards. D'un autre côté, le corps expéditionnaire marchait sur Rome. Nos nationaux affluaient à la villa Médicis. Le directeur prit toutes les mesures que lui dictait une sage prévoyance.

Nous donnâmes nos chambres. On fit autant de lits qu'il était possible. Plus de cent personnes mangeaient et dormaient à l'Académie. C'était affaire à nous de veiller à ce que rien ne leur manquât, de satisfaire chacun et aussi, par momens, de calmer les exigences, car plusieurs ne pouvaient renoncer à leurs habitudes et encore moins changer d'humeur.

La situation prit bientôt son caractère d'extrême gravité. Le 30 avril, à onze heures du matin, une vive canonnade, accompagnée de feux de mousqueterie, partit des bastions avancés du Vatican. Nos troupes arrivaient sous les murs de Rome et étaient reçues en ennemies. De loin, à travers les arbres, on voyait briller les armes. La lutte s'étendit à droite dans la vallée qui descend vers le Tibre, et à gauche par la villa Pamfili jusqu'à la porte Saint-Pancrace, où bientôt le silence se fit. Le combat se prolongeait autour du saillant du Vatican. Des parties hautes de la villa Médicis on aperçut, vers deux heures, une compagnie de chasseurs à pied descendre au pas de course vers la porte Angelica, que l'on assurait, paraît-il, devoir être ouverte à nos soldats. Ils furent accueillis par des volées de mitraille parties du fort Saint-Ange, qui s'était tu jusque-là. A ce moment le drapeau rouge fut hissé au sommet du fort, et le gouvernement des triumvirs sembla prendre la responsabilité de la défense.

On sait que l'attaque échoua. Cependant autour de nous s'organisaient des légendes de victoire sans que nous sussions comment. Mais à plusieurs reprises nous étions tenus au courant des péripéties du combat par des officiers envoyés pour surveiller notre attitude. Ils se plaignaient de cette guerre, qu'ils appelaient fratricide et taxaient amèrement notre politique. La journée du 30 avril fut pleine d'angoisse pour les Français réfugiés à la villa Médicis. Aucune situation ne pouvait être plus douloureuse. Réunis par le hasard des circonstances et renfermés dans une ville profondément aimée, mais qu'une armée française assiégeait, ils assistaient à une lutte devenue malheureusement inévitable. Mais on était aux mains, et il ne s'agissait pas d'être neutres. Certes tous ceux qui étaient venus demander asile à l'Académie étaient animés d'un esprit de solidarité absolu et d'un patriotisme ardent. Aucun d'eux, j'en suis sûr, aucun dans le nombre qui n'eût donné sa vie pour assurer le succès de nos armes.

Cependant l'accord était loin de régner parmi eux. Il y avait là des personnes de toutes sortes, et aussi d'opinions très diverses. Il y en avait d'inquiètes et de mornes; il y en avait d'imprudentes et il y en avait d'humeur provocatrice. Plusieurs ecclésiastiques avaient conservé leur habit. Des frères de la doctrine chrétienne

qui avaient pris des vêtemens laïques étaient facilement reconnaissables; respectés par les uns, ils étaient par les autres regardés de mauvais œil. Il y avait là aussi sans doute des gens chargés de nous observer. L'académie étant sur les murs de la ville, nous pouvions être d'intelligence avec les assaillans et nous préparer à leur donner la main. Rien que sur un tel soupçon, nous risquions d'être envahis. On ne nous menaçait point; mais comment répondre du sentiment populaire et nous défendre contre des actes isolés? Malgré ces dangers, des discussions étaient engagées. Les affaires de France étaient, dans les colloques, mêlées à celles de Rome. De là des dissentimens et des contestations souvent violentes. M. Alaux, qui avait mis toute la maison au service de ses hôtes, veillait activement à ce qu'ils ne devinssent pas un danger pour elle. Il intervenait pour calmer les esprits surexcités et pour les ramener au sentiment de la situation, à l'exacte appréciation des choses. Sa raison, son patriotisme, son calme, exerçaient une influence qui fut profitable à tous. Il faut ajouter que le dévoûment simple de Mme Alaux inspirait aussi à tous le courage et le respect.

Le soir, les détonations devinrent plus rares et plus lointaines; le combat cessa. L'armée était en retraite. La nuit fut pénible. On attendait pour le lendemain un retour offensif. Ceux d'entre nous qui dès le matin s'approchèrent du bord de la terrasse qui regarde la ville furent reçus par des coups de fusil. Aucune tentative ne fut renouvelée. Beaucoup de braves gens avaient été tués sous les murs du Vatican. Un bataillon presque entier avait été fait prisonnier à la porte Saint-Pancrace. C'était un revers. Nous le ressentions jusqu'au fond de nos cœurs et de la façon la plus cruelle.

Cependant, la colonie française continuait à demeurer à la villa Médicis, entourée d'une protection très ostensible, mais peu à peu délogée par une garnison. On nous apportait maints complimens de condoléance qui ne pouvaient être bien sincères, et l'on cherchait à nous inspirer la sécurité. Bientôt les nécessités de la défense furent plus fortes que le désir d'user de ménagement, et l'occupation devint complète. L'agglomération de Français qui s'était faite à la villa se trouva dispersée. Le directeur et les pensionnaires allèrent chercher asile au palais Colonna, où avait été notre ambassade. Mais là, non-seulement c'était le désœuvrement absolu, mais encore la vie commune devenue impossible. On ne pouvait même songer à habiter des locaux offrant si peu d'espace que quatorze d'entre nous étaient confinés dans un étroit passage. Les circonstances nous obligeaient donc à cesser tout travail et à nous diviser; cela était de toute évidence et présentait plus d'un danger. Notre directeur pensait que son devoir était, avant tout, de nous

tenir réunis autour de lui et appliqués à nos études. Ayant la responsabilité de l'institution et de nos personnes, il ne pouvait laisser l'Académie se dissoudre. Aussi, après s'être consulté avec les pensionnaires qu'il trouva unanimement décidés à le suivre, décida-t-il qu'il fallait quitter Rome et essayer de se transporter à Florence ou dans quelque autre grande ville où l'on pourrait, dans une certaine mesure, retrouver les conditions de vie que notre règle nous imposait.

Les démarches pour obtenir l'autorisation de partir devaient être entreprises sans retard. On pouvait le penser, les triumvirs désiraient garder l'Académie, non comme un otage, mais comme une preuve de leur sympathie pour notre pays. Ils voulaient aussi que l'Académie restât pour témoigner, par sa présence, d'une sorte d'adhésion à l'état politique qui prévalait à Rome. Leur théorie était que la république romaine était en guerre avec le gouvernement français, mais non pas avec la France. Comment aborder des hommes qui, sans se refuser peut-être à reconnaître ce que la demande de notre directeur avait de logique, n'étaient pas disposés cependant à en tenir compte? La négociation pouvait ne pas aboutir. M. Alaux, obligé d'être toujours présent là où l'Académie était de fait, m'avait donné pleins pouvoirs pour traiter de notre sortie de Rome. J'allais donc au palais de la Consulte, où résidait le gouvernement, et j'étais introduit sans peine auprès des triumvirs. Ils donnaient audience au fond d'un grand salon qu'il fallait remonter tout entier avant de les joindre. Ils étaient debout. Je crois les voir encore, et d'abord Mazzini avec sa figure ascétique, sa pâleur d'ivoire, son large front sur lequel étaient appliqués ses cheveux noirs et tout son personnage mince, élégant et grave. Près de lui et ne le perdant pas des yeux, Saffi, en uniforme de garde nationale, se tenait immobile et muet. Autour d'eux et toujours en mouvement était Armellini, petit, âgé déjà et ayant le masque ferme d'un légiste romain. J'exposais l'objet de ma démarche et Mazzini me répondait : « Pourquoi vouloir quitter Rome? Vous savez bien que vous n'y êtes pas en danger. L'Académie est une institution française; mais aussi elle est romaine, et nous nous en faisons gloire. S'il en était besoin, nous vous protégerions comme des concitoyens. Et en réalité, nous ne sommes pas en guerre avec la France : nous nous défendons contre ceux qui la gouvernent... » Et à ce sujet un fort beau discours. Sa voix était un peu grêle et légèrement frémissante; une de ces voix qui sont puissantes sur les foules et qu'ont eue plusieurs grands orateurs. J'insistais néanmoins... « Eh bien ! soit, disait-il. Mais, vous le comprenez, la ville est en état de siège, et nous ne pouvons rien. Tout est entre les mains

du ministre de la guerre. Voyez le général Avezzana. C'est lui qui commande la défense; lui seul peut vous accorder ce que vous demandez. » Le général se tenait de sa personne au Quirinal. C'était à deux pas : j'y courais. Je déclinai mes qualités et j'étais introduit. Avezzana, l'ex-triumvir génois, était un homme dans la force de l'âge, de taille moyenne et d'une puissante carrure. Son visage, d'expression rude, était gravé de la petite vérole, et son verbe avait quelque âpreté. Il me répondait en gros ce que l'on m'avait dit chez les triumvirs; et ne m'ayant point convaincu, il ajoutait: « Mais il vous faut des chevaux, et ils sont tous réquisitionnés pour le service de l'artillerie. » — « Ne pouvez-vous nous en donner, vous, général? » — « Non, cela dépend du colonel Lopez... Il a son quartier au fort Saint-Ange. » C'était me refuser. Mais il importait de ne rien omettre. Je partais aussitôt, je montais jusqu'en haut du fort, et là, dans une petite chambre voûtée en casemate et remplie de lumière, je trouvais le colonel. Jamais je ne m'étais rencontré avec quelqu'un de plus charmant. Sous le pontificat de Grégoire XVI j'avais vu quelques-uns des jeunes monsignori attachés à la cour papale. On ne pouvait qu'être frappé de la grâce de leurs manières, de leur exquise urbanité, de leur finesse délicate et pénétrante. Plusieurs joignaient à ces qualités les dons de la figure. Tel était le colonel Lopez avec sa distinction et sa politesse accomplie. Je lui répétais fidèlement mon discours. Il m'écoutait aimablement, en faisant de la tête des signes d'assentiment. « Combien avez-vous de voitures? Veuillez me faire la grâce de me montrer votre passeport? » — « Nous n'avons pas de passeport. » — « Ah! disait-il, c'est la première chose. Allez vite au palais Madame en demander un à Marioni. » J'allais encore, mais il fallait attendre. La nuit arrivait, j'errais dans les cours, dans les escaliers, dans les salles remplies de gens fort animés, facilement reconnaissable comme Français, regardé de très près, mais sans aucun contact fâcheux. Après plusieurs heures, je voyais le chef de la police. J'expliquais de nouveau... « Monsieur, m'était-il aussitôt répondu, avant de délivrer un passeport, il nous faut l'autorisation des triumvirs. » Réponse prévue tout à fait correcte, et qui établissait bien notre situation. Évidemment, rien de cela n'était prémédité ; mais nous savions désormais avec qui nous devions traiter. Je me soumettais donc, j'allais rendre compte à mon directeur; et patiemment je retournais à la Consulte et je cherchais à joindre Mazzini.

On ne dormait guère alors et l'on trouvait toujours quelqu'un à qui parler. En vingt-quatre heures, tout s'arrangea. Par lettre du 6 mai, le triumvirat déclara ne voir aucun empêchement à ce que

notre requête fût accueillie et s'en remettre au ministre de la guerre pour la délivrance du passeport et l'octroi des moyens de transport. Au bas, les noms d'Armellini et de Giuseppe Mazzini. Par note additionnelle, signée Avezzana, trois paires de chevaux à prendre dans le régiment du colonel Lopez étaient mises à notre disposition. Notre passeport était collectif. Dix-huit noms y étaient inscrits (1). Nous partîmes, le 8 au soir, par la route de Toscane, qui nous avait été indiquée. Nous n'emportions aucun bagage, et quand nous arrivâmes à Florence, nous étions à bout de ressources. M. Alaux écrivit aussitôt deux mémoires dans lesquels il expliquait sa conduite; l'un fut adressé au ministre de l'intérieur, l'autre à l'Académie des Beaux-Arts. Il alla voir le comte Walewski-Colonna, alors notre ministre près du gouvernement qui attendait le retour du grand-duc. Il en reçut bon accueil, et le comte, en réalité, nous empêcha de mourir de faim. La réponse aux lettres du directeur devait se faire attendre. Nous nous établîmes tous dans un petit hôtel situé dans une rue écartée, et, employant le temps de notre mieux dans les musées et dans les églises, nous nous tînmes à la disposition des événemens. Ils se précipitaient. Le 11 mai, les Autrichiens, commandés par le baron d'Aspre, s'emparaient de Livourne et, par Pise, remontaient à Florence, où tout un corps d'armée se trouva réuni après la prise de Bologne. Le vieux maréchal Radetzky vint l'inspecter et nous montrer ses quatre-vingts ans. Mais nos regards se portaient uniquement sur Rome, dont le siège dura pendant tout le mois de juin. On sait comment la prise d'un bastion, situé près de la porte Saint-Pancrace, mit fin à la défense : Rome fut rendue. Dès que l'événement fut connu, M. Alaux pressa notre retour et réinstalla l'Académie à la villa Médicis. Elle était pleine de soldats. Les jardins avaient beaucoup souffert et les ateliers placés sur le mur d'enceinte et convertis en réduits étaient complètement ruinés : c'était la guerre. Mais le palais était intact. On y retrouva tout ce qu'on y avait laissé, et chacun y rentra en possession de ce qui lui appartenait. Pour nous, nous étions restés unis et nous nous revoyions avec bonheur dans notre chère villa; jamais nous n'avions mieux senti qu'elle était une terre française. Dans des jours critiques, elle avait été un asile : elle avait conservé son drapeau. Ce drapeau, nous le rapportions de Florence, et il flottait de nouveau sur notre foyer. Les

(1) Étaient inscrits sur le passeport : M. et M[me] Alaux, MM. Damery, Félix Barrias, Achille et Léon Benouville, Cabanel, peintres; Lequesne, Eugène Guillaume, Maillet, sculpteurs; Charles Garnier, architecte; Delemer, Jean Aubert, Devaux, graveurs en taille-douce; Chabaud, graveur en médailles; Deffès, Duprato, compositeurs de musique, et une personne au service de M[me] Alaux.

pensionnaires, fidèles à leurs engagemens, n'avaient pas cessé d'en remplir les conditions formelles; et, de droit, ils reprenaient leur place dans cette maison dont ils avaient conservé l'esprit. De la sorte, l'institution qu'ils personnifiaient avait pourvu à sa conservation. Elle ne s'était pas dissoute et elle n'avait créé au pays aucun embarras. Tout cela, elle le devait à son directeur qui, dans un moment critique, l'avait fortement maintenue et en même temps assurée contre ceux qui l'attaquaient dans notre pays. Cependant, ni de l'administration, ni de l'Académie des Beaux-Arts, M. Alaux ne reçut les témoignages publics de satisfaction qu'il avait mérités.

Mais aussi ses lettres étaient si modestes! Il s'y effaçait volontairement derrière les faits. Et puis en apparence les choses s'étaient très simplement passées. Ainsi s'expliquait sans doute que ses communications eussent été froidement accueillies. La réserve de l'Académie des Beaux-Arts lui fut particulièrement sensible. Cependant, à la rigueur, elle pouvait se comprendre. Les circonstances n'étaient guère moins difficiles à Paris qu'à Rome. Au moment où M. Alaux partait pour Florence, la mission de M. de Lesseps était à son début et l'issue des négociations pouvait être telle que, par voie de conséquence, la détermination du directeur fût considérée, sinon comme fâcheuse, du moins comme trop précipitée. Il n'appartenait qu'au gouvernement de la juger.

En tout cas, les procès-verbaux de l'Académie à cette époque sont curieux à consulter. Ils étonnent au premier moment par leur indifférence apparente. Rédigés avec soin, ils sont le parfait miroir de la vie académique dans son impersonnalité. Comme plus tard en 1870, la compagnie poursuit imperturbablement ses tâches. Pas une séance où l'on ne lise quelques mots de son dictionnaire : *Abeille, Accord, Adoucir.* La section de musique s'occupe des améliorations apportées au cor par Bartsch. Un correspondant rend compte de la solennité musicale célébrée à Dresde à l'occasion du troisième centenaire de la chapelle royale. Un sieur Philippon adresse à l'Académie un plan d'habitation rurale dont il est l'auteur et demande que, pour récompense de ce travail, il lui soit donné une charrue... Renvoi au ministre de l'agriculture. Tout cela est fort clair. Mais à côté de ces faits divers, les choses plus intéressantes restent un peu obscures, parce qu'elles sont plus compliquées ou plus délicates; un procès-verbal analytique n'est qu'un document imparfait. Et puis alors les communications avec l'étranger étaient lentes. La télégraphie n'était pas internationale, et les courriers mettaient cinq ou six jours à venir d'Italie. Le mémoire par lequel M. Alaux faisait connaître les circonstances qui avaient motivé sa résolution de transporter momentanément à Florence le siège de

l'école de Rome ne fut lu que dans la séance du 19 mai. Évidemment, il émut l'Académie. Une longue discussion s'engagea, nous dit sommairement le procès-verbal, et, selon toute probabilité, les avis se neutralisant, on convint de porter le mémoire au ministre. Huit jours après, le secrétaire perpétuel rendit compte de la réception que le ministre avait faite au bureau de l'Académie. Le ministre s'était montré disposé à protéger l'école de Rome dans ses propriétés et dans ses personnes, ce qui était conforme au vœu de tous. Néanmoins, il fut convenu que l'on écrirait à M. Alaux en exprimant d'une manière générale l'intérêt que la compagnie prenait à sa situation. Encore huit jours, et, dans la séance du 2 juin, sur la lecture d'une lettre du ministre approuvant décidément la conduite du directeur, l'Académie charge son secrétaire d'informer M. Alaux de la teneur de cette lettre. Dans les circonstances où nous nous trouvions, les huit jours qui séparaient les séances étaient bien longs. Ces lenteurs (pouvaient-elles être abrégées?) attristaient notre directeur et nous attristaient nous-mêmes. Sans doute, l'Académie agissait prudemment et si nous eussions encouru un blâme, elle se réservait d'agir d'autant plus efficacement en notre faveur qu'elle n'avait pas pris parti. Néanmoins, M. Alaux écrivit pour exprimer ses regrets; regrets de cœur, à tout prendre, car depuis longtemps il savait, par le comte Walewski, que le gouvernement ne le désavouait pas. Ce fut seulement après un mois et demi que l'Académie des Beaux-Arts lui fit savoir qu'elle n'avait jamais différé de sentiment avec lui. La lettre était du 16 juin. Quand elle arriva, nous allions retourner à Rome.

Il y a une manière simple de faire son devoir, qui empêche que l'on ne songe à y trouver du mérite. C'était la manière de M. Alaux. La fin de son directorat s'écoula dans le calme. De nouvelles générations de pensionnaires succédèrent à celles qui s'étaient pressées autour de lui dans des jours difficiles. Peu à peu, ces jours-là finirent, je crois, par être oubliés. Pour nous, nous n'en parlions guère, comme il convient à des gens qui, ayant la même pensée, n'ont rien à s'apprendre. Au dehors, nous ne cherchions pas à organiser une légende. Mais au cours des événemens nous nous étions très attachés à notre directeur. Tous les ans, le retour de sa fête mettait l'académie en joie. On faisait des vers, on chantait de la musique composée pour la circonstance. La plus animée de ces réjouissances eut lieu à l'occasion de son élection à l'Institut en 1851. Il vint s'asseoir à notre table et passer la soirée dans notre salon. Jamais réunion ne fut plus affectueuse, jamais maison ne fut plus unie.

V.

M. Alaux avait beaucoup travaillé pendant son directorat. Il rapporta de Rome plusieurs tableaux qui lui avaient été commandés avant son départ de Paris. Les deux principaux étaient destinés au Conseil d'État : ils représentaient l'un *Charlemagne dictant ses capitulaires;* l'autre, *saint Louis donnant ses institutions judiciaires.* Le caractère historique y était marqué, plus que l'auteur n'avait coutume de le faire; il me semble même que certaines têtes n'étaient pas exemptes d'exagération. En tout cas, elles rendaient bien d'une part la rudesse des temps carolingiens et de l'autre la naïveté robuste que nous attribuons au XIII[e] siècle. La couleur n'était plus celle que, vingt ans auparavant, le peintre employait dans ses premières œuvres décoratives. Son coloris avait plus de force et de gravité; il avait plutôt le genre de fermeté qui convient à la peinture murale. Ces ouvrages, placés dans les salles de la section de législation, ont été brûlés pendant la commune, avec l'édifice du quai d'Orsay.

Une autre toile, celle-là exposée à Paris en 1858, existe heureusement encore : je veux parler de la *Lecture du testament de Louis XIV*, qui est au musée de Versailles. C'est un des meilleurs ouvrages de M. Alaux. On peut le comparer aux *États généraux;* il est conçu dans le même ordre d'idées, et il leur est, je crois, supérieur. La composition n'en est nullement inspirée de Saint-Simon. N'y cherchez pas les épisodes et les détails auxquels les *Mémoires* attachent tant d'importance, et qui consistent souvent en ce que tel prince, à tel moment, ôte ou garde son chapeau. Non. La scène est ramenée à ses conditions essentielles. On voit la grand'chambre; et dans l'angle, la place où le roi tient son lit de justice, le coin du roi, est vide. Les princes, les pairs et les conseillers sont assis. Le conseiller Dreux, debout, lit le testament, et l'assemblée, légèrement agitée, écoute dans un silence que l'on juge devoir être bientôt rompu. Je n'ai pas besoin de dire que l'effet est rendu avec une grande finesse : c'est la qualité de M. Alaux. Le jour d'intérieur, habilement ménagé, passe sur les têtes des personnages adossés aux fenêtres, pour éclairer les figures qui occupent la droite du tableau : le clair-obscur est parfait. Quant au caractère des personnages, il est très juste. Ce sont bien les types du temps tels que les peintures et les gravures nous les ont conservés; ce sont bien les habits de deuil, ce sont bien les robes et les perruques parlementaires encore très hautes que l'on portait à ce moment. On assiste à cette grave séance.

Si l'on fut ménager envers M. Alaux des éloges que sa conduite méritait, on ne le laissa point inoccupé. Le gouvernement de l'empire ne négligea point le digne artiste. On n'avait pas oublié quel service il avait rendu à la galerie d'Henri II à Fontainebleau; on lui confia la restauration de la galerie de François Ier dans la même résidence. Elle était aussi fort endommagée, et la tâche était complexe. Dans cette décoration, il y a, autour des peintures du Rosso, des cadres en stuc avec des ornemens et des figures en relief qui appelaient des colorations et des ors. M. Alaux consacra plusieurs étés à ce travail de polychromie, et il s'en tira à son honneur.

Bientôt il fut chargé de peindre la coupole de la grande galerie du sénat et d'y représenter *la Glorification de Napoléon Ier*. L'ouvrage est d'un aspect agréable. Les allégories y sont d'un caractère élégant et exempt de toute affectation politique; je ne sais pourquoi on a cru devoir le voiler. Je ne compte pas d'autres moindres travaux qui occupèrent ses dernières années et nombre de compositions qu'il dessinait au jour le jour, selon l'impression du moment. Elles étaient le reflet de sa pensée, et si elles avaient été conservées dans leur ordre, elles seraient comme ses mémoires intimes. Elles témoignent toutes d'une âme noble et affectueuse.

A une époque où l'art se fût moins attaché à l'imitation et aux recherches savantes et davantage à son principe idéal et libre, M. Alaux eût occupé dans la peinture une place brillante. Il avait beaucoup d'invention, composait et ajustait avec grâce, avait la promptitude d'esprit et l'exécution facile d'un autre siècle. Mais, dans le temps où il a vécu, l'ouverture même de son intelligence, qui lui faisait sentir le bon côté des choses opposées et les mérites divers de ses contemporains, le gêna et lui nuisit. Il ne sut pas assez défendre son indépendance. Son éclectisme fut cause qu'il gâta quelques-uns de ses ouvrages, moins sans doute en voulant imiter Ingres, qu'en cherchant à lui rendre hommage. Il le reconnaissait plus tard et il s'en accusait comme d'une faiblesse de cœur. Il eût dû vivre dans un temps où l'on ne comptait qu'avec soi, où l'art, affranchi de toutes vues systématiques, n'était pas divisé contre lui-même. Mais précisément, cette libérale culture esthétique et cet éloignement de toute considération égoïste le rendaient très propre à diriger les études. Il convenait mieux à cette tâche qu'un homme de haute et inflexible personnalité. Au début, il y a dans les dons naturels quelque chose de délicat qui ne résiste pas à un contact trop impérieux. M. Alaux exerça son autorité avec discrétion et un profond respect des jeunes talens. Il a veillé à leur développement avec une sollicitude qui s'est prolongée bien au-delà de l'école de Rome; il s'y est intéressé avec

amour. Cette attention scrupuleuse aura-t-elle exercé quelque influence sur les artistes dont l'avenir lui était confié? Je le crois; car il me semble que son passage à la villa Médicis a été parmi les plus honorables et peut-être les plus brillans. Il était de retour à Paris depuis deux ans, au moment de l'Exposition universelle de 1855, et il eut la satisfaction de voir plusieurs des pensionnaires dont il avait pris soin y paraître avec succès. Plus tard, quelques-uns d'entre eux devinrent, à sa grande joie, ses confrères à l'Académie des Beaux-Arts.

J'ai besoin d'insister sur le caractère de notre directeur et sur la manière dont il exerçait son autorité. En revoyant la villa Médicis après plus de vingt ans, M. Alaux trouva sans doute que bien des choses y avaient changé. Ce n'était plus tout à fait le règlement qu'il avait connu, et l'esprit des pensionnaires, si intéressant à suivre, n'était pas celui de ses contemporains. Quand il avait quitté l'académie, on y réagissait discrètement contre l'abus de l'antique, et au moment où il venait la diriger, on y cherchait de plus en plus à retremper l'art dans l'étude de la nature. Il ne s'agissait plus de dieux ni de héros; on songeait moins à la belle forme et davantage au caractère; et l'on se préoccupait du grand art de la décoration. Tous les dix ou quinze ans, l'esprit de l'institution se modifie; cependant le principe sur lequel elle repose et l'objet qui lui est assigné restent les mêmes. En admettant que les idées représentées par la génération d'artistes à laquelle appartenait M. Alaux aient été celles de Guérin, depuis, on avait vu le directorat d'Ingres, dont la physionomie fut tout autre. Le mouvement que M. Alaux favorisait, continué sous la seconde administration de Schnetz, a eu aussi sa particularité et sa portée.

Pour nous, on a pu le voir, nous étions des esprits faciles à émouvoir, peu au courant des choses mais, je crois, sincères. Sans parti-pris et sans systèmes, nous vivions soumis à nos impressions. Mais nous étions amoureux de la vérité et soucieux de ne pas compromettre, par notre faute, la neutralité de l'art. Notre directeur ne nous parla t jamais de son temps pour nous le donner en exemple. Il ne nous imposait rien du passé, et ne troublait pas cette fête de la jeunesse qui consiste à chercher, pour toutes choses, des formules neuves. Il se soumettait simplement à la loi qui veut que tout recommence. Tel fut M. Alaux. Il n'aimait pas la jeunesse à demi: il l'aimait avec l'imprévu qu'elle apporte avec elle.

Son existence, à dater de son retour, fut simple et retirée. Dans son petit appartement de l'Institut, entre sa famille et ses amis, il continuait sa vie personnelle, que rien n'avait interrompue, mais qui pendant sa direction avait pu nous échapper. On n'en vit jamais de plus digne ni de plus modeste. Il travaillait aspirant toujours au

mieux et se taisant sur ce qu'il avait pu faire de bien. Il ne se plaignait ni du temps ni des hommes, ce qui eût été une manière de se louer; il semblait qu'il réservât toutes ses forces pour louer autrui. Avec cette faculté d'admirer, il restait jeune dans sa vieillesse toute consacrée au culte des œuvres de génie. Les maîtres de la peinture, et parmi les derniers venus David et Ingres, étaient les sujets habituels de sa conversation. De même, les beautés littéraires trouvaient en lui un admirateur passionné. Mais c'était surtout la poésie dramatique qu'il aimait, et sa prédilection était pour les anciens. Il avait toujours près de lui quelque volume d'Eschyle, de Sophocle ou d'Euripide. Il possédait plusieurs traductions de leurs œuvres et entre autres une en vers, la *Grèce tragique* de M. Léon Halévy, dans laquelle il aimait à suivre, en leur variété, les rythmes des œuvres originales. M. Alaux en a tiré plusieurs esquisses, restant ainsi fidèle à ce goût pour le théâtre qu'il avait apporté de sa province et qu'il tenait d'une sorte d'hérédité. La reprise d'*Orphée,* en 1859, fut un événement qui éclaira vraiment les dernières années de sa vie. Il assista à plusieurs représentations du chef-d'œuvre de Gluck. Cette musique, interprétée par une artiste de génie, le pénétrait d'une indicible émotion. En l'écoutant, son bonheur était d'autant plus vif qu'il y retrouvait les impressions de sa jeunesse. Pendant longtemps *Orphée* n'avait cessé de figurer au répertoire de l'opéra. De 1809 à 1812, M. Alaux avait pu l'entendre interprété par Nourrit père et par Mme Branchu; et en 1829, Adolphe Nourrit, qu'il avait beaucoup connu, y avait paru avec un très grand succès. Ces souvenirs le ramenaient aux plus belles années de sa vie. Mais Mme Viardot dépassait l'idée qu'il s'était faite d'*Orphée* et exaltait son admiration. On peut dire que cette belle fable berça ses dernières années. Eurydice perdue, retrouvée et perdue encore, lui inspira les compositions les meilleures qu'il ait faites. En vérité, il était touchant de voir le vieil artiste, accablé par l'âge et par l'infirmité, mais l'imagination toujours en travail, dessiner sans relâche. Il le faisait d'une main parfaitement sûre et délicate. Je ne puis oublier ces croquis si fraîchement crayonnés sur un papier brunâtre et si heureusement relevés de blanc. Assis devant une petite table près de la fenêtre, silencieux, il poursuivait sa tâche, cherchant à rendre les scènes dans lesquelles Gluck a évoqué les âmes bienheureuses. Il y revenait encore dans les derniers jours de sa vie, attendant sa fin sans impatience et sans crainte, trouvant sa force dans la religion, à laquelle il mêlait les douces fictions de l'art.

Tout près du terme fatal, il restait toujours le même. Déjà il ne parlait plus, mais il gardait, dans l'accueil, cet accord du regard et du sourire qui témoignait de sa bonté et de la sincérité de son

âme. Peu à peu le mal l'envahit; son sang se décomposait. Une petite maladie se joignit à ce mal si grave, maladie dont l'influence sourde lui retira graduellement ses forces et peu à peu l'assoupit jusqu'à l'heure où il entra dans son dernier sommeil. Le 2 mars 1864, il s'éteignit sans agonie. Ainsi la mort a été clémente à cet homme excellent.

J'ai passé plusieurs années de ma vie près de M. Alaux. J'ai pu apprécier l'artiste et ses ouvrages; j'ai vu le directeur de l'école de Rome à l'œuvre, et j'ai éprouvé l'ami. Placé sous son autorité, j'ai traversé avec lui des circonstances difficiles et je n'ai cessé de l'approcher jusqu'à la fin de sa vie. J'ai été de sa part l'objet d'une affection particulière, et je puis dire qu'il m'a fait tout le bien que je pouvais recevoir de lui. J'ai donc connu M. Alaux tout entier, et l'ayant beaucoup connu, je l'ai beaucoup aimé.

Il faut être éclairé par l'affection pour bien juger certains hommes: la froide équité ne nous suffit pas pour apprécier leur mérite. La sympathie doit venir en aide à la raison. Et bien loin qu'elle engendre la partialité, elle aide à la clairvoyance, si elle est née d'une connaissance approfondie, si elle est inspirée par l'estime et le respect.

Il m'a toujours semblé que l'opinion n'avait pas été juste pour M. Alaux, et que ses contemporains ne lui avaient pas donné la part de haute estime qui lui était due. Sans doute, il n'a guère désiré que le bruit se fît autour de son nom; il ne parlait ni de ses œuvres ni de ses actes qui, peut-être, ne répondaient pas assez à son ambition élevée et pure. Les natures fières et modestes, sur lesquelles le regard est exposé à glisser, ont souvent un fond très riche. On est enclin à les traiter avec froideur parce qu'elles se réservent ou se méconnaissent. Le monde se met aisément d'accord avec ceux qui font bon marché d'eux-mêmes, et la destinée, sans aucun souci d'avoir à se justifier, désigne les uns pour une renommée éclatante, les autres pour être l'objet d'une indifférence pire que l'oubli. Nous ne devons pas souffrir qu'un pareil tort soit fait à la vérité.

Je m'étais toujours promis de rappeler l'attention sur l'artiste éminent, sur l'homme de cœur, sur le directeur de l'académie de France à Rome en 1849, qui a été notre excellent guide. Et maintenant je me demande si, dans ce que j'ai dit de lui, j'ai bien gardé la mesure. Je m'interroge et mon cœur me dit que je ne l'ai point faussée. Mais si je ne me suis trompé, j'ai du moins senti se fortifier en moi par le commerce rétrospectif que je viens d'entretenir avec lui deux sentimens profonds : l'amour de mes maîtres, dont la meilleure part lui revient, et l'amour de la jeunesse, qu'il savait inspirer par l'exemple. EUGÈNE GUILLAUME.

UN

CLIENT DE L'ANCIEN RÉGIME

II[1].

Mme DE L'ISLE. — LE SALON DE LA DUCHESSE DE POLIGNAC.

IV.

Deux ou trois auteurs célèbres, dont on admire sans réserve les moindres saillies, des causeurs de second ordre, quelques intimes, voilà les élémens indispensables d'un salon au XVIIIe siècle : Mme de Lambert a Fontenelle; Mme de Tencin, Montesquieu, Marivaux, Duclos; Mme du Deffand, d'Alembert, le président Hénault. Ajoutez-y le médecin, devenu, surtout à partir de 1750, un personnage, jouant dans beaucoup de maisons le rôle du directeur de conscience à la fin du règne de Louis XIV, homme d'esprit presque toujours, au tact subtil, diplomate versé dans la connaissance du cœur féminin, habile à feindre la sensibilité, à guérir l'imagination en prescrivant d'innocentes ordonnances contre des maux plus ou moins chimériques.

Il sait l'art de guérir autant que l'art de plaire.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

L'engouement devint tel que les femmes se mirent à apprendre la médecine, comme elles étudiaient déjà la chimie, l'histoire naturelle, à l'exemple de cette duchesse de Chaulnes dont on disait plaisamment : « Elle veut toujours savoir qui l'a couvé, qui l'a pondu. » Les voilà qui manient la lancette, le scalpel même, qui, à la campagne, font de la médecine gratuite : ainsi Mme de Genlis donne trente sous à ceux qui se laissent saigner par elle. L'anatomie a ses fanatiques, et la jeune comtesse de Coigny se passionne si fort pour cette science qu'en voyage elle emporte dans le coffre de sa voiture un cadavre à disséquer ; les choses en viennent au point qu'on mystifie joliment la comtesse de Voisenon en insérant un carton dans le *Journal des savans,* où elle lut avec bonheur sa nomination de présidente du collège de médecine. Nous sommes loin, n'est-ce pas, de la délicate maxime de la marquise de Lambert : « Les femmes doivent avoir sur les sciences une pudeur presque aussi tendre que sur les vices. »

En même temps qu'ils font progresser leur art et l'émancipent, Tronchin, Bouvard, Bordeu, Lorry, Malouin, Sylva, accomplissent une révolution dans les habitudes et l'hygiène de la société. Lorry entre si bien dans les peines de ses clientes, il les décrit avec une telle exactitude, qu'il a l'air de les ressentir et arrache ce compliment à l'une d'elles : « Ce pauvre M. Lorry, il est si au fait de nos maux que l'on dirait qu'il a lui-même accouché. » Avant Jean-Jacques, Tronchin recommande aux dames le mouvement, la promenade, l'allaitement de leurs enfans : excellent moyen de combattre vapeurs et langueurs. Et marcher sur ses pieds, courir, devient une mode, comme bêcher un jardin, frotter son appartement, en avait été une autre, parce qu'il a donné ce conseil à une jeune femme qui avait besoin d'exercice. Et l'on ne voit dans Paris que belles promeneuses, habillées de robes nouvelles baptisées de son nom, *tronchinant*, appuyées sur de longues cannes : La Harpe se fait presque une réputation parce qu'il donne très bien le bras à la maréchale de Luxembourg. Les jeunes mères amènent leurs enfans au théâtre et leur donnent le sein publiquement. Ce retour à la nature devait rendre de précieux services à la bonne compagnie, qui, lorsque la révolution la réduisit à l'exil, à la misère, se montra plus apte à supporter vaillamment des rigueurs de tout genre. Un des premiers Tronchin adopte, préconise l'inoculation : « La petite vérole nous décime, remarque-t-il, l'inoculation nous millésime ; il n'y a pas à balancer (1). »

(1) Tronchin était très beau, et, quand il parut pour la première fois au cours de Boerhaave, celui-ci dit tout haut : « Voilà un jeune homme qui a des cheveux trop longs et trop frisés pour être jamais un grand médecin. » Le lendemain, il reparut à l'école, la tête rasée, et devint le disciple favori du professeur.

Bouvard, non moins célèbre que ses confrères, laissa surtout la réputation d'un faiseur de bons mots. Au plus fort de la vogue de l'écorce de l'orme pyramidal, une véritable panacée qu'on prenait en poudre, en élixir, même en bains, une de ses malades lui demande si elle doit y recourir : « Prenez, madame, et dépêchez-vous, pendant qu'elle guérit. » On prétend qu'il répondit à l'abbé Terray, qui se plaignait de souffrir comme un damné : « Quoi! déjà, monseigneur! » Mot mordant qu'il dut prononcer sur le malade, non devant le malade, et que l'esprit de parti démarqua pour l'attribuer plus tard à Louis-Philippe visitant Talleyrand à son lit de mort. Barthez, le type du médecin de dames, qui, par raffinement d'élégance, les saignait avec une ligature à glands d'or, arrivait à Paris précédé d'une grande renommée. Bouvard, qui ne se souciait guère de donner à ses boutades le cachet de la bonté, et qui craignait sans doute que le nouveau venu ne l'éclipsât, se fit interroger à son sujet : « Ce que je pense de M. Barthez, dit-il, c'est qu'il a bien de l'esprit, qu'il sait beaucoup de choses et même un peu de médecine. » Et, dans ses lettres inédites, de l'Isle rapporte cette venimeuse oraison funèbre du même Bouvard sur Bordeu, médecin de Mme du Barry, qu'il accusait d'avoir volé un client : « Je n'aurais jamais cru qu'il fût mort horizontalement. » Mais la comtesse de Bussy dédommagea Bordeu de cette méchanceté : « La mort a eu peur de lui, dit-elle, elle l'a pris en dormant (1). »

Les jalousies entre médecins de cette époque peuvent marcher de pair avec celles de la nôtre entre artistes et comédiens : ainsi des confrères peu scrupuleux vont jusqu'à soudoyer les domestiques du fameux Pomme pour qu'ils versent du sirop de Rabel sur les purées de concombre et de chicorée qu'il composait pour ses clientes. Pomme demeura longtemps le grand médecin des femmes et garda jusqu'au bout ses dévotes. Partant de cette idée que les nerfs, en état de santé, sont en quelque sorte un parchemin trempé et mou, il prétendait que les vapeurs, cette maladie aristocratique, proviennent d'un dessèchement du système nerveux, et les combattait avec l'eau de poulet, le petit-lait, surtout par des bains tièdes prolongés. En quelques mois, une de ses clientes, Mme de Clugny, passa dans l'eau douze cents heures. Sylva, lui, fait appel à la coquetterie, et d'un mot guérit les belles Bordelaises de leurs

(1) *Mémoires de la République des lettres.* — Duc de Lévis. — Goncourt : *la Femme au* XVIIIe *siècle.* — *Correspondance de Grimm.* — *Paris, Versailles et les Provinces au* XVIIIe *siècle.* — *Mercure de France,* 1769. — *Almanach littéraire* de 1758. — *L'Ami des Femmes,* 1758. — *Correspondance inédite du chevalier de l'Isle avec le comte de Riocour.*

vapeurs, qu'il se contente de baptiser de ce nom effrayant : le mal caduc (l'épilepsie). N'est-ce pas un excellent trait de comédie?

L'esprit est le dieu du XVIIIe siècle, la clef des cœurs et des intelligences; il a partout ses grandes et ses petites entrées, rapproche les distances, fait du plébéien l'égal du grand seigneur, *l'ami* des beautés de robe et d'épée, pousse au ministère, à l'Académie *l'homme de peu*, permet à Mme Geoffrin de correspondre familièrement avec Catherine II, à Voltaire d'avoir son *brelan carré de têtes couronnées;* il revêt tous les costumes, se prête à mille transformations, s'adapte aux caractères les plus divers, tue l'ennemi par le ridicule, dénoue une situation embrouillée, répare une maladresse, décrète le succès et console d'une défaite. Ne vous contentez pas d'avoir des vertus, du talent même : l'honnêteté, sans grâce et sans piquant, n'est bonne qu'en famille; montrez de l'esprit, et soudain toutes les portes vous seront ouvertes. Force est donc aux médecins de suivre le goût du temps, et ils s'y prêtent avec une rare aisance. Sénac de Meilhan (1) avait pour père un médecin du roi, homme fort spirituel lui-même, qui recourut un jour à cet ingénieux stratagème pour se faire écouter du dauphin. Louis XV l'avait envoyé à son fils, déjà atteint de l'affection à laquelle il devait succomber, et qui, dans sa première visite, l'arrêta par ces mots : « Je serai toujours fort aise de vous voir pour causer de littérature et d'histoire avec vous; mais mon appartement vous sera fermé si vous me parlez de ma santé. » Quelque temps après, le docteur vient présenter ses hommages au prince, et, avisant un personnage de la tapisserie, il fait semblant de s'adresser à lui et lui prédit tout ce qui peut advenir d'un mal de poitrine négligé. Le dauphin ayant rappelé sa défense : « C'est à Alexandre que je parle, » répliqua Sénac, et son interlocuteur fut désarmé. Alors l'esprit servait à tout et suffisait presque à tout; à tout, sauf à prévoir le coup de tonnerre de 1789, à corriger les abus révolutionnaires, à exécuter les réformes conservatrices.

V.

C'est cette faculté charmante qui inspire la correspondance du chevalier de l'Isle : comme Puck, le lutin éveillé et curieux, il se pose sur les choses et les personnes, ne s'arrête qu'un instant, va, vient, s'envole, monte et descend, se glisse dans l'enceinte réser-

(1) Un autre médecin, Dubreuil, eut un mot admirable. Il avait pour ami intime M. Pechméja, de Lyon : tous deux ne faisaient qu'une âme. Quand il fut atteint de la maladie dont il mourut, il dit à Pechméja : « Mon ami, faites retirer tout le monde, ma maladie est contagieuse; vous seul devez rester ici. » Pechméja s'enferma dans la chambre et mourut après lui.

vée, prête l'oreille aux moindres bruits, rit des autres et de lui-même. C'est le monde sur la pointe d'une aiguille, c'est le tout de rien et souvent le rien de tout, les grands faits ramenés aux proportions des habitans de Lilliput, les petits faits enflés jusqu'à la mesure de l'île des Géans. Pas de dissertations, pas de longue morale, nulle philosophie; beaucoup de détails capables de toucher la personne à laquelle s'adresse de l'Isle, les mille et une nouvelles de la cour et des salons qu'il fréquente, des traits amusans, des anecdotes parfois assez salées, voilà le fond de ses lettres : assez bavard (M[me] de Choiseul l'appelle quelque part une insupportable trompette), parlant volontiers de ses petites affaires et envoyant à son correspondant ses poésies; mais le style épistolaire ne comporte-t-il pas un peu de laisser aller, et le livre le plus admirable de Rousseau, *les Confessions*, n'est-il pas la plus prodigieuse des indiscrétions, la plus étonnante justification de la littérature personnelle? D'ailleurs, notre homme se contente d'effleurer la politique : il veut rester simple passager sur le navire, ne point se mêler de juger la manœuvre du pilote; il est du côté du manche, et, paraît-il, réserve ses critiques plus acérées pour ces mémoires, malheureusement perdus, où il peignait aussi les travers de la société philosophique prise sur le fait chez MM. Voyer d'Argenson, de Tracy, d'Holbach, etc., car il hanta leurs maisons sans adopter leurs idées.

Malgré l'agrément et la gaîté qui s'en échappent, ses lettres sont fort inférieures à celles d'autres personnages : M[mes] du Deffand, de Choiseul, de Créqui, le président Hénault; il leur manque la flamme, la profondeur, la passion. Macaulay, causeur prestigieux, avait parfois des *éclairs de silence;* je voudrais trouver chez de l'Isle des éclairs de mélancolie; cette belle humeur presque éternelle fatigue, et l'on serait tenté de répéter le mot d'une femme de l'époque sur les beaux esprits : ils sont comme les roses, une seule me ravit, plusieurs réunies en bouquet me donnent le mal de tête. Cependant ces lettres, qui aujourd'hui ont perdu une partie de leur saveur, charmaient les contemporains les plus illustres. La vieille débauchée d'esprit, la marquise du Deffand les implore : elle voudrait faire un marché avec leur auteur, en recevoir deux pour une; « rien de plus juste, observe-t-elle, il est riche, il est abondant, et moi je n'ai que le denier de la veuve. » Elle ne peut supporter qu'il la laisse sans nouvelles fréquentes, et la voilà con-

(1) Ce qui n'empêche pas la marquise d'écrire un jour à Walpole : « Je lui trouve quelques talens, mais peu d'esprit; du plat, du grossier, du familier, le ton d'un parvenu; mais je le verrai cependant quelquefois. Il raconte assez bien ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu. » De l'Isle avait commis la faute impardonnable de dire que son ami le comte du Châtelet et milord Holderness avaient autant d'esprit que Walpole, d'où cette féroce boutade.

solée quand de l'Isle lui communique les bouts-rimés que MM. de Thyard, de Durfort, Boufflers et lui-même arrangent à Chanteloup pendant une après-midi pour amuser les hôtes des Choiseul. Les rimes proposées étaient : bouc, pincette, knouc, chaises, escroc, fraises, froc ; de l'Isle et Boufflers sortirent vainqueurs de ce carrousel poétique.

DE L'ISLE.

Ma belle effacerait celle qui monte un bouc (Vénus) ;
De ses bras ronds et blancs l'Amour fit sa pincette :
Riche de ses faveurs, je crains peu la disette ;
Plutôt que la quitter, je recevrais le knouc.
Un gazon nous tient lieu de sophas et de chaises,
Nous y bravons la faux de ce vieillard escroc,
Et deux globes de lis, surmontés de deux fraises,
M'y donnent la vertu des turbans et du froc.

BOUFFLERS.

Pour bien, j'ai des moutons, quelques chèvres, un bouc ;
En été l'éventail, en hiver la pincette,
Sont mes armes ; je fuis le faste et la disette,
Et crains peu la potence, et le pal, et le knouc.
J'ai pour meubles un lit, une table et trois chaises ;
Sur aucune jamais ne s'assit un escroc ;
Je dîne avec du pain, de la crème et des fraises,
Et je suis sans simarre, et sans casque, et sans froc.

Une autre fois, le jeune comte d'Albon ayant célébré la marquise, frappée comme Homère par Apollon jaloux, qui ensuite, pour réparer sa faute, lui donne comme secrétaires

Les Muses, les Grâces légères,
Et pour guide le Goût,

de l'Isle se chargea de répondre au nom de Mme du Deffand, et, tout en rappelant avec grâce que le dieu jaloux se repentit et lui céda ses droits en France, il demande galamment au jeune poète :

Mais ce guide dont Apollon
Assura ses pas et sa gloire,
N'est-ce pas vous, jeune d'Albon?
Vos vers me le feraient bien croire.

Mme du Deffand remercia le chevalier, mais se garda bien de montrer les vers à M. d'Albon, car *ils lui tourneraient la tête*, et il n'a que trop de penchant à devenir auteur. Le croirait-on? Il a, sans la consulter, fait mettre ses vers partout, dans *le Mercure,*

dans *le Journal des Dames* (1), avec la lettre qu'elle lui répondit : elle ne se tient pas d'indignation, car elle déteste le bel esprit. Le déteste-t-elle tant que cela? N'est-ce pas une certaine forme, l'abus du bel esprit, qui lui déplaît, et l'histoire même de ses amitiés ne protesterait-elle pas contre une telle affirmation admise sans réserve? Ce qu'il faut reconnaître d'ailleurs, c'est qu'elle a la vigueur, la sobriété et l'énergie des bons écrivains, qu'elle bannit de son style le jargon, le galimatias amphigourique et sentimental, et qu'on peut la ranger parmi nos classiques, tout près de Mme de Sévigné.

Introduit par elle auprès de Voltaire, de l'Isle passe quinze jours à Ferney et devient un favori. Le patriarche n'a jamais vu homme plus nécessaire à la société que ce dragon-peintre, si joufflu, si gai, dont les bontés *en prose, en vers et en doubles-croches*, font la consolation de sa vie. En effet, le chevalier sait regarder et écouter : la ville ne lui cache pas les maisons, les arbres ne lui dissimulent point la forêt. « Nous sommes tous de l'Isle à Ferney, écrit Voltaire. Quand vous serez dans ce vaste tourbillon, vos lettres me tiendront lieu de tous les plaisirs qu'on cherche dans le fracas du monde. Je verrai mieux ses sottises par vos yeux que par les miens qui sont très affaiblis par mes quatre-vingts ans. Écrivez-moi de Paris, et je renonce à Paris. » (On pressait beaucoup Voltaire de venir *badauder* à Paris.) Un instant même, il se flatte que de l'Isle a fait sa paix avec Chanteloup, et son remercîment a bien de la grâce. « 4 juillet 1774. — Si j'avais le malheur d'être roi, monsieur, j'aurais assurément le bonheur de vous prendre pour mon premier ministre, car vous êtes le seul qui me diriez la vérité. La plupart des personnes qui me font l'honneur de m'écrire ne me mandent que des bagatelles, ou des bruits populaires, ou des contradictions. Mais n'étant qu'un particulier, très particulier et dans un état assez triste, je vous ai la plus grande obligation d'avoir bien voulu, en preux chevalier, rompre une lance en ma faveur dans le château enchanté d'où vous venez. J'ai été affligé, tourmenté, accablé pendant trois ans ou environ, de la détestable idée qu'on avait conçue de ma prétendue inconstance, moi qui me pique d'être le plus constant des hommes. Vous me soulagez d'un poids insupportable. Je n'ai point de termes pour marquer ma reconnaissance. Si jamais on vous dit que j'ai été

(1) Dans une lettre à Riocour, de l'Isle rapporte l'incident et donne connaissance à son parent d'un logogriphe de la marquise; le mot est *noblesse*.

Quoique je forme un corps, je ne suis qu'une idée;
Plus ma beauté vieillit, plus elle est décidée.
Il faut, pour me trouver, ignorer d'où je viens;
Je tiens tout de celui qui réduit tout à rien.

inconstant pour vous, n'en croyez rien; mes plus belles heures sont celles où je reçois de vos lettres. — LE VIEUX MALADE. » Malade imaginaire ou diplomatique, Voltaire exploite ses souffrances, il en fait de l'esprit, il en fait un moyen d'attirer ses amis, d'écarter les ennuyeux. (N'écrit-il pas à l'un de ceux-ci qu'il est mort?) « Ne pourriez-vous venir me donner l'extrême-onction en passant? mande-t-il à de l'Isle, qui ne saurait mieux s'adresser que chez lui, s'il a envie de voir des ombres, comme faisait le *capitaine de dragons Ulysse.* » Ce qui n'empêche nullement cette ombre de souper longtemps et de bon appétit, de se coucher tard et lever de grand matin, de se promener beaucoup, de composer des ouvrages, de dicter pour son capitaine des réflexions aimables ou malicieuses sur les parlemens, Beaumarchais, la Du Barry, Louis XVI, Maurepas (le premier homme du monde pour les parades), Joseph II, les Jésuites, Voisenon, etc. A des complimens de son correspondant, il répond qu'il ne se reconnaît que deux qualités : s'exprimer clairement, ne point courir après l'esprit; que Catherine II lui écrivait naguère qu'il y avait sans doute en France deux langages, le sien et celui des beaux esprits, qu'elle n'entendait rien à ce dernier. Il avait aussi la vanité de croire que Dieu l'avait fait pour être avocat : et en vérité il plaida avec quelque succès, devant le tribunal de l'humanité, la cause des Sirven, des La Barre, des Lally-Tollendal. Mais oubliait-il ses prétentions à la diplomatie, et sa déconvenue auprès de Frédéric II, si finement contée par M. le duc de Broglie, ne forme-t-elle pas un des morceaux les plus agréables de l'histoire ironique du XVIII[e] siècle?

Le dragon-peintre envoyait très régulièrement à Voltaire ses poésies au fur et à mesure de leur éclosion : *les Rois, les Perroquets, l'Apologie de saint Nicolas* « qui devrait être chantée dans toutes les églises, » *l'Oranger, l'Aventure de Tours*, etc.; nouvelle source d'éloges qui font penser aux félicitations de Victor Hugo à ces innombrables poètes qui lui dédiaient leurs vers pendant son exil de Guernesey.

APOLOGIE DE SAINT NICOLAS.

... De saint Pierre lui-même,
Puisqu'il faut parlet net,
Le triple diadème
Couvre mal le filet.
Charmés de sa fortune,
Sous lui nous nous rangeons;
Mais, soit dit sans rancune,
Il vendit des goujons...

Courez à ses oracles,
Aux pays de Nancy.
Voulez-vous des miracles?
Écoutez celui-ci :

Le peuple de Lorraine,
Qui l'a pris pour parrain,
Le long de la semaine
Vit sans avoir de pain...

Pareil morceau, flairant légèrement le scepticisme politique, avec un ragoût antireligieux, avait de quoi charmer Voltaire, qui, ne voulant pas être en reste, s'empresse de servir à l'auteur une légende. Pendant sa vie, saint Nicolas ressuscitait les matelots qui mouraient en mer. Après sa mort, son portrait devint la possession d'un Vandale qui croyait aux saints plutôt qu'à Dieu, et qui, allant en voyage, pria le portrait de lui garder son argent. Mais à peine fut-il parti, des voleurs envahirent sa maison et s'emparèrent du magot : à son retour, le Vandale battit l'image et la jeta dans la rivière. Saint Nicolas descendit du paradis, repêcha son portrait, le rapporta à l'hérétique avec son argent : « Apprenez, lui dit-il, à ne plus battre les saints (1). »

Nous n'avons pas les lettres du chevalier au châtelain de Ferney : deux seulement ont été retrouvées, et j'en citerai quelques passages; du moins permettent-ils d'apprécier le style et la qualité des complimens. Ce qui frappe dans cette correspondance, c'est la diversité du ton, selon le personnage auquel s'adresse l'auteur : les lettres à Voltaire diffèrent sensiblement de celles qu'il écrit au prince de Ligne, au comte de Riocour; les premières plus substantielles et précises, mieux raisonnées, les secondes tout imprégnées de grâce légère, d'une allure badine et frivole, tandis que les lettres au cousin, parfois assez ternes, respirent un certain charme fait d'intimité, d'affection confiante, de détails de famille, auxquels se mêlent, comme par mégarde, les observations d'un homme qui voit le spectacle dans la coulisse.

Le 17 mars 1774, de l'Isle écrit à Voltaire : « L'Académie des sciences est très effarouchée. Vous savez, monsieur, qu'elle a, comme toutes les sociétés littéraires, le droit d'élire librement cha-

(1) L'*Apologie de saint Nicolas* fut composée à Chanteloup en 1773. De l'Isle était un des principaux *faiseurs* de Choiseul contre la Du Barry et le ministère; il écrivit à plusieurs reprises des couplets pour son protecteur, ceux-ci, entre autres, le jour de saint Étienne :

Air de *Joconde*.

D'Étienne comment voulez-vous
Qu'on célèbre la gloire?
La mort, sous un tas de cailloux,
Finit sa courte histoire.

Mais s'il veut se donner un nom
Plus brillant qu'aucun autre,
Qu'il vous prenne pour son patron
Au lieu d'être le vôtre.

cun de ses membres, et la cour, sans égard pour ce droit, qui n'a, dit-on, jamais reçu d'atteinte, a nommé hier de sa pleine autorité un académicien qui est, je crois, le fils du chirurgien Morand et chirurgien lui-même. Une députation de seize membres de l'Académie, à la tête de laquelle est le chevalier de Lorenci, doit se rendre aujourd'hui chez M. le duc de La Vrillière (1) pour faire des remontrances ; on présume qu'elles seront mal reçues. J'ai pris, pour l'amour de vous, des informations exactes sur la requête des Verron... — La voie d'appel en revision et en cassation d'arrêt est interdite à Beaumarchais. On lui a prescrit un silence absolu, tout le monde le plaint, mais il deviendra bientôt indifférent ; aucun intérêt ne se soutient à Paris, et celui qu'on accorde aux malheureux y dure moins que tout autre. La comédie du *Barbier* est entre les mains de Préville, qui ne la lit pas aussi bien que l'auteur, mais de façon pourtant à faire grand plaisir ; je l'ai entendue hier et je persiste à croire qu'elle est une des plus gaies que nous ayons au théâtre. — L'épître à Ninon cause parmi nous de grands débats, on ne peut croire qu'elle soit d'un jeune étranger, mais on ne devine pas non plus quel Français en est l'auteur. M. le comte de Schouvalof est assuré, dit-il, que l'épître vient de son neveu, votre neveu d'Argental l'assure aussi, personne ne se rend à leurs assurances ; pour moi, je dis qu'un Russe a fait ces vers-là tout comme j'ai fait l'*Iliade*. — Mme du Deffand m'a très expressément chargé de vous dire qu'elle vous aime de tout son cœur, quoique vous la traitiez avec une rigueur extrême ; la dernière lettre que vous lui avez écrite est du 15 décembre ; elle demande si votre arrangement est de ne lui écrire que par quartier, sa mauvaise humeur est tout à fait plaisante, elle en était remplie avant-hier parce qu'elle avait passé la nuit dans une longue insomnie et que son invalide avait, dit-elle, avalé tout ce qu'il lui lisait, car vous savez qu'elle a pour lecteur un vieil invalide qui se rend au chevet de son lit dès quatre heures du matin... »

Entretenir Voltaire de procès, de Mme du Deffand, de l'Académie des sciences qu'il appelait l'*Académie des choses*, en opposition à l'*Académie des paroles*, l'Académie française, ce corps littéraire, où, dit-il, on reçoit des grands seigneurs, des prélats, des financiers... et quelquefois des gens de lettres, — quoi de mieux conçu pour charmer son immortelle curiosité ? Aussi bien, en 1774, Beaumarchais condamné au blâme, c'est-à-dire à la dégradation civique,

(1) Le duc de La Vrillière s'était d'abord appelé Phelippeaux, nom de sa famille, puis Saint-Florentin, ce qui lui valut cette épitaphe :

Ci-gît, malgré son rang, un homme fort commun,
Ayant porté trois noms et n'en laissant aucun.

par le parlement Maupeou, s'est vengé d'avance en faisant appel à l'opinion publique ; il a pour lui les jeunes gens, les femmes, les magistrats de l'ancien parlement : Voltaire, Walpole, Bernardin de Saint-Pierre, les Allemands s'enflamment pour ses plaidoyers, une jeune fille donne à Goethe l'idée de transformer en drame l'épisode de Clavijo. Par arrêt de la cour, ses mémoires sont supprimés, mais déjà ils courent Paris, la France, l'Europe ; défense aux avocats d'en jamais signer de semblables. Pour cet article, remarque de l'Isle, il sera de facile exécution, car je ne pense pas qu'on leur en présente d'aussi plaisans que ceux-là.

De Voltaire au prince de Ligne (1), il n'y a pas loin, la distance du génie de la clarté au génie de la grâce, du philosophe courtisan au courtisan moraliste : réunis déjà par tant d'affinités, ils trouvent un nouvel aimant dans leur sympathie pour de l'Isle, que le prince proclame le dieu *du couplet et du style épistolaire*, qu'il aima beaucoup et ne quitta point pendant sa dernière maladie. « Il aurait dû être le mari de Mme de Sévigné... Il n'a jamais fait un mauvais vers, ni écrit une lettre qui ne fût piquante et remplie de goût. Il n'en avait ni de ton, ni de tact ; dans la société il était humoriste et familier ;.. chez la duchesse de Polignac,.. la crainte de passer pour un subalterne le rendait maussade, et l'envie de passer pour un homme de cour insupportable. » Avec deux épaulettes, et sans avoir besoin du roi, le prince le fit colonel lorsqu'il l'emmena en Allemagne, en Russie ; de même il le baptisa chevalier afin de le distinguer à l'étranger de l'abbé son homonyme, et le titre lui resta. Ses incartades dans la société russe ne laissaient pas de tourmenter l'ami de Catherine II. Ne s'avise-t-il pas de demander un jour devant vingt personnes si, à l'exemple des janissaires, les Preobrachinski ne seraient pas capables de mettre la couronne de la tsarine sur la tête de son fils ? Avant de plaire au prince Henri de Prusse, il passa auprès de lui pour un menteur. « Voilà, dit le prince, une chanson du chevalier de Boufflers (*le Pigeon*) que je reçois de Paris. — C'est de moi, s'écrie de l'Isle. — Non, monsieur, » repart le prince. — A la fin Ligne réussit à lui faire rendre justice. — La science du monde repose avant tout sur le sentiment de la nuance, sentiment très subtil, presque indéfinissable, fruit de la nature autant que de l'éducation, qui manquera toujours à certaines personnes, eussent-elles l'avantage de vivre dans la société la plus policée. Un tact consommé, fait de dons spontanés que perfectionne l'expérience, l'art de rendre à chacun, aux supérieurs, aux égaux, aux femmes, les égards qui leur sont dus, une conversation proportionnée au caractère, à l'esprit de

(1) *Le prince de Ligne et ses contemporains*, in-18 ; Calmann Lévy, 1890.

ceux qu'on a devant soi, des silences variés qui, non moins que la parole, blâment ou admirent, nient ou acquiescent, ne sont-ce pas les bases fondamentales de cette science de la nuance qui, elle aussi, a sa tactique, sa stratégie, ses inspirations divines, apaise les amours-propres blessés, allume, entretient le feu céleste de l'amitié, gagne des batailles morales; science trop dédaignée aujourd'hui, très respectée, très répandue jadis. Un seul mot, une action indifférente, suffisent à dénoncer son absence; un sourire, un geste, révèlent l'adepte à l'initié. On peut avoir de l'esprit, du talent, du génie même, et ne rien comprendre aux nuances; elles sont les filles du goût, les compagnes de l'élégance, les consolatrices des délicats. Muses fidèles de la civilisation, gardiennes des rites sociaux, elles enseignent une sorte de langue sacrée, interdite aux profanes, au bétail philistin, doublent la puissance de séduction, parent de leurs suaves reflets tous les sentimens et l'amour lui-même, comme dans certaines journées d'automne le soleil couchant enrichit de beautés nouvelles les forêts et la mer, la plaine et la montagne.

Le récit d'une visite du prince de Ligne à Frédéric II vient à l'appui de ces observations. « L'heure de la présentation sonna. Le roi me reçut avec un charme inexprimable. La froideur militaire d'un quartier-général se changea en un accueil doux et bienveillant. Il me dit qu'il ne me croyait pas un fils aussi grand. — Il est même marié, sire, depuis un an. — Oserais-je vous demander avec qui? (Il avait souvent cette expression, et aussi: si vous me permettez d'avoir l'honneur de vous dire.) — Avec une Polonaise, une Massalska. — Comment! une Massalska? Savez-vous ce que sa grand'mère a fait? — Non, sire, lui dit Charles. — Elle mit le feu aux canons du siège de Dantzick, elle tira et fit tirer, et se défendit lorsque son parti, qui avait perdu la tête, ne songeait qu'à se rendre. — C'est que les femmes, dis-je alors, sont indéfinissables; fortes et faibles tour à tour, indiscrètes, dissimulées, elles sont capables de tout. — Sans doute, observa de l'Isle, fâché de ce qu'on ne lui avait encore rien dit, et avec une familiarité qui ne devait pas réussir, voyez... — Le roi l'interrompit. Je citai quelques traits à l'appui de mon opinion comme celui de la femme Hachette au siège de Beauvais. Le roi fit un petit tour à Rome et à Sparte; il aimait à s'y promener. Après une demi-seconde de silence, pour faire plaisir à de l'Isle, je dis au roi que M. de Voltaire était mort dans ses bras. Cela fit que le roi lui adressa quelques questions; il répondit un peu trop longuement, et s'en alla... »

De l'Isle manque du sentiment de la nuance, le prince de Ligne l'a au plus haut degré, et à cause de cela même il demeurait l'interlocuteur préféré des rois et des impératrices.

Mais quoi ! les amis du chevalier pardonnent fort aisément son péché mignon, et lui-même se fût sans doute justifié d'un tel reproche en répétant ce qu'il écrit gaillardement quelque part : *Je m'en bats l'œil.* Et puis, n'a-t-il pas les qualités essentielles ? Bon, sensible, reconnaissant, empressé à plaire, de l'esprit, de la gaîté à revendre ; il soigne ses amis, les accompagne aux eaux, garde M. le duc d'Angoulême qui a été inoculé, et Mme de Polignac accouche dans ses bras. Oui, vous avez bien lu, et n'est-ce pas un assez joli trait de dévoûment ? Aussi devient-il le condiment indispensable de toute fête, de tout séjour à la campagne, et ses lettres au prince de Ligne sont pleines d'allées et venues, lettres pimpantes et sémillantes, qu'on dirait écrites avec une plume de vif-argent, parfois trop folâtres, où circulent, avec un air de rire et de danse, les personnages et les événemens, les vivans et même les mourans : la reine, qui lit les lettres du prince et joue la comédie à Trianon, le baron de Breteuil (1), Necker avec son compte-rendu, les nouvelles de la guerre d'Amérique, le comte et la comtesse du Nord, leur réception à Paris, les jardins de Mareuil, la société Polignac, etc. « Pardieu ! que j'en suis piqué ! Une lettre de quatre pages, galonnée de tous les côtés ! Et vous ne l'avez pas reçue ? Il n'est pourtant pas possible qu'on l'ait arrêtée, retenue, confisquée à la poste ; car je ne disais rien contre la religion, que je trouve trop ennuyeuse pour en parler ; ni contre le gouvernement, dont la douceur et la liberté ne me laissent aucune plainte à faire ; ni contre les mœurs, que je voudrais voir universellement pures, afin d'être comme tout le monde, les miennes l'étant forcément devenues ; ni contre qui que ce soit ; pas même contre ce vieux maréchal de Richelieu, de qui je vous contais, historiquement et sans nul venin, la noire méchanceté, lorsque, pour nuire à M. le duc de Choiseul, il a privé toute la bonne compagnie de Paris d'un spectacle extraordinaire dont elle allait jouir dans la nouvelle salle de la Comédie italienne ; dernier coup de griffe que ce vieux tigre, à peine respirant, a su détacher encore (2). Je vous parlais de nos petits inocu-

(1) Né en 1733, mort en 1807. A son lit de mort, le baron de Breteuil ayant demandé son petit-fils, on lui répondit qu'il prenait une leçon de musique. « Faites-le venir, » ordonna-t-il. Après l'avoir embrassé, il lui dit : « Mon enfant, il vaut mieux apprendre à mourir qu'à jouer du violon. »

(2) De l'Isle rapporte quelque part une série de reparties rapides comme les parades de deux bons tireurs, échangées entre un ambassadeur anglais et Frédéric II. L'ambassadeur était venu lui apprendre la prise de Minorque par le duc de Richelieu, ajoutant qu'avec l'aide de Dieu, il espérait que l'Angleterre bientôt réparerait cet échec. « Dieu, observe le roi de son ton le plus sarcastique, je ne vous connaissais pas cet allié-là ! — C'est pourtant, riposte le diplomate, faisant allusion aux subsides anglais que recevait Frédéric, c'est pourtant le seul qui ne nous coûte rien. — Aussi vous en donne-t-il pour votre argent. »

lés, du bonheur de leurs mères, de celui surtout de Mme de Sabran, qui veut aujourd'hui faire inoculer jusqu'à M. l'évêque de Laon, tant elle trouve que l'inoculation, qui lui donnait tant de craintes, est une chose douce, simple, excellente... Il est impossible d'être plus aimables et plus heureux que nous l'avons été pendant les trois semaines qui viennent de s'écouler. Je comptais en recommencer trois autres à Passy, comme gardien de la bichette (Mlle de Guiche) inoculée depuis samedi dernier, mais le chirurgien Desotaux croit que le venin ne prendra pas... Savez-vous que notre comte Panin est mort subitement, à la fin d'une partie de whist, en buvant un verre d'eau? Les mauvaises langues disent que c'est encore un tour de la bonne Matouschka (Catherine II); vous en croirez ce que vous voudrez... M. le comte d'Artois a fixé son voyage à Rocroy en juillet, et c'est de là qu'il ira vous voir. J'espère que Dieu nous fera la grâce d'y saluer tendrement mon cher prince. (De l'isle était depuis 1775 gentilhomme servant de la comtesse d'Artois.) Mme de Coigny l'embrasse. »

Le chevalier ne manquait pas de motifs d'antipathie contre le *Vieux tigre,* un des fauteurs de la disgrâce de Choiseul : et puis celui-ci ne plaisait guère à la reine qui se moquait de ses formules complimenteuses et de ses grandes manières du temps du roi-soleil. Singulière physionomie que celle de ce Richelieu, irritante et captivante à la fois, type d'homme à bonnes fortunes et mari trompé, aimé par des princesses, par trois générations de grandes dames et de bourgeoises, aussi dénué de scrupules à la guerre que dans la vie politique ou privée, grand protagoniste de la morale du succès et du plaisir, ayant de tout dans son dossier, du bon, du médiocre et du mauvais. Admis tout jeune dans la société intime de Mme de Maintenon, pris en goût par Louis XIV qui lui donne des marques d'une faveur très enviée, bientôt célèbre par sa galanterie, l'ingéniosité de sa bravoure et son esprit, orgueilleux au fond et dominateur, mais insinuant et souple quand son intérêt le commande, passant d'une intrigue de cour à la guerre d'Allemagne, à cette fameuse convention de Closter-Seven qui le fit accuser de corruption, s'arrachant des bras d'une jolie femme pour voler à la conquête de Mahon et du fort Saint-Philippe, diplomate par occasion, faisant servir l'amour à la politique, et par exemple séduisant à Vienne la maîtresse du prince Eugène qui lui livre un secret d'État, assez superstitieux pour croire aux magiciens, aux astrologues, sacrifier un cheval blanc à la lune, et refuser de faire sa cour au fils aîné du roi parce qu'il *savait* que cet enfant ne règnerait point, lié étroitement avec Voltaire, protecteur des lettres et des arts, tantôt ami ou ennemi des favorites, et conseiller intime de Louis XV, auquel il répondit avec une spirituelle hardiesse,

comme celui-ci, après un sermon de l'évêque de Senez contre les scandales de la cour, remarquait que le prédicateur jetait des pierres dans le jardin du maréchal : « Sire, n'en serait-il pas tombé quelques-unes dans le parc de Votre Majesté ? »

C'est un homme auquel la fortune sourit presque constamment : populaire dans son gouvernement de Guienne, à Bordeaux, où il déploie un faste inouï, et donne des fêtes où la comtesse d'Egmont, sa fille (1), « qui a toutes ses grâces sans avoir aucun de ses vices, » fait les honneurs avec un charme incomparable, idole du public pendant de longues années, déçu d'ailleurs dans son ambition de devenir premier ministre, général plus brillant qu'habile, aimé de ses troupes qui le surnomment le *Père la Rapine*, en souvenir de ses exactions, sachant à merveille employer le ressort de l'honneur sur l'esprit du soldat : ainsi, à Minorque, il fait mettre à l'ordre du jour que les ivrognes (très nombreux au camp) ne monteront point à l'assaut ; tous aussitôt deviennent des modèles de tempérance. Il avait pris en grippe sa première femme Marie-Anne de Noailles, et fut mis à la Bastille pour sa conduite mauvaise ou insuffisante envers elle ; on la lui amenait une fois par semaine, et, selon la chaleur ou la froideur de l'accueil, le gouverneur adoucissait, aggravait le régime du prisonnier. Et plus tard, le vieux maréchal, avec la plus étonnante désinvolture, racontait lui-même ses infortunes conjugales, son observation si comique lorsqu'il surprit la duchesse en tête à tête fort vif avec son écuyer : « Songez, madame, à l'embarras où vous vous seriez trouvée si tout autre que moi fût entré ! » cet autre mot, presque grandiose à force de cynisme, quand, devenu veuf, et voulant épouser Mlle Élisabeth de Lorraine (mais la chose était encore secrète), cet écuyer, espérant sans doute qu'il avait oublié, vint le supplier de le reprendre à son service : « D'où savez-vous donc que je me remarie (2) ? » Mlle de Lorraine, cette figure idéale de tendresse et de pitié, avait produit sur lui la plus vive impres-

(1) Sur la comtesse d'Egmont, lire l'excellent travail de la comtesse d'Armaillé, in-18 ; Perrin, 1890. — Duc de Lévis, *Souvenirs et Portraits*. — *Mémoires de Bachaumont*. — *Mémoires du maréchal de Richelieu*, par Soulavie. — *Vie privée du maréchal de Richelieu*. Paris, Buisson, 1791.

(2) Les femmes avaient pu le rendre sceptique sur les femmes, mais il était d'un naturel passionné et plus porté qu'on ne pense aux entreprises romanesques. On parlait de lui dans un cercle, et beaucoup d'affirmer qu'il n'a pas de cœur, qu'il n'est qu'un roué de la pire espèce. « Vous le traitez bien durement, proteste la marquise de Saint-Pierre ; moi, je connais une femme pour laquelle il a fait trois cents lieues à cheval. » Là-dessus, elle entame le récit de l'aventure à la troisième personne, puis, gagnée par la chaleur de la narration, elle ajoute : « Il arrive à son hôtel, entre au salon, la prend dans ses bras, l'emporte dans la chambre... et nous y sommes restés trois jours. »

sion : il lui demeura fidèle pendant plusieurs mois, et ne cessa de l'aimer tout en la trompant le plus discrètement du monde. (Grave problème sur lequel les hommes et les femmes resteront sans doute en éternel désaccord.) Elle mourut d'une maladie de poitrine, après six ans de mariage, répondant délicieusement à son mari qui s'informait si elle était contente de son confesseur, le Père Ségaud : « Assurément, car il ne m'a pas défendu de vous aimer. » Et soit qu'il fût encouragé par le souvenir de cette créature exquise, soit qu'il se crût au-dessus des lois de la nature et qu'il eût rayé de sa destinée le mot vieillesse, il n'hésitait pas, malgré ses quatre-vingt-quatre ans, à tenter une troisième aventure, se remariait et semblait commencer une nouvelle vie. Et il terminait sa carrière à quatre-vingt-douze ans, en 1788, à la veille de cette catastrophe que l'éclat, la contagion de ses vices hâtaient, achevaient de rendre inévitable.

VI.

Princes et rois, si vous savez l'histoire (1),
Vous avez tous présent à la mémoire
Ce grand combat, ce spectacle fameux,
Près d'Actium, lorsque l'on vit sur l'onde
Flotter l'empire et le destin du monde.
Ce fut, je pense, en sept cent vingt et deux.
Vous savez tous comment l'habile Octave,
Toujours heureux, sans être jamais brave,
Eut la victoire et ne combattit point;
Comment Antoine, épris jusqu'au délire
D'une beauté perfide au dernier point,
Laissa pour elle et la gloire et l'empire.
Mais savez-vous quand, du combat d'Épire
Rome avilie attendait un tyran,
Ce que faisait dans Rome un courtisan?
Vous l'ignorez, et je vais vous le dire.
Il instruisait douze de ces oiseaux
Au pourpoint vert, dont la langue indiscrète,
Comme nos sots, tant bien que mal répète
Les mots épars qu'on jette en leurs cerveaux.
Six pour Antoine, et l'autre moitié contre,
Forment des vœux par le flatteur dictés.
Octave arrive; on vole à sa rencontre,
Et jusqu'aux cieux ses exploits sont portés.
Dès qu'il paraît, suivi de ses phalanges,
Des Antonins les six cous sont tordus.
Le reste dit : « Vivat Octavius! »
Princes et rois, fiez-vous aux louanges!

(1) *Avis aux Princes*, ou *les Perroquets*, conte historique, écrit par de l'Isle en 1774. « Voltaire, dans ce genre, n'a rien fait de mieux, » observait M[me] du Deffand, et M[me] de Choiseul partage son avis, bien que la fin lui semble, à elle aussi, un peu écourtée.

De l'Isle envoyait ces vers à son cousin le comte de Riocour, premier président de la chambre des comptes de Lorraine et Barrois, avec lequel il entretint une correspondance qui dura plus de vingt ans. Elle commence en 1762 et se termine en 1784, à la mort du chevalier, mort occasionnée par une fièvre maligne qu'il contracta à Saint-Thierry, résidence d'été de l'archevêque de Reims. Elle est entièrement inédite et ne comprend pas moins de cent vingt-trois lettres. Les deux cousins s'aimaient tendrement, et si le président n'appartient pas à la classe des magistrats qui traduisent Horace ou riment des couplets badins, il ne semble nullement indifférent aux choses de l'esprit, mais au contraire fait fête aux poésies du capitaine. On s'entretient beaucoup des santés et des enfans du comte, de procès, de parlemens, on se recommande mutuellement des protégés, des affaires, et de l'Isle n'est pas fâché de montrer que la reine l'écoute avec bienveillance; il fait auprès de son amie, Mme Bertin, les commissions de la cousine et il en rend compte fort joliment, raconte ses impressions de voyages, de garnison, et, à ce propos, rappelant l'histoire du Juif errant, il feint de craindre d'être un jour la matière du tome deuxième, explique pourquoi il a le cœur garçonnier, pourquoi il aime le plaisir et refusera toujours de sacrifier l'inclination au préjugé qu'on appelle devoir. On trouve de tout dans ces lettres, et je n'entreprendrai pas de mettre de l'ordre dans cet aimable chaos; ce serait l'histoire tout entière de l'époque. Contentons-nous d'imiter de l'Isle, qui butine çà et là, fait son miel de toute fleur, donne l'impression de la minute, consacrant trois lignes à un événement de premier ordre, trois pages à un fait ordinaire ou minuscule, parlant à ses parens la langue de leur esprit et de son cœur.

Un jour, par exemple, il adresse à la fille de Riocour, la jeune Bébelle, ce billet : « Vous m'avez écrit, ma belle petite cousine, une jolie lettre qui m'a été renvoyée de Paris et que j'ai reçue ce matin; elle contient un remercîment. C'est, en vérité, porter l'attention trop loin, que de remercier les gens du plaisir qu'ils ont eu; c'en est un grand pour moi que de servir Bébelle, et toutes les fois que je me serai conformé bien soigneusement à ses ordres, il me restera encore le regret de ne les avoir pas devinés. Je voudrais, par exemple, deviner ceux que votre maman doit me donner, mais je sais d'avance que ce qu'elle me dira de faire pour vous sera fait sur-le-champ, à moins que ce ne soit de la fausse monnaie; car, dans ce cas-là, je vous demanderais un peu de temps pour me préparer, n'ayant, je l'avoue, acquis nulle connaissance sur cet important objet, comme on a pu le voir pendant la plus grande partie de ma vie où je n'avais pas assez de monnaie pour donner à penser que je la fisse moi-même... Remerciez bien pour moi

mon jeune cousin de la peine qu'il prend de me chercher un asile; si c'est lui qui le trouve, comme ce sera sûrement vous qui l'embellirez, je vous en devrai à tous deux la découverte et le charme... » Le chevalier avait prié ses parens de lui découvrir une petite propriété où il comptait finir ses jours : il voulait que cet asile fût leur maison de campagne jusqu'à ce qu'il l'habitât tout à fait; elle ne le serait pas moins alors, seulement il en deviendrait le concierge et le jardinier. Et l'aimable homme offrait d'assurer une somme de 30,000 francs à cette chère Bébelle pour faciliter au besoin son mariage.

Une autre fois (1), il feint d'exciter la jalousie de la cousine à propos de certaine coquette de haut parage, Mme de Neuvri, mais il laisse entendre à merveille que c'est lui-même, non le président, qui s'occupe d'elle, et sa malice est volontairement cousue de fil blanc : « Aïe ! aïe ! aïe! ma pauvre cousine, j'ai bien peur que tout ceci ne tourne mal pour vous; il est bien vrai que le président a reçu avec transport le ruban dont vous avez voulu qu'il se ceignît la tête, et il m'a même paru le préférer aux lauriers et aux myrtes dont le plaisir et la victoire couronnent les héros et les amans heureux; je dois même vous dire qu'il a écouté avidement ce que je lui ai dit de vous ou de votre part. Mais je ne peux vous dissimuler que l'objet présent fait un furieux ravage dans son âme magistrale; j'ai tout vu, tout entendu, tout remarqué. Un mousquetaire n'est pas plus ardent, un jeune homme de la cour pas plus sémillant, un cordelier, ma cousine, un cordelier pas plus entreprenant qu'il le fut hier près de Mme de Neuvri. En sortant du bal, où nous étions tous, j'ai soupé chez lui avec votre aimable rivale. Dieux! qu'elle était belle, et que l'élégance de son ajustement ajoutait encore aux charmes de sa figure! Une robe de satin couleur de rose, garnie d'hermine, se mariait naturellement avec la couleur de son teint; je n'entreprendrai pas de vous donner une idée de ses yeux, je crus voir le ciel dans toute sa beauté; elle dansa avec les grâces des Grâces mêmes et la légèreté des nymphes. A table, elle nous donna autant d'esprit que de tendresse : Psyché, lorsqu'elle agaçait l'Amour, était moins séduisante, et Vénus dans les bras d'Adonis ne fut jamais plus touchante et plus tendre... Par attention pour vous, ma chère cousine, je verrai encore aujourd'hui Mme de Neuvri, je la verrai demain, tous les jours, afin de vous rendre compte de ce qui se passera, et puis, c'est qu'elle est bonne à voir, bonne à entendre, bonne à tout (2)... »

(1) Lettre du 15 janvier 1765.

(2) C'est à Mme de Neuvri ou à Mme de Chaulnes qu'une bonne femme dit, à l'entrée d'une église, au moment du sermon : « Vous n'entrerez pas, vous êtes trop jolie; vous donneriez des distractions à ces messieurs! »

Mme de Neuvri était la rivale en beauté et en amour de Mme de La Salle, et elles se détestaient si fort que le bruit courut d'une rencontre à l'épée. Toutes deux fort légères, prétendant à tout prix acquérir la célébrité, et, j'imagine, au moral de la même lignée que cette vicomtesse de Laval, qui, ayant parié d'aller à un bal auquel on ne l'avait pas invitée, se fit enfermer dans un clavecin et en sortit toute parée au moment où les musiciens jouèrent le premier menuet ; toutes deux d'esprit alerte et capables de répondre comme Mme de Balbi à Mme de Matignon, qui lui reprochait et médisances et calomnies : « Eh bien! sommes-nous quittes? » Quant à de l'Isle, en vrai fils du XVIIIe siècle, il porte ses hommages de l'une à l'autre, appelle Mme de La Salle : un prodige de grâces, de talens et d'extravagance, et, pour avancer ses affaires, recourt au vieux, à l'éternel moyen, celui qui caresse le mieux l'amour-propre féminin, le madrigal :

Églé, tu nous parais la rose
Dont le bouton naissant
Ouvre sa feuille à peine éclose
Au feu d'un zéphir caressant.
Comme elle, à peine en son aurore,
Tu réunis son éclat, sa fraîcheur;
Pour être, Églé, plus belle encore,
Comme elle aussi, tu dois prendre un vainqueur.

Modes, enfans, propos de salon, poésies jouent naturellement le principal rôle dans les lettres du capitaine à Mme de Riocour : homme précieux entre tous, pour qui la science de Mmes Adélaïde, Beaulard et Bertin n'a point de mystère, qui se constitue auprès de ces personnes célèbres le ministre plénipotentiaire de sa cousine et obtient pour les toilettes choisies par lui (1) l'approbation de la marquise de Coigny, « l'oracle du bon goût, comme elle en est le chef-d'œuvre, » qui sait ce qui se passe à la cour et vit dans l'intimité de ces familles qu'on avait surnommées les quatre coins

(1) Les mémoires du temps ont rapporté la réponse de Mme Bertin à une cliente difficile : « Présentez donc à madame les échantillons de mon dernier travail avec Sa Majesté; » son mot au marquis de Toulongeon, qui se plaignait de ses prix exorbitans : « Ne paie-t-on à Vernet que sa toile et ses couleurs? » Il faut, pour avoir une idée de ces insolences d'artistes, lire dans Dutens le récit de la visite du chevalier de la Luzerne au cordonnier Charpentier. A Mme de Pompadour, qui veut savoir la raison de sa réputation, Dagé répond tranquillement : « Je coiffais l'autre, » mot qui ravit la Dauphine. — Voir aussi les *Mémoires* de Maurepas, de Soulavie, de Bachaumont. — *Les Contemporaines*, t. XII. — Le *Tableau de Paris*, t. XI. — *Correspondance secrète*, t. Ier. — *Correspondance de Grimm*, t. V. — *Les Panaches* ou *les Coiffeurs à la mode*, comédie en un acte, représentée au Grand-Théâtre du Monde, Londres, 1778. — Goncourt : *la Femme au XVIIIe siècle*. — *Les Modes*, épître à Beaulard.

de la reine. Quel plaisir aussi de déguster la primeur de ses vers, de ceux, par exemple, qu'il composa pour Mme de Brionne, la grande *amie* du duc de Choiseul! Un soir, séduite par le charme pénétrant d'une belle nuit, la comtesse avait essayé de faire des vers à la lune, mais elle ne put jamais dépasser le quatrième. Le chevalier acheva l'hymne, le fit imprimer sous le nom de Mme de Brionne sur une feuille du même format et du même caractère que *le Mercure de France,* ajouta un dithyrambique éloge de ses talens, puis inséra la feuille dans le numéro qu'elle recevait. La plaisanterie eut grand succès, Grimm s'y laissa prendre, et, dans *la Correspondance littéraire*, vanta beaucoup ces couplets « dont Sapho se serait honorée d'être l'auteur. »

A LA LUNE.

AIR : *Que ne suis-je la Fougère?*

O lumière enchanteresse!
Flambeau de la volupté!
Tu rassures la tendresse
D'une timide beauté!
A ses yeux, ta clarté pure
Offre des tableaux charmans,
Le repos de la nature
Et le bonheur des amans.
Souvent un léger nuage
Qui te dérobe à ses yeux,
Lui dit qu'une amante sage
Doit ainsi cacher ses feux;
Sous ce voile où tu couronnes
Ceux du tendre Endymion,
De bien aimer tu lui donnes
L'exemple avec la leçon.

Voilà de quelle façon de l'Isle écrit à la petite et à la grande cousine. Quant à la correspondance avec le président, elle contient, certes, beaucoup de hors-d'œuvre, de détails qui n'ont plus de prix pour nous; toutefois, un certain nombre de lettres méritent une mention, celle-ci, entre autres, où, après avoir entretenu son parent des remontrances du parlement, de brigandages monstrueux commis par des misérables qui éventrent des femmes grosses pour manger leurs enfans, il ajoute : « Tout Paris s'amuse de la réponse faite à un fanatique de d'Alembert, qui, dans un élan d'enthousiasme, s'écriait : c'est un Dieu! — Allons donc! si c'était un Dieu, il commencerait par se faire homme. (On affirmait que son affection pour Mlle de Lespinasse était forcément platonique)... On vient de trouver le moyen de détourner l'excommunication lancée contre les comédiens français en mettant leur compagnie à l'instar

de l'Opéra et en la nommant Académie royale dramatique; si ce projet a lieu, Mlle Clairon, qui veut absolument communier, remontera sur le théâtre, et M. de Belloi, qui veut absolument que Mlle Clairon fasse valoir ses pièces, donnera sa tragédie de Gabrielle de Vergi. » — M. de Gouffier voulait et veut encore épouser la petite Doligny, jeune actrice des Français qui a autant de vertu que de talens; elle lui a répondu : « Je serais déshonorée en devenant votre maîtresse, et vous le seriez en devenant mon mari. » Cette conduite-là est d'autant plus belle que la petite fille n'est pas riche; toute comédienne qu'elle est, je parie qu'elle plaira beaucoup à ma cousine; contez-la-lui pour la raccommoder avec nos filles de théâtre... Dites-lui aussi que son M. Poinsinet, dont elle m'a un jour conté l'histoire à propos d'un âne, est revenu de Genève, et que, comme il se vantait que M. de Voltaire lui avait confié son secret pour faire d'excellens vers, on lui a répondu : « Parbleu, monsieur, vous le lui avez bien gardé (1)!.. »

Poinsinet, poète naïf et souvent mystifié, lisait une comédie pleine de réminiscences; tout à coup un petit chien se met à japper : — « Voyez, interrompt Sophie Arnould, comme cet animal aboie au voleur! » — Il fut berné le plus plaisamment du monde par Préville. Ce dernier lui fit croire qu'une prétendue charge d'écran du roi était devenue vacante, qu'on l'accordait toujours à un homme d'esprit qui accompagnait partout le prince, s'interposant entre le feu et lui; que, quand Sa Majesté s'ennuyait, elle se délassait en causant avec son écran qui devenait ainsi une manière de personnage. Jour pris chez un traiteur avec six amis complices pour essayer les aptitudes de Poinsinet : ils le font tenir debout devant la cheminée, l'encourageant à bien supporter le feu qu'ils attisent impitoyablement, l'entretenant de tous les avantages de la position, sollicitant déjà des grâces, le tout sans perdre un coup de dent, jusqu'à ce que le petit homme, à moitié rôti, ait déclaré avec désespoir qu'il ne pourrait jamais remplir une telle charge.

Plus loin (2), une anecdote assez piquante sur Mme Louise, celle qui se fit religieuse et que Marie-Antoinette appelait : la petite carmélite la plus intrigante qui existe dans le royaume. Les ports des lettres qu'elle avait reçues pendant l'année 1771 ayant monté à quatorze mille livres, Louis XV ordonna à M. d'Ogny de faire accorder à cette princesse la franchise de tous ses paquets. L'histoire est une grande rabâcheuse, non moins qu'une grande indiscrète. Pendant les premiers jours de la réunion des états-généraux, Mirabeau reçut un si grand nombre de lettres que le portier, hors

(1) Lettre du mois de janvier 1766.
(2) Lettre du 23 janvier 1772.

d'état de faire l'avance des frais, dit au facteur d'apporter un mémoire : au bout de huit jours, ce bordereau montait à plus de mille francs, et Mirabeau, à qui il fut présenté, écrivit au bas : « Je soussigné, reconnais avoir reçu les lettres dont le montant est ci-dessus, *et je promets de n'en jamais rien payer.* » Le baron d'Ogny alla porter au roi cette singulière quittance; et depuis lors il ne fut plus question pour Mirabeau de ports de lettres.

Un mot de Louis XVI, un vrai mot de roi; de l'Isle n'a garde de l'oublier, car les mots authentiques des têtes couronnées sont rares, et l'on ferait un livre amusant en relevant ceux qu'on leur a de tout temps soufflés ou prêtés. Lorsqu'il annonça à M. d'Ormesson qu'il venait de le choisir comme contrôleur général des finances, celui-ci représenta qu'il était bien jeune : « Tant mieux, reprit Louis XVI, je le suis aussi, nous en aurons plus de temps à vivre ensemble. » Quant aux personnages en place, aux ministres, le chevalier, appartenant à une coterie, ne voit pas ou ne veut pas voir. L'aménité du caractère et du langage, des faveurs, beaucoup de faveurs, point de réductions, point de suppressions de sinécures, voilà le critérium du courtisan, le moyen de passer grand homme à ses yeux, et l'on se pâme devant la réponse de Calonne, le ministre léger avant, pendant, après, à la reine qui lui recommande un protégé : « Madame, si c'est possible, c'est fait; si c'est impossible, ça se fera. » « M. de Calonne fait (1) jusqu'ici des merveilles, il trouve de l'argent, il en donne, il en assure; il parle bien au conseil, bien à ses audiences, bien dans son cabinet. Je le crois depuis longtemps homme d'état, et je me le persuade plus que jamais. Il ne remplacera point les trois commis renvoyés, pouvant, dit-il, se passer de personnages aussi chers, car chacun d'eux avait 64,000 francs d'appointemens... » Il fallait un homme d'état, on prenait un homme du monde, causeur séduisant, dialecticien spécieux, incapable de travail soutenu, ignorant et les chiffres et le crédit qui est l'alchimie de la richesse. Ce trait suffirait à le peindre : pendant l'assemblée des notables, il devait remettre à jour fixe certain mémoire très important et avait négligé de s'en occuper : afin de présenter une excuse, il fit mettre le feu au contrôle général de Versailles. N'est-ce pas un procédé digne du sauvage qui abat le palmier pour obtenir le fruit? Plus tard, Chateaubriand définira le prince de Polignac, ministre de Charles X : un muet éminemment propre à étrangler un empire. Des parleurs comme Calonne peuvent contribuer au même résultat (2).

Un autre ministre léger, auquel de l'Isle semble s'intéresser ar-

(1) Lettre du 2 décembre 1783 au comte de Riccour.
(2) Lettres d'octobre et novembre 1781.

demment, du moins raconte-t-il presque jour par jour les péripéties de sa dernière maladie, et vante-t-il son caractère avec grand accompagnement de flatteuses épithètes, c'est le comte de Maurepas, ce vieil enfant égoïste, insouciant de toutes choses hormis sa place, plus occupé des petites intrigues que des grands intérêts de l'État, hostile aux réformes qui auraient excité des plaintes et des cabales, aux vastes plans où les grands risques sont l'enjeu des grands succès, sceptique à l'égard des vertus pénibles, faisant passer les considérations avant les principes, doué du don des habiletés subalternes qui maintiennent un ministre, mais qui énervent un régime en le discréditant : une espèce de cardinal de Fleury moins la sagesse (1). On sait qu'il inaugura sa réputation par un couplet licencieux contre Mme de Pompadour. Sa gravité apparente ne dépassait point son maintien, son extérieur froid ne faisait que rendre plus singulières ses plaisanteries; car il plaisante de tout, et à la longue, rien de plus irritant que ce ricanement sans fin, que cet éternel : ça m'est égal ! à l'heure où se noue la plus sombre des tragédies. L'esprit de trait et de réplique, quand il va contre l'esprit de la fonction, n'est plus de l'esprit : il donne presque la sensation d'une parodie sacrilège dans une église; de même tel discours parlementaire, plein de belles phrases, mais maladroit, se retourne fréquemment contre le gouvernement, le parti de l'orateur qui l'a prononcé. Avoir l'intelligence de son rang, de sa situation, sera toujours le véritable esprit, le seul utile et qui ne sonne jamais faux. L'esprit de l'homme d'état, du diplomate n'est pas, ne doit pas être celui du journaliste, de l'historien : une épigramme inepte ou dangereuse dans la bouche d'un ministre peut, lancée par un homme du monde, avoir beaucoup d'à-propos. Combien peu d'ailleurs ont l'esprit du silence, combien peu se résignent à étouffer entre leurs lèvres un mot malicieux! Peu après son avènement comme premier ministre, un gentilhomme gascon vint solliciter Maurepas, et voulant se donner les airs de l'avoir connu : « Monsieur le comte, dit-il, oserais-je vous demander ce que vous avez fait de ce petit cheval blanc que vous montiez, il y a une dizaine d'années, lorsque nous étions à la campagne ensemble? — Monsieur, répond gravement Maurepas, qui s'aperçoit que l'habit du Gascon est retourné, je l'ai fait retourner et je lui ai fait mettre des boutons neufs. » — « Savez-vous, disait-il en pleine guerre contre les Anglais, ce que c'est qu'un combat naval?.. Deux escadres sortent de deux ports opposés; on manœuvre, on se tire des coups de canon, on abat quelques mâts, on déchire

(1) *Mémoires* de Maurepas, de Ségur, de Mme de Genlis, de Mme Campan, du duc de Lévis. Éloge de Maurepas par Condorcet, etc.

quelques voiles, on tue quelques hommes, on use beaucoup de poudre et de boulets ; puis chacune des deux armées se retire, prétendant être maîtresse du champ de bataille ; elles s'attribuent toutes deux la victoire ; on chante de part et d'autre le *Te Deum*, et la mer n'en reste pas moins salée. » Son esprit le servait mieux, lorsqu'ayant proposé Turgot pour ministre à Louis XVI, ce prince objecta avec candeur : « On prétend que M. Turgot ne va pas à la messe. — Eh sire ! reprend Maurepas, l'abbé Terray y va tous les jours ; » ou bien encore, quand il invitait le comte d'Artois à faire quelques actes de soumission à sa majesté. « Après tout, interrogeait avec hauteur le jeune prince, que peut me faire le roi (1)? — Monseigneur, il peut vous pardonner. » Malgré tout, on perdit en lui plus qu'il ne valait, et il faut aussi reconnaître ses qualités : désintéressé, ennemi de la magnificence et du faste, le goût des arts, le talent de simplifier le travail du cabinet, de saisir rapidement les questions et de se rappeler, une certaine dextérité qui suppléait à l'étude et à la méditation. Avec cela excellent mari : sa femme et lui passèrent cinquante-cinq ans sans se quitter presque une journée ; elle avait beaucoup d'influence, et il assistait tous les soirs à sa partie de loto ; Mme de Puisieux les appelait Baucis et Philémon. Le XVIIIe siècle, par une sorte de compensation, est en quelque sorte le siècle des bons ménages de ministres : les Maurepas, les Chauvelin, les Vergennes, les Necker fournissent de parfaits exemples de bonheur conjugal qui protestent contre de bruyans scandales, trop nombreux assurément et capables de voiler aux esprits superficiels ou passionnés la grande majorité honnête, comme dans une assemblée politique, le spectateur n'a d'yeux que pour les quelques orateurs qui s'emparent de la tribune, et ne se préoccupe guère d'écouter le silence des timides, d'étudier le travail qui s'accomplit dans les commissions.

VII.

Marie-Antoinette prétendait jouir à la fois des avantages de la royauté et des agrémens de la vie privée, se conduire en simple particulière à Trianon, y jouer la comédie le soir après avoir été reine le matin à Versailles : déçue dans ses rêves d'amour conju-

(1) C'est lui qui répliquait à un archevêque indigné de la nomination de Turgot : « Je vous l'abandonne si vous voulez payer la dette de l'État. » On lui reprochait d'avoir fait nommer ministre de la maison du roi Amelot, homme assez médiocre : « On ne dira pas, au moins, que j'ai pris celui-là pour son esprit. » Un abbé de cour, surpris en tête-à-tête avec une jolie femme, s'excusait, disant qu'il ne croyait pouvoir mieux faire que de suivre l'exemple de tel ou tel prélat : « Point du tout, observe Maurepas, attendez que vous soyez évêque. »

gal, sevrée pendant sept années des joies de la maternité, elle désirait qu'on l'aimât pour elle-même, cherchait une amie intime et crut l'avoir trouvée dans Mme de Lamballe d'abord, puis dans Yolande de Polastron, comtesse de Polignac (1). Un visage enchanteur, au sourire, au regard vraiment célestes, peu d'esprit et d'instruction, mais beaucoup de douceur et de grâce dans le caractère, de droiture dans le jugement, avec certain penchant à l'indolence, une âme sensible et bienveillante, une modestie délicate qui lui faisait souvent répondre de bonne foi : ce que vous me dites là est au-dessus de ma portée, ces qualités avaient charmé la reine, qui conçut pour Mme de Polignac une très vive affection. Seule avec elle, dira-t-elle plus tard, je ne suis plus reine, je suis moi. Cependant cette sympathie menaçait de demeurer stérile, si les intimes de la comtesse n'eussent imaginé un stratagème qui devait leur permettre de s'élever en élevant la jeune comtesse. Par leurs soins, sous leur dictée, celle-ci écrit à la reine, exprime sa douleur de s'éloigner d'une princesse qui lui témoigne tant de bontés; mais la médiocrité de sa fortune lui fait une loi de quitter Versailles, et aussi la crainte que cette amitié, après lui avoir attiré de dangereux ennemis, ne la laisse livrée à leur haine. La fuite dans les saules, avec les variantes que nécessite le progrès! Elle eut le même effet; Marie-Antoinette retint Mme de Polignac, l'installa auprès d'elle, et, lorsque la princesse de Guéménée perdit la charge de gouvernante des enfans de France, une intrigue à peu près pareille, ourdie par le baron de Besenval, amena la favorite à lui succéder. Aussi bien, honneurs, grâces, dignités, tout va à sa famille, à son insatiable entourage (2). Le tabouret pour elle, son

(1) Sur Mme de Polignac et sa société intime, voir : *Histoire de Marie-Antoinette*, par Maxime de la Rocheterie, 2 vol. in-8; Perrin. — *Mémoires* de Mmes de Genlis, d'Oberkirch, Campan, de Besenval, de Ségur. — *Lettres du chevalier de l'Isle au comte de Riocour et au prince de Ligne*. — Sainte-Beuve : *Causeries du Lundi*, t. XII. — Duc de Lévis : *Souvenirs et Portraits*. — *Mémoires sur la vie de la duchesse de Polignac*. — *Correspondance de Mirabeau et de La Marck*. — *Correspondance secrète du comte de Mercy*. — *La marquise de Bombelles au marquis de Bombelles* (archives de Versailles). — Pierre de Nolhac : *le Château de Versailles au temps de Marie-Antoinette*, Versailles; Aubert, 1889. — *Portefeuille d'un Talon-Rouge*. — Adolphe Jullien : *la Comédie à la cour, le Théâtre de Mme de Pompadour*.

(2) Un membre de cette famille, le cardinal de Polignac, a laissé une grande réputation comme diplomate. Envoyé à Rome pour négocier la réconciliation du pape et de Louis XIV, il met tant de grâce et de dextérité dans sa conduite qu'il arrache ce compliment à Alexandre VIII : « Je ne sais comment vous faites; vous semblez toujours de mon avis, mais c'est moi qui finis par être du vôtre. » Ambassadeur de Louis XIV au congrès d'Utrecht, il tient aux Hollandais ce fier langage : « Nous traiterons de vous, chez vous, sans vous. » Artiste et savant, il composa un poème latin, *l'Anti-Lucretius*, très apprécié alors, où il combat les doctrines philosophiques de Lucrèce. — Au XVIIIe siècle, une marquise de Polignac est presque célèbre par ses bou-

mari premier écuyer et duc héréditaire, 400,000 livres pour payer leurs dettes, 800,000 pour la dot de leur fille, la terre de Fenestrange, qui rapportait 70,000 livres; quinze mois après, une pension de 80,000 livres sur le trésor royal, la direction générale des postes et haras octroyée le 1er janvier 1780, le beau-père nommé ambassadeur en Suisse, la place de capitaine des gardes promise à leur gendre, le duc de Guiche; la comtesse Diane, malgré sa réputation équivoque, dame d'honneur de Madame Élisabeth; ces faveurs, suivies d'autres encore, déchaînèrent les envieux, mécontentèrent le public. Marie-Antoinette n'y prenait point garde, et semblait même se faire un jeu d'exaspérer la jalousie en prodiguant à son amie des marques de sympathie exorbitantes qui, très injustement d'ailleurs, firent comparer Mme de Polignac à la maréchale d'Ancre. Elle entraîne chez elle le roi et toute la cour, prend son bras le soir et traverse ainsi les antichambres, remplies de monde, sans autre suite qu'un valet de chambre et deux valets de pied. La duchesse s'absente-t-elle? Elle lui écrit régulièrement. Est-elle enceinte? On décide qu'au moment des couches la cour ira s'établir neuf jours à la Muette. Et les fétichistes de l'étiquette de gémir de ces infractions au rituel. Mais n'oubliaient-ils pas les escapades de la duchesse de Bourgogne courant dans les jardins de Marly, s'asseyant auprès des femmes de chambre à l'église, et surtout ces fameux lavemens que l'espiègle prenait, appuyée sur un écran, en présence de Louis XIV, qui fut longtemps sans le savoir et qui s'en amusa beaucoup quand il l'apprit? En somme, le salon de Mme de Polignac fit grand tort à Marie-Antoinette : il développa chez elle le goût des conversations oiseuses, de la moquerie sans esprit et des distractions futiles qui prolongent l'ignorance, dégoûtent petit à petit des bonheurs fondés sur la dignité de l'âme et le sentiment de la grandeur dans le devoir. Et c'est une question de savoir si la favorite d'une reine ne nuit pas autant à la royauté que la favorite d'un roi.

A Versailles, le salon de la duchesse a pour cadre une grande salle de bois construite à l'extrémité de l'aile du palais qui regarde l'Orangerie; au fond un billard, à droite un piano, à gauche une

tades, ses plaisanteries brusques, son caractère fantasque et la hardiesse spirituelle avec laquelle elle avouait sa passion pour le comte de Maillebois. Afin de soutenir les intérêts de son *ami*, elle avait été chez Mme du Barry, et on lui passa cette démarche, parce qu'elle *était sûre que toutes les personnes qui savent aimer l'excuseraient;* ce qui fit dire à M. de Valence que, dans le monde, pour avoir un ridicule, *il faut l'accepter*, mais qu'on n'en a jamais lorsqu'on s'en moque gaîment et sans embarras. La marquise de Polignac avait des mots à elle, des mots comme celui qu'elle lança en entendant vanter Mme de Lutzbourg, qui, malgré ses soixante-dix-huit ans, se montrait étonnamment leste et active : « Oui, elle a toute la vivacité que donnent les puces. »

table de quinze. Mme de Polignac recevra-t-elle toute la France? interroge le prince de Ligne. — Oui, répond de l'Isle, trois jours de la semaine : mardi, mercredi, jeudi. Pendant ces soixante-douze heures, ballet général; entre qui veut, dîne qui veut, soupe qui veut. Il faut voir comme la racaille des courtisans y foisonne. On habite, durant ces trois jours, outre le salon, toujours comble, la serre chaude, dont on a fait une galerie, au bout de laquelle est un billard. Les quatre jours de la semaine qui ne sont point ci-dessus dénommés, la porte n'est ouverte qu'à nous autres favoris. Vous y êtes attendu. Mme de Polignac couchera-t-elle avec M. le dauphin (le fils de Louis XVI)? Il a été spécialement énoncé qu'elle couchera avec qui elle voudra. Seulement une porte de glace, pratiquée entre sa chambre et celle du dauphin, laisse voir de l'une tout ce qui se passe dans l'autre (24 novembre 1782. Mme de Polignac venait de remplacer Mme de Guéménée).

Quels sont et qui sont les autres *favoris*, les habitués du salon, de la *ville Jules*, de *l'hôpital Jules*, comme dit familièrement de l'Isle? Parmi les parens : Diane de Polignac, la duchesse de Guiche, fille de Mme de Polignac, pour laquelle Grimm répétait le vers d'Horace :

Matre pulchra filia pulchrior;

le comte de Polastron, son frère, « une nullité qui joue du violon; » la comtesse de Polastron, *la bichette Polastron,* qui pleure en apprenant que son mari va en Amérique : « ses joues ressemblaient à des fleurs couvertes de rosée, » qui pleurera bien plus amèrement quand elle aimera le comte d'Artois; Mmes d'Andlau et de Mun, les deux filles de Mme Helvétius, surnommées *les deux Étoiles,* à cause de leurs charmes et en souvenir d'un conte où une mère, interrogée par sa fille sur ce que devenaient les vieilles lunes, répondit que le bon Dieu les cassait en morceaux pour faire les étoiles de son firmament; ensuite le duc de Guines, le bailli de Crussol, le chevalier de Luxembourg, le marquis de Conflans; le duc de Lévis (1), qui plus tard publiera des ouvrages remarquables par la finesse des pensées, le ton d'urbanité élégante, un des premiers parmi les moralistes de second ordre; le comte de Ségur, autre écrivain polygraphe, l'homme qui, grâce à sa bienveillance et sa parfaite éducation, sut le mieux peut-être faire accepter ses métamorphoses politiques, maître accompli et tout à fait supérieur dans

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1889. — *Les Causeurs de la Révolution*, 2e édit., in-18; Calmann Lévy.

l'art de la repartie diplomatique, de l'épigramme adoucie, de la louange raffinée qui flatte l'interlocuteur sans abaisser la dignité du complimenteur et sauve parfois une situation tendue ou compromise; — les trois Coigny, le duc, le comte, le chevalier; le duc, nommé en 1774 premier écuyer du roi, ami fidèle de Choiseul, homme de grandes manières, d'une discrétion à toute épreuve, fort jaloux, à certain moment, de la faveur de Lauzun et de Mme de Polignac auprès de la reine, le type du courtisan habile et loyal; le comte de Coigny, gros garçon réjoui, « bon seigneur qui veut que, à commencer par lui, tout le monde soit bien accueilli, bien traité, bien libre, bien heureux dans un grand château (Mareuil), trop grand pour les réparations qu'exige son entretien; » le chevalier, joli homme fort à la mode, que les femmes appelaient *Mimi*. Mme de Genlis lui trouvait l'air distrait, insouciant et en même temps étourdi, une gaîté affectée, un ton moqueur qu'il ne quittait jamais; causant peu, mais dans chaque visite laissant un mot, bon ou mauvais, que l'on citait toujours; et, ce mot une fois lancé, ne parlant plus. Il se gaussa spirituellement de Le Pelletier de Morfontaine, l'ancien prévôt des marchands sous Louis XVI, homme assez intelligent, très bon, mais d'une fatuité insupportable, en dépit de certaine infirmité qui empêchait ses meilleurs amis de demeurer près de lui dans une voiture fermée. Un jour il va le voir, le trouve étendu sur sa chaise longue, près d'une table couverte de fioles, de sachets, et tout pâle, car il n'avait pas encore mis son rouge. Voilà Le Pelletier qui lui annonce, d'un ton d'importance, qu'il vient de rompre toutes ses liaisons et le consulte pour savoir à quelle femme il devra adresser ses soins. Charmé de mystifier un sot, le chevalier passe en revue les beautés d'épée et les beautés de robe les plus accomplies, et lui de trouver à toutes quelque défaut qui le rebutait. « Ma foi, mon cher, conclut enfin Coigny en éclatant de rire, puisque vous êtes si difficile, je vous conseille d'imiter le beau Narcisse et de devenir amoureux de vous-même. »

Les coryphées, les vrais meneurs du salon, sont MM. d'Adhémar, de Besenval, et surtout Vaudreuil. Simple lieutenant dans un régiment d'infanterie, connu d'abord sous le nom de Montfalcon, le premier s'était distingué par une action d'éclat au combat de Warbourg; mais étant sans faveur, sans fortune et sans liaisons, il n'obtint que la croix de Saint-Louis avec la place de major dans une petite ville : une retraite plutôt qu'un encouragement. Le hasard fit pour lui ce que n'avaient pu le courage, la volonté. En feuilletant les parchemins déposés dans les archives du castel d'une vieille tante, il trouve des titres établissant sa descendance de la

maison d'Adhémar, les porte au généalogiste Chérin, qui, après un minutieux examen, les déclare authentiques. Grâce à MM. de Ségur et de Castries, le nouveau comte d'Adhémar est nommé colonel commandant du régiment de Chartres-Infanterie et présenté à la cour; il épouse une riche veuve, M[me] de Valbelle, dame du palais de la reine; son ami Vaudreuil l'introduit chez M[me] de Polignac. Un esprit aimable, sans portée, une voix charmante, beaucoup d'ambition et d'audace, il n'en fallait pas plus alors pour réussir quand on était de l'intimité de la favorite (1). Elle le fit nommer ministre à Bruxelles, ambassadeur à Londres; mais ses prières, ses larmes mêmes, le moyen par excellence auprès de la reine, échouèrent quand elle sollicita l'ambassade de Vienne, le ministère de la guerre. Peu intéressée pour elle-même, la duchesse mettait une ardeur fâcheuse à soutenir les prétentions de ses parens et amis. En face d'une telle âpreté, ne comprend-on pas le goût de Marie-Antoinette pour certains étrangers, le prince de Ligne, La Marck, Valentin Esterhazy, Stedingk, Fersen, qui *l'ont adorée sans songer à l'aimer*, et qui, eux, ne lui demandaient rien?

Lieutenant-général, grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, inspecteur-général des Suisses, puis lieutenant-colonel du régiment des Gardes Suisses, excellent officier pendant la guerre de sept ans, mais n'ayant pas le feu sacré qui fait les grands capitaines, homme de cour, épicurien de goûts et de principes, très attiré vers les lettres et les arts, qu'il aima sans les étudier ni les approfondir, le baron de Besenval a les défauts et les qualités de beaucoup de gens de son époque, que l'attrait du plaisir, la vie de salon et de boudoir détournèrent des fortes vocations et gâtèrent. Ses mémoires indiscrets, son existence, démontrent la loi immuable des contrastes, la dualité du personnage : plein de fatuité, partial, cynique et immoral dans ses jugemens, il a tout prophétisé, fait, défait les ministres, il aurait tout conjuré si on l'eût écouté (en réalité il contribua à la nomination du maréchal de Ségur et décida celle de M[me] de Polignac). Ce n'est pas qu'il manque d'une certaine clairvoyance : ainsi il se mit à la tête de l'opposition contre *Figaro* et représenta cette comédie comme une satire du gouvernement; il pressentait la révolution et comprenait qu'à côté, au-dessus de la conjuration des hommes, il y avait la conjuration des choses. Et puis il a une gaîté railleuse et goguenarde, gaîté charmante lorsque, montant à l'assaut d'une redoute au milieu d'un feu meurtrier, il

(1) *Mémoires* de Besenval, de Ségur, de M[me] Campan. — Sainte-Beuve, t. XII. — Duc de Lévis. — Vicomte de Ségur : *Œuvres diverses.*

se retourne et crie à ses grenadiers : « Morbleu! camarades, cette situation n'est pas commode; savez-vous bien que, s'il n'y avait pas des coups de fusil à gagner, on n'y tiendrait pas? » charmante encore lorsque, arrêté en 1789, menacé de la colère du peuple, il se distrait en persiflant son geôlier, Bourdon (de l'Oise), le futur conventionnel; gaîté navrante quand il rit de certaines choses, quand, par exemple, il se *divertit des louanges dont il accable les colonels français* qui lui font examiner leurs soldats, ou quand il encourage la reine à la moquerie et lui prêche le mépris de l'étiquette : le rire du régent, de Maurepas, le rire de ces jeunes gens qui se consolent d'une défaite si elle inspire une jolie chanson.

En même temps, des traits d'une rare délicatesse (1). Ami de Choiseul dans la disgrâce, protecteur attentif de ses anciens compagnons d'armes, capable de risquer son crédit pour défendre ceux qu'il aime, de risquer sa vie pour soustraire le roi à la possibilité d'un danger. A la fin de 1789, lorsqu'on commença d'instruire son procès, il aperçoit, parmi les pièces rassemblées pour sa défense, un ordre signé de Louis XVI, portant ces mots : « Le baron de Besenval repoussera la force par la force. » Aussitôt il s'en saisit et le met en pièces. — « Quelle imprudence! s'écrie son avocat! Notre plus beau moyen! — Mon cher défenseur, répond Besenval, ce bout de papier plairait trop aux ennemis du roi. N'ajoutons pas à ses malheurs. — Mais le roi n'est pas prisonnier! — En êtes-vous bien sûr? » — Aussi bien Besenval réalise le type de l'homme constamment heureux : recherchant le péril, ardent à s'y exposer, il ne reçut jamais une égratignure; il eut une grande for-

(1) Besenval, raconte le vicomte de Ségur, était d'une violence extrême de caractère, et l'impossibilité de la vaincre l'avait déterminé à s'y livrer sans réserve; d'ailleurs, l'objet de sa colère et de ses brusqueries devenait souvent celui de ses caresses et de ses bienfaits. Il avait un vieux serviteur qui occupait un appartement dans son hôtel et qu'il traitait comme un ami. On laissait Blanchard s'occuper de menus détails, afin qu'il ne se crût pas inutile. Un jour, on apporte à Besenval un superbe jasmin du Cap qu'il destinait à la reine; il le confie à Blanchard, qui malheureusement laisse tomber le vase, et tout est brisé. Besenval, furieux, l'accable de reproches, et le vieillard, désespéré, demande le lendemain la permission de se retirer dans sa famille. — Comment! vous voulez me quitter! Vous resterez : nous devons vivre et mourir ensemble. — Non, monsieur le baron, je sens que je vous deviens odieux; je vieillis trop et ne puis qu'exciter, par mes lenteurs, la violence de votre caractère. — Eh bien! monsieur, répond le baron les larmes aux yeux, c'est donc un parti pris? Il faut nous séparer! Vous étiez à mon père, votre femme m'a nourri, vous êtes plus ancien que moi dans la maison : c'est à moi de m'en aller. Je reviendrai quand vous pourrez supporter mes défauts. — A ces mots, il prend sa canne, son chapeau et veut sortir. — Touché de ce trait inattendu, Blanchard se précipite à ses pieds devant la porte; son maître le relève, le serre dans ses bras : ils fondent en larmes et jurent de ne jamais se séparer.

tune, des dignités, beaucoup de succès auprès des femmes, un tour d'esprit qui lui montrait les choses du bon côté. La reine l'écoutait volontiers : un jour vient où il abuse de sa confiance pour tenter de lui arracher un secret d'État, ou, selon Mme Campan, pour lui faire une déclaration d'amour ; Marie-Antoinette se contente de lui infliger une mercuriale, et il continue d'être des Trianon. Accusé du crime de lèse-nation pour sa piètre défense de Paris, le 12 juillet, le hasard, son assidu collaborateur, amène sur sa route Necker, qui revenait en France, redemandé par le cri public, et qui lui épargne sans doute la réception faite à Foulon, à Berthier, en retardant son départ. Enfin, le Châtelet l'acquitte, en 1790, et il a la chance de mourir, seize mois après, au seuil de la Terreur. Sa belle humeur, son goût de la société, ne l'abandonnèrent pas un instant : il avait vingt-cinq personnes à dîner, le 2 juin, jour de sa mort : pendant qu'on était à table, il entra dans la salle à manger en disant à ses convives : « C'est l'ombre du commandeur qui vous fait sa visite. » La plaisanterie parut lugubre, il s'aperçut de l'impression produite, sourit, rentra dans le salon ; une heure après, il expirait.

Le comte de Vaudreuil, l'*ami* de la duchesse, le favori du comte d'Artois, était, selon la princesse d'Hénin, le seul homme qui sût parler aux femmes dans le monde. Il avait profité du conseil de Lekain : si vous voulez paraître passionné, ayez l'air de craindre de toucher la robe de la femme que vous aimez. Vaudreuil, en effet, plaisait beaucoup par un assemblage de petits talens ; une politesse qui semblait partir du cœur, cette grâce de contradiction qui fait qu'on semble demander pardon de n'avoir pas tort, l'art de conter, de chanter avec goût les couplets à la mode, de bien jouer la comédie. Grimm le proclame le meilleur acteur de société qu'il y ait à Paris et c'est toujours lui qui remplit les rôles d'importance au théâtre de Trianon. On attribua cependant une assez forte bévue à ce gentilhomme si accompli, la première fois qu'il vint chez la maréchale de Luxembourg : « Monsieur, lui dit-elle après souper, on assure que vous chantez fort bien et je serais charmée de vous entendre ; mais si vous avez cette complaisance, ne me chantez point d'ariettes, point de grands airs, un *Pont-Neuf*, un simple *Pont-Neuf*. » Vaudreuil, ignorant que la maréchale eût

(1) Sur le comte de Vaudreuil, on lira avec fruit l'excellente introduction de M. Léonce Pingaud à la *Correspondance de Vaudreuil et du comte d'Artois*, 2 vol. ; Plon, 1889. — *Souvenirs de Mme Vigée-Lebrun*. — *Mémoires* de Mmes de Genlis, d'Oberkirch, Campan, de Tilly, Montbarrey, Bachaumont. — Brifaut : *Récits d'un Vieux Parrain*. — Grimm : *Correspondance*, t. XII. — Forneron : *Histoire générale des Émigrés*. — Hyde de Neuville : *Mémoires et Souvenirs*.

été d'abord duchesse de Boufflers, entonne d'une voix sonore le premier vers du quatrain de Tressan :

Quand Boufflers parut à la cour.

A l'instant même on tousse, on éternue. Il poursuit :

On crut voir la mère d'Amour.

L'agitation redouble. Après le troisième vers :

Chacun s'efforçait de lui plaire,

Vaudreuil s'arrête, voyant la stupéfaction peinte sur tous les visages.

— Achevez donc, monsieur, reprit la maréchale, et elle fredonne elle-même le dernier vers :

Et chacun l'avait à son tour.

L'avidité de Vaudreuil, sa soif d'influence, dépassent toute mesure. Privé pendant la guerre d'Amérique de la jouissance de ses propriétés de Saint-Domingue, il se fait attribuer une pension de 30,000 livres, puis, par le crédit du comte d'Artois, échange cette pension contre un domaine d'égale valeur. Compris sans aucun titre dans une promotion de maréchaux de camp, investi de la charge de grand fauconnier qui se bornait à recevoir solennellement, une fois l'an, les gerfauts d'Islande ou les faucons envoyés de Malte, il obtint, grâce à l'obligeance de Calonne, son protégé, une avance de 1,200,000 livres, une autre de 600,000 livres. A ses yeux, le trésor public est une mer, qui n'y boit pas est un sot; cela s'appelait alors les bienfaits de la cour. Il sollicita aussi la charge de gouverneur des enfans de France. D'ailleurs nullement vénal, et un jour que Beaumarchais vient lui offrir un gros pot-de-vin s'il veut patronner un projet financier : « Monsieur, répond Vaudreuil, vous ne pouviez venir dans un meilleur moment, car j'ai passé une bonne nuit, et jamais je ne me suis mieux porté que ce matin; hier je vous aurais fait jeter par la fenêtre. » Ce brillant parasite se passionne pour les questions de personnes et les *trigauderies* de la cour, il entend être l'arbitre des grâces, provoque la chute du prince de Montbarrey, qui lui a refusé de lucratives survivances, rappelle avec hauteur à M. de Castries qu'il l'a fait maréchal de France. Pendant plusieurs années, il demeure

une puissance occulte, irresponsable; enfin oublieux des bienfaits de la reine, il prendra parti pour le cardinal de Rohan dans l'affaire du collier, pour Calonne contre elle, et, dans le cercle Polignac, la nouvelle intimité de Marie-Antoinette avec la comtesse d'Ossun donnera lieu à de perfides commentaires. Triste et douloureux effet de l'esprit de coterie, de la politique des petites chapelles!

A vrai dire, il donne et dépense aussi facilement qu'il reçoit, avec la même imprévoyance. « J'ai tant fait l'aumône, observe-t-il pendant l'émigration, que quelqu'un me la fera le reste de ma vie. » Ses flatteurs l'appellent Mécène, le surnomment l'*Enchanteur*. Dans son hôtel de Paris, dans sa maisan de Gennevilliers, grands seigneurs, savans, gens de lettres, artistes s'empressent, se confondent: on trouvait au salon des instrumens, des crayons, des couleurs, des pinceaux, et chacun de composer, de peindre ou causer, selon son goût ou son talent. Il compte parmi ses cliens Joseph Vernet, Mme Vigée-Lebrun, pour laquelle il paraît avoir nourri une sorte de sentiment en sous-ordre, dont il fréquente assidûment la maison, où l'accueille un jour une troupe de joyeux convives costumés à la grecque, les dames drapées en canéphores et en muses, le poète Lebrun coiffé du laurier de Pindare, Cubières armé d'une guitare baptisée lyre pour la circonstance; et tous, entonnant un chœur de Gluck, le conduisent à une table où lui sont offerts le vin de Chypre, le miel de l'Hymette et le raisin de Corinthe. Libéral à sa façon, Vaudreuil soutient une sorte de lutte contre le roi pour obtenir qu'on joue le *Mariage de Figaro* à Gennevilliers; il témoigne l'amitié la plus délicate à Chamfort, qui pendant plusieurs années devient son commensal, son divertisseur en titre; un divertisseur assez bourru dont les boutades amères amusaient son hôte. « Je prends à tout, répondait-il à un égoïste, et vous ne prenez à rien. » Il estimait inoffensives les épigrammes des gens de lettres, et Marie-Antoinette se montrait plus clairvoyante, lorsqu'après avoir lu une ode de Lebrun contre les courtisans, elle lui disait: « Savez-vous que cet homme nous ôte notre enveloppe (1)? »

(1) Pendant l'émigration, Vaudreuil partage l'existence de la duchesse de Polignac jusqu'à sa mort, survenue en 1793, s'attache ensuite à la fortune du comte d'Artois. Sa correspondance avec ce dernier le montre plein de clairvoyance d'abord, prêchant la politique de la persuasion, de l'appel à l'opinion, condamnant l'intervention étrangère; puis, sous le feu des événemens, la passion reprend le dessus : il jette au loin, comme des béquilles inutiles, la prudence et la raison. D'ailleurs, il n'était pas capable de résister longtemps à son prince bien-aimé. « Quand les choses sont faites, avoue-t-il, je ne sais plus les combattre. » Bientôt il comprend la vanité de ses illu-

La chanson nouvelle, le mot du jour, des anecdotes plus ou moins libres, voilà, ce semble, les principaux sujets d'entretien de la société de Mme de Polignac: le bel esprit en était banni. Évidemment les habitués n'ont point d'affinités avec la secte des gens à grands sentimens, qui se piquaient d'être moralistes, métaphysiciens, affichaient une délicatesse particulière de goût et de principes; pour faire pièce à ceux-ci, on se jetait dans le parti contraire, on traitait tout avec légèreté; *avoir de l'enfance dans l'esprit* constituait, aux yeux des dissidens, le genre d'agrément le plus désirable. On se réunissait avec l'intention de ne dire que *des enfances et des bêtises*, à l'exemple de la marquise de La Ferté-Imbault, fondatrice de *l'ordre des camarades Lampons et des chevaliers Lenturelus*. Une lettre du chevalier au prince de Ligne nous édifie assez bien sur ce genre de causeries.

« Quel dindon que celui que nous venons de manger chez la comtesse Diane! Mon Dieu, la belle bête! C'est M. de Poix qui l'avait envoyé de la Ménagerie. Nous étions huit autour de lui: la maîtresse de la maison, Mme la comtesse Jules, Mme d'Hénin et Mme de la Force, M. le comte d'Artois, M. de Vaudreuil, le chevalier de Crussol et moi. Pendant que nous le mangions, mais sans que ce fût à propos de lui, quelqu'un a parlé de vous, mon prince. Voyons que je me rappelle qui... C'est une dame, non, c'est un homme: oui, sûrement c'est un homme, car il a dit: Charlot,.. et nos dames n'ont point de ces familiarités-là. C'est un homme qui était à gauche de Mme la comtesse Jules. Comptons: moi, j'étais auprès du poêle; ici le chevalier de Crussol, là M. de Vaudreuil, et puis, m'y voilà, c'est M. le comte d'Artois; c'est lui, j'en suis sûr à présent. Il a dit: « A propos, qui est-ce qui sait si Charlot est arrivé à Bruxelles? — J'ai dit: Moi, monseigneur, je le sais, car j'ai quatre lignes de sa propre main, et je m'en vais même lui écrire. Qui est-ce qui veut lui faire dire quelque chose? » Tout le

sions, et, convaincu que la France est finie pour lui et ses pareils, qu'ils n'y trouveront que le squelette ensanglanté de leur ancienne patrie, il se résigne et se borne à rester, derrière les tristes murailles d'Holyrood, le fidèle commensal du comte d'Artois. La première restauration le fit lieutenant-général, membre de la chambre des pairs, gouverneur du Louvre, académicien par ordonnance; il désirait aussi le titre de duc et ne put l'obtenir. « Avant-hier, écrit la comtesse Potocka le 22 mai 1816, j'ai été à un concert chez Mme Vigée-Lebrun. Tout le monde s'amuse à voir M. de Vaudreuil en faire les honneurs comme il y a vingt cinq ans. Ils paraissaient fort bien ensemble, malgré la lacune; ils se sont retrouvés comme le beau Cléon et la belle Javotte, et auraient bien pu ne pas se reconnaître. » Brifaut, l'auteur des *Récits d'un Vieux Parrain*, ce livre charmant trop oublié, lui faisait raconter les histoires d'autrefois, l'appelait l'*Ana de la Cour* et le *Memento de la Révolution*. « Nous étions tous des novices, lui disait Vaudreuil; il est bien aisé de songer à élever des digues le lendemain d'une inondation, mais qui s'en occupe la veille? »

monde a répondu en chœur : « Moi ! moi ! moi ! » J'ai démêlé dans la confusion des paroles : « Je l'embrasse, je l'aime, dites-lui qu'il vienne, que nous l'attendons. » Et quand le tintamarre a cessé, la douce voix de Mme la comtesse Jules m'a fait entendre plus distinctement ceci : « Dites-lui que, s'il avait daté sa lettre d'une manière lisible, je n'aurais pas manqué à lui répondre ; mais qu'aidée par plusieurs experts en l'art de déchiffrer, il ne m'a jamais été possible même de soupçonner le lieu d'où venait sa lettre, ni celui, par conséquent, où devait aller la mienne. » Là-dessus, nous avons parlé de vous, de l'amiral Keppel, et puis du dindon, et puis de la prise de nos deux frégates, et puis des bouffons, et puis de l'inquisition d'Espagne, et puis d'un gros fromage de Gruyère que notre ambassadeur en Suisse vient d'envoyer à ses enfans, et puis de l'étrange conduite des Espagnols à notre égard, et puis de Mlle Théodore qui danse une fois mieux que jamais, et qui nous a, hier, autant charmés par son talent que Mlle Cécile par ses jeunes attraits. »

A défaut de chansons nouvelles, on fait fête aux anciennes, et M. d'Adhémar obtient grand succès avec des couplets composés en 1773, par de l'Isle, en l'honneur de Mmes de Poix, d'Ossun et de Fleury.

SUR TROIS SŒURS.

AIR : *Du haut en bas.*

Elles sont trois,
Riant, chantant, faisant tapage ;
Elles sont trois,
Ayant un fort joli minois.
Une eût affolé le plus sage ;
Mais pour assurer leur ouvrage,
Elles sont trois.

Elles sont trois
Pour forcer les cœurs à se rendre,
Elles sont trois.
On a tout l'embarras du choix :
D'aimer on ne peut se défendre,
Mais comment le leur faire entendre ?
Elles sont trois...

Du nombre trois
Tout bon chrétien est idolâtre,
Du nombre trois.
Dieu lui-même s'est mis en trois.
Ici, l'on se mettrait en quatre
Plutôt que de laisser rabattre
Du nombre trois.

La comtesse Diane se montrait plus occupée de littérature que sa belle-sœur, et l'invitait un jour à lire l'*Iliade*. Celle-ci répondit en riant qu'elle connaissait à merveille le poète grec et s'en tenait à ce vers :

Homère était aveugle et jouait du hautbois.

Voilà le genre, et les hommes se mettaient à l'unisson. Ce devait être chose facile, car à l'exception de quelques-uns, leur brillante médiocrité, leur réelle ignorance, les condamnaient à ne penser, dire et faire que de jolis riens. En 1781, Mme de Polignac, étant enceinte, pria Mme de Boufflers de lui louer sa maison d'Auteuil, célèbre par ses jardins à l'anglaise. Mme de Boufflers, qui voulait refuser sans désobliger la favorite, répondit par les vers de Junie à Néron dans *Britannicus :*

Tout ce que vous voyez conspire à vos désirs...

La duchesse les ayant montrés à ses flatteurs, ils les déclarèrent tout d'une voix pitoyables, croyant que Mme de Boufflers les avait faits. « J'en suis fâché pour le pauvre Racine, remarqua celle-ci, ils sont de lui. »

Ainsi glissait vers l'abîme une société gracieusement frivole, qui mit un rempart de fleurs entre elle et le monstre, sourde aux avertissemens des sages, insouciante des remèdes, incapable, même après l'expiation, de faire son *mea culpa*, de comprendre pourquoi elle était frappée. Brusquement elle allait passer de la fortune à la confiscation, d'une plaisanterie à la guillotine, d'une fête aux détresses de l'émigration. Comment aurait-elle senti la nécessité d'une révolution qui, à ses yeux, n'avait d'autre résultat que de la ruiner et la tuer, que d'installer des abus agréables au plus grand nombre au lieu d'abus agréables au petit nombre? Comment, à travers les proscriptions et les massacres, à travers les événemens formidables, grandioses, qui se déroulèrent pendant vingt-cinq ans, aurait-elle deviné les bienfaits qui naîtraient de tant de misères, la liberté, l'égalité devant la loi, le respect des faibles et des humbles, l'amour de la patrie pénétrant l'âme de chacun, devenu indépendant des formes de gouvernement, et, malgré les incertitudes de l'avenir, malgré les poussées tumultueuses d'une démocratie sans frein, la confiance légitime dans le progrès par le sentiment de la tolérance, la solidarité humaine, le retour aux idées spiritualistes?

VICTOR DU BLED.

LA PRUSSE APRÈS TILSIT

II[1].

LA RÉFORME MILITAIRE (2).

Jamais le lien entre l'état social, politique, intellectuel des peuples et leur état militaire n'a été plus sensible qu'au XIX[e] siècle. Jamais n'est apparu d'une façon plus claire le rôle que jouent les élémens purement moraux dans la puissance et dans les succès militaires des nations.

Dans l'effort de la révolution française, arrêtant, puis domptant l'Europe coalisée; dans le soulèvement qui affranchit l'Europe de la domination napoléonienne; dans les guerres qui ont fondé, durant la seconde moitié du XIX[e] siècle, l'empire d'Allemagne; à l'origine de chacun de ces grands développemens de puissance militaire, l'on rencontre une idée qui a agité les nations jusque dans leurs couches profondes : la passion de l'égalité et de la justice sociale en 1792, la soif de l'affranchissement et de l'indépendance en 1813,

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

(2) En dehors des sources plus anciennes, et trop nombreuses pour être indiquées ici, nous citons seulement les deux publications les plus récentes, qui jettent sur ces questions un jour tout nouveau : les Mémoires de Bergen, et la Vie de Scharnhorst, par Lehmann.

l'aspiration des Allemands vers l'unité nationale, sont de ces mouvemens d'idées rares qui ont, à des degrés divers, pénétré la démocratie et les classes populaires, qui ont atteint jusqu'au fond de leur indifférence ou de leur défaut de lumières, qui les ont arrachées aux préoccupations de la vie matérielle et journalière. Ils ont aussi créé des armées nationales et transformé en quelques années des nations humiliées, anéanties ou effacées, pour les élever à un rôle politique de premier ordre et à une situation dominante.

C'est dans la formation des armées révolutionnaires en France que la puissance de l'idée éclate de la façon la plus incomparable. Dans l'insignifiance même des premiers événemens militaires qui firent reculer la coalition; — dans la résistance victorieuse de ces élémens de l'armée française de 1792, la veille encore indisciplinés, désorganisés, sans direction, presque réduits à l'état d'anarchie, et devant lesquels s'arrête l'armée de Brunswick; — dans les hésitations, les lenteurs, les incertitudes des coalisés, où se traduisent la méfiance et l'énervement des volontés, le rôle des forces morales apparaît avec une évidence indiscutable.

Cette vérité a éclaté aux yeux mêmes des contemporains, surtout aux yeux des vaincus, que la défaite rendait clairvoyans. Les gouvernemens et les peuples qui commencèrent à souffrir, au début du XIX[e] siècle, de l'oppression militaire en laquelle avait dégénéré la révolution française ne s'y trompèrent point. Les hommes d'État prussiens, en particulier, reconnurent la vérité à l'heure même de la défaite, avant que les forces morales n'eussent eu le temps de se retourner à leur profit. C'est là l'origine de la réforme militaire.

Il était impossible qu'elle ne tînt pas une place prépondérante dans les préoccupations des patriotes qui avaient saisi, après 1806, la direction des destinées de la Prusse. C'était par un désastre militaire que s'était consommée la ruine de l'État. C'était dans la déroute de cette armée, à la formation, à l'entretien, au service de laquelle était vouée toute l'ancienne organisation politique, que s'était résumé l'effondrement de l'ancien régime. C'était contre la caste privilégiée, officiers et noblesse, que se déchaînaient les rancunes et les mépris.

Napoléon, peu idéologue de sa nature, résumait en un vice d'organisation matérielle les causes de la défaite de la Prusse. Le reproche le plus sensible qu'il jeta à Frédéric-Guillaume III, sur le radeau de Tilsit, ce fut d'avoir conservé dans son armée cette disposition qui faisait des capitaines autant d'entrepreneurs chargés, à forfait, d'entretenir leur compagnie.

Les patriotes prussiens cherchèrent ailleurs, pour y remédier,

les causes de la ruine. Ils les trouvèrent dans la constitution sociale de l'armée prussienne.

I.

L'armée, dans l'ancienne monarchie des Hohenzollern, à la fin du règne de Frédéric-Guillaume II, ne comptait pas moins de 230,000 hommes. L'effectif présent sous les drapeaux en temps de paix était réduit, par les congés, d'un peu plus du tiers. C'était encore, par rapport à la population, une proportion de 1,76 pour 100, très supérieure à la proportion actuelle dans l'empire allemand.

Les sources de recrutement de cette armée étaient doubles : la première était le recrutement indigène, tel que l'avait établi Frédéric-Guillaume Ier lorsqu'il avait proclamé pour la première fois le devoir de tout citoyen de contribuer à la défense du pays et institué le service obligatoire. A l'origine, au temps de Frédéric-Guillaume Ier, l'obligation du service militaire avait été à peu près générale et la durée illimitée, et ce n'est pas là l'un des traits les moins curieux de cet état essentiellement militaire qui s'était constitué en Prusse dans les commencemens du XVIIIe siècle. Mais plus tard, avec le développement de l'industrie, le progrès des mœurs, le système s'était modifié très sensiblement, tout au moins dans son application. Les exemptions s'étaient étrangement multipliées et, sous le nom de service obligatoire, elles étaient devenues la règle.

C'était, en première ligne, les exemptions attachées à certains lieux, — Berlin d'abord, depuis le temps de Frédéric-Guillaume Ier, puis d'autres villes dont on voulait favoriser le développement : Brandebourg, Potsdam, tout le duché de Clèves, le territoire de Mörs, toute la Frise orientale, en vertu d'un privilège constitutionnel; — la plupart des villes et un grand nombre de communautés rurales du comté de La Mark, certains cercles industriels tout entiers de la Silésie.

C'étaient aussi les exemptions accordées aux personnes : à la caste privilégiée, à la noblesse, aux fonctionnaires d'un certain ordre, dits *eximirten,* dont l'exemption comportait des privilèges sociaux et une sorte d'assimilation avec la noblesse. C'étaient les exemptions accordées à l'industrie : aux travailleurs de laine immigrés, aux bourgeois, manouvriers et artistes établis, aux ouvriers mineurs; enfin, dans la population rurale, aux paysans connus sous le nom de *Bauern* et de *Kossäthen,* — c'est-à-dire à tous les tenanciers exploitant de sept à quinze hectares, — et, parmi les classes rurales inférieures : journaliers, petits travailleurs, à tous ceux des

serfs que la noblesse prélevait pour les affecter d'une façon permanente à son service propre.

Le recrutement se trouvait réduit, pour le surplus, au prolétariat urbain, et surtout au prolétariat agricole. C'était de là que provenait presque exclusivement la portion non mercenaire de l'armée prussienne; elle en formait environ les deux tiers.

Le troisième tiers se composait de ce qu'on appelait les étrangers : les *Ausländer,* — mot assez impropre, car ces mercenaires se recrutaient en partie à l'intérieur.

Le dernier règlement du recrutement de 1792 n'avait point modifié cette organisation. Il avait maintenu à l'armée son caractère mixte; il avait maintenu les exemptions; il avait seulement fixé à vingt années la durée du service militaire obligatoire, qui était auparavant illimitée.

Les élémens dont se composait l'armée, dégradés dans l'opinion et dans la réalité par le contact avec le ramassis de vagabonds qui en constituait la partie mercenaire, n'étaient point relevés par le régime auquel ils étaient soumis : c'était celui de la brutalité la plus avilissante et la plus cruelle.

Plus d'un malheureux avait laissé la vie dans cette exécution hideuse que l'on appelait la *Gassenlaufe.* Le soldat, qui souvent n'avait commis d'autre crime qu'une tentative pour recouvrer sa liberté, avait à parcourir, jusqu'à trente fois en deux jours, des rues humaines où deux cents baguettes, trempées dans l'eau salée, le frappaient, l'ensanglantaient et mettaient sa chair en lambeaux. Les jambes liées, pour qu'il ne pût hâter sa course, une balle de plomb dans sa bouche pour étouffer ses cris, il s'affaissait souvent au milieu de son martyre. On l'attachait alors à un pilori, et l'on amenait jusqu'à lui les instrumens d'un supplice dont on ne voulait rien lui épargner. Les deux tiers des mercenaires avaient subi ces tortures, plus d'un y avait laissé le dernier souffle, et aux yeux de la population civile, témoin journalier de ces barbaries, la vie militaire était devenue un objet d'horreur. Un habitant de la ville n'eût point voulu s'asseoir à la même table d'auberge qu'un soldat, et Kant lui-même déclarait indigne de tout intérêt l'homme qui avait pu se plier sans résistance au métier de soldat.

Cet édifice artificiel ne tenait que par la contrainte journalière; les désertions constantes n'étaient point seulement réprimées avec cruauté, on s'efforçait de les prévenir : une moitié des garnisons était occupée à garder l'autre. A chaque instant l'alarme était donnée; les postes préparés à l'avance et chargés de cette mission spéciale s'ébranlaient au premier signal et saisissaient presque infailliblement le fugitif.

Lorsque les fils de paysans, qui formaient la partie nationale de l'armée prussienne, lorsque les malheureux, soumis à ce régime, arrivaient, après avoir servi durant des années, après avoir versé plus d'une fois leur sang sur les champs de bataille, au terme de la durée de leur service, c'était pour retrouver le régime, presque aussi rigoureux, du servage rural. On avait longuement discuté la question de savoir si l'ancien soldat, revenu aux champs, devait rentrer dans les liens de la sujétion héréditaire, et c'était l'affirmative qui avait prévalu.

On juge de ce que pouvait être l'état moral d'une armée ainsi constituée, où, suivant l'expression de Mathieu Dumas, la rigueur de la discipline n'en garantissait pas la solidité.

C'est un fait, — peut-être difficile à expliquer, mais cependant certain, — que le poids d'une organisation solide, dans laquelle la volonté humaine se trouve enserrée, que la discipline seule a souvent déterminé l'homme à faire le sacrifice de sa vie sans que ni le dévoùment à la patrie, ni le dévoùment à une idée ou à une cause, l'y incitassent. Ni chez les mercenaires de Wellington, ni dans les armées de Frédéric II, les mobiles moraux ne jouaient un grand rôle. Mais il n'est pas douteux, non plus, que ce défaut de ressort moral n'ait été l'une des causes principales de la décadence de l'armée prussienne. Frédéric II lui-même en avait eu le sentiment lors de la guerre de succession de Bavière; et, lorsque la défaite eut fait écrouler, en un jour, cet édifice compliqué, artificiel et fragile de l'ancienne armée frédéricienne, on vit apparaître, dans la dissolution si rapide qui suivit, ces causes irrémédiables de ruine. Ces prisonniers qui, conduits par quelques cavaliers et délivrés par un hasard, refusaient d'aller reprendre le harnais, n'étaient point des soldats qui pussent défendre, contre les armées issues de la révolution, l'indépendance de la Prusse.

Si l'esprit reste étonné, ce n'est point, certes, de l'effondrement de l'armée prussienne en 1806, c'est bien plutôt de l'éclat qu'elle avait jeté quarante années auparavant; c'est aussi qu'elle ait pu retrouver, dans quelques-unes de ses parties, après les premières impressions du désastre, assez de solidité pour fournir, avec York à Altenzaun, avec Blücher à Lübeck, avec Lestocq et Scharnhorst à Eylau, des corps qui donnèrent encore des preuves réelles de valeur militaire.

La constitution du corps d'officiers n'était pas en contradiction moins flagrante que la constitution de l'armée elle-même avec l'esprit des temps nouveaux.

Dans le cours du XVIIIe siècle, le corps des officiers prussiens avait tendu de plus en plus à former une véritable caste. Encore,

au temps de Frédéric-Guillaume Ier, il s'en fallait qu'il fût exclusivement composé de nobles. Mais, sous Frédéric II, son caractère aristocratique s'était affirmé de plus en plus. C'était un préjugé enraciné du grand roi que seule la noblesse avait le sentiment de l'honneur, aussi interdisait-il aux *bourgeois* la direction de ses troupes. Lorsque, à la suite des désastres de la guerre de sept ans, la disproportion entre l'effort qu'il soutenait et les ressources des territoires qu'il gouvernait, l'obligea à faire usage de tous les élémens qu'il pouvait rassembler, il admit des officiers roturiers; mais, au lendemain de la paix, il congédia, sans une précaution et sans aucune ressource, ces hommes qui avaient versé leur sang pour l'état prussien.

En temps normal, le recrutement des officiers était réservé aux chefs des régimens. — C'était d'eux qu'il dépendait d'admettre, dans leurs régimens, les *Junker*, c'est-à-dire les jeunes nobles qui venaient, à l'âge de douze, treize ou quatorze ans, y commencer leur apprentissage militaire au détriment de leur instruction générale. — Comme les familles nobles paraissaient manifester, vers la fin du XVIIIe siècle, une sorte de préférence pour les services civils, le roi intervint plus d'une fois pour exercer une véritable presse. Mais c'était, en somme, par les chefs de régimens, c'est-à-dire par une sorte de cooptation, que se recrutait le corps d'officiers. L'avancement ultérieur appartenait au roi. En 1806, sur les 7 à 8,000 officiers prussiens, l'on n'en comptait que 695 sans titres de noblesse, et l'on en comptait plus de 1,000 venus de l'étranger.

L'arrogance de ces officiers, qui étaient en même temps des privilégiés, était devenue intolérable; leur outrecuidante légèreté, leur brutalité pour tout ce qui leur était étranger, le double orgueil de la caste aristocratique et d'une autorité militaire, dont l'arbitraire était presque sans limite, les avaient rendus de plus en plus odieux. Dans mon État, disait Frédéric II, un lieutenant est plus qu'un chambellan, et, encore à la fin du siècle, tout était permis à l'officier, non-seulement contre le *bourgeois*, mais contre les plus hauts fonctionnaires civils. Dans le comté de la Mark, en 1795, Rüchel insultait publiquement le président de la chambre provinciale, et le général qui commandait à Potsdam même, mécontent des dispositions prises lors d'un incendie, rouait de coups de ses propres mains le bourgmestre et le directeur de la police. La séparation entre l'armée et la nation, l'hostilité même, était devenue, d'année en année, plus aiguë.

Il y avait eu, du moins, sous le règne de Frédéric II, des compensations à ces vices fondamentaux. L'armée prussienne sous le grand roi avait eu, malgré tout, l'incontestable supériorité que

donne l'unité de direction. Et quelle direction! Le sort de chaque officier, qu'il s'agît de sa carrière, de son avancement, de sa vie privée, de son mariage, de l'éducation de ses enfans, était livré à l'arbitraire pur du roi. Frédéric II n'aimait pas voir ses officiers mariés; il refusait souvent, même à ceux qui se proposaient de satisfaire à toutes les exigences de l'esprit de caste, l'autorisation nécessaire. Mais, en revanche, l'organisation était tenue tout entière entre les mains d'un chef qui la connaissait, la possédait et la dirigeait.

Depuis la mort de Frédéric II, ce dernier avantage avait disparu. Dans l'armée, comme dans la direction des affaires politiques, le régime personnel n'avait laissé que des ruines derrière lui. Et tandis que Frédéric laissait, en disparaissant, ce squelette que n'animaient plus son initiative hardie et sa volonté puissante, tout, au dehors, se modifiait. Les méthodes de guerre subirent, durant les grandes crises de la fin du siècle, une transformation radicale. Que l'on compare la guerre de sept ans aux campagnes de la révolution, d'une part, ces armées sans contact avec la nation, ces longues et lentes manœuvres se poursuivant durant des années, ces négociations qui se prolongent à l'infini et où se discute le sort de quelque province; d'autre part, ces guerres actives et violentes qui tranchent le sort de la société moderne et de l'Europe, ces masses d'hommes puisées dans la nation et animées de son esprit, ces campagnes foudroyantes et décisives. En Prusse, les guerres du XVIII[e] siècle, où la diplomatie et ses lenteurs jouaient, au milieu des événemens militaires, un rôle si capital, avaient laissé des traditions qui n'étaient pas près de s'éteindre; et, si l'habileté consommée des négociations de Frédéric II avait, en regard des temporisations de Daun, servi plus d'une fois sa cause, les intrigues des chefs militaires qui n'étaient plus tenus par une main de fer, leur goût des manœuvres politiques, présentaient, en face de l'ardeur des armées révolutionnaires ou de la décision de la politique napoléonienne, un contraste trop frappant et des causes trop visibles d'infériorité. L'état-major de Möllendorf avait été, en 1793 et en 1794, un foyer d'intrigues, au sein desquelles la coalition s'était dissoute. Et, en 1806, l'état-major du duc de Brunswick, avec ses indécisions, avait présenté, par le contraste avec l'activité et la résolution du vainqueur, comme un tableau parlant, où étaient écrites les causes de la défaite.

Il faudrait ajouter à ce tableau les vices d'organisation matérielle, les sacrifices faits à la routine des parades, l'encombrement des *impedimenta*, la vieillesse des officiers, leur peu de goût pour la guerre, l'organisation des compagnies, toutes ces causes de fai-

blesse qui avaient déjà frappé Frédéric II à la fin de sa carrière. Mais le fond et la cause véritable de l'infériorité de l'armée prussienne étaient dans sa constitution sociale et dans son état moral. C'est là que les chefs du parti national n'hésitèrent point, au lendemain de Tilsit, à chercher les causes du désastre.

II.

Pas plus que Stein et que Hardenberg, pas plus que les réformateurs politiques, les hommes de la réforme militaire n'appartenaient à la Prusse par leur naissance. Scharnhorst était le fils d'un fermier saxon, et Gneisenau celui d'un officier autrichien. Gneisenau avait vu le jour et commencé son existence mouvementée, durant la guerre de sept ans, dans les bagages de l'armée de Daun. L'un et l'autre avaient beaucoup couru le monde, cherchant, sous des maîtres différens, l'emploi de leur activité; Scharnhorst dans l'armée coalisée sous les murs de Menin, Gneisenau jusque dans le nouveau monde. Comme bien d'autres, aussi nomades qu'eux, comme Blücher, le Mecklembourgeois, comme York, ils avaient fini, après avoir tenté la fortune de côté et d'autre, par s'attacher à la Prusse. Tant il est vrai que l'État prussien, ce type d'État encore incomplet, exerçait une puissance d'attraction particulière sur les Allemands, qui demandaient à une collectivité, douée de vie politique, un aliment à leur goût d'activité publique.

Scharnhorst était le seul qui fût roturier. Il avait pénétré, par la faveur du comte de Lippe, dans l'armée hanovrienne, et, de là, par une exception, dans l'armée prussienne, où, pour effacer la tache de son origine, le roi ne tarda pas à l'anoblir. Les autres, Gneisenau, Blücher, Boyen, étaient d'origine aristocratique. Il faut toutefois distinguer : ils appartenaient à des familles nobles, mais, depuis plus ou moins longtemps, séparées de la terre. Ils n'étaient point, en réalité, de cette caste de soldats agriculteurs, de cette caste de l'aristocratie foncière et militaire, de ce parti féodal, dont Marwitz est resté le type le plus achevé. C'étaient, — suivant l'expression d'un historien allemand, — des aristocrates *in partibus infidelium*.

S'ils appartenaient, par une longue carrière, à l'ancienne armée prussienne, ils y formaient une catégorie particulière et facile à reconnaître. Il existait, parmi les officiers prussiens, au commencement de ce siècle, des générations et des tendances très différentes. Les vieux officiers de la guerre de sept ans, comme Möllendorf, Kalkreuth, Brunswick, Lestocq, étaient arrivés à un âge

où leurs habitudes surannées effaçaient et compensaient leur expérience militaire. Les officiers entrés au service depuis la paix ne rachetaient point par l'expérience, l'étroitesse d'esprit, résultat naturel des misères d'un état de paix prolongé; enfin, la légion des jeunes officiers frais émoulus du bien noble paternel apportait tous ses préjugés de caste et une éducation intellectuelle généralement peu soignée. Et, cependant, le mouvement intellectuel de l'époque avait fait sentir son action et propagé ses tendances idéalistes, même dans ce milieu. Scharnhorst avait organisé, en 1803, à l'institut de Berlin, un enseignement complet, créé un cercle militaire, où l'échange des idées était fort actif. Les cours de philosophie n'y faisaient point défaut. Gneisenau et Boyen étaient poètes à leurs heures et nous ont laissé des vers; Boyen avait suivi, en Prusse, les leçons de Kant et de Kraus. Ce furent précisément les hommes qui avaient accueilli, dans l'ancienne armée prussienne, les tendances idéalistes de l'époque nouvelle, qui entreprirent, après le désastre, l'œuvre de la réforme.

Scharnhorst surtout avait, jusque dans son apparence extérieure, beaucoup plus du philosophe que de l'homme d'action. Il semblait, à voir sa mise négligée, sa chevelure éparse, son attitude gênée et renfermée, son inaptitude aux rapports avec les hommes, que ce fût moins un chef militaire, qu'un esprit méditatif absorbé dans le culte de la science et de la théorie. Cependant, de Lübeck et d'Eylau au champ de bataille de Grossgörtschen, sur lequel il succomba, dans cette action commune qui le lia étroitement à Blücher, il sut donner tort, plus d'une fois, aux adversaires, de toute origine, qui ne voulaient voir en lui qu'un théoricien. Il est curieux de suivre dans cet esprit méditatif, bien allemand, où les qualités de réflexion s'allient à quelque exaltation, l'action du temps et des événemens, et la formation même des idées qui devaient présider à la réforme militaire.

Nous avons de lui un écrit, daté de 1792, où il défend les armées permanentes contre le courant d'idées humanitaires qui en sapait, à cette date, en Allemagne, assez vigoureusement l'existence. Très attentif au mouvement politique de son époque, il rattache ses idées sur les armées permanentes à des conceptions plus générales et très arrêtées. Dans les régimes démocratique et aristocratique, dit-il, l'idée de l'intérêt général disparaît; chacun ne songe plus qu'à soi. Il combat résolument l'idée de la « nation armée, » opposée aux armées permanentes. Il faut, dit-il, pour la conduite de la guerre, des connaissances et une expérience qui ne s'acquièrent pas en un jour. Et, vers la même époque, répondant à Berenhorst, qui soutenait que le patriotisme et le sentiment

de l'honneur étaient les ressorts les plus puissans de la guerre : « On ne voit aller au combat, écrivait Scharnhorst, que ceux que la force y pousse, et les causes des guerres sont toujours les mêmes : l'instinct naturel à l'homme de la destruction réciproque. »

Quelques années plus tard, l'action des armées révolutionnaires démontrait que le régime démocratique n'était point incompatible avec le sentiment de l'intérêt général, ni voué fatalement à l'individualisme. Elles manifestaient, aux yeux de tous, la puissance invincible des armées nationales et la force incalculable que pouvaient donner, à l'expansion militaire des nations, les idées qui les pénétraient et les soulevaient dans leurs couches profondes. Elles établissaient, en un mot, l'action des forces morales dans les succès militaires; et, après Iéna, ce problème ardu de la psychologie du champ de bataille était devenu, pour les Prussiens, une question pratique, de l'intérêt le plus vital.

Treize ans après avoir écrit la page que nous venons de citer, en avril 1806, même avant les désastres de la Prusse, Scharnhorst, — s'il n'était point devenu un esprit moins philosophique, — défendait contre les partisans de l'ancien état de choses, des idées directement opposées et un projet de milice nationale; — seize ans plus tard, il préparait contre la domination française un projet d'insurrection nationale : « Il faut, écrivait-il le 27 novembre 1807, il faut inculquer à la nation le sentiment de son indépendance, détruire les anciennes formes, briser les liens du préjugé, guider l'œuvre de la régénération et ne la point troubler dans son libre développement. »

Quel revirement s'était produit dans les idées de Scharnhorst! et par quel retour soudain les événemens l'avaient préparé à associer son action à l'action politique de Stein et de Hardenberg! Il semble que ce soient leurs idées mêmes qu'il exprime dans les lignes qui précèdent.

Tous les hommes qui furent ses collaborateurs étaient, du reste, entraînés dans le même courant. Ils avaient reçu les mêmes impressions et en avaient tiré les mêmes conclusions. Aucun n'eût été enclin à contester le rôle des idées révolutionnaires dans les succès militaires de la France; et, lorsque l'on parcourt les mémoires, les correspondances, les ouvrages de théorie militaire où ils ont laissé la trace de leurs conceptions, l'on y retrouve, avec une concordance frappante, — chez l'un, plus généralisateur, l'affirmation du rôle des forces morales dans la guerre, — chez l'autre, plus enclin à l'analyse, la discussion des mobiles qui forment, chez le soldat, la base du courage militaire; — chez tous, l'influence très vive des exemples de la Révolution française, la

conviction que le patriotisme découlera de l'émancipation sociale, — toutes les faces diverses d'une même idée.

Ce n'était point que les réformateurs prussiens ne rencontrassent des contradictions ardentes. Ils avaient en face d'eux les traditions mécaniques de l'ancienne armée frédéricienne. Ils entraient en opposition avec cet esprit cosmopolite, tout imprégné des tendances françaises du XVIIIe siècle, qui, chez des hommes comme Massenbach et Kalkreuth, voilait même l'idée de patrie, et les portait à oublier, dans leur admiration aveugle pour Napoléon, qu'il était l'ennemi de l'Allemagne et de la Prusse. Ils se heurtaient surtout, et cette hostilité était bien plus violente et plus passionnée que l'autre, à toute l'ardeur de l'esprit de caste et du privilège nobiliaire.

On allait ouvrir le corps d'officiers aux roturiers, et York s'élevait avec violence contre cette faiblesse déplorable envers les « cosmopolites et les raisonneurs. » Même sous l'ancien régime, les noms de Derfflinger, de Grollmann, de Gunther, de Tempelhof, ne prouvaient-ils pas que le talent savait toujours se faire jour, et « fallait-il, sous prétexte que Sixte-Quint avait été gardeur de pourceaux, courir après tous les gardeurs de pourceaux que Dieu a faits, de crainte qu'il ne se trouvât parmi eux un génie caché? »

En s'attaquant à cette base fondamentale de l'état prussien, à ce principe qui destinait la noblesse à l'armée et lui réservait l'état d'officier, on portait la main sur un droit sacré de la noblesse. Si l'on attribuait ce même droit à tous, que devenaient alors les devoirs de la noblesse? Quel titre aurait-on pour y faire appel? « Et, disait York au prince Guillaume qui défendait les réformes, si votre altesse royale nous ravit nos droits, sur quoi reposent donc les siens? »

Lorsque, avant 1806, on avait proposé de mettre à pied les officiers subalternes, Schulenburg-Kehnert, porte-parole du préjugé nobiliaire, avait combattu cette mesure en termes caractéristiques.

« Cette noblesse nombreuse, écrivait-il, qui remplit chez nous les postes d'officiers subalternes, et qui, de l'aveu de l'Europe entière, fait la force et la supériorité de notre armée, se sentirait humiliée par une mesure qui l'assimilerait au simple soldat, et ravalée au-dessous de la situation que sa naissance et son éducation lui assurent. Les uns, plus aisés, quitteraient le service; les autres, retenus par la nécessité, perdraient le sentiment de leur dignité. Ils ne seraient plus respectés du simple soldat. »

Marwitz était encore plus virulent contre les idéologues et les philosophes, contre cette destruction de l'esprit militaire, *soldatenmörderischen Einrichtungen*. Mais, écrivant vers 1830, alors que

la restauration, — tout au moins partielle, — de l'ancien régime avait plus qu'à moitié détruit l'œuvre des réformateurs, il raillait légèrement leurs illusions égalitaires. « Les phrases retentissantes sur l'égalité, écrit-il, ont, sans doute, fait bien du mal ; mais on a dû reconnaître, à l'user, qu'elles ne suffisaient point à changer la nature des choses. »

« Le roi, dit-il, pouvait bien conférer des titres de noblesse ; il ne dépendait pas de lui de faire des âmes véritablement nobles, de répandre cet esprit de dévoûment, de sacrifice qui vouait, de tout temps, en Prusse, l'aristocratie au service militaire. Dans le fils du banquier, du marchand, de l'idéologue, du citoyen du monde (et l'association qui surgit sous la plume de Marwitz est assez caractéristique), vous retrouverez quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, le spéculateur ou le garçon de boutique. Le fils d'un noble, même stupide, reculera toujours devant un acte vulgaire, » et, s'élevant jusqu'au lyrisme, Marwitz cite les vers du poète latin :

Fortes creantur fortibus, et bonis
Est in juvencis et in equis patrum
Virtus, nec imbellem feroces
Progenerant aquilæ columbam.

Il résume toute sa doctrine politique dans une page qu'il emprunte à Montlosier et dont il rappelle la conclusion : « C'est ainsi qu'a brillé l'institution de l'ancienne chevalerie. Les savans, les prêtres, les jurisconsultes, les rois (surtout l'industrie et l'invention de la poudre, ajoute Marwitz entre parenthèses), sont parvenus à faire disparaître ce beau monument. » Et il termine par un parallèle enthousiaste entre l'ancienne chevalerie et le corps d'officiers de Frédéric II.

Ces théories ne pouvaient guère se retrouver, après Iéna, que sous la plume d'un hobereau, et York lui-même se chargeait de répondre à Marwitz, dans ses plaintes sur la dégénérescence de la noblesse prussienne, sur cet esprit de spéculation qui s'était emparé d'elle, qui, particulièrement pour la petite noblesse des Marches, avait brisé ses attaches à la terre et l'avait rendue mobile comme le sable. « Depuis que la noblesse des Marches, écrivait York, a mis de côté l'épée et l'éperon pour peser l'or dans ses balances, elle s'est perdue elle-même ; il est trop tard pour la sauver. »

Cette opposition violente de l'esprit de caste, qui s'alliait à un patriotisme un peu étroit, mais très ardent, avait d'ailleurs plus de ténacité et de vivacité que d'étendue. Les réformateurs avaient,

en somme, pour eux, le courant de l'époque ; et les idées dont ils étaient les représentans ne dataient ni d'Iéna ni de Tilsit.

Dès les premières années du siècle, même auparavant, sous le règne de Frédéric-Guillaume II, la nécessité d'une transformation radicale dans l'organisation de l'armée prussienne, avait été plus d'une fois ressentie. Rüchel avait proposé, dès 1802, au roi, une refonte complète de l'organisation militaire ; notamment, la suppression des exemptions du recrutement. Mais, encore à cette époque, une semblable réforme devait rencontrer, non-seulement la résistance de l'esprit de routine, mais aussi celle de l'esprit libéral et humanitaire, qui réagissait contre l'arrogance et l'envahissement de la domination militaire. Par une conception où se mêlaient à la fois les souvenirs des anciennes oligarchies et les tendances philanthropiques du XVIIIe siècle, on considérait le service militaire comme une oppression, et l'on appelait les exemptions du recrutement des libertés. Les projets de Rüchel donnèrent lieu, dans les conseils mêmes de Frédéric-Guillaume III, entre le général et Menken, le conseiller relativement libéral du roi, à des scènes très vives.

En avril 1806, avant la guerre, au moment où le parti national commençait ses premières démarches, Scharnhorst proposait au duc de Brunswick la création d'une milice nationale, projet que les conseillers du roi écartaient assez sommairement.

Et, dans un mémoire écrit au milieu des épreuves de la retraite, en décembre 1806, Gneisenau demandait la suppression des exemptions, le service généralisé, l'accès des grades pour tous. La netteté avec laquelle il signalait les causes de la ruine de l'armée prussienne indiquait assez que ses réflexions avaient devancé les événemens.

C'est un trait commun de plus, entre la réforme militaire et la réforme sociale, que les désastres n'avaient point fait naître les idées qui les dominaient l'une et l'autre. Ils en imposèrent seulement la réalisation.

III.

Les difficultés ne furent pas moindres pour Scharnhorst et pour la commission de réorganisation militaire, que pour Stein et pour la commission immédiate. Aux uns et aux autres, les appuis sûrs et fixes faisaient défaut, et les obstacles naissaient naturellement des faiblesses de la volonté royale, si mal préparée à la tâche qui s'imposait à elle. Les historiens prussiens ont longtemps admis et souvent répété que Frédéric-Guillaume III avait, en matière d'or-

ganisation militaire, plus d'idées personnelles qu'en tout autre, et même que son action y avait été plus sensible, plus décisive, sa part d'initiative plus large que partout ailleurs.

En novembre 1806, le roi avait traduit, dans une série d'instructions, ses vues sur une transformation de la tactique. Le 1er décembre 1806, par un premier effort de réaction contre le courant de lâcheté et d'abandon universel qui avait livré la Prusse, il avait prescrit des mesures sévères contre les généraux coupables d'avoir capitulé sans défense. Enfin dans l'instruction autographe qui fut publiée à la fin de juillet 1807, et qui suivit immédiatement l'institution de la commission de réorganisation militaire, le roi posait, en dix-neuf points, les questions qui allaient faire l'objet du premier examen et des premières réformes. Scharnhorst a déclaré lui-même que, dans les travaux qui précédèrent l'institution de la commission de réorganisation, Frédéric-Guillaume III avait suggéré aux réformateurs plus d'une idée utile.

La publication récente des mémoires de Boyen et les travaux sur la vie de Scharnhorst ne permettent point de laisser à Frédéric-Guillaume III le bénéfice de ces appréciations. Il s'était sans doute attaché particulièrement, plus par tradition de famille et de situation que par goût, aux questions militaires, mais pas plus là qu'ailleurs il ne savait vouloir. Partagé entre les courans contraires, entre la pression de l'opinion et les influences de son entourage de cour, entre la nécessité d'une réforme commandée par la situation, et le vague pressentiment qu'il pourrait en fin de compte se trouver entraîné plus loin qu'il ne voulait, il ne sut pas éviter ces apparences de duplicité auxquelles la faiblesse échappe si difficilement. Tandis que les réformateurs proclamaient, et proclamaient peut-être plus qu'ils n'y croyaient, la bonne volonté et l'absence de préjugés du roi, Frédéric-Guillaume III avait donné dans la composition même de la commission de réorganisation militaire un témoignage de ses résistances intimes. Il y avait assuré la majorité aux adversaires de toute réforme.

Scharnhorst et Gneisenau s'y trouvaient seuls en présence de Massenbach, de Lottum et de Bronikowsky. Ce fut seulement en août 1807 que Scharnhorst obtint du roi la nomination de Grollmann, et assura ainsi l'entrée dans la commission d'un nouvel auxiliaire, en alléguant la nécessité d'y représenter les officiers subalternes.

En octobre 1807, les partisans de l'ancien état de choses firent décider, pour compenser l'entrée de Grollmann dans la commission, la nomination de Borstell, et, dès le mois de décembre, le parti de l'ancienne armée, qui avait semblé un instant écrasé sous

la responsabilité de la défaite, relevait la tête. Stein était fort inquiet. La réforme militaire lui paraissait compromise par ces résistances et par « l'esprit de la cabale. » Les idées de la commission ne parvenaient au roi que par son adjudant général Lottum, un bureaucrate endurci de la vieille école, auquel Frédéric-Guillaume demandait des rapports sur les projets de Stein et de Scharnhorst.

Toutefois le contraste était trop violent pour que cette collaboration pût se poursuivre longtemps. La nécessité évidente de la réforme, la faiblesse intellectuelle de ses adversaires, vinrent en aide à Scharnhorst et à ses auxiliaires. Des scènes fort vives ayant éclaté au sein de la commission entre Scharnhorst et Borstell et tous deux ayant offert de se retirer, ce fut le départ de Borstell que le roi décida. Mais il témoigna en même temps à la commission son mécontentement, et lui notifia le rejet de ses premières propositions. Le découragement s'était emparé des réformateurs, et Gneisenau demanda à son tour l'autorisation de se retirer; le roi la lui refusa le 16 janvier. Ce fut au contraire Bronikowsky qui, lassé d'une collaboration où sa médiocrité se trouvait quelque peu dépaysée, quitta la commission. Le roi consentit alors à un double changement de personnes qui assura la majorité aux idées de réforme. Götzen, celui-là même qui avait organisé et dirigé avec tant d'initiative et d'activité la résistance de la Silésie, remplaça Borstell, et Boyen succéda à Bronikowsky.

Il s'en fallait que la lutte fût terminée. Les résolutions du roi n'étaient jamais définitives. Kalkreuth, York, Zastrow, Köckeritz, formaient autour de lui une coterie active et tenace, d'autant plus tenace qu'elle représentait les traditions, les intérêts menacés, et tout ce parti de l'ancienne armée atteint directement par les projets de Scharnhorst et de Gneisenau, — d'autant plus ardente que la faiblesse et la médiocrité de Frédéric-Guillaume III lui offraient un terrain d'action plus propice. On voyait reparaître ici, comme sur le terrain des réformes politiques pures, ces intermédiaires qui avaient joué un rôle si important dans les dernières crises. Lottum avait pris auprès du roi, après le départ de Rüchel et de Kleist, le poste d'homme de confiance pour les affaires militaires, et, membre de la commission de réorganisation, il mettait au service de la cabale réactionnaire toute l'influence que lui donnait sa position d'intermédiaire obligé.

Telle était la situation dominante de Stein, et l'autorité de sa forte volonté, que ce fut seulement à son retour de Berlin qu'il débrouilla le chaos où se perdait la direction des affaires militaires. En février 1808, Scharnhorst se désespérait, écrivait qu'il n'avait

d'espoir qu'en Stein. Le 31 mai 1808, Stein revenait de Berlin et, dès les premiers jours de juin, discernant avec son clair coup d'œil le mal et le remède, il obtenait du roi, lui imposait peut-être la nomination de Scharnhorst comme adjudant général rapporteur au lieu et place de Lottum. De ce moment, les affaires militaires prirent un cours différent. S'il est vrai que l'intervention du roi y fut particulièrement sensible, il est donc vrai aussi qu'elle se traduisit en hésitations, en restrictions, en actions d'influences subalternes. Elle se traduisit surtout dans le caractère incomplet des résultats.

IV.

L'organisation de l'administration centrale de l'armée avait été un des points les plus faibles de l'ancienne bureaucratie prussienne. Il fallait tout d'abord y porter remède. Toutefois le roi n'y avait point fait allusion dans le programme qu'il avait indiqué, dès le début, à la commission, et lorsque celle-ci proposa une réorganisation rationnelle de l'administration militaire, l'institution d'un ministère de la guerre partagé en deux départemens, l'un pour les affaires militaires, l'autre pour l'administration de l'armée, le roi ne se résolut à accepter ces propositions qu'au mois de juillet 1808. Encore donna-t-il une preuve nouvelle de ses méfiances en n'attribuant à Scharnhorst que le premier de ces deux départemens et le second à Lottum, organisant ainsi le désordre au sein du nouveau ministère.

Ce n'étaient là que les préliminaires de la réforme. Ce qui en faisait l'objet principal, c'était le recrutement et la constitution sociale de l'ancienne armée prussienne, c'était le système de recrutement et le caractère exclusivement nobiliaire du corps d'officiers.

Les événemens qui avaient marqué la campagne de 1806 avaient porté à son comble l'impopularité de la caste militaire. Les scandales de la reddition des places fortes avaient, dès le mois de décembre 1806, obligé le roi à prendre des mesures de rigueur. La commission d'enquête qu'il avait instituée devait, en châtiant les fautes commises, préparer un renouvellement du personnel. Toutefois, telle était la situation des officiers sous l'ancien régime, qu'aucun texte légal ne permettait de sévir contre eux. Les articles de guerre ne s'appliquaient qu'aux sous-officiers et aux soldats. On n'avait point voulu admettre que l'officier noble pût faillir. L'on dut, après des recherches minutieuses, s'appuyer pour frapper les coupables sur un texte qui datait du grand électeur. La com-

mission d'enquête n'en poursuivit pas moins son œuvre avec décision. On vit des officiers suspects et d'un rang élevé, mis aux arrêts, en attendant leur jugement, et placés, par un singulier renversement des rôles, sous la garde des *bourgeois* que, quelques mois auparavant, ils accablaient de leur mépris. Plus d'une condamnation à mort fut prononcée. Le roi toutefois n'en maintint qu'une, qui ne fut pas exécutée; mais lorsque la commission d'enquête eut terminé sa tâche, qui se poursuivit durant des années, le personnel se trouva presque entièrement renouvelé. Des cent quarante-trois généraux que comptait l'armée prussienne en 1806, il n'en restait, en 1812, que huit en activité, et deux seulement exercèrent un commandement durant la guerre d'indépendance. Si l'on songe à l'esprit de corps, si l'on se représente ces familles de l'ancienne noblesse militaire, reliées par mille liens, comptant parfois en même temps dans l'armée jusqu'à dix ou douze de leurs membres, il faut reconnaître que la commission d'enquête avait accompli une œuvre difficile.

Mais ce travail d'épuration, s'il parait au plus pressé, ne satisfaisait point à lui seul les tendances des réformateurs, qui demandaient plus qu'un changement de personnel. C'étaient les bases mêmes de l'ancienne organisation et du recrutement du corps d'officiers qu'ils voulaient modifier.

Hardenberg et Altenstein, très étrangers au sentiment militaire, tout imprégnés, comme on l'a pu voir par le *Mémoire* de Riga, des exemples de la révolution française, ne proposaient rien moins, dans leur plan de réorganisation générale de l'État prussien, que de faire élire les sous-officiers par les soldats et les officiers subalternes par les sous-officiers.

Tout novateurs que fussent Scharnhorst et Gneisenau, ils n'allaient pas si loin. Dans les projets qu'ils préparèrent, dès le mois de septembre 1807, ils supprimaient la charge de Junker, c'est-à-dire cette sorte de stage que l'on faisait accomplir, à partir de l'âge de treize ou quatorze ans, par les jeunes nobles destinés à l'état d'officiers. Ils commençaient la hiérarchie des officiers à la charge de *Portepee-Fähnrich*, nom que l'on avait donné jusqu'alors au Junker à partir du moment où il était autorisé à porter les insignes d'officier. Ils ouvraient l'accès de cette charge aussi bien aux roturiers qu'aux nobles, même aux anciens sous-officiers; ils l'ouvraient par un examen dont le programme était modeste, mais qui plaçait la constatation du mérite comme première condition à l'entrée de la hiérarchie militaire.

Pour les promotions ultérieures, Scharnhorst et Gneisenau, qui subissaient, bien qu'à un degré moindre, l'influence des mêmes

exemples et des mêmes doctrines que Hardenberg et Altenstein, avaient imaginé un système mixte. L'élection, mais l'élection par les grades supérieurs, et l'examen y tenaient l'un et l'autre leur place. Les lieutenans du régiment choisissaient pour chaque promotion trois candidats parmi les *Portepee-Fähnrich*. Ceux-ci subissaient l'examen, et, si tous y étaient admis, c'étaient les officiers supérieurs qui proposaient définitivement au roi le candidat qu'il investissait.

Le roi résista durant toute une année aux projets élaborés durant l'automne de 1807. Ce fut seulement en août 1808 qu'il les revêtit de son approbation, sans y apporter de modification sensible. La prérogative royale restait toutefois réservée; le roi pouvait s'affranchir, dans des cas exceptionnels, des règles qui lui étaient tracées.

Ce fut surtout sur la question plus capitale encore du recrutement de l'armée elle-même que Scharnhorst et Gneisenau rencontrèrent, de la part de Frédéric-Guillaume III, une hostilité qui paralysa leurs efforts.

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer la singulière confusion qui se rencontre dans les idées du XVIII[e] siècle allemand sur cette question du recrutement des armées.

La conception du service obligatoire généralisé, du service national, si elle tentait les esprits par ce qu'elle avait de plus équitable, de plus conforme à la notion de l'État moderne avec ses charges et ses devoirs, choquait aussi ce siècle intellectuel, pacifique et cosmopolite.

On s'était acheminé lentement du régime des armées mercenaires au régime des armées nationales. Frédéric-Guillaume I[er] avait proclamé le service obligatoire illimité et institué ce système cantonal, ce système de recrutement régional où chaque régiment avait son canton et y puisait le nombre d'hommes qui lui étaient nécessaires. En 1792, l'on avait commencé à limiter la durée du service. Ainsi se poursuivait l'évolution qui devait aboutir au service universel, limité à la durée strictement nécessaire.

Mais l'esprit du temps, la philosophie du XVIII[e] siècle, battaient en même temps en brèche cette militarisation extrême à laquelle aboutit la constitution des armées nationales, et le service obligatoire généralisé. Il y avait une contradiction évidente entre le mouvement qui portait à la formation d'armées nationales et cette répugnance pour le service militaire, cet éloignement pour tout ce qui touchait à l'armée. Cette contradiction est frappante à l'époque dont nous parlons. Tandis que Herzberg vantait « cette excellente milice nationale, qui devait assurer la victoire, et plus aisément

encore quand elle serait purgée des élémens étrangers et mercenaires, » les philanthropes de la même école se félicitaient que le règlement cantonal de 1792 eût restitué au pays le plus de forces vives, en étendant à outrance les exemptions.

Ce n'était d'ailleurs pas chose facile que de toucher au système du recrutement, tel qu'il existait en Prusse depuis un siècle. Le recrutement des armées et l'état social des peuples se tiennent par mille liens. Surtout dans l'ancienne monarchie des Hohenzollern, dans cet édifice si compliqué et si artificiel, l'état militaire et l'état social, qui coexistaient depuis plus d'un siècle, ne pouvaient ni disparaître ni subsister l'un sans l'autre. Comment eût-on empêché le hobereau prussien de rouer de coups à l'armée le soldat, qu'il ne traitait guère mieux lorsqu'il le retrouvait comme laboureur sur ses terres? Comment eût-on empêché la population rurale de se porter en masse vers ces cités exemptes du service militaire et dont l'accroissement, comme celui de Berlin, commençait à préoccuper l'État, si le servage n'eût retenu à la glèbe ceux qui devaient éprouver la tentation d'échapper par l'émigration aux rigueurs du service illimité? Comment, surtout, eût-on assujetti au service militaire tel qu'il était organisé, avec ses barbaries et ses brutalités, les élémens plus cultivés et plus éclairés de la nation, ceux que la servitude civile n'avait point pliés par avance à la servitude militaire?

Le lien n'existait pas seulement dans la réalité. Il existait aussi dans la pensée des réformateurs prussiens. Ni Scharnhorst, ni Gneisenau ne reculaient devant l'idée d'une transformation sociale qui se trouvait impliquée dans leurs projets de réorganisation militaire. Au cours même de la crise, en 1806, Scharnhorst avait proclamé la nécessité du service obligatoire universel; au printemps de 1807, il avait formé un plan de levée en masse et d'insurrection nationale. Mais lorsqu'après Tilsit il se trouva plus près de la réalisation de ses idées, il dut renoncer à leur donner cette forme. Le véritable obstacle était moins dans la charge qui en fût résultée pour la nation, ou dans la surveillance jalouse du vainqueur, que dans le préjugé dominant dont nous avons indiqué l'origine trop justifiée et qui faisait de l'armée, pour le reste de la nation, un objet d'éloignement et de répulsion.

Scharnhorst, pour vaincre cette difficulté, voulait séparer absolument l'armée permanente et la milice. Il divisait la population en deux classes : l'une était destinée à recruter l'armée permanente; l'autre, formée des hommes qui étaient en état de s'entretenir et de s'armer eux-mêmes, c'est-à-dire des classes aisées de la population, devait constituer la milice. On pensait, par cette séparation, rendre

le service militaire plus acceptable à ceux que l'on voulait y soumettre. La milice devait élire ses officiers, qui auraient même rang et mêmes privilèges que ceux de l'armée permanente. On l'exercerait pendant quatre semaines ou pendant huit semaines chaque année. Enfin, l'on assurerait l'instruction militaire de tous les enfans dans l'école élémentaire.

Cette conception n'avait rien de démocratique, et lorsqu'on rappelait à Scharnhorst que ce projet pouvait présenter quelque danger pour le principe monarchique, que l'armée permanente avait toujours été considérée comme une institution monarchique et la milice comme une institution oligarchique, il répondait que les milices pouvaient, en effet, constituer un danger si les élémens en étaient puisés dans les classes inférieures, mais que tels n'étaient ni sa pensée, ni son projet.

Les idées de Scharnhorst n'en paraissaient pas moins aventureuses. Ce n'était pas seulement le roi qu'elles effrayaient, mais aussi des esprits comme ceux de Gentz, de Vincke, de Niebuhr. Gentz s'indignait de l'esprit outrageusement démocratique et purement révolutionnaire qui régnait dans les bureaux de Königsberg. Vincke, cet administrateur consciencieux, qui avait été en Westphalie le successeur et le disciple de Stein, faisait campagne contre la conscription, qu'il appelait le tombeau de la civilisation, des sciences, de l'industrie, de la liberté civile, de tout ce qui fait la joie de l'homme, et Niebuhr se plaignait de ces enthousiastes qui avaient accueilli les idées anticivilisatrices germées dans le cerveau de capitaines incultes.

La commission de réorganisation militaire échoua devant ces résistances. La seule concession que lui fit le roi fut de supprimer pour l'avenir l'introduction des mercenaires étrangers. Au surplus, le recrutement demeura ce qu'il était; on se décida seulement à apporter quelques atténuations à ces châtimens barbares qui avaient si largement contribué à faire prendre en horreur le métier de soldat par la population civile. Gneisenau avait éloquemment réclamé, dans un article de journal qui fit sensation et agit vraisemblablement sur l'esprit du roi, ce qu'il appelait la liberté de l'échine. Le 3 août 1808, Frédéric-Guillaume III signa les ordonnances qui réalisaient en ces matières des progrès réels, bien que incomplets.

Elles maintenaient encore un code spécial pour les officiers et un autre pour les sous-officiers et les soldats. Ceux-ci étaient partagés en deux classes. Dans la seconde, les peines corporelles demeuraient en vigueur; mais pour les hommes admis dans la première classe et qui formaient la majorité, elles faisaient place aux peines d'emprisonnement. Pour apprécier l'importance d'une ré-

forme qui paraît modeste, il ne faut pas oublier que le code pénal, applicable à la population civile, prévoyait encore, dans un grand nombre de cas, des châtimens corporels.

Quelque idéalistes que fussent les patriotes qui avaient entrepris de réformer l'armée prussienne, la partie morale de leur tâche ne les absorbait point. C'était sans doute la plus importante et la plus ardue, mais il y avait dans les institutions anciennes plus d'un vice d'organisation matérielle à reprendre. Le chef de la compagnie, le chef du régiment, qui n'en étaient souvent pas les commandans effectifs, étaient demeurés, vis-à-vis de l'État, comme autant d'entrepreneurs dont la situation rappelait encore, par plus d'un trait, le temps des lansquenets. Si le chef du régiment ne nommait plus les officiers, il touchait encore les sommes fixées à forfait pour alimenter son corps par le recrutement des mercenaires ; le chef de la compagnie touchait de même les sommes fixées également à forfait pour le petit équipement et l'entretien de ses troupes. Lorsque Frédéric II tenta, par une première réforme, de faire rembourser les frais du recrutement des mercenaires sur des listes présentées par les intéressés, on lui apporta des listes falsifiées. Les officiers multipliaient de même les congés, car ils touchaient les allocations de l'État non d'après le nombre des hommes réellement présens, mais d'après des effectifs théoriques fixés une fois pour toutes. Plus ils affaiblissaient leurs corps, plus ils réalisaient de bénéfices. Enfin ils se faisaient des revenus considérables en autorisant un grand nombre de leurs mercenaires à rentrer provisoirement dans la vie civile, à y exercer des métiers dont ils partageaient les profits. Ces trafics divers, qui attachaient au maintien de la paix tous ceux, officiers ou soldats, qui en bénéficiaient, étaient, pour l'ancienne armée prussienne, une source de démoralisation et de déconsidération universelles. Ces abus eux-mêmes trouvaient, parmi les partisans de l'ancien état de choses, en la personne de Borstell surtout, des défenseurs convaincus. Mais en ces matières Frédéric-Guillaume III passa outre. Napoléon avait mis le doigt sur cette plaie, et le roi de Prusse avait été très sensible au dédain de l'empereur pour l'ancienne organisation de l'armée prussienne. Dès le mois d'août 1807 il avait pris, pour transformer cette organisation défectueuse, pour restituer à l'État ce qui lui appartenait et allouer aux officiers des appointemens fixes, de premières mesures qui furent précisées en juillet 1808.

Il en fut de même lorsqu'il s'agit de décréter en principe l'adoption des méthodes de guerre modernes, de décider que les armées en campagne vivraient dorénavant par la réquisition, qu'elles ne

rentreraient plus dans leurs cantonnemens en hiver, de réduire les *impedimenta* fabuleux de l'ancienne armée.

En résumé, vers la fin de 1808, les patriotes prussiens n'avaient point obtenu, sur les points qui leur tenaient le plus à cœur, de résultats importans.

La question du recrutement de l'armée n'était point résolue par la décision incomplète qui avait fait disparaître la presse des mercenaires; et il existait certainement un écart énorme entre les conceptions si vastes qui remplissaient l'esprit des réformateurs, l'envolée de leurs espérances et les maigres ordonnances que le roi avait consenti à signer. Il en était de leur œuvre comme de celle de Stein et de Hardenberg. Leur état d'esprit les préparait admirablement à s'associer à ce mouvement d'idées où les hommes purement politiques, où Stein et Hardenberg s'étaient engagés. Il s'agissait surtout de manifestations par lesquelles ils espéraient créer et développer l'esprit nouveau au sein de la nation prussienne. Les uns et les autres agissaient sous l'empire du même entraînement. Leur pensée dépassait de beaucoup les réalités immédiates et les possibilités pratiques.

V.

Toutefois, les réformateurs militaires avaient un but immédiat et direct qui les condamnait, plus que les hommes politiques, à rechercher le résultat prochain. Si idéalistes qu'ils fussent, on retrouvait d'ailleurs chez eux ce mélange caractéristique d'esprit pratique qui distingue si particulièrement la fusion de l'esprit allemand et de l'esprit prussien. Ni Gneisenau, ni Boyen, ni Scharnhorst lui-même, ne restaient dans les nuages. Et la nécessité impérieuse d'une reconstitution aussi prompte que possible de la puissance militaire assurait, en fin de compte, une réalisation prochaine de leurs idés. Tandis que dans le domaine des ordonnances Frédéric-Guillaume III et son entourage refusaient d'accepter leurs doctrines, elles s'imposaient, par la force même des choses, dans le domaine des faits.

Il faut avoir toujours présente à l'esprit la situation du gouvernement prussien à cette date. Lorsqu'on fit à Königsberg le compte des trois premiers mois de 1808, cet État, de moins de 5 millions d'habitans, bien plus réduit en réalité, puisqu'il était confiné sur la rive droite de la Vistule, avait touché 1,450,000 fr. et en avait dépensé 9,700,000 francs. L'ancien corps d'officiers n'existait pour ainsi dire plus. On avait congédié sans regret tout

ce qui venait des provinces polonaises récemment acquises et restituées au grand-duché de Varsovie; on avait congédié aussi tout ce qui venait des provinces cédées à Tilsit. Mais ce qui restait, c'est-à-dire les officiers originaires des provinces centrales, véritable pépinière de la noblesse militaire, représentait un effectif beaucoup plus considérable que celui dont on pouvait assurer l'emploi. Sur les 7,121 officiers de l'ancienne armée prussienne, on n'avait pu en conserver, en juillet 1808, que 1,638 en activité. Le reste était en demi-solde, touchant parfois le cinquième des anciens traitemens. Il avait fallu assurer aux officiers subalternes, dans un grand nombre de cas, une ration de pain. L'on avait vu d'anciens officiers, congédiés par la voie du sort, condamnés à fendre du bois, à exercer des métiers manuels. L'on avait dû réduire, parfois de moitié, le traitement des officiers restés au service, supprimer la viande de la nourriture de la troupe.

L'on imagine facilement qu'une semblable situation était peu propice aux projets de réorganisation. L'on avait bien reconstitué sur le papier une armée de 50,000 hommes, à six divisions. Mais tant que le pays était occupé, cette réorganisation devait rester en suspens. L'armée était demeurée dans l'état où l'avait laissée la campagne de 1807; les débris de l'ancienne organisation, les corps nouveaux, rassemblés à la hâte, formaient trois groupes principaux, — un corps de 30,000 hommes dans la Prusse orientale autour du roi, le même qui avait fait, sous la direction de Scharnhorst et de Lestocq, la campagne de Pologne, — un corps de 10,000 hommes en Poméranie aux environs de Colberg, sous les ordres de Blücher, — un autre corps en Silésie, de 10,000 hommes aussi environ, le noyau des formations qu'avait organisées Götzen. Il était impossible de réorganiser sérieusement ces corps tant que la Prusse demeurait dans l'état d'incertitude que Napoléon prolongeait à dessein.

De ces extrémités cependant sortit l'une des mesures qui contribuèrent le plus à préparer la revanche militaire de la Prusse. Scharnhorst reprit, durant cette période si agitée de l'été de 1808, le projet qu'il avait conçu en juillet 1807 aussitôt après Tilsit, et le fit sanctionner par l'ordre de cabinet du 6 août 1808. On réduisit dans une large mesure l'effectif des compagnies, et l'on appela successivement les cantonistes demeurés dans leurs foyers à s'exercer durant un mois au régiment. Il fut également décidé que chaque régiment détacherait un certain nombre d'officiers qui se rendraient durant les jours fériés dans le canton du régiment pour y exercer les hommes en congé de l'ancienne armée.

Les partisans du service obligatoire prenaient ainsi largement leur revanche sur l'échec que leur avaient imposé la volonté du roi

et les intrigues qui s'agitaient autour de lui. L'on soumettait à des exercices militaires tous les hommes qui n'étaient point compris dans les catégories d'exemptés; c'était un progrès considérable réalisé vers l'application du service universel. Les officiers avaient reçu l'ordre de traiter les hommes avec les plus grands ménagemens. Chacun se familiarisait avec le service et la réconciliation de l'armée et de la nation était préparée de la façon la plus pratique. Ces mesures exceptionnelles, ce rapide passage sous les drapeaux, faisaient pénétrer partout la notion exacte de la situation violente de l'État, des devoirs civiques, du rôle de l'armée. Les soldats d'un mois, les *Krümper*, jouèrent un rôle considérable dans la guerre d'indépendance, et leur appel constitua l'un des élémens les moins apparens peut-être, mais certainement les plus réels du mouvement national.

L'exposé des réformes militaires nous a entraînés jusqu'à l'été de 1808. Les patriotes prussiens étaient alors dans un état d'esprit différent de celui où les avait laissés le traité de Tilsit. Pleins d'espérances et de projets qui devaient se heurter et se briser contre la faiblesse et les méfiances du souverain, ils se croyaient à la veille d'un soulèvement national. C'est sous l'influence de ce premier réveil, avant-coureur de la guerre nationale de 1809, qu'ils réussirent à obtenir la signature de Frédéric-Guillaume III, pour quelques-unes des mesures qu'ils proposaient, et qui se rattachaient à un plan de mobilisation contre la France.

Les résultats qu'ils avaient obtenus étaient minces sans doute. L'accès du corps d'officiers ouvert à toutes les classes sociales, conquête plus théorique que réelle, quelque adoucissement dans la condition du soldat, la suppression du recrutement des mercenaires, et l'échec de tous les projets d'armée nationale, tel était le bilan de la réforme militaire, lorsque la convention de septembre 1808 et la retraite de Stein livrèrent de nouveau la Prusse désemparée à la domination française, et engagèrent la politique prussienne dans une voie nouvelle. Toutefois la nécessité de préparer et d'instruire, par un passage rapide dans les rangs de l'armée permanente, le plus grand nombre d'hommes possible, avait imposé des mesures qui ressemblaient singulièrement à l'organisation d'une milice nationale. Les nécessités nouvelles avaient vaincu, par la force même des choses, la résistance des élémens traditionnels, et les faits avaient une fois de plus triomphé des édits.

C'est un trait frappant de la réforme militaire, un trait où se retrouve toute l'action de la Prusse sur le génie allemand, que l'idéalisme des chefs militaires et leurs conceptions aventureuses

n'aient point exclu l'esprit pratique. Ce n'était pas seulement le programme d'une réorganisation sociale qu'ils voulaient emprunter à la révolution française, c'était aussi la force effective avec laquelle ils espéraient sauvegarder leur nationalité menacée.

Mais combien, eux aussi, étaient pénétrés des exemples de la révolution et imbus de son esprit! Leur haine pour la France était plus vivace encore que celle des hommes politiques. Hardenberg n'avait point de haines. Chez Scharnhorst et chez Gneisenau, l'horreur du Welche était une passion. Chez les esprits inférieurs, qui y joignaient l'étroitesse, cette passion atteignait au ridicule.

Et cependant, dès 1807, Gneisenau, dans une page qu'aurait pu signer Hardenberg, laissait apparaître avec la dernière clarté la source d'où découlaient ses idées nouvelles et ses conceptions sur la régénération de la Prusse, en même temps qu'il trahissait le lien étroit de la réforme militaire et de la réforme sociale.

« Une cause, écrivait-il, a contribué à porter la France à ce degré de puissance. La révolution a éveillé toutes les forces sociales et assuré à chacune un cercle d'action approprié. Quel trésor de force latente inutilisée gît dans le sein des nations! Dans l'âme de milliers et de milliers d'hommes demeure un génie dont les circonstances extérieures dépriment et arrêtent l'essor... La révolution a mis en œuvre la force nationale tout entière du peuple français, et, si les États européens veulent rétablir les anciens rapports des nations entre elles et l'équilibre qui en résultait, il faut qu'ils puisent aux mêmes sources. S'ils s'approprient les résultats de la révolution, ils auront le double avantage d'opposer leur force nationale dans toute sa puissance aux forces étrangères, et d'éviter les périls d'une révolution intérieure qui les menace encore, parce qu'ils n'ont pas su échapper par une transformation volontaire aux dangers d'une transformation violente. »

Ainsi Gneisenau et Hardenberg, ce Hanovrien et cet Autrichien qui, comme tant d'autres, avaient trouvé en Prusse une patrie d'adoption, la patrie morale de la nationalité allemande, rencontraient presque les mêmes termes pour traduire les mêmes pensées. Le scepticisme éclairé de l'un et la passion contenue de l'autre, l'esprit facile du diplomate et le clair jugement du chef militaire se trouvaient d'accord pour constater la supériorité morale du peuple dont ils subissaient la supériorité matérielle. Et s'ils devaient réussir à secouer l'une, ils ont inscrit l'autre dans l'histoire, de façon qu'elle n'en puisse être effacée. Il n'est point de témoignage moins suspect de l'action dominante de la France sur les origines de l'Europe contemporaine.

G. CAVAIGNAC.

LE

GRAND CLASSIQUE

DU ROMAN ANGLAIS

HENRY FIELDING.

Fielding est, comme Molière, un de ces auteurs excellens dont le solide génie est fait surtout de bon sens. Un écrivain, un homme éminemment sensé doit être la clarté même : aucune ombre mystérieuse n'enveloppe l'œuvre ni le caractère de Fielding. Sa vie peut offrir des parties mal connues, elle n'a rien de psychologiquement obscur, et, quant à son style, il est tel qu'on devait l'attendre d'un ami si intransigeant de la lumière qu'il n'admettait point l'existence des prétendues beautés littéraires dont le sens est ambigu. Dans une fantaisie satirique intitulée : *Voyage dans l'autre monde,* il nous montre Shakspeare consulté par deux commentateurs en querelle sur le sens d'un vers d'*Othello :* « Ma foi ! dit le poète, je l'ai bien oublié depuis le temps... Mais rien ne me confond plus que la peine qu'on se donne pour découvrir des beautés obscures dans un auteur. A coup sûr, les beautés les plus belles et les plus utiles sont toujours celles qu'on voit en plein à première vue, et quand deux significations d'un même passage peuvent tenir le moins du monde l'esprit en balance, je mets en fait que ni l'une ni l'autre ne vaut un liard. »

Cependant la clarté de Fielding n'est point cette pauvreté spirituelle et morale des natures tellement simples qu'un trait superficiel suffit presque pour les décrire. On s'y est trompé quelquefois, et sa bonne renommée a un peu souffert, comme sa gloire, des définitions et des jugemens sommaires qui sont l'éternelle tentation de la critique. Parce qu'il présente avec Richardson, son grand contemporain, une antithèse naturelle, un contraste bien tranché à beaucoup d'égards, on les a opposés l'un à l'autre trop absolument comme le *réaliste* à l'*idéaliste*, et, afin de rendre l'opposition encore plus frappante, on a rétréci et faussé le caractère du réalisme de Fielding en n'en signalant que les parties plus ou moins grossières et basses au détriment de la belle et large humanité qui le distingue surtout. On n'a pas moins dénaturé l'idée de sa personne morale. Parce que Fielding a vécu d'une vie singulièrement intense, épuisant jusqu'à la lie toutes les jouissances amères, mais aussi toutes les fortifiantes épreuves où l'expérience se forme et où se trempe le caractère ; parce que sa robuste et riche maturité est sortie d'une jeunesse insouciante et dissipée, on l'a tenu pour jeune et fou jusqu'à la fin et on n'a voulu voir que la première moitié de l'image qu'il nous offre d'un homme vraiment complet et de tous points conforme au type normal maintes fois retracé par les philosophes et par les poètes. Parti pris d'autant plus injuste que les seuls ouvrages de Fielding qui aient survécu sont les fruits sérieux de son âge mûr et que toute la folle avoine de sa jeunesse est envolée et oubliée.

Il a paru en Angleterre depuis une dizaine d'années plusieurs travaux sur Fielding, trois surtout qui me serviront de guides principaux dans l'étude que j'entreprends à mon tour : d'abord, un substantiel et savoureux essai de M. Leslie Stephen dans le troisième volume du recueil d'articles qu'il a intitulé : *Hours in a library;* puis, une magistrale introduction du même auteur à la grande édition de Fielding en dix volumes ; enfin, dans la collection des *English men of letters*, une sobre et précise biographie critique de M. Austin Dobson. A ces trois études récentes, il n'est que juste d'ajouter la très consciencieuse et laborieuse *Vie de Fielding* de Frederick Lawrence, ouvrage plus ancien, mais utile encore, que les derniers biographes me semblent estimer trop au-dessous de sa valeur.

I.

Né en 1707, Henry Fielding était un des enfans du général Edmund Fielding qui combattit sous Marlborough, et il descendait d'une famille alliée à l'illustre maison de Habsbourg. Dans le cercle de

ses plus proches parens, il nous suffira de nommer sa cousine, la célèbre lady Mary Wortley Montagu, de dix-sept ans plus âgée que lui, et sa sœur Sarah, auteur d'un roman, *David Simple*, pour lequel le grand frère a fait une préface.

Henry Fielding perdit sa mère de bonne heure. Après avoir été confié quelque temps à un pasteur de village, il fit ses premières études à Eton. Ce qu'il est intéressant de noter, à propos de l'éducation scolaire de Fielding, c'est sa remarquable culture classique, fort supérieure à celle des deux romanciers, ses contemporains et ses rivaux, Smollett et Richardson. « Je possède l'italien et le français, dit-il lui-même dans de petits vers adressés à Robert Walpole, j'écris en latin et je lis le grec. » Il le lisait assez pour entreprendre, en collaboration avec un ami, une traduction d'Aristophane dont le commencement seulement fut exécuté. Le savoir littéraire de Fielding ne va pas sans un peu de pédantisme. A tout propos, et quelquefois hors de propos, il aime à faire parade des belles citations dont sa mémoire est meublée. Les moins bonnes digressions du roman d'*Amelia* procèdent d'une complaisance de ce genre. Dans une invocation à la Muse, qui ouvre le XIIIe livre de *Tom Jones*, l'auteur énumère tous ses grands modèles : « Viens, toi qui as inspiré ton Aristophane, ton Lucien, ton Cervantes, ton Rabelais, ton Molière, ton Shakspeare, ton Swift, ton Marivaux... » De cette liste deux noms surtout sont à retenir, Shakspeare et Cervantes; c'étaient, entre tous les autres, ses auteurs favoris. Sa profonde admiration pour Shakspeare, l'intime connaissance qu'il a de ses œuvres, méritent bien d'être remarquées dans un siècle dont nous méprisons beaucoup trop le sens critique en littérature ; il est vrai que Fielding ne commente le texte de Shakspeare ni comme les philosophes de l'avant-dernière mode, ni comme les philologues d'aujourd'hui : il le goûte à la bonne et vieille manière, littérairement. Quant à Cervantes, voilà certainement, de tous les grands maîtres de la pensée et de l'art, celui auquel Fielding doit le plus et ressemble le plus ; ressemblance et dette qu'il ne songe pas à cacher et qu'il avoue jusque dans le titre de quelques-uns de ses ouvrages.

Au sortir d'Eton, Fielding avait dix-sept ou dix-huit ans. Il était d'humeur amoureuse et entreprenante, s'il est vrai qu'il tenta d'enlever vers cette époque une demoiselle Andrew. L'insuccès de cette passion lui inspira son premier essai littéraire, une traduction en vers burlesques de la sixième satire de Juvénal. Nous le voyons ensuite à l'université de Leyde, où il commença l'étude du droit et écrivit les premières scènes d'une comédie, qui fut jouée plus tard, *Don Quichotte en Angleterre*. Cependant son père, le général, s'était remarié, lui donnant une suite de frères et de sœurs

du second lit, et, selon le cours ordinaire des choses, le fils du premier lit fut négligé. La pension sur laquelle il vivait cessant de lui être servie, il interrompit ses études de droit, quitta Leyde et se rendit à Londres, résolu à se faire par sa plume une existence indépendante.

C'était un géant de plus de six pieds de haut, dont il est assez difficile de reconstituer les traits primitifs d'après le portrait que Hogarth a fait de lui, et de mémoire encore, quand il avait perdu toutes ses dents et touchait à sa fin; mais nous possédons un autre portrait de Fielding de la main de l'écrivain lui-même, car il n'est pas douteux qu'il a fait allusion à sa propre personne au XI[e] livre d'*Amelia*, dans cette esquisse du capitaine Booth: « Un nez en trompe d'éléphant, des épaules de portefaix, et les jambes d'un porteur de chaise. » Il avait une santé solide, jusqu'au moment où la goutte, héréditaire dans sa famille et trop favorisée par ses mœurs, vint miner sa constitution; mais c'est justement alors que sa force de résistance et sa vitalité paraissent admirables. Un de ses traits les plus caractéristiques est l'amour de la vie: entendez par là le goût vif de tous les plaisirs que la vie procure à qui sait en user; la faculté de jouir du moment présent sans se faire de soucis au sujet du lendemain; enfin la simple joie de vivre, en dépit de tous les maux et de toutes les calamités qui seraient pour d'autres autant de raisons de haïr la vie et d'aimer la mort.

C'est dans le théâtre que Fielding chercha d'abord sa voie et ses moyens d'existence. De 1728 à 1737, il écrivit une trentaine de pièces en vers et en prose, comédies, farces, satires littéraires ou politiques, traductions de Molière, imitations de Congreve et de Wycherley, dont aucune n'a su prendre et garder sa place au répertoire dramatique de l'Angleterre et que de rares curieux lisent seuls aujourd'hui. Ce n'est pas qu'elles soient ennuyeuses. Swift disait n'avoir ri que deux fois dans sa vie: de l'un de ces deux rires si extraordinaires une pièce de Fielding a eu l'honneur. Mais elles n'ont pas un fond assez original, ni une forme assez élaborée. Productions hâtives de l'industrieuse nécessité plutôt qu'ouvrages de l'art, lady Montagu disait d'elles que l'auteur les aurait presque toutes jetées au feu, « s'il avait pu se procurer viande et pain sans argent, et argent sans écrivailler, » et Fielding avouait lui-même qu'il avait quitté la carrière dramatique à l'âge où, son apprentissage du métier venant seulement de finir, il aurait dû faire ses débuts. Je ne dis rien d'une licence de mœurs et de langage, qui peut constituer aujourd'hui un attrait pour la curiosité de notre érudition, mais qui fut parfois excessive au point de scandaliser le public même de cette époque peu prude. Au surplus, la faiblesse de Fielding dans l'ordre dramatique accuse moins l'insuffisance

particulière d'un poète comparé à des poètes meilleurs, que l'infériorité générale du théâtre au XVIIIe siècle en face du roman, qui allait bientôt l'éclipser et devenir la forme la plus importante de l'art littéraire.

Pendant une dizaine d'années, Fielding parcourut la carrière dramatique avec les alternatives ordinaires de succès et d'échecs. Il eut pour interprètes la première actrice du temps, Kitty Clive, et le premier acteur, Garrick. Au nom fameux de Garrick se rattache une anecdote sur la philosophique insouciance avec laquelle Fielding aurait attendu, ses pièces une fois terminées, leur bonne ou leur mauvaise fortune sur la scène. Au courant d'une répétition, le grand comédien avertit le poète qu'il avait peur que le public n'accueillît mal un certain passage : « Au diable le public! répondit Fielding; si la scène n'est pas bonne, eh bien! on s'en apercevra. » La pièce fut jouée et la scène sifflée. Décontenancé par le vacarme, Garrick courut trouver l'auteur au cabaret, où il se régalait avec une bouteille de champagne pendant que la fumée et le jus de tabac lui sortaient de la bouche; car Fielding, chose horrible à dire, chiquait. — « Qu'y a-t-il donc, Garrick? » — « Parbleu! c'est la scène que je vous avais conseillé de retrancher. Ils m'ont tellement troublé avec leurs sifflets que je ne pourrai pas me remettre de toute la soirée. » — « Bon! dit Fielding reprenant sa pipe, c'est comme je vous disais : ils s'en sont aperçus. »

En 1736, Fielding devint, pour une courte saison, directeur de troupe. Deux comédies politiques, *Pasquin* et *le Registre historique pour l'année 1736*, où le gouvernement de Robert Walpole était satirisé, mirent brusquement fin à sa carrière dramatique. Un projet de loi fut présenté au parlement pour restreindre le nombre des théâtres et soumettre toutes les pièces à la censure du lord chambellan; loi votée sans délai par les deux chambres, malgré l'opposition qu'y fit dans celle des lords, au nom de la liberté de la presse, le comte de Chesterfield, à qui Fielding avait précédemment dédié sa comédie de *Don Quichotte en Angleterre*. Il y a dans le discours de lord Chesterfield un passage qui est d'une bien jolie impertinence : « L'esprit, milords, est une sorte de propriété; c'est la propriété de ceux qui en ont, et, trop souvent, c'est la seule sur laquelle ils puissent assurer leur vie. Assurance fragile, je l'avoue! Grâce au ciel, nous autres lords nous avons, pour vivre, des ressources d'un genre tout différent, ressources bien autrement solides, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas nous sentir personnellement atteints par la loi qui nous est soumise; mais c'est notre devoir d'encourager et de protéger l'esprit chez les autres, l'esprit partout où il y en a. »

Toute la jeunesse de Fielding, et, il faut ajouter, la plus grande

partie de son âge mûr, nous offrent l'aspect débraillé d'une véritable vie de bohème. Cela dit une fois et bien entendu, le point délicat est de rendre justice à l'honnêteté relative d'une morale assurément fort lâche, mais qui avait pourtant des principes et qui prétendait même poser à la licence certaines limites très précises. Un personnage de la comédie du *Jour de noces*, qui semble jouer dans cette pièce l'éternel rôle des Aristes et des Thévenins, s'adresse en ces termes sévères au galant d'une femme mariée : « Quel droit as-tu donc d'attaquer et de détruire le bonheur d'un autre? Quoique la honte puisse d'abord être pour le mari, elle ne reste pas à lui seul, et la femme est toujours exposée au déshonneur et à la ruine. Quant au galant, qui mérite le plus le blâme, c'est lui qui est le plus sûr d'y échapper. — Ouais! tu ne vas pas devenir un hypocrite, j'espère. Prétends-tu que ta vie soit conforme à cette doctrine? — Ma pratique n'est peut-être pas, je l'avoue, toujours conforme à ma théorie ; *mais je prétends pécher en faisant aux autres le moins de mal que je puis*. Et voici ce que j'ose affirmer, la main sur la conscience : jamais je n'ai séduit une jeune fille pour sa perte, ni une femme mariée dont j'aurais risqué de mettre le mari au désespoir. Maintenant, je sais que tu as un bon cœur et que tes imprudences ne viennent que de ce que tu ne considères pas assez les conséquences de tes actions. » — Voilà la morale expresse de Fielding; il l'a plusieurs fois déclarée, notamment par la bouche de Tom Jones, le premier de ses héros, et nous pouvons lui faire l'honneur de croire qu'il a voulu lui-même la pratiquer avec une intention sincère. Malheureusement il s'en faut qu'elle soit aussi claire dans l'application qu'elle paraît l'être dans son exposé de principes, et le passage même que je viens de citer contient l'aveu des graves méprises auxquelles on s'expose en la prenant pour règle. Il n'y a d'absolument net en morale que l'impératif catégorique : Fais ce qui est bien; abstiens-toi de ce qui est mal. S'interdire un péché *à cause de ses conséquences*, c'est une pauvre considération impliquant qu'il pourra y avoir des péchés permis quand ils nous sembleront sans conséquences funestes, et telle est, en effet, la chétive théorie morale de Fielding : — « Je ne prétends pas au don de chasteté, dit Tom Jones ; j'ai commis des fautes avec les femmes, j'en conviens; mais je n'ai pas conscience d'avoir fait tort à aucune d'elles, et je ne voudrais pas, pour me procurer des plaisirs, être *sciemment* la cause des malheurs d'une créature humaine. » — Très bien ; mais si vous devenez cette cause *insciemment?* La seule chose que vous sachiez, c'est que vous allez faire mal, et la seule chose que vous puissiez, c'est de vous abstenir; le reste n'est ni en votre connaissance ni en votre pouvoir.

« Bonnes ou mauvaises, une fois commises, nos actions existent; elles vivent, elles se développent, indépendamment et au dehors de nous comme des enfans échappés à la tutelle domestique et qui souvent ressemblent si peu à leur père qu'au contraire ils se dressent en face de lui, dans sa propre maison, comme une contradiction vivante (1). » Voilà la vérité, qu'un moraliste autrement grave, élevé et profond que Fielding devait développer avec une admirable éloquence dans un chef-d'œuvre du roman. L'étrange prétention de « pécher en faisant aux autres le moins de mal possible » est une erreur naïve que George Eliot, grande lectrice de Fielding, a notée, j'imagine, avec un beau sourire attristé et plein d'indulgence : « Depuis que je sais additionner, dit le noble Adam Bede, j'ai vu assez clairement qu'on ne peut jamais mal agir sans causer plus de tort et de chagrin qu'on ne saurait le croire. C'est comme du mauvais ouvrage; vous ne pouvez jamais voir la fin de l'ennui qu'il donne. »

Fielding s'était marié en 1735. Sa femme, miss Charlotte Cradock, possédait, avec une jolie petite fortune de 1,500 livres sterling, toutes les vertus et une beauté accomplie, si l'on s'en rapporte aux portraits enthousiastes que Fielding a tracés d'elle dans *Tom Jones*, sous le nom de Sophie Western, et dans *Amelia*. Personne, d'ailleurs, ne s'est inscrit en faux contre ce témoignage. Le seul point sur lequel plane un léger mystère est le nez de cette demoiselle, qui avait été, paraît-il, endommagé assez gravement dans une chute. Le tendre époux nous jure que l'imperceptible cicatrice du nez d'Amelia ajoutait un je ne sais quoi à ses charmes, pendant que Samuel Johnson, avec sa brutalité ordinaire, dénonce « ce vilain nez cassé, jamais raccommodé. » Les premiers biographes de Fielding ont raconté qu'après son mariage il alla s'établir avec sa femme dans une petite campagne qu'il avait héritée de sa mère et qui lui rapportait environ 200 livres de rente. Là, malgré la bonne résolution qu'il avait prise de mettre un peu d'ordre dans sa vie, son naturel insouciant et prodigue l'emporta : il voulut rivaliser de splendeur avec les squires du voisinage, acheta une meute, une écurie, tint sa table ouverte à tout joyeux compagnon et s'entoura de nombreux domestiques en livrée *jaune*. Les étoffes et les couleurs jaunes durent peu, il fallait renouveler souvent la livrée; de sorte qu'en moins de trois ans, Fielding eut dévoré les 1,500 livres de sa femme et son propre patrimoine, qui, avec une sage administration, lui aurait assuré l'indépendance pour tout le reste de sa vie. Les biographes récens ont réfuté, point par point, cette histoire, où ils trouvent des impossibilités matérielles et qu'ils

(1) F. Brunetière, *le Roman naturaliste*.

traitent de légende; mais ils concèdent que le fond en est vrai et que l'insouciante prodigalité de Fielding reste un fait hors de doute. Cette concession diminue un peu l'intérêt de la réfutation. Les seules légendes qu'il importe absolument de réfuter sont celles qui faussent le caractère des hommes ou des choses. L'historiette des livrées jaunes, « sous toutes réserves » désormais, continuera toujours à être répétée, parce que, réelle ou non, elle est *vraie* et n'a d'autre tort que de prêter trop libéralement la parure d'une image à cette proposition abstraite : Fielding vivait au jour le jour, jetait l'argent et ne comptait pas. Le souci qu'il montra plus tard de l'avenir de sa famille, le sacrifice qu'il fit de sa santé et de sa vie aux devoirs de sa profession n'est pas un argument contre la tradition des dissipations de sa jeunesse; car c'est le propre des natures ardentes et riches, des exemplaires complets de l'humanité, comme l'était Fielding, de se porter d'abord aux extrêmes et de donner successivement la mesure de tout ce dont l'homme est capable en fait de folies comme en fait de vertus.

II.

La loi sur la censure des œuvres dramatiques avait écarté Fielding du théâtre. Après 1737, il ne composa plus que deux ou trois comédies. Le journalisme devint, dès lors, un de ses moyens d'existence. En même temps, quoiqu'il eût trente ans déjà et qu'il fût père de famille, il se remit avec zèle à l'étude du droit autrefois commencée à l'université de Leyde. Il fut admis au barreau en 1740. La même année, un gros événement littéraire vint révéler son génie et ouvrir sa voie véritable à celui que Walter Scott appelle « le père du roman moderne. »

Cet événement était l'apparition d'un roman moral, intitulé : *Paméla ou la vertu récompensée, en une série de lettres familières d'une jeune servante à ses parens; publication destinée à fortifier les principes de la vertu et de la religion dans l'âme de la jeunesse des deux sexes.* C'est l'histoire d'une jolie servante, qui, en résistant aux séductions et aux violences de son jeune maître, finit par s'en faire épouser. L'auteur était Samuel Richardson, petit homme sage et froid, ayant passé la cinquantaine, imprimeur de son métier, quoique assez ignorant; correct, rangé, tenant exactement ses comptes, strict observateur des règles religieuses et de toutes les règles; sortant peu, bornant ses relations mondaines à un petit cercle de dévotes et de bégueules dont il était l'oracle; végétarien en outre, buveur d'eau et de thé; bref, l'opposé de Fielding en tout.

Nous avons bien besoin aujourd'hui de nous rappeler les leçons

des maîtres qui nous exhortent à entrer, à force d'intelligence historique, dans le sentiment des siècles passés, pour parler avec une juste modération de cet insupportable ouvrage. Car notre premier mouvement serait de dire que la littérature n'a rien produit de plus niais, de plus prolixe, de plus insipide, de plus écœurant. La forme épistolaire, adoptée par l'auteur, est d'abord une idée absurde. Paméla, emprisonnée par son tyran, soumise à la plus étroite surveillance, passe ses jours et ses nuits à écrire. Quand elle tente de s'échapper, *elle écrit son projet d'évasion*. Craignant qu'on ne mette la main sur son journal, elle en fait un résumé, et Richardson, qui nous a donné l'in-extenso, nous donne aussi le résumé, qui n'est pas court; mais le résumé pouvait être pris : pourquoi n'a-t-elle pas fait un résumé du résumé? Naturellement, les lettres de Paméla à ses parens sont toutes interceptées par le jeune seigneur, qui les lit, qui y voit le récit de ses entreprises scélérates, et *qui les envoie à leur adresse!* Deux tentatives de viol (racontées, comme tout le reste, par Paméla elle-même) sont décrites avec un réalisme cruel, avec un luxe de détails hideux qui en font une lecture des plus répugnantes. Et voilà l'immonde goujat, dont Paméla ne parle qu'avec une tendre vénération, qu'elle adore au fond de son cœur et qu'elle rêve pour mari! Devenue sa femme, elle écrit : « Que Dieu bénisse et récompense le cher, le cher, le bon seigneur qui a ainsi exalté son indigne servante et qui lui a donné dans son sein une place que les plus grandes dames envieraient! » Elle pardonne tout, elle oublie tout, et sa jolie bouche applique un baiser sur la peau dégoûtante de l'ignoble Mrs Jewkes, qui fut sa geôlière, son bourreau et le vil instrument des plus infâmes desseins! J'entends bien le bon Walter Scott qui me tire ici par la manche et me dit : « Au siècle dernier, la hiérarchie sociale inspirait aux classes inférieures un sentiment de subordination dont nous pouvons à peine nous faire une idée; la richesse et le rang, ainsi que l'autorité domestique, étaient l'objet d'un respect qui nous semble aujourd'hui fort exagéré. » Mais le moins qu'on puisse demander au génie, c'est justement d'avoir pour les monstruosités morales de son temps quelque chose du regard de la postérité et de ne point nous donner comme humain et comme naturel ce qui révoltera la conscience de l'avenir. Rien dans toute l'œuvre de Fielding, qui passe pour indélicate, ne choque autant notre sens moral que l'invraisemblable histoire dont l'auteur de *Paméla* a prétendu faire un sujet d'édification.

Le roman de Richardson, avec ses scènes violemment réalistes, avec d'autres scènes d'un genre plus galant où l'on voit le maître de Paméla se baisser et lui demander si elle n'a pas caché ses lettres sous sa jarretière, avec sa moralité de collège où la vertu est

soutenue par l'espoir d'un beau prix doré sur tranches, fut acclamé par toute l'Angleterre comme l'Évangile. Un prédicateur le loua du haut de la chaire, d'autres le mirent immédiatement au-dessous de la Bible, et Pope déclara qu'un tel livre ferait plus de bien qu'une multitude de sermons. Quatre éditions parurent en six mois, l'ouvrage fut bientôt dans toutes les mains. Ce prodigieux engouement s'explique jusqu'à un certain point par la charmante surprise que durent causer un genre tout nouveau en littérature et une espèce de talent dont aucun romancier anglais n'avait fait preuve avant Richardson : l'analyse minutieuse des sentimens du cœur. Il n'y en a pas trace chez Defoe, si ingénieux, d'ailleurs, et si divertissant dans ses récits d'aventures imaginaires. Pour la première fois, le public était invité par un maître dans l'art des dissections morales à suivre un cours d'anatomie passionnelle et le démonstrateur ne pouvait pas entrer dans des explications trop détaillées et trop longues pour son auditoire ravi. En France, l'abbé Prévost, Crébillon fils et surtout Marivaux, dans *la Vie de Marianne*, s'étaient déjà distingués par des analyses plus ou moins délicates des mouvemens de la sensibilité ; mais ils furent les premiers à reconnaître la supériorité de Richardson, supériorité qui ne fut, d'ailleurs, pleinement établie qu'après la publication d'un chef-d'œuvre autrement considérable que *Paméla*, l'histoire de *Clarisse Harlowe*.

Fielding vit *Paméla* plutôt avec nos yeux qu'avec ceux des lecteurs de 1740. Il trouva ridicule le roman si vanté de Richardson et conçut le dessein de le parodier. De cette pensée naquirent *les Aventures de Joseph Andrews*, roman comique qui parut en 1742. Joseph est le frère de Paméla. Joli garçon, il est au service d'une grande dame qui devient follement amoureuse de lui, lui fait des avances de plus en plus claires et enfin... saisit son manteau ; mais le chaste Joseph échappe avec sa virginité. Comme les valets de Molière, qu'on voit recommencer pour leur compte la comédie donnée par leurs maîtres, M[rs] Slipslop, la femme de chambre, renouvelle sur Joseph, toujours inviolable, l'assaut de sa maîtresse. Mais la parodie s'arrête là. Fielding oublie bientôt ou dédaigne l'intention moqueuse qui a été son point de départ, quoique le roman de Richardson offrît encore d'abondans motifs de caricature, à commencer par l'intimité de Paméla avec son inséparable encrier. L'histoire de Joseph change assez inopinément et devient celle de ses amours pour une humble et pauvre fille nommée Fanny, qu'il finit par épouser après toutes sortes de tribulations et de mésaventures. La parodie ne reparaît qu'à la fin du roman, mais d'une façon bien piquante et bien juste. Paméla, devenue grande dame, conçoit le mépris le plus hautain pour la personne de basse condition que Joseph veut lui donner pour belle-sœur et trouve une

énorme différence entre son propre cas et celui de Fanny : « Mon frère, dit-elle, le conseil que mon mari vous donne est un conseil d'ami, et je n'ai pas le moindre doute que ce ne soit aussi l'avis de papa et de maman ; ils auront toute raison d'être fâchés contre vous si vous voulez détruire ce que sa bonté a fait et rabaisser de nouveau notre famille, après qu'il l'a élevée si haut. Vous devriez prier Dieu, mon frère, pour que sa grâce vous assiste contre votre passion, au lieu de vous y abandonner. — Pour sûr, ma sœur, vous ne parlez pas sérieusement ; vous savez bien que Fanny est votre égale. — *Elle était mon égale*, répondit Paméla ; mais je ne suis plus Paméla Andrews ; je suis la femme de ce seigneur, et, comme telle, fort au-dessus d'elle. J'espère que je ne me conduirai jamais avec un orgueil inconvenant ; mais, en même temps, je m'efforcerai toujours de me connaître moi-même et je ne mettrai pas en question le pouvoir de la grâce divine pour me rappeler qui je suis. »

Les parodies trop prolongées finissent par lasser, et Fielding a sans doute bien fait de ne pas soutenir la sienne ; mais il résulte de son changement de dessein que l'unité d'impression manque au roman de *Joseph Andrews*. Le titre complet de l'ouvrage est : *Aventures de Joseph Andrews et de son ami, M. Abraham Adams, imitées de Cervantes, auteur de Don Quichotte*. Le personnage nommé en seconde ligne est le véritable héros de l'histoire. Si *Joseph Andrews* n'est pas, à tout prendre, le meilleur roman de Fielding, s'il ne vaut pas, à beaucoup près, celui de *Tom Jones* pour l'ampleur de l'invention, l'intérêt de l'intrigue, la variété des tableaux et la richesse des idées, le révérend Abraham Adams est considéré à bon droit comme sa création la plus heureuse. L'imitation de Cervantes, ingénument avouée dans le titre, ne diminue en rien l'originalité de ce caractère ; car la figure, le tempérament, les idées, la profession, les goûts, bref, les personnes physiques et morales du ministre nomade et du chevalier errant diffèrent autant qu'il est possible, et ils sont, chacun à sa manière, deux individus complets et vivans. La ressemblance se borne à ceci, qu'ils sont tous les deux les plastrons de toutes sortes de méchantes plaisanteries, — étant, l'un, bâtonné et berné ; l'autre, plongé dans l'eau par de joyeux convives, renversé dans la boue par une troupe de cochons qui lui passent sur le corps, ou déchiré en soutane par une meute que des chasseurs excitent contre ce gibier d'un nouveau genre, — et que, dans les situations les plus ridicules, ils nous restent toujours sympathiques, ne perdant rien ni de notre respectueuse estime ni de notre affection. A une âme d'une enfantine simplicité, d'une pureté angélique, Adams joint un corps d'athlète et un cœur de héros ; son poing puissant, qui

assommerait un bœuf, est continuellement levé pour la défense des deux innocens qu'il protège, Joseph et Fanny. Son esprit est un composé délicieux d'ignorance du monde et de science des livres; il possède sur le bout du doigt la politique d'Aristote, mais il ne sait rien des choses contemporaines et de la gazette du jour. Grand amateur de grec, il a consacré des années à exécuter de sa propre main une belle copie d'Eschyle, dont il ne se sépare jamais, jusqu'à ce qu'il la jette au feu dans un moment de distraction. Si profondes sont ses rêveries, qu'il est capable en voyage d'oublier son cheval dans une écurie d'auberge et de poursuivre sa route à pied, ou encore de se transporter à Londres, de très loin, pour y vendre plusieurs volumes de sermons manuscrits qu'il croit avoir mis dans sa valise et qui sont restés dans son secrétaire.

A l'inverse de Richardson, que sa respectabilité gourmée entêtait de préjugés aristocratiques et glaçait de morgue pharisienne, Fielding, joyeux pécheur, se sentait attiré par l'humanité d'en bas, comme plus humaine et meilleure que l'autre; de toutes les pages de l'Évangile, celles assurément qui lui allaient le plus au cœur étaient, avec l'histoire du pauvre péager, la parabole du bon Samaritain. Il a refait celle-ci à sa manière dans un chapitre particulièrement remarquable du roman de *Joseph Andrews*. Joseph, attaqué par des voleurs, blessé et dépouillé de tout jusqu'à sa chemise, avait été laissé nu et saignant dans un fossé de la grande route. Un coche vint à passer. Le postillon, entendant un gémissement, arrêta ses chevaux et dit au cocher qu'il y avait sûrement dans le fossé un mort, car il l'avait entendu gémir. « En avant, drôle! cria le cocher; voilà une jolie heure pour perdre notre temps à nous occuper des morts! » Mais une dame curieuse insista pour que l'on vît ce que c'était. Le postillon sauta de son cheval et revint en disant que c'était un homme nu, aussi absolument nu que le jour de sa naissance! O Seigneur! s'écria la dame, un homme nu! Cocher, mon ami, fouette, et laissons-le là. Cependant les hommes étaient descendus, et Joseph les suppliait d'avoir pitié de lui, racontant qu'il avait été volé et tué presque. Volé! dit un vieux monsieur; sauvons-nous bien vite ou nous allons être volés, nous aussi. Un homme de loi fit observer qu'il était regrettable qu'on n'eût pas tout simplement passé outre, sans faire semblant de rien, car les voyageurs pourraient avoir l'ennui d'être cités comme témoins; mais, puisqu'on avait commis la faute d'arrêter le coche, il valait mieux maintenant prendre soin du blessé que de s'exposer, en l'abandonnant, à quelque poursuite de justice encore plus désagréable. L'argument parut décisif; on tomba d'accord de recevoir l'homme dans la voiture, et le vieux monsieur sourit même

à la pensée de toutes les excellentes plaisanteries qu'il allait faire à la dame sur le costume d'Adam et d'Ève, sur les figues et sur les feuilles de figuier. Joseph avança donc; mais, apercevant une dame *qui le regardait à travers les branches de son éventail,* il refusa catégoriquement de prendre place, à moins qu'on ne voulût bien lui fournir le strict nécessaire pour que la décence ne fût pas trop offensée : « telle était la modestie de ce jeune homme, si parfaitement morigéné par les excellens sermons du pasteur Adams et par le noble exemple de sa sœur, l'immaculée Paméla! » Les deux messieurs déclarèrent qu'ils étaient enrhumés, qu'ils ne pouvaient pas se priver du moindre chiffon, et l'homme d'esprit ajouta en riant: charité bien ordonnée commence par soi-même. Le cocher, qui avait deux grandes couvertures sur son siége, refusa d'en prêter aucune, de peur des taches de sang, et il est fort probable que Joseph, qui ne voulait pas démordre de sa pudique résolution, serait mort abandonné sur la route, si le postillon (jeune gars *condamné depuis aux galères pour avoir volé un juchoir*) ne s'était lui-même dépouillé du seul pardessus qu'il eût pour se couvrir, jurant avec un grand serment, *dont il fut sévèrement repris par les voyageurs indignés*, qu'il aimerait mieux galoper en chemise toute sa vie que de laisser un de ses semblables dans l'horreur d'une pareille position. Joseph ayant avoué qu'il était presque mort de froid, l'homme d'esprit demanda à la dame si elle n'avait pas un peu de sa fameuse eau-de-vie à son service : elle répondit avec aigreur que cette question était du plus mauvais goût et que jamais elle n'avait trempé ses lèvres dans aucune liqueur forte. A ce moment, le coche fut attaqué. Un brigand, braquant son pistolet contre les voyageurs, leur demanda leurs bourses, qu'ils s'empressèrent de donner, et la dame, dans son épouvante, livra aussi un petit flacon d'argent, de la capacité d'une demi-pinte, que le brigand porta à sa bouche et but à sa santé en jurant que c'était bien la meilleure eau-de-vie qu'il eût jamais goûtée. Mais la dame assura ensuite à toute la compagnie que c'était une erreur de sa femme de chambre, à qui elle avait ordonné de remplir le flacon avec de l'eau de Cologne.

Le roman de *Joseph Andrews*, si amusant, si sain et si vraiment moral, eut du succès, mais un succès moindre que l'œuvre déclamatoire, au ton faux, aux sentimens souvent contre nature, qui en avait été l'occasion. Richardson ne pardonna jamais à Fielding son irrévérence. L'auteur de *Tom Jones* et d'*Amelia*, aussi bien que de *Joseph*, resta pour lui un écrivain bas et trivial, étranger à la société des honnêtes gens et « qu'on croirait né dans une écurie. » Mais si l'offensé, chose naturelle, n'oublia point l'injure qu'il avait reçue, l'offenseur, chose rare, oublia celle qu'il avait

faite. Fielding cite avec déférence l'autorité de Richardson dans la préface de son *Voyage à Lisbonne;* il loue ailleurs « l'ingénieux auteur de *Clarisse,* » et dans un article sans signature, mais où la critique a reconnu sa main, il écrit : « Peu d'écrivains anciens et modernes ont montré une connaissance aussi profonde de la nature humaine, un pathétique aussi puissant que l'auteur de *Clarisse Harlowe.* Ma sensibilité est si vivement excitée par les deux premiers volumes déjà publiés de ce roman que je ne puis assez dire mon impatience de voir la suite. Sûrement M. Richardson est un maître en cet art qu'Horace compare à celui des magiciens. »

III.

Quatorze mois après la publication de son premier roman, Fielding recueillit ses écrits dispersés en trois volumes de Mélanges (*Miscellanies*), 1743. Le premier volume comprenait des poésies de circonstance, composées durant une période de quinze ans, et plusieurs essais en prose sur des lieux-communs de philosophie morale ; dans le second se trouvait, avec deux comédies, la fantaisie satirique intitulée *Voyage dans l'autre monde;* le troisième était rempli par le moindre de ses romans, qui sont au nombre de quatre : l'*Histoire de la vie de feu M. Jonathan Wild le Grand.*

Le *Voyage dans l'autre monde* offre peu d'intérêt à partir du dixième chapitre ; mais les neuf premiers sont piquans. A côté de fines plaisanteries sur les commentateurs d'Homère, de Virgile et de Shakspeare, ils nous font savourer dans toute son humanité charmante l'évangile moral de Fielding, dont le premier précepte est : Sois bon. Minos, devant la porte des Champs-Élysées, écoute et juge les prétentions que chaque arrivant de la terre fait valoir pour en franchir le seuil. J'ai dépensé, dit un riche, beaucoup d'argent pour un hôpital. — Ostentation pure, dit Minos en le repoussant. Un dévot représenta qu'il avait régulièrement fréquenté le culte et rigoureusement observé le jeûne, que les vices du prochain avaient toujours encouru de sa part la plus sévère censure, et que, pour lui, il n'avait sur la conscience ni ivrognerie, ni débauche avec les femmes, ni aucun genre d'excès. « J'ai déshérité, ajouta-t-il, mon fils pour avoir fait un bâtard. — Vraiment? dit Minos. Eh bien! retourne sur la terre et commence par faire un bâtard toi-même. Un coquin si dénaturé ne passera jamais le seuil. » Un poète dit au juge qu'il pensait que ses œuvres parleraient pour lui. « Quelles œuvres? demanda Minos. — Mes œuvres dramatiques, reprit l'autre, qui ont fait tant de bien aux hommes en montrant la vertu récompensée et le vice puni. — Très bien, dit le juge. Attends un peu ; la première personne qui passera la

porte grâce à tes œuvres, te l'ouvrira du même coup. » Ici le poète fit la grimace et représenta qu'indépendamment de ses œuvres dramatiques il avait fait encore quelques bonnes actions d'un autre genre : par exemple, il avait cédé à un ami tout l'argent d'une représentation à bénéfice, le sauvant ainsi, lui et sa famille, d'une ruine inévitable. « Eh! que ne le disais-tu tout de suite? fit Minos en lui ouvrant la porte ; si tu avais commencé par là, tu pouvais te dispenser de parler de tes pièces. — Cependant, mes pièces... — Allons! assez de bavardage. » Quatre ombres, le père, la mère et les deux enfans informèrent le juge qu'ils étaient morts de misère et de faim. Ce n'était pas faute de travail et d'honnêteté; mais la maladie avait un jour réduit l'homme à l'inaction. « C'est parfaitement exact! s'écria une ombre à l'aspect grave, qui se tenait tout près. Je sais le fait; car ces pauvres gens étaient de ma paroisse. — Alors, vous étiez leur pasteur, je suppose? dit Minos. J'espère, monsieur, que vous aviez une bonne cure. — Oh! bien peu importante, répondit le ministre; mais j'en avais une autre, d'un peu plus de valeur. — Très bien, dit Minos. Qu'on laisse entrer ces pauvres gens. » Le ministre ouvrait la marche d'un pas majestueux, quand Minos le prit par l'épaule et le fit pirouetter sur ses talons en disant : « Pas si vite, docteur! vous avez besoin de faire encore un petit tour dans l'autre monde; car, sans la charité, personne ne franchira cette porte. » Vient enfin le tour de Fielding. « Je confessai que je m'étais adonné trop librement au vin et aux femmes dans ma jeunesse ; mais j'ajoutai que je n'avais jamais fait de mal à aucune créature, ni évité une occasion de faire du bien ; que les seules vertus auxquelles je prétendisse étaient la philanthropie, qui embrasse tous les hommes, et l'amitié, qui en distingue quelques-uns. Je continuais mon discours quand Minos m'ordonna de me taire et m'ouvrit la porte, en m'avertissant de ne pas trompeter si complaisamment mes vertus. »

Jonathan Wild le Grand est l'apologie ironique, un peu dans la manière de Swift, d'un fameux criminel de ce nom qui avait couronné, en 1725, par son élévation à la potence une longue carrière de vols et d'assassinats. Dans l'échelle morale de Fielding, la vertu suprême est la bonté; sans bonté, il n'y a point de grandeur véritable. Cependant, le monde donne le nom de grands à certains hommes, fléaux de l'humanité, dont toute la grandeur est d'avoir commis, dans de plus vastes proportions, des violences et des perfidies de même nature que celles qui conduisent les criminels au gibet. L'identité évidente de ces scélérats couronnés avec son héros est la pensée inspiratrice et comme le refrain de l'œuvre de Fielding. Elle compte beaucoup de bonnes pages et quelques scènes excellentes ; mais elle pèche par une monotonie un peu tendue et

par l'impression totale qu'elle nous laisse d'un certain défaut d'affinité entre le génie de l'auteur et le singulier sujet de son choix. Fielding n'est pas un *humoriste*, au sens propre du mot; solidement sensé, comme Molière et comme tous les *classiques*, il n'avait pas l'esprit assez paradoxal, la raison assez à l'envers, pour donner au panégyrique d'un gibier de potence la saveur âcre et forte que Swift, son grand modèle, aurait su y répandre. Rien que dans l'opuscule de Swift intitulé: *Conseils aux domestiques*, il y a des choses, je ne dis certes pas plus justes et plus saines, mais plus mordantes et de plus haut goût que dans tout le volume de Fielding. C'est que Satan inspirait à Swift des idées naturellement patibulaires qui, venant de la cuisine même du diable, étaient sûres au moins de n'être jamais fades. Le bon Fielding n'a pas cette perversité. Il croit à la bonté des hommes en général, et, sans se lasser, il proclame cette foi qui le console et le rend heureux. Il tient expressément à nous dire que son coquin et la catégorie de grands criminels dont il est le symbole sont des exceptions rares et monstrueuses. Il distingue la vraie grandeur de la fausse avec un soin attentif et judicieux qui rappelle celui de l'auteur du *Tartufe* insistant prudemment sur l'abîme qui sépare l'hypocrisie religieuse de la dévotion sincère. L'épisode de l'honnête Francœur est, dans l'histoire de *Jonathan Wild*, le rayon de soleil destiné non-seulement à l'utilité esthétique de faire mieux ressortir l'ombre par le contraste, mais surtout à l'utilité morale d'encourager dans nos âmes l'espérance fortifiante au triomphe définitif du bien. Ces précautions méritent toute notre reconnaissance; mais un humoriste de la grande école satirique ne nous aurait pas ménagés ainsi: il aurait affirmé hardiment l'identité profonde du héros de Newgate et de Tyburn avec l'humanité moyenne.

De 1743 à 1749, année de la publication de *Tom Jones*, Fielding ne fit rien paraître d'important, et l'histoire de sa vie est celle d'une lutte obscure et pénible contre l'adversité sous toutes ses formes. Il était pauvre, il travaillait avec plus de courage que de goût à se faire comme avocat une position assurée et lucrative; mais ses ennemis s'acharnaient à lui attribuer, au grand préjudice de sa carrière, d'injurieuses satires anonymes contre les gens de loi. Sa santé était profondément ébranlée par la goutte. Il avait perdu une fillette qu'il adorait, et bientôt il perdit sa femme, ce qui fut le plus grand chagrin de sa vie, un chagrin tel que ses amis craignirent pour sa raison.

Quatre ans après la mort de sa femme, Fielding épousa sa servante. Il est plaisant de voir l'auteur de *Joseph Andrews* imiter en se mésalliant le héros du roman de Richardson, et l'histoire prétend même que ce genre de mariage avait été mis à la mode par

Paméla. Lady Montagu, la spirituelle cousine de Fielding, va nous donner l'explication la plus équitable de sa conduite : « Ses biographes, écrit-elle, ont paru embarrassés d'avoir à dire qu'après la mort de sa charmante femme, il épousa la servante de celle-ci. Et pourtant cette action ne fait point honte à son caractère autant qu'il peut sembler d'abord. La servante avait peu de charmes personnels, mais c'était une excellente créature, toute dévouée à sa maîtresse, qu'elle aimait à tel point que sa mort faillit lui briser le cœur. Fielding, dans les premiers transports de sa propre douleur, voisine de la démence, ne trouva pas d'autre soulagement que de pleurer avec cette fille, ni d'autre consolation, quand il fut devenu un peu plus calme, que de causer avec elle de l'ange qu'ils regrettaient tous les deux. Il s'habitua ainsi à la prendre pour confidente et pour amie, et, avec le temps, il en vint à penser qu'il ne pourrait pas donner à ses enfans une mère plus tendre, ni s'assurer pour lui-même d'une ménagère et d'une gouvernante plus fidèle. C'est du moins ce qu'il a dit à ses amis, et il est certain que la conduite de cette personne devenue sa femme a pleinement justifié la bonne opinion qu'il en avait. »

En 1745, le débarquement du prétendant Charles-Édouard fournit à Fielding une occasion de prouver son zèle au gouvernement du roi George. Pendant trois ans il fit, dans deux journaux, une campagne active contre les jacobites. Il obtint en 1748 l'emploi de juge de paix pour Westminster, puis pour Middlesex. Il devait cette place à lord Lyttelton, qui l'avait pris en amitié et qui l'assista de sa bourse et de ses encouragemens pendant qu'il composait *Tom Jones*, comme nous l'apprend la dédicace profondément reconnaissante qu'on lit en tête de ce chef-d'œuvre.

IV.

Tom Jones, Histoire d'un enfant trouvé, appartient comme *Gil Blas*, comme *Don Quichotte,* comme *les Fiancés,* au petit nombre de grands romans dont l'immortalité n'est pas seulement nominale, mais réelle, en ce sens que tout individu qui sait lire les a lus ou les lira. La perfection de la forme, plus difficile qu'ailleurs dans ces ouvrages de longue haleine, n'est heureusement pas une condition nécessaire de leur succès durable ; car *Tom Jones*, quoi qu'en ait dit Coleridge, n'est point une composition parfaite. Il s'y trouve, comme dans presque tous les romans anglais, une proportion trop forte de longueurs inutiles. On se sent un peu plus embarrassé pour critiquer la licence fréquente que prend l'auteur d'interrompre le récit pour discourir en son nom personnel ; car il doit évidemment à l'abondance et au laisser-aller de ces causeries avec le lecteur la bon-

homie charmante de sa physionomie. Suivant l'heureuse expression de George Eliot, « il roule son large fauteuil sur le devant de la scène et se met à babiller avec nous dans toute la robuste aisance de sa belle prose anglaise. » Il est très vrai, et c'est l'essentiel, que Fielding reste aimable en dépit de tout. Son excellente éducation classique le préserve des grâces affectées qui rendent certains humoristes si insupportables. Cependant on nous permettra de dire que, si son « babil » ne nous agace jamais, il n'est pas toujours très intéressant, véritable *babil* en ce point, et même de trouver que le grand écrivain dépasse quelquefois la mesure d'une juste complaisance pour lui-même et se regarde un peu trop écrire. Malgré la pudeur qu'on éprouve à se séparer des juges les plus compétens, j'oserai avouer tout bas que je ne puis partager l'extrême admiration de la critique anglaise pour les dix-huit prologues des dix-huit livres de *Tom Jones*. Sans parler de la petite épreuve qu'ils font subir à la patience du lecteur avide de connaître la suite de l'histoire, ils me semblent, pour la plupart, assez insignifians. Ils se composent, en majeure partie, des lieux-communs d'une morale et d'une esthétique plus solides que piquantes et plus sensées qu'originales. L'auteur insiste beaucoup (je ne sais pas pourquoi) sur la peine que lui ont coûté ces prologues, « plus difficiles à écrire que tout le reste de son œuvre : » on s'en aperçoit trop, et ils ressemblent un peu à des pensums que le joyeux conteur se serait volontairement et bien inutilement imposés. Inutilement? je me trompe, puisque cet effort a servi sa gloire. Par un vieil artifice qui réussit presque toujours, Fielding a désarmé d'avance la critique en se critiquant le premier. Quel pédant oserait reprocher à ses prologues leur superfluité, leurs lenteurs, leur défaut d'appropriation spéciale aux livres qu'ils précèdent, puisque l'auteur lui-même confesse tout de bonne grâce? Mais si Fielding se fait, en homme habile, quelques petites critiques, il s'adresse surtout de grands complimens, et à force de répéter qu'il est le fondateur d'un genre nouveau en littérature, que pas un romancier avant lui n'avait pris la nature pour modèle, il a réussi à en convaincre le monde un peu plus que cela n'est strictement vrai.

M. Brunetière a remarqué que cette prétention d'inaugurer dans le roman le règne de la nature est affichée partout, principalement à partir de Richardson et de Jean-Jacques, et, même auparavant, il la découvre jusque sous la plume de Crébillon fils. On pourrait étendre presque indéfiniment le champ de cette remarque, circonscrite au roman par celui qui l'a faite, et l'on en viendrait bientôt à se demander si, dans quelque genre que ce soit, l'imitation de la nature n'a pas été toujours le mot d'ordre de tous les artistes. Pour ne pas remonter plus haut que notre grand Corneille, il a voulu

être et, sans aucun doute, il a été naturel et vrai en comparaison de ses prédécesseurs, mais non pas en comparaison de Molière et de Racine, qui lancent précisément contre lui l'éternel appel à la nature. Voltaire a pu se flatter, non sans raison, d'être, par certains progrès qu'il a fait faire au drame, plus fidèle à la réalité que Racine. Le romantisme, qui nous semble aujourd'hui si peu naturel, crut être et fut en effet, dans une mesure considérable, une restauration de la nature de plus en plus absente des formes conventionnelles de l'art classique; mais les réalistes de l'école de Balzac montrèrent aux romantiques qu'ils idéalisaient faussement la nature et qu'eux seuls savaient l'imiter, jusqu'au jour où un naturalisme nouveau, plus large et plus humain, vint à son tour apprendre aux réalistes de la première manière que leur prétendu naturel n'était que l'affectation systématique de peindre exclusivement les laideurs de l'humanité, et que cette représentation même, ils la dénaturaient par leur ironie superficielle; car la sympathie seule et l'amour sont capables d'aider le poète à descendre jusqu'au fond de certains abîmes où la nature, si infime et si abjecte qu'elle paraisse, est encore digne d'intérêt.

Sous la réserve de cette remarque importante, la prétention de Fielding est fondée. Il a, en général, exactement observé la nature, et, à cet égard, il fait époque, il ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du roman. Presque tous les personnages de *Tom Jones* sont moralement *vrais*, et plusieurs même sont bien *vivans*. Dans l'invention des faits, si l'on écarte comme une superfétation pure et simple l'histoire de l'Homme de la Montagne, regrettable concession à l'imagination romanesque du XVIII[e] siècle, on trouvera que l'auteur suit la nature aussi, bien qu'il se permette un peu trop souvent ces occurrences naïves et extraordinaires qu'à la rigueur la réalité peut offrir, mais que les réalistes scrupuleux dédaignent comme peu conformes au cours accoutumé des choses. La composition de cet amusant ouvrage, imparfait seulement parce qu'il est trop long, est une merveille d'adresse et d'ingéniosité; pas un lecteur de *Tom Jones* n'a pu deviner, avant la fin, de qui l'enfant trouvé était fils, et pourtant, quand le mystère de sa naissance se débrouille, tous les faits antérieurs s'éclairent d'une lumière qui explique l'histoire dans chaque détail et nous la fait paraître la plus naturelle du monde. La multiplicité des personnages, la variété des tableaux et des scènes, si étrangères à nos habitudes françaises de concentration et qui font différer les romans des deux peuples de la même manière que leurs théâtres, n'empêchent pas le héros et l'héroïne, Tom Jones et Sophie Western, d'occuper toujours le premier plan.

Le comique de Fielding est d'une qualité tout à fait supérieure;

au lieu de paraître sortir avec plus ou moins d'effort de son esprit et de son imagination, comme celui des humoristes, on dirait qu'il jaillit naturellement des situations et des caractères, comme celui de Molière et de tous les grands maîtres. On rit encore, et fréquemment, à la lecture de *Tom Jones*, succès bien rare pour un romancier plus que centenaire et sur lequel ni l'auteur de *Gargantua* ni même celui de *Don Quichotte* ne peuvent beaucoup compter aujourd'hui. Il serait sans doute difficile de citer, dans quelque livre que ce soit, un récit plus divertissant que l'avalanche d'événemens qui se précipitent les uns sur les autres dans l'auberge d'Upton, où Tom et Sophie, en fuite tous les deux, logent sous le même toit sans se rencontrer pendant que le fragile amant se rend coupable d'incontinence et d'infidélité envers sa maîtresse. Au comique, largement répandu dans tout l'ouvrage, se mêle une dose de pathétique suffisante pour qu'il soit impossible de confondre l'auteur avec ces esprits secs que rien ne touche et n'attendrit. La sensibilité de Fielding est discrète et réelle. Une ou deux fois, particulièrement dans les scènes dont M[rs] Miller est le centre, on peut trouver qu'elle frise un peu la sensiblerie pleurnicheuse, la philanthropie déclamatoire du XVIII[e] siècle; mais ce n'est qu'une très légère atteinte et elle reste, à tout prendre, saine, robuste et virile. La prose de Fielding est une des plus belles de la littérature anglaise; elle a la clarté, la correction, l'ampleur et la cadence classiques. Le style poétique qu'elle affecte peut-être un peu trop souvent n'est qu'une parodie, dont l'utilité, dans les meilleurs passages, est de relever la trivialité de certaines scènes en les racontant sur le ton de l'ode ou de l'épopée : tel est surtout le récit homérique du combat des femmes dans le cimetière. Grâce à ce procédé spirituel, les coups et les horions peuvent pleuvoir de tous côtés dans *Tom Jones* sans que le lecteur ait l'impression choquante d'un monde lourdement violent et brutal. Les personnages grossiers, ou plutôt *le* personnage grossier, car il n'y en a qu'*un*, le squire Western, parle grossièrement, c'est naturel; mais, de son propre chef, Fielding n'est jamais grossier, et l'on se ferait une idée absolument fausse de son style si on allait croire qu'il recherche les gros mots affectionnés par certains réalistes.

Il est, intentionnellement et de la façon la plus expresse, un moraliste. Il l'est même avec tant d'insistance qu'on pourrait lui reprocher plus justement des tendances trop didactiques que l'oubli du point de vue moral. Dans sa dédicace à lord Lyttelton, il se pose en apologiste de la vertu et de la religion ni plus ni moins que si c'était Richardson lui-même qui parlât. La morale de *Tom Jones* est que le péché (et ici il s'agit surtout de celui de la chair) ne peut

jamais être commis sans qu'il en cuise à son auteur; à chaque chute nouvelle, le héros se crée de terribles embarras et des remords amers. Cette morale est nette comme celle d'une fable d'Esope. Mais la fable peut être moins pure que la morale. Un conteur qui, dans sa conclusion, enseigne la vertu, nous y conduit souvent par des chemins dangereux qui sont une leçon de vice. « La morale de la plupart des pièces et des romans, a dit Walter Scott dans une juste et magnifique image, est comparable au mendiant qui boite à la suite d'un brillant cortège et sollicite en vain l'attention des spectateurs éblouis. » Il est clair que Fielding ne saurait échapper au reproche encouru par tous les écrivains qui ont représenté les défaillances de la vertu et qui, par ce fait seul, ont mis sous nos yeux un exemple qui peut devenir séducteur; mais il y a une certaine gaîté mâle et saine qui est la meilleure sauvegarde des mœurs, et l'on peut appliquer à Fielding ce que M. Meilhac a dit de notre excellent Labiche avec tant de vérité : « Il n'est pas immoral, parce qu'il n'est pas sentimental. »

Il importe beaucoup d'ajouter que Fielding a de la religion : « Je suis réellement chrétien, » dit quelque part Tom Jones, et il faut prendre soigneusement note de cette déclaration ; car le héros emploie parfois un langage qui, pour le lecteur non averti, semblerait différer à peine de celui du tartufe Blifil. Nos esprits se sont tellement compliqués et raffinés que les états intellectuels et moraux les plus simples sont devenus aujourd'hui ceux que nous avons le plus de peine à comprendre; parce qu'il a un peu émancipé la chair, Fielding n'est pas pour cela un *libertin :* il est théiste, il est chrétien même, comme tant d'honnêtes pécheurs, qui n'ont pas la prétention de vivre en petits saints, mais qui comptent bien racheter à temps leurs fautes par la repentance, par quelques vertus et se mettre en règle avec le ciel.

Chez un grand nombre de personnes, la haine déclarée de l'hypocrisie religieuse n'est qu'une secrète aversion pour la religion elle-même; elles se rendent ainsi coupables les premières d'une offense à la sincérité et leur satire perd de sa force. Celle de Fielding conserve toute la sienne, parce qu'il est à l'abri d'un pareil soupçon. L'hypocrisie est, par-dessus tout, l'objet de son horreur; c'est pour lui la seule faute à laquelle il soit impossible de faire grâce. Et la sincérité est, au contraire, la vertu par excellence, la vertu presque unique, puisque c'est la seule qui établisse une différence entre les pécheurs, c'est-à-dire entre les hommes. Tout péché qu'on avoue est effacé par cet aveu : voilà une doctrine chère à la morale généreuse et abandonnée de Fielding. Il n'a de sévérité que pour le vice qui se dissimule honteusement dans une ombre lâche et

menteuse, ou qui fait du mal au prochain. Hors de l'hypocrisie et de la méchanceté, il y a donc pour tous les bons vivans salut facile et abondance de pardon.

Telle était la haine de Fielding pour les hypocrites, qu'elle lui aurait, dit-on, fait perdre son sang-froid et une partie de ses moyens quand il a voulu les représenter. Blifil, le jeune tartufe, est une incarnation de l'hypocrisie absolue, qui a toute la clarté logique des abstractions à la mode de France, mais que la critique anglaise trouve un peu en dehors des conditions de la vie. L'inconsistance de la nature humaine pour le mal comme pour le bien est sans doute la plus précieuse des vérités morales entre les mains d'un romancier habile, trop raisonnable, d'ailleurs, pour oublier la grande règle d'Horace sur l'unité fondamentale qui demeure la première loi des caractères. Des tempéramens délicats de ce genre rendent de l'intérêt à certaines figures qui seraient sans cela peu intéressantes, telles que Black George, le garde-chasse.

Black George s'est approprié un billet de cinq cents livres que Tom Jones a perdu et qu'il sait fort bien lui appartenir. Quelque temps après, Sophie le charge de remettre à Tom une bourse contenant 16 guinées : « Black George, ayant reçu la bourse, se mit en marche vers le cabaret; mais, en chemin, il se demanda s'il ne ferait pas bien de garder aussi cet argent. A cette idée, pourtant, sa conscience prit l'alarme et lui reprocha son ingratitude envers son bienfaiteur. Mais la cupidité repartit que la conscience aurait dû faire ses réflexions plus tôt quand il avait privé le pauvre Jones de ses 500 livres; qu'ayant donné sans difficulté son consentement dans une affaire bien autrement importante, c'était une absurdité à elle, *pour ne pas dire une hypocrisie manifeste,* d'affecter des scrupules pour une bagatelle. A quoi la conscience, comme un bon avocat, essaya de répondre en distinguant entre une déloyauté positive, comme ici où l'argent avait été confié, et le simple fait de cacher ce qu'on avait trouvé, comme dans le premier cas. La cupidité aussitôt tourna cette réplique en ridicule, dit que c'était une distinction, mais non une différence, et soutint formellement que, lorsqu'une fois on avait abandonné, dans un seul cas, quel qu'il fût, toute prétention à la vertu et à l'honneur, il n'y avait pas d'exemple qu'on y fût revenu dans une seconde circonstance. Bref, la pauvre conscience aurait été certainement battue dans la discussion si la peur n'était venue à son secours et n'eût représenté avec force que la distinction vraie entre les deux actions ne consistait pas dans le plus ou moins d'honneur, mais dans le plus ou moins de sécurité; que s'approprier les 500 livres ne faisait pas courir un grand risque, tandis que retenir les 16 guinées, c'était

s'exposer à un extrême péril d'être découvert. Avec l'aide amicale de la peur, la conscience finit par remporter une victoire complète dans le cœur de Black George, et, *après lui avoir fait quelques complimens sur son honnêteté*, elle le força de remettre l'argent à Tom. »

Comme cela est finement observé et analysé! Madame Honneur, la femme de chambre de Sophie, examine de même la question de savoir si son intérêt est de trahir sa maîtresse. Ce n'est pas une méchante femme et je crois bien qu'elle aime Sophie; mais cela ne l'empêchera pas d'entrer un jour, par intérêt, au service de sa plus mortelle ennemie, et c'est ainsi que font toutes les femmes de chambre et bien des créatures dont on dit pourtant qu'elles sont humaines. Comme il ressemble encore à l'homme que nous connaissons tous, ce jeune Nightingale, bonne et faible nature, capable d'abandonner une pauvre fille qu'il a rendue mère, mais capable aussi de l'épouser, pourvu qu'un brave cœur, ayant sur lui de l'ascendant, le pousse à cette action réparatrice et surtout ne le lâche pas que la cérémonie ne soit faite! M. Dowling, l'homme de loi, s'indigne vertueusement à l'idée qu'on puisse le croire capable de suborner des témoins : « Je ne voudrais pas, monsieur, que votre Honneur pensât que, pour rien au monde, je fusse capable de suborner des témoins; mais il y a manière et manière de faire une déposition. J'ai simplement dit à ces hommes que, si on leur faisait quelque offre d'argent de l'autre côté, ils eussent à la refuser, et que, du nôtre, ils ne perdraient rien à être honnêtes gens et à dire la vérité; *qu'on nous avait raconté* que M. Jones avait été l'agresseur, et que, puisque c'était la vérité, ils devaient la dire, leur donnant encore à entendre qu'ils n'y perdraient rien. » Le roman de *Tom Jones* est tout un monde où passent une multitude de figures, dont la plupart sont prises ainsi sur le vif et fixées par quelques traits inoubliables. Ce cachet de vérité et de vie imprimé sur les personnages secondaires est peut-être le signe le plus authentique du génie créateur chez un romancier.

Parmi les personnages principaux, on s'accorde généralement à trouver que M. Allworthy, le père adoptif de *Tom Jones*, est un dessin correct, mais un peu froid. Fielding a cependant tracé cette noble figure avec une vénération profonde qui l'honore d'autant plus qu'un si beau caractère lui a été, dit-on, inspiré par un souvenir plein de reconnaissance envers Ralph Allen et lord Lyttelton, ses bienfaiteurs; mais il avait à montrer dans M. Allworthy la miséricorde se subordonnant à la justice, et c'est une relation qu'il lui était impossible de peindre sympathiquement, parce qu'elle était trop contraire à sa propre morale, où la justice doit toujours fléchir devant la bonté miséricordieuse. Un jour, Tom Jones fait grâce et

même fait l'aumône à un voleur de grand chemin, novice dans le métier, qui, d'une main tremblante, s'est attaqué à lui : voilà une faiblesse que M. Allworthy n'aurait jamais commise; il se serait regardé comme coupable envers la société s'il n'avait pas livré le drôle aux gendarmes. Mais Fielding se plaît à faire voir que la pitié et la charité avaient raison ici contre la justice : le voleur se trouve être un honnête père de famille, qu'une affreuse misère a poussé accidentellement dans la voie du crime et que l'aumône généreuse de Tom relève à la fois de la dégradation et sauve d'une mort certaine, lui, ses enfans et sa femme. M. Allworthy veut d'abord être juste, et c'est ce qui le rend injuste; il n'a pas cru pouvoir pardonner à son enfant d'adoption, calomnié par Blifil, qui veut le perdre. Fielding n'a point réussi, malgré toutes les précautions qu'il a prises, à rendre entièrement vraisemblable la sentence de bannissement sans retour prononcée par cet homme bon et sage contre un garçon qui lui avait donné tant de preuves d'un naturel tendre et généreux, et cela, à l'instigation d'une langue de vipère dont sa ferme intelligence aurait dû connaître la fausseté.

Le célèbre Partridge, quelque vanté qu'il soit, me paraît particulièrement sujet à la critique. Ce personnage est encore une étude d'après Cervantes; mais cette fois Fielding n'a pas eu l'art de transformer profondément son imitation et de l'élever à la hauteur d'une création vraiment nouvelle, de même prix que l'original. Le pasteur Adams valait presque don Quichotte; Partridge ne vaut point Sancho Panza. Les bribes de latin qu'il coud à ses phrases n'ont pas le piquant des proverbes du modèle, et sa philosophie est moins savoureuse. Épicurien poltron et gourmand, il fait avec notre héros un certain contraste, mais naturellement beaucoup moins complet que le gros Sancho sur son âne avec le chevalier de la Triste Figure. Sa personne même n'est pas nette, et notre imagination ne le voit pas distinctement. Nous ne parvenons point à reconstituer, à travers tous les métiers qu'il a faits, l'unité physique et morale de cet ancien maître d'école, presque assommé un jour par sa femme, puis exilé par une nouvelle erreur de la justice de M. Allworthy; voyageant de lieu en lieu pour gagner sa vie et acquérant, on doit le supposer, à cette école d'un autre genre un peu d'esprit, d'expérience et de savoir; exerçant, entre autres talens, celui de barbier-chirurgien; enfin, rencontrant par hasard Tom Jones et s'attachant à ses pas sans un motif suffisant d'affection, de curiosité ou d'intérêt. La scène où Jones le mène au spectacle est délicieuse, et c'est assurément la perle de tout l'ouvrage; mais le commentaire, adorablement naïf, que Partridge fait de la pièce et du jeu des acteurs ne convient, en vérité, qu'à un enfant ou à un pur produit de la nature, et serait, à ce titre, mieux placé dans la

bouche d'un paysan tel que Sancho. L'ignorance d'un maître d'école, quelque profonde qu'on la suppose, doit, je pense, être toujours mêlée d'un peu de pédantisme; c'est, en tout cas, une ignorance d'une espèce particulière qui ne saurait avoir la moindre analogie avec la charmante ingénuité de l'enfance (1).

Les trois membres de la famille Western : le père, la tante et Sophie, sont parfaits de tous points. Le squire Western représente, avec une intensité de vie incomparable, la déraison de l'homme de premier mouvement, pur animal capable des sentimens communs à l'homme et à la brute, incapable du jugement et du raisonnement qui les distinguent. Veuf, il a au monde deux passions, sa fille et la chasse, ou plutôt la chasse et sa fille; car, Sophie ayant fui de la maison paternelle, il se précipite à sa poursuite, rencontre un lièvre, prend le change et laisse échapper la demoiselle. Il l'adore d'ailleurs. « Il aime mieux la musique de sa voix que celle de la meilleure meute de toute l'Angleterre; » mais il l'enfermera brutalement sous clé et la mettra au pain et à l'eau pour la forcer d'épouser Blifil. Il ne faut pas essayer de raisonner avec lui, puisqu'il n'a jamais pu mettre deux idées ensemble. Au digne monsieur Allworthy, qui lui rappelle sa promesse de ne pas employer la violence, il répond avec emportement : « Oui, mais c'était à condition qu'elle obéirait sans ça. Par le diable et le docteur Faust! est-ce que je ne peux pas faire ce que je veux de ma fille, surtout quand je ne désire que son bien? » Au curé Supple, qui l'adjure de ne pas la maltraiter, il crie : « Ah çà! vas-tu pas venir aboyer après moi, toi! Si tu te mets à jacasser, je vas te faire rentrer à grands coups de fouet tout à l'heure... Est-ce que tu te crois dans ta chaire, ici? Quand tu y es grimpé, donne-t'en à ton aise; je ne m'occupe jamais de ce que tu dis. » Le jour où Tom sauve la vie à Sophie, Western, enthousiasmé, lui offre tous les chevaux de son écurie, « à l'exception seulement du Chevalier et de miss Slouch; » mais, lorsqu'on lui découvre l'amour des deux jeunes gens, c'est plus que de la fureur qu'il éprouve : il reste hébété et stupide, comme un homme qui n'y comprend rien. « Il regardait la parité de fortune et de condition comme un ingrédient du mariage aussi matériellement indispensable que la différence des sexes, et il n'avait jamais craint que sa fille pût tomber amoureuse d'un jeune homme pauvre, non plus que d'un animal d'une autre espèce. » Tom, d'ailleurs, n'a pas laissé paraître le moindre amour pour Sophie : Western s'en serait bien aperçu! « Est-il possible, lui de-

(1) La première fois que nous avons lu quelques fragmens de la scène de Partridge au théâtre, dans un *Essai* de Macaulay qui la cite en partie, nous n'avons pas douté que Partridge ne fût un enfant que ses parens avaient conduit au spectacle.

mande Allworthy, que vous n'ayez jamais discerné aucun symptôme d'amour entre eux, vous qui les avez vus si souvent ensemble? — Jamais de la vie! s'écria Western. Tom ne venait pas pour lui faire la cour, il venait pour chasser avec moi. Je ne l'ai pas seulement vu une fois l'embrasser. Loin de lui faire la cour, il n'était jamais plus muet que quand elle était là; et la petite, elle aussi, était moins civile avec lui qu'avec aucun des jeunes gens qui venaient à la maison. Là-dessus, je ne suis pas plus facile à tromper qu'un autre; soyez-en convaincu, voisin. » C'est donc Blifil, neveu de M. Allworthy, que Western a résolu d'avoir pour gendre : « Apporte! apporte! C'est ça, mon bon chien. Je te dis que tu auras ma fille dès demain matin. » Mais, à la fin du roman, quand la parenté de Tom Jones aura été découverte, c'est à Tom qu'il dira, toujours dans les mêmes termes : « Cours sus, garçon! Pille! pille! C'est ça, mes petits bijoux. Dieu me damne si tu ne la chiffonnes pas demain soir! Pas une minute plus tard, j'y suis bien résolu. »

M[rs] Western a un profond mépris pour l'ignorance et pour la grossièreté de son frère. Elle a vu le monde, et elle s'en targue; c'est une femme politique. Elle se sent un matin « d'excellente humeur, parce que les choses vont bien dans le Nord. » Elle défend son sexe, dans la personne de Sophie, contre toutes les brutalités matérielles du squire; mais elle n'est pas moins entêtée que lui de préjugés nobiliaires, elle tient l'amour entre époux pour une chose ridicule, et elle prêche éloquemment à sa nièce les doctrines et l'exemple de la bonne société, « où le mariage est pour les femmes ce que les emplois publics sont pour les hommes, simplement un moyen de faire fortune et de se pousser dans le monde. »

Sophie est un ange, cela va sans dire. Mais, ce qu'il faut remarquer, c'est qu'elle n'a pas du tout la fadeur des anges. C'est une robuste et vaillante fille, pleine de santé, pleine de courage, et elle en a grand besoin pour résister aux mauvais traitemens de son père, aux périls d'une fuite aventureuse et à des violences directes comme celle de l'infâme Fellamar. C'est une forte fille, mais ce n'est pas une virago. Dans la lutte virile qu'elle a à soutenir, dans la grossière conversation d'une brute telle que le squire Western, même dans un accident ridicule dont elle est la victime, l'image de pureté idéale que son nom seul évoque ne reçoit pas la plus légère atteinte. L'extrême délicatesse de sa conscience lui reproche le moindre manquement à la droiture parfaite. Elle aime profondément Tom Jones, mais sans ombre de passion sentimentale, avec autant de raison et de fermeté que de tendresse, et elle est inébranlablement résolue à rester fille toute sa vie, plutôt que de l'épouser sans le consentement de son père.

Notre bon ami Tom est plus *objectionable*. Que l'on songe

au scandale que sa chasteté fragile a dû causer en Angleterre, puisque le titre seul du roman choquait la rigide décence d'un Richardson, et que les apologistes de l'auteur ont eu d'abord à le justifier longuement, auprès des gens « respectables, » d'avoir pris pour héros un enfant naturel ! En vérité, des livres comme *Tom Jones* et des écrivains comme Fielding sont un bienfait moral dans un pays où le *cant* s'est tellement insinué partout qu'on en respire avec surprise le parfum jusque sous des plumes très laïques qui n'ont pas été trempées dans l'encrier des sacristies. Presque tous les critiques anglais ont l'air embarrassé pour juger un personnage dont le cas est pourtant fort net et auquel on rendra toute la justice qui lui est due, si on le regarde simplement avec les yeux mêmes de la pure et sage Sophie. Quelques-uns se sont mis en frais d'indignation déclamatoire. Thackeray se démène comme un furieux : « Odieux polisson à large carrure, il m'irrite!.. Vraiment la vie a eu trop de gâteries et de douces récompenses pour ce jeune sacripant avec sa mine conquérante ! » Ce sacripant a cependant fait quelque bien : il a détourné sur lui le coup qui menaçait de ruine un pauvre garde-chasse; il a sauvé un homme attaqué par des brigands et une femme qu'on assassinait; il a rendu, par une aumône sublime, l'honneur à un criminel d'occasion et le pain à sa famille, qui mourait de misère; il a décidé le mariage d'un jeune riche avec une honnête fille à qui cette réparation était due; il a pardonné enfin à Blifil, conduite magnanime et seul espoir de réveiller peut-être la conscience d'un pareil coquin. Il serait un peu fort que tant d'actions utiles et belles eussent moins de poids dans la balance que *trois* femmes légères, auprès desquelles le pauvre garçon a eu le tort de chercher quelque consolation à l'épreuve d'une longue et peut-être éternelle séparation d'avec sa Sophie. C'est jouer sur les mots que de lui chicaner le titre de héros de roman, parce que la faiblesse de la chair n'est pas quelque chose d'héroïque. Fielding a répondu d'avance à cette niaiserie, avec son bon sens habituel, lorsqu'il place sur le passage de Tom la belle et provocante Molly Seagrim : « Elle se comporta de telle sorte, que le jeune homme aurait eu *trop ou trop peu d'un héros,* si ses efforts étaient restés sans succès. » Ni Molly Seagrim, ni la maîtresse du capitaine Waters ne sont des cas pendables, et Sophie, en pleurant, les a eu bientôt pardonnés.

Mais il n'en est pas de même du cas de lady Bellaston. Celui-là, Sophie ne l'aurait peut-être jamais digéré, si l'obéissance filiale n'était venue au secours de l'amour blessé jusque dans l'âme, et si le bonheur de faire enfin plaisir à sa vieille girouette de père par une soumission qui, après tout, n'était pas des plus pénibles, n'avait triomphé de son dégoût. Pour dire la chose dans toute sa

crudité, Tom Jones, à Londres, n'avait pas le sou, il était beau garçon, et lady Bellaston était une femme galante, « entrée pour le moins dans l'automne de la vie,.. ayant, en outre, un petit désagrément qui rend certaines fleurs, si belles à l'œil qu'elles soient, peu propres à parfumer l'atmosphère. » Il s'est laissé entretenir quelque temps par cette femme. Si la position d'homme entretenu est, sans contredit, la dernière de toutes, Tom Jones, à ce moment de son histoire, touche le fond même de la dégradation. Il est juste, toutefois, d'ajouter que Fielding le relève beaucoup d'autre part. Peut-être Tom n'a-t-il pas une componction assez profonde; les grands examens de conscience ne sont guère dans sa nature active et toute en dehors; mais il se montre plus que jamais utile aux autres et bienfaisant. C'est alors qu'il s'emploie avec tant d'ardeur et de succès au bonheur de la famille Miller par le mariage de Nightingale avec Nancy, et qu'il consacre presque tout son argent, — l'argent de lady Bellaston, — au soulagement d'une pauvre famille. L'argent du vice et du plaisir mis au service de la charité : comme cela ressemble à Fielding et au XVIII[e] siècle! Et comme voilà bien la vertu moyenne de tant d'honnêtes gens, dont la plus haute ambition morale est de tenir avec soin, dans leur livre de comptes, la part faite au bon Dieu quelque peu au-dessus de celle qu'ils laissent au diable!

Que de réflexions suggère un livre comme *Tom Jones!* Quel monde, non-seulement d'aventures et de personnages, mais d'idées! Si la plupart des prologues nous ont paru médiocres et inutiles, il n'est presque pas une page de ce roman si vrai et si humain qui ne soit tout imprégnée d'une philosophie pleine de sens et de saveur. Quoi de mieux observé, par exemple, que la conduite de Tom Jones et celle de Nightingale, quand M[rs] Miller a raconté la pathétique histoire d'une famille actuellement réduite au dernier dénûment? Tom, secrètement, remet sa bourse, contenant 50 livres, à M[rs] Miller, qui y prend 10 guinées. « Nightingale exprima beaucoup d'intérêt pour l'affreuse position de ces infortunés. Il se récria contre la folie des gens qui répondent pour les dettes d'autrui, se répandit en sévères invectives contre le frère et finit en exprimant le vœu qu'on pût faire quelque chose pour cette malheureuse famille. Madame, dit-il, si vous les recommandiez à M. Allworthy? ou que penseriez-vous d'une quête? je donnerai une guinée de tout mon cœur... Au reste, il ne donna rien, car il n'avait fait d'offre qu'en paroles, et comme on ne crut pas devoir faire de quête, il garda son argent dans sa poche. » Cette bonne disposition, non suivie d'effet, pleine d'ailleurs de prudence économique et de toutes sortes de sages réserves, voilà l'image exacte de la charité du monde.

Morale, instructive et amusante, l'œuvre de Fielding réunit les qualités classiques des grands ouvrages d'imagination qui seront toujours lus. Je voudrais bien donner un ou deux exemples de la solide valeur d'un comique qui offre beaucoup d'analogie avec celui de Molière. Comme lui, Fielding aime à montrer les brusques contradictions qui éclatent entre les idées et les faits, entre ce que nous disons et ce que nous sommes. Le philosophe Square démontrant doctement à Tom, qui a le bras cassé, que la douleur n'est rien de réel, se mord la langue au milieu de son discours : il pousse un cri et lâche un juron. Ainsi, dans *Joseph Andrews*, le pasteur Adams, qui vient de faire un beau sermon sur la résignation chrétienne, apprend que son fils est noyé et s'abandonne au plus violent désespoir. De même encore, dans *Amelia*, l'éloge de la constitution anglaise et de la liberté est déclamé avec emphase par un directeur de prison qui est le despote et le tyran des détenus. L'entrepreneur d'un théâtre moral a l'humiliante contrariété de surprendre en flagrant délit de paillardise les personnages de sa troupe. Mais il y a ici plus qu'un contraste plaisant; il y a la démonstration sensible d'un point très important de la philosophie de Fielding : c'est que l'homme demeure ce que l'a fait la nature, sans que les agens extérieurs, tels, par exemple, qu'un maître ou qu'un livre, puissent rien pour le changer à fond. Il est parfaitement vrai, comme l'a dit M. Taine, que, pour Fielding, « la vertu n'est qu'un instinct, » et que nous naissons bons ou méchans, généreux ou égoïstes, comme le loup naît féroce et le chien affectueux. Le philosophe Square et le théologien Thwackum, qui entreprennent l'éducation de Blifil et de Tom, n'ont pas sur leurs élèves la moindre action morale : l'astuce profonde de Blifil a bientôt transformé en instrumens de ses desseins les maîtres qui croient le diriger; et, quant à l'influence de Square et de Thwackum sur Tom, on s'en fera une idée juste si on se les représente tous les deux dans la relation où un jour ils se trouvèrent vis-à-vis de lui : le théologien, la poitrine sous ses genoux et rossé à grands tours de bras; le philosophe, surpris dans le lit de Molly Seagrim.

Tom Jones eut un succès considérable. Lady Montagu écrivit sur son exemplaire : *non plus ultra*. Les jeunes gens appelèrent *Sophie* leurs maîtresses, et les jeunes filles donnèrent à leurs bien-aimés le nom de *Tom Jones*. En France, le succès fut également grand, quoique, par une pudeur singulière, le gouvernement de Louis XV eût d'abord interdit, comme immoral, le chef-d'œuvre de Fielding. La Harpe le proclama « le premier roman du monde. » Il y eut une pièce jouée au Théâtre-Français sous ce titre : *Tom Jones à Londres*, et un opéra-comique, paroles de Poinsinet, musique de Philidor, où le squire Western chantait l'ariette suivante :

D'un cerf dix-cors j'ai connaissance.
On l'attaque au fort, on le lance;
Tous sont prêts.
Piqueurs et valets
Suivent les pas de l'ami *Jone.*
Aussitôt j'ordonne
Que la meute donne.
Tayaut! Tayaut! Tayaut!

Mme du Deffand écrivait à Horace Walpole, le 14 juillet 1773 : « Je viens de relire *Tom Jones*, dont le commencement et la fin m'ont charmée. Je n'aime que les romans qui peignent les caractères bons et mauvais. C'est là où l'on trouve de vraies leçons de morale, et si on peut tirer quelque fruit de la lecture, c'est de ces livres-là; ils me font beaucoup d'impression; vos auteurs sont excellens dans ce genre, et les nôtres ne s'en doutent point. J'en sais bien la raison, c'est que nous n'avons point de caractères. Nous n'avons que plus ou moins d'éducation, et nous sommes, par conséquent, imitateurs et singes les uns des autres. » Et encore, le 8 août : « A l'égard de vos romans, j'y trouve des longueurs, des choses dégoûtantes, mais une vérité dans les caractères (quoiqu'il y en ait une variété infinie) qui me fait démêler dans moi-même mille nuances que je n'y connaissais pas... Dans *Tom Jones*, Allworthy, Blifil, Square et surtout Mrs Miller, ne sont-ils pas d'une vérité infinie? Et Tom Jones, avec ses défauts et malgré toutes les fautes qu'ils lui font commettre, n'est-il pas estimable et aimable autant qu'on peut l'être? Enfin, quoi qu'il en soit, depuis vos romans, il m'est impossible de lire aucun des nôtres. »

Il est piquant de voir Mme du Deffand prendre la défense de Fielding contre ce freluquet d'Horace Walpole, qui faisait le dégoûté et qui lui avait écrit : « Je n'accorde pas à nos romans le même mérite que vous. *Tom Jones* me fit un plaisir bien mince. Il y a du burlesque, et, ce que j'aime encore moins, les mœurs du vulgaire. Je conviens que c'est fort naturel, mais le naturel qui n'admet pas du goût me touche peu. Je trouve que c'est le goût qui fait le charme de tout ce qui regarde la société... Nos romans sont grossiers. Dans ceux de Fielding, il y a des curés de campagne qui sont de vrais cochons. » Mme du Deffand plaide pour ce que nous appellerions aujourd'hui le réalisme ou le naturalisme; mais elle ne trouve pas le mot propre. Elle commence par écrire : « Pourquoi les sentimens naturels ne seraient-ils pas vulgaires? » Puis elle se reprend : « Il faut que je corrige un endroit de ma lettre; c'est le mot *vulgaire*. Vous entendez par là des sentimens bas; en effet, c'est sa signification; c'est moi qui ai eu tort en le prenant pour des sentimens ordinaires... Malgré tout le goût que vous me

supposez pour le romanesque, j'aime mieux les sentimens du peuple que ceux des héros de nos romans. »

La traduction française de Laplace (1750), illustrée par Gravelot, est un curieux exemple du sans-gêne avec lequel les traducteurs du temps jadis traitaient l'original. *Tom Jones*, d'ailleurs, n'est plus à traduire. M. Léon de Wailly s'est parfaitement acquitté de cette tâche dans deux volumes de la Bibliothèque Charpentier, épuisés aujourd'hui et non réimprimés. Il serait bien dommage que les lecteurs français pussent rester longtemps encore sans avoir à leur disposition immédiate un des chefs-d'œuvre du roman, dont la place est marquée dans toutes les bibliothèques au-dessus de *Gil Blas* et à côté de *Don Quichotte*.

V.

A l'époque où Fielding fut investi des fonctions de juge de paix pour Westminster et Middlesex, l'état de la police et de la justice anglaise, à peine organisées encore, était voisin de la barbarie. Le soin de maintenir l'ordre dans les rues de Londres était généralement confié à des espèces d'invalides, au sujet desquels notre auteur s'est exprimé dans les termes suivans : « Au lieu de choisir de solides gaillards, pour garder nos rues la nuit, on prend de pauvres vieillards décrépits qui n'ont plus la force de gagner leur vie en travaillant. Ces hommes, armés seulement d'un bâton, que quelques-uns peuvent à peine soulever, ont à protéger les personnes et les maisons des sujets de Sa Majesté contre des bandes entières de malfaiteurs jeunes, hardis, robustes, bien armés et résolus à tout. Que les pauvres vieux prennent la fuite devant de pareils ennemis, cela n'a rien d'étonnant ; le seul miracle est qu'ils échappent. » Si la police était faible et mal organisée, les voleurs, en revanche, avaient une organisation admirable : avec leur capitaine, leurs officiers, leur trésor, leurs espions, leurs alliés secrets, ils opposaient à l'anarchie du pouvoir légal l'union qui fait la force. Le principal talent du capitaine était de se ménager des intelligences dans la police et de se rendre à la fois redoutable et nécessaire en devenant la seule puissance à laquelle pussent recourir utilement les victimes des coquins qu'ils dirigeaient eux-mêmes. Dépositaires des produits du vol, ils entraient en arrangement avec les personnes volées et arrêtaient ainsi les poursuites du public qui, naturellement, trouvait plus avantageux de perdre les deux tiers de sa propriété en traitant avec le chef de bande que le tout en se plaignant à une justice incapable. Parfois même, pour mieux assurer leur autorité de part et d'autre, ils faisaient gracieusement cadeau à la potence de quelque mauvais sujet de leur troupe, insu-

bordonné ou compromettant. Fielding déplore la quantité d'annonces qu'on lisait tous les jours et où les gens essayaient de rentrer en possession de quelque bien dérobé, par la promesse de ne faire aucune enquête. Il raconte que des officiers de justice lui ont avoué plus d'une fois qu'ils avaient passé à côté de certains criminels avec des mandats d'arrêt dans leur poche sans oser mettre la main sur eux. Passe encore quand cette inertie n'était due qu'à la peur ! Mais la police et même les gens de loi étaient souvent de connivence avec le crime, à tel point qu'Horace Walpole osait écrire en 1742 : « Les plus grands criminels de Londres sont les officiers de justice. »

Comme les individus faibles, qui sont capables des plus grandes violences et qui n'ont dans leur conduite aucun équilibre, le code pénal de l'Angleterre était absurde et barbare. Nulle proportion entre l'offense et le supplice. Un simple filou était pendu, un fabricant de fausse monnaie brûlé ; on exécutait une pauvre servante coupable d'avoir dérobé des boucles d'oreilles ou un paysan qui avait coupé un arbre, et George II trouvait cela juste : car, disait-il, un chêne de forte taille est plus précieux qu'une vie humaine ; on refait un autre homme plus vite et plus facilement qu'un beau chêne. Les scènes de prison d'*Amelia* qui nous montrent un soldat blessé moisissant sur la paille humide pour avoir volé trois harengs ; un vieillard, la tête affaissée sur l'épaule de sa fille, mourant là d'épuisement et de misère pour avoir dérobé un pain, ne sont pas une exagération romanesque : en 1749, un nommé Wills expia sur la potence le crime d'avoir antidaté un billet. Une des conséquences de ce beau système était que les voleurs de grand chemin n'hésitaient pas à tuer les gens qu'ils rançonnaient puisque l'assassinat ne leur faisait pas courir de plus grands risques que le vol. Par une autre conséquence naturelle, l'arbitraire remplaçait la justice ; comme on ne pouvait pas en conscience pendre tout le monde, on épargnait souvent, même contre l'évidence, de grands criminels qui auraient mérité la corde, et il n'y avait pas plus d'équité dans les sentences d'acquittement que dans celles de condamnation.

Les juges de paix, qui ne doivent pas être confondus avec les nôtres, paraissent avoir joui d'attributions fort étendues, puisqu'ils pouvaient envoyer les gens non-seulement en prison, mais à la potence. Ils n'avaient pas de salaire fixe, et le nom de *casuel* serait trop poli pour désigner leurs honoraires ; le fait est qu'ils se laissaient tout simplement *graisser la patte*, soit par les plaideurs, dans les cas où un différend était porté devant leur tribunal, soit par les délinquans eux-mêmes ou par les personnes intéressées à les faire relâcher ou pendre. Le peuple les appelait *marchands de*

justice, et leurs fonctions passaient pour aussi méprisables que lucratives.

Voilà les fonctions que Fielding accepta, non pour donner un cynique démenti à l'opinion du monde et à des sentimens qu'il avait lui-même déclarés, mais dans une courageuse disposition d'esprit, avec l'espoir sérieux de servir son pays par d'utiles réformes, en même temps qu'il demanderait pour lui et sa famille des ressources modestes et avouables à un métier jusqu'alors lucratif, mais déshonorant. Un de ses prédécesseurs s'y était fait 1,000 livres par an, un autre 500 livres : Fielding, en remplissant avec probité ses devoirs, réduisit volontairement au minimum le plus honnête possible un revenu dont la source, peu catholique sans doute à nos yeux, était autorisée par les mœurs et ne pouvait pas être transformée à son gré. Il en abandonna, d'ailleurs, une grande partie à son greffier, tâchant de se contenter, pour vivre, d'une petite pension que lui faisait le gouvernement, et du fruit de ses travaux littéraires. Il eut l'honneur de rester pauvre dans une place qui avait rapporté 25,000 francs. « En pacifiant, écrit-il, les querelles des mendians et des portefaix au lieu de les envenimer (ce qui, je rougis de le dire, était nouveau alors dans la tradition des juges de paix), et en refusant de recevoir un shilling d'un pauvre diable auquel sans aucun doute il n'en serait pas resté un second, j'avais réduit un revenu annuel d'environ 500 livres sterling de l'argent le plus sale de la terre à 300 livres au plus, dont une partie considérable demeurait aux mains de mon greffier.

En 1749, Fielding fut élu à l'unanimité, par les magistrats de Middlesex, président de leur chambre de justice. A ce titre, il prononça devant le grand jury de Westminster un discours qu'on peut lire dans ses œuvres et que les légistes regardent comme un modèle d'exposition en matière juridique. La seule chose qui nous intéresse aujourd'hui dans ce document, comme dans tous ceux qui témoignent de son activité professionnelle, c'est la gravité imperturbable de Fielding lorsqu'il parle en qualité de juge. On l'a comparé au prince de Galles, dont Shakspeare nous montre l'étonnante volte-face, le jour où il devint roi d'Angleterre et où il dit à son ancien compagnon de débauches, Falstaff : « Vieillard, je ne te connais pas ! » Je le comparerai aussi à Rabelais, si différent de lui-même, selon qu'il écrivait sa farce immortelle, ou qu'il déployait sa haute éloquence dans une question de morale, son érudition profonde dans la discussion d'un point de droit ou de médecine. Fielding nous présente la même antithèse paradoxale, la même puissance extraordinaire de dédoublement et d'abstraction. Est-ce bien le même homme dont les farces licencieuses scandalisaient

jadis le public, dont les satires politiques alarmaient le gouvernement, et qui s'élève aujourd'hui avec tant de force contre les spectacles et les mascarades, déplorant un goût effréné pour le plaisir qui détourne les hommes des affaires sérieuses de la vie, et s'écriant : « Ce n'est plus assez de trois théâtres, on en veut maintenant un quatrième, où les mœurs sont blessées en même temps que les lois et où l'on tente de ressusciter tous les abus de la comédie d'Aristophane ! » Un très long travail intitulé : *Enquête sur les causes de la multiplication des voleurs, et propositions faites pour remédier à ce fléau, avec un examen de nos lois sur l'assistance des pauvres et sur la punition des criminels,* nous montre le magistrat philosophe remontant, avec le flair d'un policier sagace et la hauteur de vues d'un moraliste, aux diverses causes du mal. Une des plus funestes est l'abus des liqueurs fortes. Fielding exprime le vœu que l'autorisation de vendre du gin soit limitée aux seuls pharmaciens, et qu'il ne soit plus permis d'en acheter sans un certificat de médecin. Il y a, en tout cas, dit-il, quelque chose à faire, et le premier objet du présent écrit est de réveiller le pouvoir civil de son indifférence léthargique. Les efforts du publiciste ne restèrent pas stériles. En 1751, le parlement fit une loi pour restreindre la vente des spiritueux ; Horace Walpole, juste une fois pour Fielding, rend hommage de cette loi à son initiative dans ses *Mémoires sur les dix dernières années du règne de George II*. Un autre travail, encore plus considérable, a pour titre : *Proposition à l'effet de pourvoir aux besoins des pauvres, d'améliorer leurs mœurs et de les rendre utiles à la société, avec le plan et le devis d'un projet d'asile.* La composition de cet important mémoire fut préparée par d'immenses lectures ; Fielding examina toutes les lois sur les pauvres depuis le temps d'Élisabeth, et le résultat de son enquête fut de proclamer la nécessité d'une réforme complète de la législation. L'approbation des membres les plus éclairés du clergé et de la magistrature récompensa un écrivain qui prenait à cœur l'instruction morale et religieuse des pauvres, et qui remédiait sérieusement au vagabondage par le projet d'une maison de travail, située à la campagne, capable de recevoir 3,000 hommes, 2,000 femmes, et attenante à une maison de correction.

Au milieu de ces graves et absorbans travaux, Fielding poursuivait la composition d'un nouveau roman qui parut en décembre 1751. Deux années seulement séparent *Amelia* de *Tom Jones ;* il semble qu'il y en ait vingt, tant l'auteur a vieilli dans l'intervalle ! Ce n'est pas que son intelligence ait baissé, ni même que son talent soit en déclin ; mais la jeunesse s'est envolée, emportant avec elle la gaîté, l'imagination, la verve, remplacées par une expérience plus riche et une sagesse plus ferme que jamais. *Amelia* est moins

une œuvre d'art qu'un traité didactique mêlé à une confession personnelle sous forme de roman, et on ne devrait pas oublier, en jugeant cet ouvrage, la première phrase de la dédicace à Ralph Allen, qui avait aidé l'auteur de ses conseils et de son argent : « Le présent livre a sincèrement pour but de servir la cause du bien en signalant quelques-uns des maux les plus crians, tant publics que privés, dont souffre notre patrie. » Voilà pourquoi on rencontre dans *Amelia* de longues discussions sur des questions politiques et des problèmes sociaux, qu'il est permis de trouver moins divertissantes que celles du squire Western avec sa sœur, mais qui attestent le grave intérêt que prenait Fielding à ce qui doit être le premier (ou le second) sujet des réflexions de tout homme sérieux. Voilà aussi pourquoi le magistrat de Bow Street nous oblige à passer avec lui de longues heures dans l'atmosphère maussade et malsaine des prisons, où nous pouvons regretter l'air pur et le ciel brillant de *Tom Jones;* mais il fallait dénoncer en détail de monstrueux abus que Fielding avait observés de près, et dont le pire était sans doute que, dans l'intérieur d'une prison, l'argent pouvait procurer à un criminel toute espèce de facilités, jusqu'à sa délivrance inclusivement, pendant que, faute du shilling nécessaire, un pauvre innocent, oublié là, risquait de succomber à la vermine et à la faim. L'auteur signale en outre les bizarreries de la législation criminelle, et cela peut être fort intéressant, mais d'un intérêt historique ou juridique, qui n'est pas précisément celui qu'on attend d'un roman. Plus étrangères encore au sujet sont certaines conversations littéraires, hors-d'œuvre pédantesques, véritables placages, sans aucune espèce de rapport ni avec l'action, ni avec les acteurs, et où il ne faut voir en effet que de vieux débris de comédies oubliées, utilisés sans façon pour la construction de l'œuvre nouvelle. Enfin, plusieurs scènes sont des souvenirs de la vie de Fielding, et ont, comme documens autobiographiques, un prix incontestable, mais n'ont pas été fondues avec assez de soin dans l'ensemble de la fiction. Pour toutes ces raisons, *Amelia* manque essentiellement d'unité artistique, quelles que soient la beauté et l'importance de la figure centrale.

Le sujet principal du roman est l'histoire d'un ménage pauvre, dans lequel le mari est un honnête homme, bien intentionné, capable de grands repentirs, mais faible, infidèle à son admirable femme et compromettant par ses imprudences le petit budget domestique. Le capitaine Booth est moins sympathique que Tom Jones, quoi qu'en ait dit Thackeray, par la simple raison qu'il est marié, qu'il est plus âgé, et que ses défaillances ne sont point rachetées par des qualités aussi brillantes. Mais il a la componction profonde qui fait un peu défaut au jeune Tom.

Amélie est une des plus nobles figures de la fiction, je devrais peut-être dire de la réalité, puisque c'est de sa première femme que Fielding a voulu nous faire le portrait; mais il a sans doute idéalisé son image, et c'est un monument expiatoire qu'il a, d'un cœur contrit, élevé à la mémoire de celle qu'il avait aimée et fait souffrir. Rien peut-être n'était plus nouveau, plus hardi, plus profondément original dans le roman que cette tendre et respectueuse représentation d'une femme mariée. L'amour, soit avant le mariage, soit hors du mariage, est à peu près le seul qui ait continuellement inspiré les romanciers ou les poètes, et cette vieille tradition était encore favorisée au XVIIIe siècle par les mœurs frivoles d'une société, dont une des élégances consistait à railler l'affection conjugale comme un ridicule bourgeois.

VI.

La santé de Fielding déclinait rapidement. A la goutte, son ancienne ennemie, s'étaient joints de nouveaux et plus pressans adversaires, l'hydropisie, la jaunisse et l'asthme. Il n'en continuait pas moins à remplir ses fonctions, ne se ménageant point, même la nuit; voici, par exemple, ce qu'on lit dans les papiers de police du temps, à la date du 6 mars 1753 : « Ce matin, vers quatre heures, le juge Fielding, averti que plusieurs voleurs de grand chemin étaient au bal masqué, entra dans la salle de jeu avec des officiers de la garde, et obligea tout le monde à se démasquer et à se nommer. Il est probable que les brigands avaient eu vent de sa venue, car aucun d'eux ne fut pris; mais on trouva sur les tables une quantité de guinées fausses. » Fielding n'était pas insensible au noble orgueil de mourir en servant son pays, et il le laisse percer dans plus d'un passage de ses derniers écrits; mais l'horreur que sa franche nature avait pour tous les charlatanismes lui a fait assigner tout haut une cause plus modeste à son admirable activité, presque digne du nom d'héroïsme : « Mon ambition est d'acquérir assez de mérite aux yeux du public pour que, si je dois lui faire le sacrifice de ma vie, la reconnaissance populaire mette ma famille à l'abri du besoin. Je n'ai pas la moindre prétention à ce patriotisme romain ou spartiate, capable de se sacrifier au seul amour de la patrie; mais cet excès d'amour, je le déclare solennellement, je l'éprouve pour ma famille. » Il avait une fille de sa première femme, et plusieurs enfans de la seconde, à laquelle il rendait un culte non moins ardent qu'à l'autre, et probablement plus fidèle.

Au mois d'août 1753, Fielding, fatigué à mourir par plusieurs longues enquêtes qu'il avait dû faire sur cinq meurtres commis dans l'espace d'une semaine par différentes bandes de voleurs, se

préparait à partir pour Bath, sur l'avis de son médecin, quand il reçut un message du duc de Newcastle qui le mandait auprès de lui. N'en pouvant plus, il s'excusa. Mais le duc revint à la charge, et Fielding obéit. Après trois heures d'attente dans l'antichambre, un secrétaire de Sa Seigneurie vint le consulter de la part du gouvernement sur les moyens de mettre un terme immédiat aux attentats contre la propriété et contre les personnes dont la capitale était infestée. Fielding promit de s'occuper du problème. Muni d'abord de l'argent qui est le nerf de la guerre, il soudoya un traître qui s'engagea à livrer toute sa bande entre les mains d'agens fidèles et résolus, choisis tout exprès pour la circonstance. La ville de Londres dut à l'habileté et à l'énergie de Fielding d'être momentanément débarrassée du fléau ; pendant les derniers mois de l'année 1753, il n'y eut pas un seul crime commis dans les rues.

Mais ce suprême effort l'avait achevé. La maladie n'était plus de celles que les eaux de Bath pussent guérir ou seulement soulager; le soleil du midi restait le seul espoir ou le dernier désir du mourant. On songea d'abord à la Provence ; la fatigue et la dépense d'un voyage sur terre firent renoncer à ce projet, et l'on profita de l'occasion d'un vaisseau marchand en partance pour Lisbonne. Fielding s'y embarqua avec sa fille aînée, sa femme et deux domestiques. Il n'avait plus la force de marcher, il fallut le porter à bord. Il a raconté les incidens de la traversée dans un journal où il ne faut pas chercher des faits très intéressans en eux-mêmes, mais dont l'intérêt paraîtra bien grand aux personnes curieuses de voir comment un philosophe se regardait mourir au XVIII[e] siècle, et de mesurer par un seul et frappant exemple l'abîme que Jean-Jacques Rousseau et Chateaubriand, la révolution et le romantisme, le pessimisme et « la grande névrose » ont creusé entre l'antique simplicité et notre étalage moderne. Voilà l'homme normal, vraiment *humain* et vraiment *viril*, aussi admirable lorsqu'il cède à la nature ce qui lui est dû légitimement , que lorsqu'il l'assujettit, à force de gaîté et de courage, à la domination de l'esprit.

Deux grossiers personnages pénétrèrent un jour, le chapeau sur la tête, avec une brusquerie insolente, dans la cabine qu'il occupait avec sa femme. Fielding leur demanda qui ils étaient. — « Officiers de la douane, » répondirent-ils, pensant que ce nom devait suffire à frapper les gens d'un respectueux effroi et leur ôter l'envie de faire des questions. Mais Fielding s'informa de leur grade, et l'un d'eux répondit que le « gentleman » son compagnon était inspecteur. — Inspecteur, c'est possible, reprit Fielding; *gentleman*, c'est une autre affaire : car on n'a jamais vu un gentleman pa-

raître à l'improviste en présence d'une dame, sans faire une excuse et sans même ôter son chapeau. — A ces mots, il ôta son chapeau et le mit sur la table, demandant pardon et blâmant le contre-maître qui avait eu le tort de ne pas l'avertir qu'il y avait dans la cabine des personnes de distinction. Je lui dis que nous étions, en effet, un monsieur et une dame, ayant droit à la politesse, quoique n'ayant point le bonheur d'appartenir à ceux que le monde appelle gens de la haute société et de distinction. J'ajoutai que, puisqu'il avait reconnu son tort et fait des excuses, la dame lui permettait de garder son chapeau, s'il l'avait pour agréable. Il refusa de le reprendre, en jurant entre ses dents, et cela me convainquit que, si je me montrais trop aimable pour lui, il reprendrait bientôt toute sa grossièreté. » Une autre fois, ce fut le capitaine du vaisseau, lui-même, qui lui fit une scène violente au sujet de sa cabine, sur laquelle il prétendait un droit de propriété. Fielding, qui connaissait son homme, assez bon diable au fond sous son écorce rude, et qui savait que les colères d'un vieux loup de mer ne survivent guère à l'ivresse qui les a provoquées, opposa à l'orage la fermeté la plus calme, invoquant seulement la foi des traités et la justice des tribunaux, si les conventions faites n'étaient pas observées. Sur le soir, « sa fureur étant entièrement dissipée, il tomba à genoux et me supplia, un peu trop bassement, de lui pardonner. Je ne pus souffrir de voir un brave homme de son âge rester un instant dans cette posture, et je lui pardonnai immédiatement. Ce n'est pas pour m'attirer l'admiration que je raconte cette histoire, et je décline absolument toute louange ici. Ce ne fut ni grandeur d'âme ni religion chrétienne qui me dicta mon pardon. Pour dire l'exacte vérité, je lui pardonnai, par un motif qui rendrait les hommes beaucoup plus indulgens s'ils étaient plus sages : simplement parce que cela m'était agréable à moi-même. »

Près de l'île de Wight, une tempête faillit perdre le navire et les passagers. Fielding la mentionne et fait cette réflexion : « Ma chère femme et ma fille chérie me pardonneront si l'idée d'une mort, que je ne pouvais pas regarder comme un grand malheur pour moi-même, ne m'a pas non plus beaucoup terrifié à leur sujet : c'est qu'en vérité, elles sont toutes deux si bonnes et si gentilles que je n'aime pas à me les représenter après moi sous la dépendance d'un homme. » Il note avec reconnaissance tous les petits services que lui rendent ces mains pieuses et dévouées. Mais ce qu'il y a de plus admirable dans le *Journal d'un Voyage à Lisbonne*, c'est la force d'esprit et de caractère qui permet à ce philosophe mourant d'oublier ses souffrances, de sortir de lui-même et d'observer avec intérêt tout ce qui se passe autour de lui. Une telle attention aux

choses extérieures, dans une pareille situation physique et morale, est la marque d'un classique des anciens temps, d'un sage en paix avec sa conscience et avec l'univers, d'une raison vigoureuse et bien équilibrée, et c'est le miracle le plus incompréhensible pour l'inquiétude infinie de notre personnalité vaniteuse et faible. Fielding reste un joyeux conteur jusqu'à la fin. Il continue à s'amuser de la nature humaine, et il esquisse des portraits, comme celui du capitaine, comme celui de M[rs] Francis, la maîtresse d'auberge, qui ressemblent à des notes gaîment recueillies pour un dernier roman qu'il aurait voulu faire.

Il mourut deux mois après son arrivée à Lisbonne, le 8 octobre 1754, âgé de quarante-huit ans. Sa tombe est située sur le flanc d'une colline, au centre du beau cimetière anglais de cette ville.

La calme observation de la réalité, que nous venons de remarquer dans la dernière œuvre de Fielding, est un caractère fondamental de tous ses écrits. Il n'a pas cette ardeur d'imagination qui passionne certains romanciers pour leurs propres créatures, à tel point qu'elles semblent vivre de leur vie. Il reste lui-même en dehors de ses personnages, et malgré l'exception que semblent offrir au premier abord des portraits plus ou moins personnels, comme Tom Jones et le capitaine Booth, s'il est vrai que ce sont ses propres fautes que Fielding a racontées dans leur histoire, il l'a fait plutôt en moraliste qui s'examine et se juge, qu'en poète qui s'identifie amoureusement avec ses héros. Le jugement, dans ce ferme et puissant esprit, conserve toujours la maîtrise sur l'imagination, et c'est par là d'abord qu'il est un écrivain *classique*.

Il l'est aussi par les limites très précises de son horizon intellectuel. A une certaine hauteur où Fielding ne s'est jamais élevé, mais où Goethe, Shakspeare, Cervantes planaient comme dans leur élément, l'homme paraît si petit qu'il devient impossible de prendre beaucoup à cœur ses folies et ses vices; on y voit moins des violations attristantes ou irritantes de l'ordre, qu'un rôle inconsciemment, mais régulièrement joué dans une comédie éternelle, dont le sage peut se donner l'amusant spectacle, sinon deviner le secret. De là l'indifférence, ou l'ironie mêlée de pitié, des artistes suprêmes et des grands humoristes. Fielding est un homme de foi et d'action, bien moins contemplatif que pratique, et la fin qu'il se propose comme romancier n'est pas sans avoir beaucoup d'analogie avec celle qu'il poursuivait comme magistrat : il s'agit réellement pour lui d'honorer la vertu, de décourager le vice, de montrer, comme Hogarth dans ses gravures morales, que le bon ouvrier devient

riche et heureux, tandis que le mauvais ouvrier finit par la prison et la potence.

Ce qu'il faut reconnaître d'abord chez lui, et sous la réserve des tempéramens importans que nous rappellerons tout à l'heure, c'est un bon sens un peu sec, un peu gros, un peu lourd et terre à terre, comme l'est facilement le bon sens quand il n'est pas relevé par une raison ailée, large et supérieure. Il a, comme homme, des préjugés vulgaires, et, comme artiste, des procédés étroits de simplification qui sont peu dignes de son talent. George Eliot aurait eu bien besoin de lui enseigner qu'un méthodiste n'est pas nécessairement un charlatan contrefaisant l'extase pour en imposer à ses dupes; ni un membre de la haute Église, un pharisien préférant l'orthodoxie à la vertu; ni un libre-penseur, un homme de plaisir masquant sous de belles phrases sa révolte contre les freins moraux de la religion. Il est bon d'avoir des idées nettes, mais il faut éviter qu'elles se contredisent, et Fielding ne nous a pas appris comment il conciliait avec la liberté morale, à laquelle il croit certainement, cette espèce de fatalité du vice et de la vertu qui fait qu'un homme est, selon lui, méchant ou bon par nature, et que l'éducation est impuissante. Si la vertu n'est qu'un instinct, il est difficile de comprendre qu'elle soit méritoire. Il ne nous a pas expliqué, non plus, ce qui reste de la religion quand on en retranche toute mysticité et qu'on la réduit au rationalisme.

Mais il n'était pas obligé de le faire, puisqu'il ne pouvait apercevoir des contradictions que le progrès seul des idées nous a rendues lentement et tardivement sensibles. Fielding s'élève assez au-dessus de tous les romanciers de son temps, pour qu'il ne soit pas deux fois injuste de lui reprocher d'être resté, sur certains points, fort au-dessous de ceux du nôtre. Il y a chez lui une santé, une solidité, une simplicité, qui n'ont pas été égalées au XVIII[e] siècle, non plus en France qu'en Angleterre, et dont l'absence chez tous ses contemporains m'a forcé de remonter jusqu'au siècle de la raison classique, pour lui trouver, dans Molière, un terme de comparaison. La lecture de Fielding est, en somme, bienfaisante, et sa morale, quelles qu'en soient les faiblesses, reste infiniment supérieure, non-seulement à celle de Wycherley, qui est l'immoralité même, mais à celles de Sterne, de Smollett et même de Richardson. La vie d'un écrivain fait partie de son enseignement quand il a aussi peu de prétention que Fielding à être un pur artiste; or, je ne connais pas dans l'histoire littéraire de spectacle plus fortifiant que celui de sa vie, à partir de la composition des œuvres sur lesquelles sa gloire est fondée.

Joseph Andrews déjà, mais surtout *Tom Jones* et *Amelia* furent

écrits dans les pires circonstances de fortune, de famille, de situation sociale et domestique, qui puissent mettre à l'épreuve l'humeur d'un homme et d'un auteur. Cependant, il n'y a point, dans quelque langue que ce soit, d'ouvrage plus gai, plus joyeux, que les deux premiers de ces romans, ni plus rempli d'une calme sagesse que le troisième; car, si l'auteur d'*Amelia* a perdu quelque chose de sa verve, il a gardé intactes sa force et sa sérénité. Dans toute l'œuvre d'un écrivain qui avait le droit de se plaindre des hommes, qui pouvait, avec plus de raison que beaucoup d'autres, accuser la Providence, et qui enfin a dû souvent éprouver ce mécontentement de lui-même qui n'a jamais réconcilié personne avec le monde, on ne trouve pas une trace de découragement ni d'amertume. Jusqu'à la fin, et même sous l'étreinte de plusieurs maladies cruelles, Fielding a porté sur la vie un jugement généreux. Non-seulement il est aux antipodes du pessimisme moderne, mais il ressemble à un étranger de passage venu de climats plus heureux dans le monde qui excitait la sauvage indignation de Swift et les sarcasmes moroses de Samuel Johnson. A ses yeux, la vie est une excellente chose, et les hommes, à considérer le fond de leur nature et la moyenne de l'humanité, ne sont pas si mauvais. « Mon bon monsieur, » dit Tom Jones à l'Homme de la Montagne devenu misanthrope parce qu'il avait été trahi par son premier ami et sa première maîtresse, « que pouviez-vous attendre de mieux d'un amour né dans un lupanar, d'une amitié formée et entretenue à une table de jeu? Juger des femmes et des hommes sur ces deux exemples serait aussi injuste que d'affirmer que l'air est un élément infect et malsain parce que nous le trouvons tel dans les latrines. » L'auteur de *Tom Jones* a le singulier mérite d'avoir proclamé très nettement une vérité qui est devenue l'un des principes fondamentaux sur lesquels l'auteur d'*Adam Bede* a réédifié le roman et l'a élevé à une hauteur morale incomparable : « Plus d'un homme commet le mal sans être méchant et corrompu dans l'âme. » — « Les pires des hommes, dit-il quelque part, ont généralement à la bouche les mots de gredin et de scélérat, comme c'est des spectateurs les plus grossiers des galeries que partent les clameurs et les sifflets contre la scène. »

Telles étant les vues de Fielding sur la nature humaine, il est clair que son *naturalisme* doit être le bon, celui qui accepte tout l'homme et tous les hommes, non celui qui choisit pour les peindre, avec une diabolique ironie, les pires échantillons de l'humanité, et qui la tient elle-même au moins pour égoïste chez ses représentans réputés les meilleurs. Il proteste généreusement contre la psychologie chagrine et dénigrante de La Rochefoucauld, renouvelée en

Angleterre par Maundeville, et il n'a pas de joie plus grande que de représenter des personnages foncièrement désintéressés et bons, tels qu'Amelia, M. Allworthy, le pasteur Adams, ou encore dans *Jonathan Wild,* Francœur (*Freehart*), dont le nom seul exprime cette franchise de bonté qui était pour lui l'idéal. Ordinairement, d'ailleurs, dans les caractères de ses romans, comme dans ceux qu'offre la nature, le bien et le mal se pénètrent, se tempèrent l'un par l'autre. Sans doute, il y a de francs scélérats, et personne ne l'ignorait moins que Fielding; la convoitise, la violence, l'hypocrisie, jouent dans les affaires du monde un grand rôle, qu'il ne veut nullement amoindrir; mais le dévoûment, la bienveillance, l'honnêteté ont aussi leur part d'action et d'influence, et, pendant que les émules de Jonathan Wild font bruyamment leur chemin vers la potence ou vers le trône, Amélie, sous son humble toit, élève pieusement ses enfans, exerce la charité, lutte contre l'indigence par l'ordre, la propreté, l'économie, ramène à force d'amour un mari infidèle, et donne de toutes les vertus domestiques, conjugales et humaines, un exemple qui aura en somme bien plus d'imitateurs que l'autre.

On ne sait en vérité si Fielding est un réaliste ou un idéaliste, et l'on serait tenté de dire, après l'avoir lu, que ces deux mots sont vides de sens. Serait-il un réaliste parce qu'il a choisi pour héros un Jonathan Wild, ou un idéaliste parce qu'il a pris pour héroïne une Amélie? Mais la seconde, comme le premier, a été trouvée dans la nature, et le premier, comme la seconde, a été idéalisé, c'est-à-dire transformé en type, selon la loi éternelle de l'art. Quant à qualifier Fielding de réaliste simplement parce qu'en montrant les choses comme elles sont, il les a quelquefois appelées par leurs noms, c'est une façon enfantine d'interpréter le mot, et je ne mentionne que pour mémoire ce vieux radotage qui constitue pour bien des gens l'alpha et l'oméga de toute leur critique.

Ce qui est sûr et clair, c'est que Fielding est un grand *classique*. Walter Scott l'appelle le père du roman anglais, et, en effet, il est une source. Des personnages tels que Sophie et sa suivante, le squire Western, Mrs Western, le sergent Atkinson, le major Bath, Amelia, sont évidemment des types primordiaux créés pour être reproduits à une infinité d'exemplaires. Déjà le pasteur Adams passe dans le *Vicar of Wakefield*, et Sterne, si différent de Fielding, subit sa puissante influence. Ce n'est pas Dickens qui a imaginé le premier de faire du roman un instrument de réforme sociale et un organe des griefs populaires. George Eliot lit Fielding avec admiration, quelquefois pour corriger sa morale, plus souvent pour la développer et pour établir sur sa philosophie pleine d'humanité ce grand roman de sympathie et d'amour qui n'est pas d'origine

russe. *Amelia* fonde en Angleterre l'honnête roman domestique : personne n'a jamais mieux senti que ce débauché de Fielding le prix des pures affections de foyer qui sont le plus solide appui du bonheur. Mais c'est surtout *Tom Jones* d'où rayonnent comme d'un soleil la santé, la gaîté, la joie. Quelle puissance de vie, s'écrie Thackeray après avoir rudement malmené le héros, quelle puissance de vie a donc une fiction que nous prenons encore si fort à cœur et dont nous discutons passionnément le plus ou moins de moralité !

Sans doute, Fielding ne possède pas tout. Il laissait, notamment, à introduire dans le roman après lui les harmonies de la nature, ces musiques des vents, des ruisseaux, des forêts, que Walter Scott a entendues, ces couleurs charmantes ou magnifiques dont son pinceau a enchanté nos yeux. Fielding n'a pas fait un seul paysage, ni même une seule vraie description. Ce crime, impardonnable au goût de nos modernes, obtiendra une indulgence facile auprès de ceux qui pensent que le pittoresque n'est pas l'objet propre des romanciers, et qui, pour l'avoir trop vu à l'œuvre, le savent indiscret et envahissant à tel point qu'il a bientôt pris toute la place, substituant à la nature morale, qui est l'essentiel, l'accessoire, qui est la nature physique. L'attention que les descriptifs éparpillent et dispersent sur le décor, sur le spectacle extérieur, Fielding la concentre sur les personnages en scène et sur ce qu'il y a de plus intéressant en eux, le caractère, voulant expliquer à l'esprit chacune de leurs actions par des motifs internes et ne rien accorder au seul amusement de l'imagination. C'est la grande tradition des maîtres classiques. Elle est toujours bonne à suivre, de préférence aux fantaisies et aux rêveries du romantisme, comme au matérialisme superficiel des peintres nouveaux, devenus simples photographes. — Mais je ne veux pas médire du roman contemporain. Il a ses beautés, qui sont admirables. Seulement, lui, non plus, ne possède pas tout ; et ce qui lui manque peut être principalement, c'est une certaine chose qui, à la vérité, n'est point commune : le sens commun. Fielding peut lui en donner d'utiles leçons. Nous devons en tout cas honorer bien haut, comme M. Leslie Stephen nous y exhorte avec éloquence, une qualité aussi rare chez un de ses représentans les plus éminens.

PAUL STAPFER.

FEMMES SLAVES

VI[1].

LA JOURNÉE DE GATZKO

Lorsque les troubles de la Bosnie et de l'Herzégovine devinrent une insurrection générale, d'où sortit bientôt une grande guerre, beaucoup d'officiers autrichiens, de race slave, s'empressèrent de passer en Serbie, afin de prêter leurs bras au peuple frère en péril.

La fièvre belliqueuse s'empara de moi également. C'était bien naturel; seulement, je me demande encore aujourd'hui comment, au lieu de courir directement en Serbie, la folle idée me vint d'aller au Montenegro, me mettre à la disposition de l'hospodar Nicolas.

Peut-être était-ce l'impression que m'avait faite le prince lorsque je le rencontrai, quelque temps auparavant, à l'exposition universelle de Vienne. Il m'avait frappé d'admiration, lui et les quelques braves qui l'accompagnaient, et l'impression m'en était restée. Peut-être aussi était-ce le souvenir d'un tableau de Czermak, que j'avais remarqué à la Société des artistes de Vienne. Ce tableau représentait des femmes monténégrines emmenées en esclavage par des Bachi-Bouzouks. Le charme que j'avais trouvé dans les yeux

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 15 août 1889 et du 1er juillet 1890.

sombres de ces femmes n'était peut-être pas étranger à mes dispositions belliqueuses. Toujours est-il qu'un matin j'ôtai l'écharpe noire et jaune, et, quelques jours après, je me présentais devant le prince Nicolas, à Cettigne.

Je ne tardai pas à m'apercevoir que mon dévoûment fraternel pour les Monténégrins embarrassait un peu ce poète chevaleresque. Je reçus de lui l'accueil le plus cordial, mais que pouvait-il faire de moi dans une armée qui n'en était pas une, et qui ne se composait pas de soldats!

Aujourd'hui, les Serbes ne font pas la guerre autrement que les Français, les Italiens, les Anglais, ou les Allemands. De même que ces peuples, il leur faut combattre en rase campagne, et ils ne peuvent plus se passer de la discipline militaire. Tandis que la Czernagora (Montenegro), c'est le Tyrol slave, le Tyrol de 1809. Les chefs, comme les simples soldats, sortent du peuple, et la manière toute particulière de combattre des Monténégrins rend superflue la direction d'officiers étrangers.

Néanmoins, on m'attacha, comme une sorte d'aide-de-camp, à un terrible voïvode, le kniäs (prince) Karaditch, et je reçus l'ordre d'aller m'installer chez lui.

Tout le monde s'empressait de faire ses préparatifs de départ. C'était un va-et-vient continuel, de sorte que malgré toute la sollicitude de l'hospitalité slave, je ne voyais que fort peu mon hôte et sa famille. Je passais la plus grande partie de mon temps à parcourir les ravins des environs et à guetter les renards et les martres.

La première fois que, assis sur une pierre, dans la montagne, je promenai mes regards sur les horizons lointains, je compris pourquoi on avait donné à ce pays le nom étrange de Montenegro. Ce sont, en effet, des montagnes noires qui forment son territoire si étroitement limité. Loin, très loin, les regards errent sur des montagnes de pierre calcaire, déboisées, nues, d'un gris noirâtre, sillonnées partout de fissures profondes. Un océan de vagues pétrifiées, gigantesques, dont le silence inspire la terreur. Puis, dans un autre lointain doré, la vraie mer où dansent de petites voiles et des étincelles de soleil, qui font ressembler l'azur des flots au manteau bleu de la mère de Dieu, parsemé d'étoiles.

Tout le pays est comme une immense forteresse, et chaque maison comme un poste retranché. La montagne n'est traversée que par des sentiers qui ondulent comme d'énormes serpens qui dormiraient sous les chauds rayons du soleil.

Quelle sauvage mélancolie!

Dans cette solitude imposante, en lutte perpétuelle avec les élé-

mens, si loin du grand monde épuisé et corrompu, il doit surgir des natures fortes, des cœurs qui ne connaîtront jamais la faiblesse. C'est ainsi que me parut le voïvode la première fois que je m'assis à côté de lui, devant sa modeste maison, le soir, à la lueur incertaine et grise du crépuscule.

Tout, dans ce Karaditch sombre et taciturne, était puissant : le torse, les membres, le nez, les yeux, les mains, et, en même temps, tout était dans une proportion parfaite. Avec son teint bronzé et sa superbe corpulence, le kniäs ressemblait à une statue de héros surpassant la grandeur naturelle. Ainsi devaient être ces consuls romains et ces souverains slaves, comme Cincinnatus, Przemisl et Piaste, qu'on allait chercher à la charrue pour les mettre sur le trône.

Près de moi, sa femme Melitza paraissait grande et massive ; à côté de son mari, elle redevenait svelte et souple autant qu'elle était gracieuse. Elle aussi possédait un nez au dessin hardi et une bouche aux lignes âpres ; mais, en revanche, ses yeux bruns étaient si doux, si pleins de bonté ! Sans cette douceur et ce sourire, qui avaient la suave splendeur d'un beau clair de lune, on aurait dit, plantée sur les fières épaules de Melitza, la tête d'une Junon Ludovisi.

Cette superbe femme allait et venait dans la maison comme l'ombre de son mari. On aurait dit une servante, même une esclave.

Le petit Wouk traitait sa petite sœur Jana, âgée de trois ans, comme un être inférieur, sans importance. Il faut dire qu'il portait déjà le kandjar.

Un soir, alors que les étoiles flambaient déjà dans le vaste ciel dont le fond paraissait aussi noir que les montagnes, Melitza apporta à chacun de nous une tasse de café et une pipe turque. Elle en alluma d'abord une et l'offrit au kniäs ; puis elle s'agenouilla pour lui ôter ses *opanki* et lui tendit une paire de pantoufles. Elle allait ensuite me rendre le même service, sous prétexte que j'étais l'hôte de son mari ; mais je m'y refusai non sans quelque confusion, je crois même qu'un peu de rouge me monta au visage.

Karaditch secoua sa tête de lion.

— Tu as tort, me dit-il. Vous gâtez vos femmes ; voilà pourquoi elles sont si méchantes. Jamais ma nuque n'a porté un joug, pas même celui d'une femme.

Il se fit un silence. Au même moment, un gouzlar aveugle s'approcha. S'accompagnant de son instrument national, au son mélancolique, il nous chanta la superbe romance héroïque de la mort d'Agar-Bey, puis une autre qui s'abattit comme la foudre sur nos

âmes d'hommes graves. Un frisson me courut sur tout le corps en entendant ces vers d'une énergie sauvage :

L'amour est bien un feu sacré
Qui brûle dans notre sein,
Et maudites soient toutes les âmes,
Qui ne connaissent pas ce feu !

Mais la haine est beaucoup plus chaude,
Quand on a tisonné la flamme,
Quand elle saisit le cerveau et le cœur,
Et n'en fait qu'un seul foyer.

Méfie-toi de l'homme qui ne sait pas haïr,
Crains toujours qu'il ne sache non plus aimer.
C'est un feu follet qui nous éclaire,
Sans pouvoir jamais donner d'ombre.

Melitza et moi, nous regardions en même temps Karaditch. Je me disais : « Cet homme sait haïr. » Melitza semblait ajouter : Mais aussi aimer ! »

Tout à coup, Karaditch prit la gouzla, et se mit à jouer et à chanter :

Je voudrais mourir, mais non de maladie,
Non pas dans mon lit, faible, exténué.
Je voudrais mourir dans la bataille,
Après avoir vaincu les musulmans.

Je voudrais mourir comme l'astre du jour,
Quand il disparaît, là, derrière les montagnes,
Et qui, tout en s'éloignant,
Brille encore de ses plus beaux rayons.

Je voudrais mourir au son de la gouzla,
Quand, tout à coup, la corde se casse,
Et quand les dernières vibrations
Se mêlent au bruit de la chanson héroïque.

Melitza était assise, le visage appuyé sur ses mains, le regard attaché au sol, tandis que de grosses larmes roulaient le long de ses joues légèrement bronzées. Karaditch tourna la tête, et vit qu'elle pleurait. J'eus peur qu'un mot blessant pour la pauvre femme ne lui échappât, mais il en arriva tout autrement.

— Ne t'afflige pas, ma douce vie, dit le kniâs, les roses de tes joues pourraient se flétrir.

Étonné, je regardai Karaditch.

— Pourrais-tu jamais aimer un serf, un esclave? continua-t-il.

Non, Melitza, tu ne pourrais aimer qu'un homme libre comme l'aigle dans les airs. Devons-nous nous soumettre au sultan?... La patience est une cuirasse, c'est vrai; mais l'énergie, la force d'agir est une épée, et le péril n'est pas pour nous effrayer : le courage est son maître, et la lâcheté son esclave.

On vint nous déranger. C'étaient des gens qui avaient besoin de consulter le kniäs, car, à chaque instant, nous nous attendions à recevoir le signal du départ.

— Tu aimes ton mari, dis-je à Melitza quand nous fûmes seuls, et tu fais bien.

— Seigneur, me répondit-elle, c'est un homme de pierre; mais la pierre donne des étincelles et renferme de l'or!

A ce moment, nous aperçûmes de grands feux s'allumant de tous côtés, d'abord au loin, puis plus près de nous.

— Vois-tu les feux sur les montagnes? dit Karaditch en nous rejoignant et en ôtant sa casquette, c'est le signal de prendre les armes. Demain, nous partons pour la guerre. Que Dieu protège la patrie!

Le lendemain, de très bonne heure, au moment où l'aube se levait, blanche et froide, sur les sommets des montagnes, nous partîmes.

Karaditch, en grande tenue, portait à la ceinture son kandjar et deux pistolets incrustés d'or, un fusil sur l'épaule et sa longue pipe à la main. Melitza, les jupes retroussées, sa jaquette s'arrêtant à la taille, garnie, aux manches et sur la poitrine, de peau de renard, le suivait, chargée, comme une bête de somme, d'un second fusil, des munitions et des vivres.

Les enfans devaient rester à la maison; mais à peine étions-nous éloignés de quelques centaines de pas que la petite Jana nous rejoignait en courant. Elle ne pleurait pas, mais elle se suspendit convulsivement au bras de sa mère et nous accompagna de cette façon, contre la volonté de tous. Karaditch lui-même finit par ne plus s'occuper d'elle. Son fils et héritier était en sûreté; cela lui suffisait.

Nous pénétrâmes dans l'Herzégovine, d'où, après une série de combats et d'escarmouches, nous forçâmes les Turcs à se retirer, tandis que nous avancions sur Mostar.

Mais tout à coup Moukhtar-Pacha se tourna contre nous avec toute son armée. A notre grande surprise, on ordonna la retraite, parce que, disait-on, nous n'avions que quelques canons de montagne, tandis que les Turcs en possédaient un grand nombre. D'autres disaient qu'il serait par trop téméraire de livrer bataille à des

troupes régulières, nombreuses et complètement libres de leurs mouvemens. Nous nous retirâmes donc, mais en bon ordre, tout en combattant et toujours poursuivis par les Turcs. Bientôt nous approchâmes des Montagnes-Noires, qui semblaient nous saluer de loin avec tristesse.

— Les Monténégrins ne seront pas contens s'ils doivent, tout le temps, tourner le dos à l'ennemi, me permis-je de faire observer à l'hospodar. Est-ce que nous allons continuer de battre en retraite? Ne craignez-vous pas que l'armée ne se démoralise?

— Allons, allons, ne vous épouvantez pas ainsi, me répondit le prince d'un petit air moqueur. Encore un peu de patience, et j'espère que vous serez satisfait.

En effet, arrivés dans la vallée de Gatzko, le prince nous fit arrêter, et nous nous préparâmes à recevoir les Turcs. Aussitôt, je vis passer comme des rayons de soleil sur tous ces visages hâlés, qui se regardèrent silencieusement, mais avec une vive expression de joie.

Notre petit corps d'armée se trouvait disséminé, en grande partie, sur les hauteurs. Je croyais encore que le prince se bornerait à une escarmouche, et se jetterait ensuite dans sa forteresse de rochers.

Les Turcs nous attaquèrent avec beaucoup d'énergie. On sentait qu'ils avaient conscience de la supériorité de leur nombre et de leur artillerie. Leurs cris d'Allah! Allah! avaient comme une note victorieuse. Les canons jetaient des éclairs de tous côtés, et grondaient sinistrement contre nos bandes cachées dans les montagnes, et qui entretenaient, de leur côté, un feu très vif et très nourri. Pendant que les hommes tiraient, les femmes chargeaient les fusils. Cependant, tout au bas, dans la vallée, nous voyions les nôtres qui perdaient du terrain.

— Cela ne va pas bien là-bas, dit tout à coup Karaditch, à côté de qui j'étais accroupi. Je me redressai pour mieux voir; au même instant, je recevais une balle dans l'épaule. Une vieille femme épancha le sang et pansa la blessure. Je restai assis sur une pierre, mon fusil sur mes genoux. Tous les blessés restaient sur place, je fis comme les autres.

A deux pas de moi, Melitza était agenouillée, chargeant le fusil de son mari, tandis que la petite Jana sautillait comme une petite chatte, en allant chercher de l'eau à une source voisine pour les combattans, et en courant après les balles qui venaient ricocher autour de nous.

Tout à coup, les cris d'Allah retentirent sur nos flancs. Karaditch se redressa vivement. C'étaient des chasseurs turcs qui gravissaient

la pente en grimpant. Aussitôt, une partie de nos hommes se précipitèrent à leur rencontre pour les culbuter. En même temps, Karaditch s'abattit par terre comme une masse.

— Je suis blessé, dit-il froidement, tandis que Melitza, qui s'était jetée sur lui, pleurait à chaudes larmes.

— O mon fier faucon ! s'écria-t-elle, la balle du musulman maudit t'a frappé, mais ne meurs pas, ou je mourrai avec toi !

— Ne pleure pas, répondit le prince, je ne peux pas te voir pleurer, ma douce colombe !

La balle qui l'avait atteint avait pénétré dans la jambe. Un chirurgien, qu'on appela aussitôt, la retira et fit le premier pansement. Mais on ne put décider Karaditch à cesser de prendre part au combat. Avec l'aide de sa femme, il se traîna, choisit une position plus favorable, et se mit à tirer sur les Turcs avec plus d'ardeur que jamais. Ceux-ci avançaient rapidement. Leurs cris étaient de plus en plus stridens, à mesure qu'ils approchaient. Il ne restait plus qu'un petit nombre de défenseurs autour de nous. A peu près seuls sur ce point, Karaditch et Melitza continuaient à faire face à l'ennemi. Les cris de triomphe des musulmans ne pouvaient donc guère effrayer que la belle femme qui semblait destinée à devenir leur butin de guerre.

Pourtant, Melitza ne semblait pas faite pour l'ornement d'un harem. Ce n'était pas une femme à pouvoir rêver étendue sur des coussins soyeux, enveloppée de fourrures moelleuses.

Alors, elle se coucha par terre à plat ventre, rampa jusqu'à la crête du ravin, derrière lequel nous nous trouvions, avança prudemment la tête pendant que nous continuions de tirer, promena son regard de tous côtés, observant avec sang-froid le nombre et la position des ennemis qui se disposaient à escalader l'obstacle qui nous séparait d'eux et se retira. Après avoir cherché un instant autour d'elle, elle saisit un bloc de rocher, le roula jusqu'au bord du ravin, et le lança sur la pente sans se soucier des balles qui sifflaient autour d'elle et de nous.

Ainsi, lestement, les dents serrées, le regard sombre, Melitza roula une seconde pierre, puis une troisième, une quatrième ; elle allait, elle allait ; on eût dit que ces lourdes masses ne pesaient rien dans sa main. Et, à chaque pierre qui dévalait, bondissant d'aspérités en aspérités, tombant comme la foudre sur les Turcs qu'elle rencontrait, les écrasant et les entraînant avec elle dans les abîmes, c'était comme le fracas furieux du tonnerre.

La petite Jana, voulant imiter sa mère, la suivait en portant aussi de petites pierres, les plus grosses qu'elle pût soulever.

Deux autres femmes étaient accourues, armées de leurs fusils ;

après avoir envoyé quelques balles, elles se mirent, à leur tour, à rouler des morceaux de rocher à qui mieux mieux. Après s'être arrêtés, les Turcs commençaient à reculer.

Un moment, Melitza voulut reprendre haleine. Les poings sur les hanches, elle observait l'effet de la terrible avalanche qu'elle venait de déchaîner, quand soudain une tête, surmontée d'un fez, apparut sur la gauche, derrière un rempart de rochers. C'était un chasseur turc qui avait entrepris, à lui tout seul, de tourner notre petite position. Pendant qu'il franchissait bravement l'obstacle, Melitza recula de quelques pas, arracha les pistolets de la ceinture de son mari et abattit, presque à ses pieds, ce soldat téméraire avant qu'il eût le temps de la mettre en joue. Elle se pencha sur lui pour voir s'il ne possédait pas quelque objet précieux à sa convenance. Elle ne trouva rien. Alors, elle le poussa du pied avec mépris jusqu'au bord du ravin, et le malheureux, respirant encore, roula du haut en bas de la paroi rocailleuse.

Tout à coup, de notre côté, partit le signal pour la marche en avant. A ce signal, toute l'armée monténégrine, habilement postée dans les montagnes, se précipita, de toutes les hauteurs, comme des avalanches, vers le fond de la vallée. Ce fut comme un déchaînement de torrens humains inondant les plateaux, se déversant, par tous les sentiers qui s'offraient, pour aller grossir en bas le flot qui montait à chaque instant, menaçant d'exterminer l'armée turque. On aurait dit des bandes de loups fondant sur une proie colossale prise au piège. Les Monténégrins sautaient de rocher en rocher, bondissaient comme des tigres, par-dessus les crevasses, en poussant des cris sauvages, un pistolet dans chaque main, le kandjar entre les dents.

Les voilà tous en bas, chargeant avec fureur les Turcs surpris. Les fusils, les pistolets étincellent et crépitent, les kandjars se lèvent et retombent sans cesse, fendant l'air comme des flammes ardentes.

De loin, Karaditch contemplait la lutte, désolé de ne pouvoir y prendre part.

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écriait-il, comme ils se battent bien! Ils vont vaincre sans moi!

Soudain, sans dire un mot, Melitza chargea le prince sur son dos et le porta, par un sentier étroit et rapide, jusqu'au plus fort de l'engagement, suivie de la petite Jana, qui traînait péniblement derrière elle un lourd fusil. Mais, à ce moment, la lutte touchait à sa fin.

En une demi-heure, les Monténégrins étaient sortis victorieux d'un combat de géans. Quarante mille Turcs étaient tués ou faits

prisonniers; plusieurs pachas étaient entre nos mains, avec de nombreux drapeaux et tous les canons. Moukhtar-Pacha, seul, blessé et suivi de quelques cavaliers, réussit à se sauver sur le territoire autrichien.

Telle fut la journée de Gatzko. Quelle journée! Mais aussi quelle soirée après la victoire! Cette soirée-là m'apprit à comprendre Homère et les héros d'Ilion, mieux que n'eussent pu faire les commentaires les plus savans.

La nuit était tombée et le ciel s'étendait comme un immense linceul étoilé sur le champ de bataille trempé de sang lorsque je retrouvai Karaditch. Malgré la grave blessure qu'il avait reçue, il était arrivé encore assez tôt pour prendre part au combat final, et il s'était bravement battu. Melitza aussi avait donné le coup de grâce à plus d'un musulman.

Quand j'aperçus le prince, il était à côté de sa femme et de son enfant, assis sur une grande marmite de campagne renversée, fumant sa pipe et se réjouissant du riche butin qu'il venait de faire. Il lui était échu en partage une grande partie des bagages d'un pacha que lui et cinq Monténégrins avaient fait prisonnier.

— Que dis-tu maintenant de ma femme? me demanda-t-il en souriant légèrement.

C'était la première fois que je voyais un sourire s'épanouir sur cette figure de bronze.

— Je pense, répondis-je, qu'elle est la digne femme d'un héros.

— Désormais, je veux qu'elle soit vêtue et parée comme une sultane, dit le prince d'un air grave.

Parmi les objets précieux du pacha, il avait découvert une chaîne d'or qu'il mit, devant moi, au cou de sa femme, toujours du même air grave et solennel. On eût dit qu'il rendait hommage à cette admirable héroïne. Ensuite, il prit une magnifique étoile, étincelant de mille feux, qu'il attacha lui-même dans l'épaisse chevelure noire de sa belle compagne. Enfin, il déplia une de ces superbes pelisses turques dont j'avais admiré les pareilles à l'Exposition de Vienne. Celle-ci était en soie jaune garnie et doublée d'hermine. Sans dire un mot, il fit un signe à Melitza, se leva et se mit en devoir de lui passer la pelisse.

Jusque-là, Melitza n'avait manifesté sa joie intime que par un sourire; cette fois, elle rougit et appuya sa belle et fière tête sur la poitrine puissante de son mari, probablement pour cacher quelques larmes de bonheur échappées dans la profondeur de l'émotion. Karaditch la tint quelques instans pressée contre lui, puis il l'obligea doucement à relever la tête, caressant et relevant sa belle

chevelure, qui cachait un peu son front pur. Puis, se rasseyant sur sa marmite, il se mit à chanter à mi-voix, pendant que Melitza l'écoutait avec admiration, assise à ses pieds dans l'herbe chétive et meurtrie par la multitude des combattans :

Voilà une petite nacelle,
Qui vogue sur le lac bleu.
Mon cœur se gonfle de bien-être
Quand je la vois passer.

Quand une forte tempête
La pousse vers le rivage,
Une jeune fille prend les rames,
Une jeune fille qui chante gaîment.

Viens, Melitza, viens sur ces bords;
On est bien ici pour demeurer,
Quand tu reposes sur mon cœur,
Où il n'y a d'amour que pour toi.

C'est bien là le meilleur port
De tout l'univers.
L'ancre est dans mon cœur,
Et tu es enchaînée à mes lèvres.

SACHER-MASOCH.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre.

Non, certes, à se fier aux apparences, pas plus aujourd'hui qu'hier, ce n'est l'heure des coups de théâtre de la politique, des sérieuses agitations d'opinion, des événemens qui peuvent changer le cours des choses. Cela reviendra peut-être, comme c'est revenu bien d'autres fois; on n'a jamais le dernier mot du destin. Il sera toujours temps de voir ce qui arrivera.

Pour le moment, la trêve ménagée entre les luttes passées et les luttes toujours possibles de l'avenir, entre la confuse session qui a été close le mois dernier et la session nouvelle qui se rouvrira dans quelques semaines, cette trêve semble devoir aller jusqu'au bout sans accident; on n'aperçoit du moins aucune menace de trop prochains orages, aucun signe suspect. Les conseils-généraux ont passé sans trouble, sauf peut-être quelques scènes un peu vives, déjà oubliées, entre préfets et conseillers. M. le président de la république, rentré à Fontainebleau après son dernier voyage, n'est point homme à agiter de ses turbulentes velléités la vieille demeure royale, asile de sa paisible villégiature. Nos ministres prennent leurs aises et continuent plus que jamais leurs promenades à travers la France; c'est à peine s'ils se rencontrent une fois ou l'autre pour causer des affaires du gouvernement. Le pays, quant à lui, est tout entier au repos, ou plutôt à son activité régulière et silencieuse, à ses récoltes, tranquille et assez désabusé, recevant tout au plus un écho amorti des polémiques du jour. Pendant ce temps, notre armée, qui ne parle pas plus que le pays, est au travail, à ses manœu-

vres d'automne, qui s'exécutent en ce moment même sur plusieurs points à la fois. Le 11e corps poursuit ses marches et ses évolutions sur les côtes de Bretagne. Le 17e corps se déploie entre Toulouse, les Pyrénées et l'Agenais. Le 18e corps opère sur la Charente. Au nord surtout, l'œuvre militaire s'accomplit dans de plus grandes proportions, avec le concours de deux corps d'armée, sous la direction supérieure de M. le général Billot. Ces manœuvres, qui sont entrées désormais dans les mœurs militaires de l'Europe, ne sont sans doute qu'un exercice de plus, une expérience qu'on pourrait appeler académique, un simulacre de guerre; elles ont du moins l'avantage de servir à l'instruction des chefs aussi bien que des soldats, de les préparer à la vie de campagne et de donner périodiquement la mesure des progrès de notre armée. Elles sont suivies tous les ans avec une curieuse sympathie par les populations, qui aiment à voir passer cette image vivante de la puissance française, et sûrement, sans faire autant de bruit, elles ont un intérêt plus sérieux que tout ce qu'on peut dire du boulangisme, de ses alliances, de ses menées, de sa fausse grandeur et de sa décadence.

Ce n'est point à la vérité que cet épisode des révélations boulangistes, qui a éclaté dans le calme des vacances, n'ait lui-même son intérêt et son originalité. Il est sûrement aussi original qu'instructif. S'il n'est pas ce qu'on appelle un événement, il peut tout au moins passer pour un gros incident. C'est la liquidation définitive d'une révolution manquée. C'est la divulgation des secrets d'une comédie qui aurait pu un instant devenir une tragédie, dont le pays a failli être la dupe avant d'en être la victime, et qui n'a plus aujourd'hui rien de caché. Tout y est, les intrigues des uns, les illusions et les crédulités des autres, les roueries, les vanités, les négociations équivoques, les complicités inattendues, les marchandages, les fantaisies d'aventure : le tableau est complet! Que la divulgation à peine commencée ait soulevé aussitôt un tourbillon de polémiques, d'explications, de contestations, de rectifications, oui, sans doute; ce qu'il y a précisément de plus curieux, c'est que les explications et les récriminations ne font le plus souvent que confirmer ce qu'a dit le divulgateur. Les démentis eux-mêmes ressemblent à des aveux et complètent ou éclairent cette œuvre de confession universelle. Cette histoire bizarre d'une des plus audacieuses et des plus frivoles mystifications du temps reste donc à peu près vraie dans le fond; elle a aussi sa moralité, malheureusement une assez triste moralité. Elle a surtout cela de frappant, que, si elle dépouille de son dernier oripeau le héros vulgaire de la comédie, elle n'est flatteuse pour personne, ni pour ceux qui ont préparé par leur imprévoyance cette étrange fortune, ni pour ceux qui l'ont servie ou en ont été plus ou moins les complices, ni pour ceux qui ont cru voir dans un personnage de hasard un instrument des destinées de la France. Non vraiment, ni républicains ni conservateurs ne sortent intacts de cette aventure

boulangiste, et ces révélations d'aujourd'hui n'ont d'autre mérite que d'être un témoignage, involontaire peut-être, contre les partis.

Ils ont beau s'en défendre, s'accuser les uns les autres, se renvoyer les uns aux autres la responsabilité d'une crise qui, après avoir ému le pays, finit dans le ridicule; ils y ont tous contribué à leur manière. Ils ont tous eu leur rôle dans la représentation, ceux-ci avant, ceux-là pendant l'action. Ils expient aujourd'hui leurs complicités et leurs faux calculs par l'embarras mal déguisé de leur attitude et de leur langage. Assurément les conservateurs, pour leur part, n'avaient rien à faire dans une entreprise qui commençait par l'indiscipline d'un soldat démagogue, favori des radicaux. Ils y ont été pourtant, — ce n'est plus douteux, — dans cette bagarre inavouée ou inavouable. On ne le nie pas. On a négocié, on a eu des entrevues clandestines en France ou hors de France, on a concerté des combinaisons et des candidatures, on a donné de l'argent hypothéqué sur les succès futurs. Bref, on s'est prêté à une mystification qui, après tout, sans qu'on le voulût, pouvait devenir un désastre. S'il y a eu des résistans, des libéraux fidèles, des parlementaires, des indépendans qui ont refusé de suivre le panache barbouillé d'un aventurier, qui se sont révoltés à l'idée d'engager l'honneur, les intérêts de la cause conservatrice dans la plus suspecte des alliances, ils n'ont pas été écoutés. C'étaient des naïfs! Ce sont les habiles qui l'ont emporté dans les conseils et qui ont mené l'affaire. Ils ont fait là une belle campagne! C'était bien la peine de représenter près d'une moitié de la France, les griefs, les intérêts, les sentimens, les vœux d'une grande partie du pays, de représenter librement, au grand jour, les croyances froissées, l'ordre financier méconnu, les garanties oubliées, pour tout risquer dans une intrigue obscure. Qu'espérait-on cependant? Si l'aventure réussissait, c'était par trop puéril de croire qu'on avait mis la main sur un petit Monk de circonstance, que celui dont on aurait favorisé l'ambition et la fortune, qui aurait eu pour lui des millions de voix, aurait été disposé à tout livrer, fût-ce pour un titre de connétable. On aurait fait un césar d'aventure, un dictateur de plus, c'était l'unique résultat. Si l'entreprise échouait, on compromettait tout, on risquait de tout perdre. On voit ce qui en est aujourd'hui. Après l'insuccès vient un certain désarroi. Les intérêts conservateurs, les vœux du pays restent sans doute ce qu'ils étaient; ceux qui ont été chargés de les représenter depuis quelques années en sont pour leur stratégie hasardeuse, pour leurs fausses manœuvres, pour leur argent perdu et leur crédit compromis.

Assurément, les conservateurs qui se sont laissé entraîner dans cette triste et compromettante équipée n'ont rien gagné ni pour eux, ni pour leur cause; mais, après tout, s'ils ont cru pouvoir profiter d'une popularité qui a fait un moment illusion, ce n'est pas par eux qu'a été créé le danger boulangiste, et, s'ils n'ont rien gagné, les républicains, radi-

caux ou autres, ne sortent pas bien plus triomphans de l'aventure. On dirait, à entendre certains républicains, qu'ils ont toujours été étrangers aux affaires du boulangisme, que ce n'est là qu'une intrigue réactionnaire. M. Clémenceau et ses amis se lavent les mains de tout : ils n'éprouvent visiblement aucune satisfaction à se souvenir du règne ministériel de M. Boulanger, pas plus que des complicités que M. Henri Rochefort leur rappelle dans les scènes quelque peu révolutionnaires qui ont précédé l'élection de M. Carnot. Ils ne savent plus rien du passé. Voilà qui est fort bien! Que les républicains ou une partie des républicains se soient arrêtés à un certain moment et n'aient pas voulu suivre l'aventure boulangiste jusqu'au bout, c'est possible, seulement ils ne changeront rien. Ce sont bien, en définitive, les radicaux qui ont fait la fortune du ministre à panache, qui l'ont poussé au pouvoir, qui lui ont tout pardonné, et ses fantaisies et ses fanfares, tant qu'ils ont cru voir en lui un complice de leurs violences, de leurs lois d'exil. C'était le ministre républicain prédestiné dont on ne pouvait plus se passer, M. Clémenceau était son garant. M. Floquet, M. de Freycinet lui-même, refusaient le ministère s'ils ne pouvaient le garder pour collègue. Il a fallu quelque courage à un général modeste, son successeur au ministère, pour ramener à l'ordre ce soldat indiscipliné qui n'avait plus assez des plus grands commandemens. Quand les radicaux se sont arrêtés, quand ils ont voulu parler du « manteau troué de la dictature, » il n'était plus temps, cette popularité était faite! Et, de plus, qu'on le remarque bien, ce ne sont pas les radicaux seuls qui ont mis la main à l'œuvre boulangiste. Ce sont, à dire vrai, les républicains de toutes les couleurs qui l'avaient préparée à leur manière en créant la situation où cette popularité a pu faire fortune ; c'est par leur politique de secte, de vexations de parti, de prodigalités financières qu'ont été suscités dans le pays tous ces griefs, ces mécontentemens, ces lassitudes, ces dégoûts, qui, à un moment donné, se sont ralliés autour du nom le plus bruyant. De sorte que, si les conservateurs se sont laissés aller à la tentation d'exploiter l'aventure boulangiste, ce sont les républicains qui l'avaient rendue possible. C'est la moralité de cette affaire, si étrangement éclairée depuis quelques jours.

Qu'en faut-il conclure? S'il y a une chose évidente, c'est que ces divulgations nous font assister non-seulement à la fin du boulangisme, qui paraît bien mort, mais à la liquidation définitive d'une situation où tous les partis ont épuisé leurs passions, leurs imprévoyances ou leurs illusions ; c'est qu'à toutes ces politiques qui ont dit leur dernier mot il ne reste plus qu'à substituer la politique de paix morale et de raison patriotique, que la France réclamait aux élections dernières, qu'elle demande encore.

Après cela, que les partis épuisent leurs ardeurs factices à se dis-

puter un pouvoir livré au jeu de toutes les ambitions, que les batailleurs de la plume se perdent en querelles rétrospectives, c'est peut-être bon pour amuser un temps inoccupé; ce n'est pas ce qu'il y a de plus sérieux ni de plus utile. Il y a des affaires plus essentielles; il y a des questions toujours faites pour attirer les esprits réfléchis parce qu'elles touchent aux premiers ressorts de l'existence nationale.

Avant de se disputer comme une proie le gouvernement du pays, il faudrait d'abord savoir ce que devient le pays, ce qu'il est réellement, ce qu'il gagne ou ce qu'il perd de puissance et de force dans les luttes de la vie. C'est justement l'intérêt de cette question des progrès ou de la décroissance de la population française, pour laquelle les partis ont peu l'habitude de se passionner parce qu'elle ne prête guère aux polémiques bruyantes, qui fai. cependant de temps à autre une apparition saisissante dans les académies, dans les débats entre économistes, dans les statistiques révélatrices, même dans de gros livres. On y revient périodiquement, pour se retrouver sans cesse devant un fait invariable, avéré et constaté : le ralentissement régulier, continu, obstiné du mouvement de la population en France. On en a savamment parlé, il y a quelques semaines, à l'Académie de médecine comme d'un des plus graves phénomènes contemporains. On a discuté partout depuis sur le caractère de cette crise de la fécondité française. On a cherché, on cherche encore les causes du mal sans oublier de chercher les remèdes. On a épuisé les raisonnemens comme les statistiques, et voici qu'à son tour un anthropologiste de mérite, M. Arsène Dumont, publie tout un traité volumineux et touffu sous ce titre : *Dépopulation et civilisation*. Ce n'est malheureusement pas le plus gros livre qui est le plus clair. L'auteur est sans doute un homme initié à tous les mystères de la science. Il n'a qu'un défaut : il fait trop de philosophie, trop d'esthétique, trop d'abstraction à propos du chiffre des naissances, si bien que, soit dit sans offenser la science, il finit par ressembler au médecin de Molière. Il a toute sorte de théories sur le développement historique, sur la « capillarité sociale, » sur la démocratie, sur l'influence du cléricalisme ou de la royauté, sur « l'hypothèse-Dieu : » et, « voilà justement pourquoi votre fille est muette, » — c'est-à-dire pourquoi il naît moins d'enfans en France! On n'est pas plus avancé. L'œuvre savante n'explique rien. Le problème reste tout entier dans ses termes à la fois simples et inexorables.

La vérité toute simple, telle qu'elle est écrite dans les chiffres de toutes les statistiques, telle qu'elle est périodiquement constatée, c'est que la population, loin d'augmenter, ne fait que diminuer en France et que le ralentissement ne date pas d'aujourd'hui. C'est là le fait palpable, caractéristique, il y a moins de mariages, moins d'enfans qu'autrefois dans notre pays. Depuis les premiers jours du siècle, la natalité n'a cessé de suivre un mouvement continu, ininterrompu de

décroissance et, de degré en degré, est tombée de 32.9 naissances pour mille habitans à 23.9, et même pour les dernières années, à 23.4. C'est une diminution d'un quart sur le nombre des naissances. Il y avait en 1800-1810, 3.93 enfans pour chaque mariage, il n'y en a plus que 2.96. Tout fléchit à la fois dans ce mouvement dont l'impitoyable statistique marque les étapes de dix ans en dix ans. La diminution, il est vrai, n'est pas la même dans toutes les régions de la France, elle varie selon les zones, quelquefois de département à département et même de commune à commune. Il y a des contrées comme le Nord, la Seine-Inférieure, surtout la Bretagne, la Nièvre, la Lozère, qui gardent un chiffre assez élevé, au moins suffisant de naissances, tandis que d'autres et même des plus riches, la basse Normandie, la Bourgogne, une partie du Midi, le Lot-et-Garonne, le Gers, le Tarn-et-Garonne, tombent à un degré inférieur dans l'échelle de la natalité. Tout compensé, pour l'ensemble du pays, le dernier mot est le déficit. La France qui, à certaines époques du siècle, a compté plus d'un million de naissances annuelles n'en comptait plus récemment que 937,000, et comme, en dépit de tous les progrès du bien-être, la mortalité n'a pas décru dans la même proportion, le résultat est toujours en fin de compte, sinon une décroissance décidée, accélérée, du moins une stagnation sensible. C'est là le fait positif. Il serait certes sérieux et inquiétant s'il était le signe d'un commencement de stérilité, d'un dépérissement de la fécondité française. Il peut au moment présent paraître d'autant plus grave, d'une gravité relative si l'on veut, qu'il se lie à une question de défense nationale, que par une coïncidence peu rassurante, tandis que la France semblerait perdre de ses forces, les autres états de l'Europe, l'Allemagne au premier rang, en sont toujours à voir leurs populations se multiplier et s'accroître. A une date qu'on peut prévoir et presque fixer, c'est un corps d'armée de plus ou de moins à jeter dans la balance des batailles. Grosse affaire assurément pour un pays comme le nôtre, réduit à défendre pied à pied sa vieille grandeur.

A quoi tient le mal de la « dépopulation, » ou pour mieux dire de ce ralentissement de fécondité dont souffre particulièrement la France? Pourquoi y a-t-il un peu moins de mariages? Pourquoi surtout y a-t-il moins d'enfans dans les familles? C'est l'éternelle question, qui n'est pas facile à débrouiller, qui n'est pas plus claire aujourd'hui qu'hier, quoique tout le monde dise son mot. Il n'y a point, après tout, de raisons physiques bien saisissables. Est-ce la misère, la difficulté de vivre qui produit la stérilité? Mais ce sont précisément les populations les plus éprouvées, les plus pauvres, les plus étrangères aux progrès et aux jouissances du bien-être; ce sont les populations du Finistère, de la Lozère, qui ont le plus d'enfans. Est-ce la guerre qui, à certains momens, a eu son influence sur la race? Mais c'est justement en plein empire, en 1806, que la natalité a été la plus élevée; elle ne s'est ralentie

que depuis, dans des temps plus pacifiques, pour se relever un instant l'année de la guerre d'Italie. Est-ce le vice qui tarit la fécondité? Ce n'est qu'un dénigrement vulgaire. Le vice ne règne pas plus en France qu'en Allemagne ou en Angleterre : il n'a que l'hypocrisie de moins. Il faut donc qu'il y ait d'autres causes, des causes plus générales ou plus profondes. Elles ne sont sûrement pas dans les fantaisies philosophiques de l'auteur de *Dépopulation et civilisation*, qui veut bien nous révéler que, si la France est stérile, c'est parce que notre démocratie est restée centralisée et catholique, parce qu'elle n'a pas encore réussi à s'affranchir des influences du passé, de la royauté et du cléricalisme. Le fait est, au contraire, que la « dépopulation » a commencé et a coïncidé avec cette émancipation dont on parle, qu'elle n'a cessé de se développer depuis sans interruption, pour atteindre, dans ces dernières années, le degré le plus aigu. Que reste-t-il donc? Il reste peut-être une cause plus simple et plus intime, moins transcendante et moins chimérique : c'est un certain état moral créé par les progrès du luxe et du bien-être, par la confusion des idées et l'âpreté des instincts nouveaux; c'est cet état où tous les freins sont émoussés, où l'esprit de tradition et de solidarité s'est affaibli. On songe avant tout aux commodités de la vie. Il faut bien appeler les choses par leur nom : on a moins d'enfans pour leur laisser plus de fortune si on le peut, au moins plus d'aisance, ou pour se dérober aux charges des familles nombreuses. On calcule la paternité, et ce qui a commencé par envahir les classes aisées a fini par pénétrer jusque dans les campagnes, parmi les masses rurales. Ce n'est peut-être pas la seule cause, c'est une des plus sérieuses, une des plus actives d'un mouvement de décroissance par lequel la race a paru atteinte dans sa fécondité native. Que faire à cela?

Reconnaître et vérifier le mal est plus aisé, sans doute, que de trouver les remèdes. Que législateurs et économistes se mettent à l'œuvre et imaginent toute sorte d'expédiens pour raviver la production humaine en France, pour encourager la multiplication de la race par des dégrèvemens d'impôts, par des subsides ou des faveurs, qu'on propose même de taxer les célibataires ou d'accorder des avantages aux pères de nombreuses familles; qu'on y ajoute toutes les sollicitudes possibles pour les mères, pour les enfans, soit, on l'a essayé. Tous ces moyens ne sont encore, à tout prendre, que des palliatifs le plus souvent peu sérieux ou peu efficaces et même quelquefois plus dangereux que bienfaisans. On ne suscite pas à volonté, par des combinaisons plus ou moins ingénieuses, par des artifices d'administration et de légalité, la force productrice d'une nation. Il n'est pas au pouvoir de l'état de disposer de la natalité. Les remèdes, en cette affaire, ne sont, pas plus que le mal, de l'ordre politique et administratif. Le moyen le plus efficace, quoique sans doute encore d'un effet assez lent, serait

de faire appel aux influences morales, de raviver l'idée du devoir supérieur aux calculs d'un égoïsme stérile, de raffermir l'organisation et les habitudes de la famille, de rattacher les populations à leur foyer en les fortifiant contre les séductions malfaisantes. Mais quoi! Ce serait aller contre la politique du jour, et on n'a trouvé jusqu'ici rien de mieux, pour guérir ce mal de stérilité dont on se plaint, que de flatter les instincts qui ont contribué à le créer.

Au fond, d'ailleurs, sans méconnaître la gravité de ce qu'on appelle la « dépopulation » et de ce qui n'est plus réellement que la stagnation, il ne faudrait rien exagérer. Ces problèmes, si complexes, ne sont pas tout entiers dans des chiffres et ne se réduisent pas uniquement à une question de nombre. Si le nombre était tout, la Chine, qui est le plus populeux des empires, serait aussi le plus puissant et le plus civilisé; heureusement, tout n'est pas là, et, si atteinte qu'elle puisse paraître de cette maladie de la stérilité qui, après tout, n'est pas inguérissable, si tourmentée qu'elle soit par ses partis, la France a toujours en elle-même les élémens essentiels de la puissance. Elle garde la force de son unité nationale, de son sol fertile, de ses habitudes de travail et d'économie. Elle n'a même pas perdu, autant qu'on le dit parfois, son esprit militaire, ce vieil esprit qui ressaisirait si aisément, au premier coup de tambour, nos populations viriles, et il suffirait qu'elle fût bien conduite pour que la France pût le montrer à ses amis et à ses ennemis.

On ne peut pas dire que les grandes affaires aient disparu de l'Europe; on ne peut pas dire non plus qu'elles soient bien actives par ces temps de vacances dont profitent un peu les gouvernemens et toutes les diplomaties. L'empereur Guillaume II lui-même n'a pas occupé l'Europe de ses actions et de ses voyages depuis sa dernière course en Russie, qui est déjà oubliée après avoir été tant commentée. Souverains, ministres et chefs d'armée sont au repos ou aux manœuvres qui s'exécutent dans tous les pays comme en France. Manœuvres en Russie et en Allemagne, manœuvres en Autriche et en Italie: exercices de guerre, déploiemens militaires partout, — pour protéger la paix, c'est entendu, et au besoin pour la menacer, c'est encore plus clair. On n'en est heureusement pas là pour le moment; on n'en est pas même aux apparences de complications prochaines, et, si un toast porté ces jours derniers à l'empereur Guillaume dans le Slesvig-Holstein a parlé de « points noirs, » c'était des « points noirs » de l'intérieur qu'on parlait. On en est tout au plus pour l'instant, à défaut d'événemens faits pour émouvoir le monde, aux incidens, qui ont bien d'ailleurs leur intérêt et leur signification, qui se rattachent plus ou moins à ce perpétuel travail des rapports généraux des alliances en Europe.

Que se passe-t-il réellement au-delà des Alpes? Il est certain que la

triple alliance a de ce côté de mauvais momens, qu'elle paraît soumise à de singulières épreuves, et que la politique italienne s'en ressent dans tous ses mouvemens, dans toutes ses résolutions; elle semble du moins avoir depuis quelque temps de curieuses tergiversations ou une certaine gêne intime que le cabinet de Rome ne réussit guère à déguiser.

L'Autriche et l'Italie sont ensemble dans la triple alliance, c'est toujours convenu. On dirait, dans tous les cas, des alliées qui ne s'entendent guère ou qui ne peuvent s'entendre que dans l'obscurité, avec toutes les réticences possibles. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, si l'Italie et l'Autriche sont liées par un artifice de diplomatie, elles restent encore plus divisées par leurs souvenirs, par leurs traditions ou leurs arrière-pensées; c'est qu'il y a toujours entre elles ce qu'on appelle « l'irrédentisme, » les revendications italiennes sur Trieste et Trente, que l'Autriche paraît décidée à ne pas laisser mettre ses droits en doute et que l'Italie se sent visiblement dans l'embarras. L'Autriche, il y a quelques semaines, a cru devoir dissoudre rudement, par la main de sa police, une société italienne de Trieste, la société *Pro Patria*. Le cabinet de Rome, pour faire honneur à la triple alliance, peut-être aussi dans l'espoir de désarmer ou d'adoucir l'Autriche, s'est décidé de son côté à dissoudre les associations irrédentistes du royaume. C'était déjà beaucoup pour le gouvernement italien, pressé par l'opinion populaire, surtout pour M. Crispi qui a été lui-même un fougueux irrédentiste. Cela n'a pas suffi. L'Autriche vient de frapper un nouveau coup en supprimant une autre société, la société le *Progresso* sans s'inquiéter de ce qu'on en dirait à Rome. Le coup est sensible, et, tout compte fait, le gouvernement italien se trouve dans cette pénible alternative: s'il s'arrête dans ses répressions de complaisance, il s'expose à irriter l'Autriche, à passer pour un allié infidèle; s'il pousse jusqu'au bout la guerre à « l'irrédentisme, » il risque de soulever contre lui une agitation passionnée à l'intérieur, et ce n'est pas sans gravité à la veille d'élections qui semblent prochaines. Voilà la situation, elle n'est pas trop facile! Mais ce n'est pas tout: il s'est produit, sur ces entrefaites, un incident qui n'est pas moins curieux, qui n'est peut-être qu'une révélation de plus des embarras de la politique italienne.

C'est à la fois bien simple et un peu étrange. L'Italie, qui tient à sa marine et qui dépense beaucoup pour elle, lance d'ici à peu de jours un nouveau navire cuirassé, *la Sardegna*, dans le port de la Spezzia. Le roi Humbert devait présider la cérémonie. Aussitôt on s'était demandé si cette fête des bords de la Méditerranée ne serait pas pour les escadres étrangères une occasion de paraître devant la Spezzia, de porter au roi Humbert le salut de courtoisie que les nations civilisées ne se refusent pas. L'escadre anglaise, à ce qu'il semble, s'était déjà ébranlée et avait

quitté Malte pour être au rendez-vous. Il ne pouvait y avoir de doute pour la France, qui ne faisait que rendre au roi d'Italie la politesse que celui-ci avait eue pour elle en envoyant, il y a quelque temps, son escadre devant Toulon, pour saluer M. le président Carnot. Tout semblait se préparer à la Spezzia pour donner plus d'éclat à la fête présidée par le souverain et à la réception des escadres étrangères, lorsque tout d'un coup un bruit singulier s'est répandu. Le roi Humbert ne va plus à la Spezzia ! Les escadres n'ont plus par conséquent à paraître, — et ce qu'il y a peut-être de plus piquant, c'est que si l'escadre anglaise n'est pas allée à la Spezzia, ou si elle n'y est allée que depuis, en passant, elle est allée d'abord à Toulon, où officiers anglais et français viennent d'échanger les témoignages de la plus sérieuse cordialité. Que s'est-il donc passé ? Les commentaires n'ont pas manqué. On a dit que des difficultés diplomatiques seraient survenues entre l'Angleterre et l'Italie au sujet d'une circulaire de M. Crispi, ou de l'Afrique, que l'amiral Hoskins aurait reçu au dernier moment l'ordre de ne point paraître devant la Spezzia et que le roi Humbert aurait voulu éviter de donner plus d'éclat à cet incident. On a dit aussi pour la France, puisqu'on dit tout, qu'on avait réfléchi à Rome, qu'on n'avait pas voulu affecter de rechercher un rapprochement avec notre pays, qu'on avait craint, à l'occasion de la présence des navires français, des démonstrations qui offusqueraient à Berlin, qui seraient un embarras pour le gouvernement. On a dit ce qu'on a voulu. Que le roi Humbert aille ou n'aille pas à la Spezzia, le fait n'est pas par lui-même bien sérieux, n'importe : si l'Italie est obligée de se faire le gendarme de l'Autriche contre « l'irrédentisme », si elle en est réduite à tout calculer pour ne point offusquer d'ombrageux alliés, elle paie cher une politique extérieure qui, en enchaînant sa liberté, ruine de plus ses finances.

Depuis que les États-Unis sont devenus au-delà de l'Atlantique une grande et colossale puissance, l'Europe s'en est certainement ressentie de toute façon. Elle s'en est ressentie dans sa politique, qui a eu plus d'une fois à se débattre sur les mers, dans toutes les régions du Nouveau-Monde, avec la diplomatie ombrageuse et opiniâtre de Washington ; elle s'en ressent tous les jours dans son commerce et son industrie, qui ont trouvé dans l'industrie et le commerce américains une concurrence redoutable, qui ont de plus à lutter contre ce protectionnisme à outrance dont le plus récent spécimen est ce qu'on appelle le bill Mac-Kinley. Il ne s'agit plus du premier bill Mac-Kinley, de celui qui, par les formalités multipliées qu'il entraîne, par les minutieuses rigueurs de contrôle qu'il impose à l'entrée dans les ports américains, semble avoir été imaginé pour décourager le commerce étranger. Celui-là a été voté, il est déjà appliqué, et à en juger par ce commencement d'expérience, on ne voit pas que la pratique en atténue les

sévérités excessives et décourageantes. Il s'agit d'un second bill qui a été joint au premier, qui a été voté par la chambre des représentans de Washington, mais qui est encore en discussion devant le sénat. Celui-ci a un titre qui en précise l'objet, c'est le *Tariff-Bill*, il est destiné à remanier les droits sur les importations étrangères, pour les aggraver le plus souvent. La discussion, il est vrai, ne va pas toute seule ; elle paraît assez laborieuse, d'autant plus que les intérêts des divers états industriels ou agricoles se heurtent dans ce débat et que le secrétaire d'état, M. Blaine, ne serait pas, sur certains points, favorable au bill.

On en était là lorsqu'est survenu tout à coup un incident qui pourrait compliquer singulièrement les choses, qui, en mettant tout le monde d'accord à Washington, ne tendrait à rien moins qu'à ouvrir une sorte de conflit commercial avec l'Europe, — et cela, pour appeler les choses par leur nom, à propos de porcs! La France, et elle n'est pas seule en Europe, a cru devoir interdire, par mesure d'hygiène, l'importation des porcs américains suspects d'infection. Les Américains, jettent feu et flamme, protestent que leurs porcs sont aussi sains que nos vins sophistiqués, qu'ils sont victimes d'une interdiction blessante pour la probité américaine! Ils n'ont pas réussi encore à rouvrir les pays européens à un des plus grands produits de leur commerce. Qu'est-il arrivé? Ils ont saisi l'occasion du bill Mac-Kinley; ils ont voté un amendement qui, en instituant sous leur responsabilité une sorte de contrôle de leurs salaisons à la sortie, arme le président du droit de suspendre l'importation des vins étrangers, et généralement d'exercer les représailles qu'il jugera nécessaires contre tout pays qui frapperait de « mesures arbitraires et vexatoires » les produits américains. Et le bill a été accepté, sanctionné par le président Harrison ! C'est une menace pour nos vins de France. C'est aussi pour le président le droit d'ouvrir à volonté une redoutable guerre commerciale. S'arrêtera-t-on dans cette voie? On pressent déjà ce que le protectionnisme à outrance peut préparer de conflits meurtriers pour tous les peuples, pour l'Europe comme pour l'Amérique.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La hausse s'est poursuivie avec une régularité telle et un élan si vigoureux sur nos fonds publics, et notamment sur le 3 pour 100 perpétuel, que les imaginations se sont enflammées et que la conquête du pair de 100 francs a bientôt paru une éventualité aussi réalisable et prochaine que l'avait été naguère celle du cours de 90 francs.

Cependant, pour si général que soit le mouvement qui porte toutes les valeurs vers des cours inconnus depuis la période de 1880-1882, le marché de notre 3 pour 100 n'aurait point présenté le spectacle d'un déplacement de prix si extraordinaire, si un concours de circonstances exceptionnelles n'avait donné à la fois force et durée à une poussée hardie de spéculation.

Si singulier que le fait puisse paraître, il s'était formé sur la rente, entre 93 et 94 francs, un découvert d'une importance sérieuse. Les baissiers, après tant d'efforts vains, avaient cru le moment favorable pour une éclatante revanche. Il avait été payé fin juillet des reports à des taux fort élevés. Fin août, au contraire, le report s'est brusquement abaissé jusqu'à tomber au pair, sinon au déport. Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question de baisse, et les vendeurs durent se racheter à tous prix. Un fait intéressant venait d'ailleurs de se produire qui favorisait singulièrement l'entreprise des haussiers. Une somme de 80 millions de francs d'obligations sexennaires venait à échéance à la date du 1er septembre. Le remboursement de cette somme n'entrait point dans les prévisions du budget de 1890, ou du moins il devait être compensé par un renouvellement d'importance égale. Or les 80 millions ont été remboursés purement et simplement par le Trésor au moyen d'un prélèvement sur son compte créditeur à la Banque de France, qui s'élevait alors à 269 millions.

La raison de cette opération est évidente. Elle ressort du projet d'emprunt déposé par le ministre des finances le printemps dernier et que la chambre doit discuter à la rentrée. Il s'agit de 700 millions à réaliser par l'émission de rentes perpétuelles 3 pour 100, et qui sont destinés pour partie au remboursement de toutes les obligations sexennaires encore en circulation et au remplacement de celles dont l'émis-

sion avait été autorisée, mais n'était pas encore effectuée. Le ministre des finances a jugé à propos d'anticiper, en ce qui concerne les 80 millions d'obligations sexennaires, échéant le 1er septembre, l'effet de la future émission de l'emprunt de 700 millions. Au lieu de créer de nouvelles obligations, le ministre a préféré couvrir ses besoins temporaires d'argent par la délivrance de bons du Trésor facilement négociables au-dessous de 3 pour 100, et qui seront remboursés dans trois ou six mois sur les produits de l'emprunt.

L'opération a été sagement conçue. Elle a eu, de plus, pour résultat de mettre en circulation, à l'heure même de la liquidation, un stock considérable de capitaux cherchant emploi; elle a continué, accentué l'œuvre si résolument accomplie depuis octobre dernier par les achats de rentes pour les caisses d'épargne.

Ainsi, facilités imprévues offertes par le Trésor à la place, avilissement du taux des reports, déroute du découvert, telles sont les facteurs qui ont aidé la spéculation à porter en un mois la rente 3 pour 100 de 92.50, à 96.50, mouvement qui s'est opéré en quelque sorte automatiquement et sans aucune interruption, avec l'accompagnement, du reste, d'une véritable révolution dans les prix de bon nombre de valeurs et de la plupart des fonds étrangers.

Cet élan vers la hausse a été en instant enrayé au cours de la seconde quinzaine de septembre. Le 3 pour 100, qui avait été porté à 96.50, a été ramené brusquement d'un point en arrière, sur le bruit qu'une grande compagnie d'assurances, en présence de cours inespérés, avait résolu d'aliéner son stock de rentes. Les offres se sont alors montrées au comptant, et une réaction d'une certaine étendue paraissait aussi probable qu'elle eût été judicieuse et salutaire pour l'avenir du marché, lorsque de nouvelles demandes ont surgi qui ont effacé en une seule bourse toute trace du mouvement rétrograde. Le vendredi 12, le 3 pour 100 se trouvait de nouveau porté à son niveau le plus élevé, 96.40.

L'amortissable a été naturellement entraîné dans l'essor de la rente perpétuelle, mais à mesure que les deux fonds se rapprochaient du pair, l'écart qui existe entre leurs prix a progressivement diminué; il n'est plus aujourd'hui que de 50 centimes. Aussi depuis la liquidation de fin août, le premier fonds a-t-il monté d'une unité, tandis que le second est resté immobile. Le 4 1/2 est de même sans changement à 106.50. Un coupon trimestriel de 0.75 devant être détaché le 16 courant sur le 3 pour 100, le prix de ce fonds ressort dès maintenant à 95.50 et tendra à s'établir à 96 ex-coupon.

Les consolidés anglais, en réaction depuis quelques jours, ont perdu ce même cours de 96. Il est vrai que la rente britannique n'est plus que de 2 3/4 pour 100, mais quelque confiance que puisse inspirer

l'état de prospérité et de richesse de notre pays, il semble que le chiffre moins élevé de la dette anglaise et surtout la régularité avec laquelle il décroît chaque année, justifieraient entre les deux fonds une différence de capitalisation supérieure à 1/12e pour 100. Enfin, la brusquerie de la hausse qui a été faite sur notre fonds national, le défaut même d'interruption dans le mouvement, tout accuse à la fois et la part considérable de la spéculation pure dans cette campagne si brillante et le puissant concours qu'elle a trouvé dans les achats continus pour le compte des caisses d'épargne. Si l'on songe que dans peu de mois, avant peut-être la fin de l'année, il va être créé pour 700 millions de francs d'inscriptions nouvelles de rente 3 pour 100, il est difficile de ne pas trouver au moins très hardi, pour ne pas employer une expression plus forte, le dessein si habilement poursuivi de porter notre principal fonds national à 100 francs.

On a émis l'idée que le gouvernement devrait profiter de la faveur extraordinaire dont bénéficie le crédit du pays, pour émettre le prochain emprunt non en 3 pour 100, mais en un nouveau fonds 2 1/2 pour 100 que l'épargne publique se disputerait au prix de 80 francs et que la spéculation porterait sans peine au-dessus de 90 fr., ce qui pousserait l'ancien 3 pour 100 par-delà le pair et permettrait de le convertir à son tour en 2 1/2 pour 100, pour le plus grand allègement des charges du Trésor. Ce sont là de beaux projets, dont la réalisation n'est peut-être pas aussi lointaine qu'on pourrait l'imaginer. Pour l'instant, du moins, ils sont prématurés. Il faut songer à l'incident imprévu, au grain de sable qui produit l'écroulement des plus séduisantes combinaisons.

Les places étrangères ont en général conformé leur attitude à celle de notre marché. La quinzaine a été encore pour quelques-uns des fonds d'États, objets de la spéculation internationale, une période de progression sérieuse. L'Autrichien or 4 pour 0/0 a été porté de 97.50 à 98.35, l'Extérieure de 77.25 à 78.15, le 4 0/0 russe 1889 de 98.70 à 99, le 1890 de 99 à 98.35 ex-coupon de 1 0/0, le Consolidé de 99 à 99.25, le 4 1/2 Brésilien de 89.25 à 92, le 4 0/0 de 81.75 à 83.

Cependant le Hongrois a reculé de 92.25 à 91.75; l'Italien, porté d'abord de 96.15 à 96.60, a reculé à 95.80, pour revenir à 96.10. Le Portugais se retrouve à 63.75, comme il y a quinze jours, après une pointe à 64.50; l'Unifiée est restée sans changement à 495, de même le Turc à 19.75.

Dans l'ensemble, on constate une difficulté réelle à dépasser le niveau déjà atteint. Dès qu'un de ces fonds s'élève d'une fraction notable, les réalisations affluent et le ramènent en arrière. L'opportunité d'un temps d'arrêt est manifeste. Les 4 0/0 russes devront reculer sans doute avant de franchir la courte étape qui les sépare du pair. Sur

l'Unifiée le cours de 500 est malaisément accessible ; c'est une question de temps. Pour l'Extérieure, l'Italien, le Portugais, la situation financière et économique du pays proteste contre des velléités de hausse nouvelle. Le crédit d'un État ne peut s'améliorer d'une manière sérieuse et durable lorsque son budget est de plus en plus embarrassé. Il y a dans toute cette ébullition des cours des rentes étrangères quelque chose de factice qui fait douter de la solidité de l'évolution accomplie.

D'un autre côté, les grandes institutions de crédit, les maisons de banque les plus puissantes d'Angleterre et du continent préparent pour cet hiver des opérations considérables, nouvelles conversions russes et hongroises, Crédit foncier italien, emprunt espagnol, emprunt portugais, etc., sans compter l'émission annoncée du 6 0/0 mexicain et les projets en cours d'élaboration en Angleterre pour la République Argentine, où les affaires ne reprennent ni activité ni santé, malgré la faveur qu'avait obtenue pendant les premiers jours la nouvelle administration. Pour toutes ces opérations la hausse est le levier nécessaire.

Parmi les sociétés de crédit, la Banque de France est celle dont l'action a été l'objet du plus vif mouvement de reprise depuis le commencement de septembre. De 4,180 ce titre s'est élevé à 4,300 ; les achats paraissent surtout motivés par un calcul de capitalisation comparée avec le taux de rendement de la rente française, peut-être aussi par la pensée qu'avant peu l'argent sera plus serré qu'il ne l'est pour quelques semaines encore. Quant à la question du renouvellement du privilège, elle est ajournée à 1891, et se posera comme un corollaire du grand emprunt de 700 millions.

Le Crédit foncier s'est arrêté dans son large et légitime mouvement de reprise à 1,325, cours où il se tenait habituellement avant la dernière crise. La Banque de Paris et le Crédit lyonnais ont oscillé autour des prix atteints fin août. Le Comptoir national d'escompte est en progrès de 15 francs à 635. L'action de l'ancien Comptoir, que les habiles ont pu acheter, après la débâcle, entre 80 et 120 francs, avait déjà reconquis le cours de 200 francs à la fin du mois dernier. La divulgation des résultats acquis par la liquidation, remboursement des avances de la Banque de France et de la Banque de Paris, rentrées diverses, indemnité des administrateurs, etc., a ouvert des perspectives nouvelles sur le sort réservé aux porteurs de cette valeur, et une hausse de 45 francs s'est encore rapidement produite. C'est à la fermeté du prix du cuivre qu'est due cette résurrection. Qui eût pu penser, au lendemain du krach du Comptoir et de la Société des Métaux, que quinze mois plus tard le cours de 59 à 60 livres sterling serait considéré comme normal pour l'écoulement de l'immense stock si imprudemment accu-

mulé? Le Rio-Tinto n'est-il pas déjà revenu aux cours qu'il avait atteints au plus beau temps de la grande spéculation?

Le Crédit mobilier a été porté de 435 à 450, la Société générale de 498.75 à 515, la Banque parisienne de 310 à 360, la Rente foncière de 235 à 270. Entre les banques étrangères, l'Ottomane seule a été poussée par la spéculation de 625 à 640. Le Crédit foncier d'Autriche a été ramené de 1,090 à 1,065. La Banque nationale du Brésil et la Banque nationale du Mexique sont restées aux cours de fin août.

Le Lyon et le Midi ont gardé leurs prix de 1,485 et 1,295. L'Ouest est en progrès de 10 francs à 1,050, l'Est de 15 à 910, le Nord de 25 à 1,870, l'Orléans de 10 à 1,510, les Chemins autrichiens de 7.50 à 580, le Nord de l'Espagne de 8.75 à 378.75. Les Lombards ont reculé de 7.50 à 350.

C'est du côté des valeurs industrielles que se sont produites les variations de prix les plus intéressantes. Les Docks de Marseille sont en hausse de 10 francs à 515, les Magasins généraux de Paris de 20 francs à 555, le Gaz de 22 fr. 50 à 1,435, les Métaux de 11 fr. 25 à 66.25, le Suez de 27 fr. 50 à 2,410, la Transatlantique de 10 francs à 635, les Voitures de 25 francs à 720, le Télégraphe de Paris à New-York de 35 francs à 205, même le Panama de 3 fr. 75 à 47.50.

Parmi celles de ces valeurs qui ne se négocient qu'au comptant, nous relevons les différences suivantes, bien caractéristiques de la direction nouvelle donnée à certains capitaux : du 1er au 12 septembre, l'action Mokta-el-Hadid a été portée de 787.50 à 870 francs, les Eaux de Vichy de 5,600 à 5,800 francs, la Compagnie générale des Eaux de 1,400 à 1,430 francs, les Bouillons Duval de 2,125 à 2,190 francs, les Grands Moulins de Corbeil de 492.50 à 535 francs, etc.

La société la Dynamite, dont les variations de cours avaient été une des curiosités de la seconde quinzaine financière d'août, a baissé de 660 à 525 francs, après le détachement d'un coupon de 25 francs. Elle s'est ensuite relevée à 600 francs.

La hausse du 3 pour 100 n'est pas restée sans influence sur les cours des obligations de nos grandes Compagnies de chemins de fer. Toutes ont monté de 2 à 3 francs du 1er au 12 courant. Celle du Nord, ex-coupon de juillet, s'est établie au-dessus de 450 francs; les autres s'échelonnent, selon les échéances d'intérêt ou les différences de classement, entre 440 et 450 francs, ce qui correspond bien aux cours de la rente amortissable, l'impôt entrant en ligne de compte. Les obligations des Chemins autrichiens et espagnols présentent une progression analogue, variant de 2 à 6 ou 7 francs.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

ints

rale
ière
été
he a
t la

uest
25 à
580,
é de

s va-
nt en
rancs
5, le
, les
k de

tant,
de la
nbre,
Eaux
ux de
s, les

é une
sé de
. Elle

cours
Toutes
x-cou-
l'éche-
ment,
rente
ns des
ana-